

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du vendredi, le 23 février, 1883.*

SOMMAIRE :—Dépôt de divers projets de lois.— Suite de la délibération sur le projet de budget des dépenses. Suite du discours de M. Desjardins.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

Les projets de lois suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre, la deuxième délibération est renvoyée à demain.

Pour constituer l'association dite "Les dominicains ou frères prêcheurs de la province de Québec."

Pour modifier la loi constituant la compagnie canadienne d'éclairage électrique. (Ce dernier projet est renvoyé au comité des chemins de fer, etc.)

Pour autoriser les sœurs de la Providence et l'asile St-Patrice des orphelins, de Montréal, à vendre certaine propriété (Ce projet est renvoyé au comité d'intérêt local).

Pour modifier de nouveau la loi constituant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga.

Pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de l'Union Jacques-Cartier.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, un état des affaires de la congrégation des sœurs des petites écoles de Saint-Germain de Rimouski pour l'année 1882.

Un projet de loi ayant pour objet de modifier le code municipal, en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de paiement, est déposé sur le bureau de la Chambre et la 2<sup>e</sup> délibération est renvoyée à lundi.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février

1883 ; demandant copie des arrêtés du conseil, No. 140, en date du quatorze juin 1870 et le No. 260, en date du trois août 1877, adoptés en vertu de l'article 10, de la 32<sup>e</sup> Victoria, chapitre 25, et de toutes les correspondances, instructions et autres documents s'y rattachant.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget général de dépenses pour l'année 1883-84 et sur la proposition de l'honorable M. Mercier.

M. Desjardins a la parole :

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, bien que j'aie peut-être trop longuement traité la question des finances, je prie mes honorables collègues de m'accorder encore quelques instants d'attention. Les nouvelles allusions de l'honorable chef de l'opposition à la vente du chemin de fer du nord, dans sa réponse au discours de l'honorable trésorier sur le budget, me fournissent une seconde occasion d'ajouter quelques remarques à tout ce que j'ai déjà dit au sujet de cette transaction.

Après la réponse que je lui ai faite à la séance de lundi, lorsque pour la première fois il s'est imprudemment aventuré sur ce terrain si glissant pour lui, et après l'énergique manifestation des sentiments de cette Chambre qui a accompagné mes paroles, il me semble qu'il eût été beaucoup mieux pour lui, et pour ses amis, de ne pas s'exposer à la réplique que je dois lui donner avec toute la vigueur dont je suis capable. Il l'a voulu, témérairement voulu, et il n'aura qu'à s'en prendre à lui-même si, une deuxième fois, je le place devant cette Chambre et devant la province dans l'humiliante position d'un homme qui, au mépris de l'obligation sacrée qu'il avait contractée, a failli à son devoir dans une circonstance solennelle.

Quand, en ma qualité de député du peuple, de représentant de l'une des divisions électorales de cette province, dans ma position de membre de cette honorable Chambre, j'ai été appelé à me prononcer sur cette très importante question de la vente du chemin de fer du nord, je l'ai fait courageusement et sincèrement par mes paroles et par mon vote. J'ai étudié la question le plus sérieusement possible ; j'y ai réfléchi longuement ; j'ai lu et comparé la statistique des chemins de fer de presque tous les pays du monde. J'ai voulu me renseigner avec soin sur la politique des chemins de fer des nations qui ont le plus d'expérience dans les affaires, sans regarder aux longues heures de recherches que ce travail m'imposait. A la lumière de tous ces renseignements,

de ces études, de ces réflexions, j'ai formé mon opinion, et avec une aussi sincère conviction j'ai suivi fermement la ligne droite du devoir, acceptant avec courage la responsabilité que j'assumais, et sans penser aux sacrifices que cet acte m'imposait, en m'obligeant de briser une carrière à laquelle j'étais bien attaché pour l'avoir suivie pendant plusieurs années et y avoir consacré bien de longues veilles. J'ai fait ce que j'ai cru devoir faire et, s'il y avait lieu, je le referais avec encore plus d'énergie, parce qu'aujourd'hui, après l'expérience des dix derniers mois, je suis plus que jamais profondément certain qu'en décidant de vendre le chemin de fer du nord, l'année dernière, nous avons rendu un immense service à la province. Il n'est pas nécessaire, pour prouver mon assertion, que je recommence la démonstration que je faisais le trois avril dernier dans cette enceinte, et qui, on me permettra de le dire avec une satisfaction bien légitime, est jusqu'à présent restée sans réponse sérieuse. Cependant, avant que je mette directement en cause l'honorable chef de l'opposition, il est important que je soumette à la considération de mes honorables collègues certains événements arrivés depuis l'année dernière, et qui ont pleinement justifié les prévisions que, pour un, j'ai exprimées devant cette Chambre. Je ferai aussi quelques nouveaux calculs pour prouver les avantages financiers que nous avons assurés à la province en vendant ce chemin de fer, et en débarrassant son trésor de la lourde obligation de l'exploiter et d'en parachever les travaux.

J'ai démontré, l'année dernière, que sans le trafic de l'ouest nous ne pouvions pas espérer faire du chemin de fer du nord une entreprise payante. Je conclusais en prédisant que si nous ne vendions pas alors le chemin aux conditions satisfaisantes et avantageuses qui avaient été obtenues après de longues négociations, une ligne rivale serait très prochainement construite entre Montréal et Ottawa, et que la conséquence serait la ruine de l'avenir commercial de notre chemin. Je ne pensais pas alors que les faits me donneraient si tôt parfaitement raison. Il y avait à peine quatre mois que le chemin était vendu qu'une magnifique voie ferrée était livrée à l'exploitation entre Montréal et Ottawa, ligne rivale du chemin du nord. Cette nouvelle ligne est contrôlée par le Grand-Tronc qui fait une très active compétition à la compagnie du Pacifique pour le trafic entre Montréal et la capitale du Canada.

Quelle serait la situation si la province avait encore la propriété du chemin du nord ? Il est bien facile de s'en rendre compte. Si cette Chambre avait rejeté le contrat de vente fait avec la compagnie du che-

min de fer canadien du Pacifique pour la partie ouest, en déclarant, comme plusieurs personnes n'ont cessé de le répéter, que le prix offert ne représentait pas plus de la moitié de la valeur commerciale du chemin,—ce qui aurait été dire au pays et aux capitalistes qu'elle ne consentirait pas à le vendre à moins du double,—la compagnie du Pacifique aurait certainement décidé de construire sans délai une autre ligne entre Ottawa et Montréal pour atteindre le fleuve St. Laurent. Se fait-on l'illusion de croire que, pour attendre notre retour à des idées plus saines et plus raisonnables en fait de chemins de fer,—parce qu'il est absolument impossible de supposer un seul instant qu'elle eut consenti à nous donner huit, ni sept, ni même six millions pour la partie ouest,—la compagnie du Pacifique se fut, pendant plusieurs années, résignée au très grave inconvénient de ne pas avoir sa ligne en communication directe avec la navigation au moins au port de Montréal? S'imaginerait-on que cette compagnie qui, dès le commencement de l'année dernière, avait décidé de pousser avec la plus grande activité les travaux de son chemin au nord du lac Supérieur, aurait retardé d'un seul mois la construction d'une ligne entre Ottawa et Montréal, ligne dont elle a un si grand besoin pour le transport des immenses matériaux nécessaires aux vastes opérations qu'elle fait à l'est et surtout à l'ouest de la station Calander? S'arrêter même une minute à une semblable idée, c'est évidemment mettre de côté les premières notions des affaires de chemins de fer.

Repoussée par cette Chambre, avertie par la députation qu'elle ne pouvait pas espérer acheter la partie ouest du chemin provincial pour moins du double du prix qu'après bien des hésitations elle avait enfin consenti à donner, la puissante compagnie du Pacifique aurait vite tranché la difficulté en nous laissant à nos prétentions exorbitantes, et en se construisant une ligne indépendante entre Montréal et Ottawa. Et quelle aurait été la position de la province avec son chemin de fer. En moins de deux ans la compagnie du Pacifique, avec les grandes ressources financières dont elle dispose, aurait complété cette ligne rivale de la nôtre. La ligne du Canada et de l'Atlantique, entre Ottawa et Montréal, contrôlée par le Grand-Tronc, aurait été pareillement parachevée. De sorte que nous aurions bientôt eu deux lignes rivales de la nôtre, l'une possédée et l'autre contrôlée par les deux plus puissantes et plus riches compagnies de chemins de fer du pays. Pour toujours privé de la moindre participation au trafic du nord-ouest canadien et de l'ouest américain, à jamais réduit à l'exploitation de son trafic local, je le demande à tout homme sérieux, que serait devenu



notre chemin de fer du nord ? Qu'aurait-il valu ainsi placé dans cette position ruineuse ? Ces huit millions que l'on aurait cru pouvoir obtenir pour la moitié du chemin, on ne les aurait jamais eus. Bien plus, nous n'aurions pas même pu retrouver jamais les quatre millions que nous aurions commis la faute irréparable de refuser, en ne comprenant pas qu'ils étaient un prix assez élevé, et qu'en réalité ils représentaient la valeur commerciale d'un chemin qui ne pouvait recevoir son trafic le plus rémunérateur que de la compagnie même qui l'achetait à ce prix.

Ayant prévu avec autant de justesse et de certitude les conséquences immédiates, inévitables et ruineuses du rejet des contrats de vente faits l'année dernière, je le répète énergiquement, la majorité de cette Chambre a rendu un immense service à la province en les approuvant.

Mais on s'empare d'un événement récent, celui des arrangements entre la compagnie du chemin de la rive nord et la compagnie du Grand-Tronc par lesquels cette dernière a obtenu le contrôle de la partie est, bien que la première continue toujours d'exister, pour soutenir que l'on a eu raison de s'opposer à la vente du chemin. En quoi cet événement change-t-il la situation ? En rien du tout. Absolument rien. Parce que le Grand-Tronc a obtenu le contrôle de la partie est à des conditions que personne ne connaît, et qu'ignorent même ceux qui en parlent le plus, il n'en est pas moins vrai que si le chemin du nord n'avait pas été vendu il aurait été ruiné par la concurrence victorieuse des deux lignes rivales qui auraient été construites entre Ottawa et Montréal, et que nous n'aurions jamais retrouvé les huit millions que nous avons obtenus, et que nous aurions perdus en nous berçant de chimériques espérances.

Je ne saurais trop insister sur le point que notre chemin provincial ne pouvait être une entreprise commerciale payante, rémunératrice, qu'en autant qu'il deviendrait le prolongement soit du Grand-Tronc soit du chemin du Pacifique. On sait fort bien que c'est avec la conviction que le chemin du nord serait tôt ou tard réuni à ce dernier que la province s'est décidée à le construire. C'est l'espérance de pouvoir compter sur le trafic de l'ouest qui nous a permis de donner à la population de la rive nord, entre Québec et Ottawa, le chemin de fer qui lui est si avantageux. Les événements ont un peu modifié la situation, et le chemin provincial est pour une partie réuni au chemin du Pacifique et pour l'autre contrôlé par le Grand-Tronc. Mais il n'en reste pas moins vrai que sans le trafic que l'une et l'autre de ces deux grandes compagnies pourront lui fournir, le chemin du nord ne paierait jamais l'intérêt

du capital qu'il leur a coûté et qu'ils anront à dépenser pour le parachever.

Dans tout projet de vente soit au chemin du Pacifique soit au Grand-Tronc, la province se serait toujours trouvée en présence de deux compagnies qui auraient pu répondre à ses exigences par l'argument péremptoire qu'on ne devait pas leur demander de payer un certain prix en considération de la valeur que le trafic qu'elles pouvaient fournir au chemin lui donnait.

Je ne conçois pas l'étonnement que l'on affecte au sujet du contrôle que le Grand-Tronc a obtenu sur la partie est du chemin du nord. Le Grand-Tronc a fait des arrangements semblables avec plusieurs compagnies dans la province d'Ontario et dans les États-Unis, et je ne sache pas qu'il en soit résulté des cataclysmes. On a évidemment oublié bien des opinions émises, l'année dernière, au sujet de la vente du chemin de fer du nord. Une courte revue historique de cette entreprise est à propos, et je crois devoir la faire. Personne n'ignore que le chemin du nord a été commencé par deux compagnies que cette Législature avait constituées et libéralement subventionnées. Tout le monde eut préféré que ces compagnies eussent pu le construire. Il n'y a que lorsque tout espoir de leur succès a été détruit que l'opinion de la députation et de la province s'est ralliée à la politique de la construction du chemin par le gouvernement. L'opposition dans cette Chambre, guidée par son chef, alors l'honorable député de Lotbinière, a cependant persisté à condamner l'exécution de l'entreprise aux frais du trésor provincial.

Si, comme tout le monde l'eut désiré et préféré, le chemin de fer du nord avait été construit par les anciennes compagnies, est-ce qu'elles n'auraient pas eu le droit de le vendre au Grand-Tronc, si elles l'eussent voulu ? La position aurait donc été absolument la même.

Tous mes honorables collègues se rappellent sans doute que les préférences de l'honorable député de Lotbinière, parlant l'année dernière au nom de ses amis, étaient en faveur du syndicat Allan-Rivard. Je suppose que son opinion eut prévalu et que le chemin eut été vendu à ce syndicat. Cette compagnie—car il aurait fallu constituer le syndicat en corporation—n'aurait-elle pas eu le droit de vendre au Grand-Tronc la ligne qu'elle aurait achetée de la province ? Il y aurait eu cette très grande différence qu'au lieu de la partie est, le syndicat Allan-Rivard aurait pu vendre tout le chemin de Québec à Ottawa au Grand-Tronc. Que n'auraient pas dû dire de la vente de toute la ligne au Grand-Tronc, ceux qui, bien à tard, comme je le prouverai facilement,

s'alarment de la vente de la partie est à cette compagnie? Pense-t-on que le syndicat Allan-Rivard, obligé de soutenir la concurrence ruineuse de deux compagnies rivales entre Ottawa et Montréal, et très probablement avant peu d'une ligne sur la rive sud du St. Laurent entre Montréal et Québec, aurait hésité à vendre tout le chemin de Québec à Ottawa au Grand-Tronc pour échapper au désastre imminent dont il aurait été menacé? Il lui aurait bien resté la ressource de se déclarer incapable de remplir les conditions de l'achat,—parce qu'il avait eu le soin de ne faire en premier lieu qu'une offre de louage,—et de prier le gouvernement de reprendre la propriété du chemin. Mais qu'est-ce que la province aurait fait de ce chemin, placé dans les conditions que j'ai expliquées? Elle eut été obligée de l'exploiter sans profit, et même à perte, ou de le vendre elle-même au Grand-Tronc au prix qu'il aurait plu à ce dernier de lui payer.

Une autre opinion a été exprimée dans cette Chambre l'année dernière. Notre collègue, l'honorable député de Hochelaga, qui était enchanté de la vente de la partie ouest à la compagnie du Pacifique, qui l'appuyait de sa parole et de son vote, voulait que l'on temporisât au sujet de la vente de la partie est. Je parlerai dans un instant de la perte annuelle que cette politique de temporisation aurait causée à la province. Si la Chambre avait partagé les vues de l'honorable député de Hochelaga, on aurait temporisé pour attendre le jour où il aurait plu à la compagnie du Pacifique de faire au gouvernement une offre pour la partie est. Pour négocier les conditions de la vente à cette compagnie, dans quelle position le gouvernement se serait-il trouvé? Evidemment à la merci de la compagnie du Pacifique, parce que la Chambre, conformément à la proposition de l'honorable député de Hochelaga, lui aurait fait une obligation de ne vendre à nulle autre compagnie. Je le demande à tout homme de bon sens, la compagnie du Pacifique n'aurait-elle pas pu dire au gouvernement?—La Législature est convaincue que, pour bien servir les intérêts commerciaux de la province, la partie est du chemin du nord doit être le prolongement de ma grande ligne entre Montréal et l'océan Pacifique. Elle ne veut pas que vous vendiez à d'autres. Donc puisqu'il est si important pour votre province que j'achète votre chemin de Québec à Montréal, vous ne pouvez pas raisonnablement me demander un prix plus élevé que je ne crois devoir vous offrir, sachant que sans mon trafic votre ligne a peu de valeur commerciale. Comme je le prouverai dans un instant, chaque année de temporisation eut fait perdre une somme considérable à la province, perte qu'elle n'aurait pu recouvrer qu'en vendant la partie

est du chemin un prix aussi élevé que les quatre millions obtenus l'année dernière, plus le montant complet de toutes les pertes annuelles encourues en temporisant. Mais dans deux, dans quatre, dans six ans, la compagnie du Pacifique aurait toujours eu à opposer au gouvernement l'argument que je viens de donner et auquel il aurait été impossible de répondre. Pendant cette temporisation, il aurait fallu dépenser un million de piastres pour parachever les travaux du chemin. C'était donc une espérance tout à fait illusoire que celle qu'une politique de temporisation aurait conduit à une vente pour plus de quatre millions. Cette espérance était d'autant plus chimérique que l'on proposait que la Chambre déclarât ne vouloir vendre la partie est qu'à la compagnie du Pacifique, qui aurait dominé la situation du moment qu'on lui en ait donné cette information.

De plus, qui nous dit que les compagnies du Grand-Tronc et du Pacifique seront longtemps rivales? La rumeur n'a-t-elle pas déjà circulé qu'une fusion des deux compagnies était fort possible? Peut-on affirmer d'avance quelles seront les combinaisons futures de ces immenses intérêts engagés dans la construction et dans l'exploitation des grandes lignes de chemins de fer. Le Grand-Tronc et le Grand-Occidental (Great Western, d'Ontario) ont lutté pendant des années et des années. Les deux compagnies ont fini par comprendre qu'au lieu de se combattre il valait mieux s'unir, et elles se sont fusionnées. Elles n'en forment plus qu'une seule. Qui vous assure qu'il n'en sera pas ainsi du Grand-Tronc et du Pacifique?

Je sais qu'il a existé dans cette province et dans cette enceinte de fortes préventions contre la compagnie du Grand-Tronc. Ces préventions, je le reconnais, n'étaient que trop fondées. Pourquoi? Parce que le Grand-Tronc y avait donné lieu par l'opposition qu'il faisait à des entreprises que nous considérons avec raison comme nationales. Je crois sincèrement, comme je l'ai toujours cru, qu'il aurait été dans l'intérêt direct du Grand-Tronc de favoriser le succès de ces entreprises, parce qu'il n'existe pas dans tout le Canada une compagnie qui puisse plus profiter des progrès du pays. Mais il jugeait différemment, et il combattait ce que, dans mon opinion, il aurait dû aider.

Si le Grand-Tronc, au lieu de s'opposer à la construction du chemin de fer du nord, eut offert de s'en charger moyennant les subventions accordées aux anciennes compagnies, n'aurait-on pas accepté sa proposition avec empressement? On aurait sans doute bien fait. Qu'y a-t-il donc aujourd'hui de si alarmant dans le fait que le Grand-Tronc s'est

assuré le contrôle du chemin entre Québec et Montréal en devenant actionnaire dans la compagnie du chemin de la rive nord ? On dit que par cette transaction Québec se trouve privé de sa part du commerce de l'ouest, et que la compagnie du Pacifique a perdu toute possibilité d'accès à notre ville. Non, non, je ne puis point partager des craintes aussi puérides. Québec aura tout le commerce de l'ouest que l'esprit d'entreprise et l'énergie de ses marchands pourront lui obtenir. Quant à la compagnie du Pacifique, je n'ai pas l'ombre d'un doute que plus tard, quand sa ligne au nord du lac Supérieur sera construite, il lui faudra prolonger son chemin jusqu'à Québec. Mais je sais aussi parfaitement bien que la compagnie du Pacifique prolongera sa ligne jusqu'au port de Québec quand elle le voudra, que rien ne pourra l'en empêcher. S'imagine-t-on qu'il sera bien difficile à cette compagnie, lorsqu'elle aura construit sa ligne principale jusque sur les rives du Pacifique, avec plusieurs milliers de milles de lignes d'embranchement dans le Nord-Ouest, de construire les quelques milles nécessaires pour prolonger son grand chemin intercontinental jusqu'au port de Québec ? Ce sera pour elle la tâche la plus facile.

Si les compagnies du Grand-Tronc et du Pacifique ne se fusionnent pas, ne s'amalgament pas, je le répète, je n'ai pas l'ombre d'un doute que dans quelques années ces deux compagnies auront accès au port de Québec par deux lignes indépendantes. Il sera certainement beaucoup plus avantageux pour notre ville d'être véritablement le point terminal de deux grandes lignes que d'une seule, de deux grands réseaux de chemins de fer que d'un seul. Par la ligne du Pacifique nous serons en communication directe avec le nord-ouest canadien, et avec le nord-ouest américain au moyen de l'embranchement du Sault Sainte Marie, construit par la compagnie du Pacifique. Par la ligne du Grand-Tronc, Québec sera en communication directe avec Toronto, Détroit, Chicago, Milwaukee, c'est-à-dire avec toute la province d'Ontario et avec tout l'ouest américain dont Chicago est le principal centre d'affaires. J'ai plus que jamais confiance dans l'avenir de notre bonne cité de Québec, parce que je suis convaincu que le grand travail qui s'accomplit pour couvrir notre pays des plus favorables moyens de communication est l'une des plus sûres garanties de sa prospérité.

Pour le moment, et en attendant que les travaux du chemin de fer du Pacifique soient terminés et la ligne livrée à l'exploitation, le contrôle du chemin de la rive nord par le Grand-Tronc assure à Québec des avantages que l'on ne peut nier. Dans quelques mois il y aura raccorde-

ment entre le chemin du nord et le Grand-Tronc au moyen de la ligne de ceinture en arrière de la montagne à Montréal. Nos relations commerciales avec Ontario et Chicago seront bien plus faciles. Il est certain qu'elles se développeront.

Je vais maintenant examiner les résultats financiers de la vente du chemin du nord, et quelle serait la différence dans les opérations annuelles du trésor provincial si le chemin n'était pas vendu.

La vente du chemin assure à la province une recette annuelle de \$380,000, et la dispense d'un versement de \$76,000 à la caisse d'amortissement, et du paiement de l'intérêt et de l'amortissement de \$2,000,000 qu'il aurait fallu emprunter pour parachever le chemin. Le résultat réel et incontestable, c'est que la vente a facilité l'équilibre de notre budget provincial au montant de \$576,000 par année, contre laquelle somme nous n'aurions eu qu'une recette d'exploitation ne pouvant pas dépasser \$150,000 si le chemin n'était pas vendu, c'est-à-dire une perte annuelle de \$426,000.

Quelle serait la situation si le chemin n'était pas vendu. Le gouvernement serait obligé d'en continuer l'exploitation avec tous les inconvénients qui en découleraient. Il faudrait soutenir l'active concurrence de la ligne du Canada et Atlantique entre Montréal et Ottawa, et, à moins d'un an peut-être, la concurrence d'une seconde ligne rivale construite par la puissante compagnie du Pacifique. Je n'hésite pas à affirmer le plus énergiquement possible que dans ces conditions, notre chemin ayant à lutter contre deux lignes rivales, vigoureusement administrées, et étant privé pour toujours du trafic de l'ouest, n'aurait pas pu donner au trésor provincial une recette annuelle nette de plus de \$150,000. Et encore c'est certainement la somme la plus élevée que la meilleure exploitation par le gouvernement aurait produite, et cela dans les années prospères et heureuses, dans les années de bonnes récoltes, d'activité commerciale et industrielle, dans les années où il y aurait eu peu d'accidents très sérieux, où l'hiver n'aurait pas été trop rigoureux par l'abondance de la neige et les tempêtes. Sur trois années d'exploitation une seule aurait produit la recette nette de \$150,000 par le concours des circonstances favorables que je viens d'énumérer. Pour peu que ces circonstances eussent été défavorables, la recette nette, je n'en ai aucun doute, serait tombée au-dessous de cette somme. Mais pour la comparaison, je prends, comme recette nette de l'exploitation du chemin du nord par le gouvernement, la somme de \$150,000.

Si le chemin était encore la propriété de la province, il faudrait bien

payer annuellement les \$76,000 à la caisse d'amortissement. Du coup, pour les opérations financières du trésor, la recette nette serait réduite à \$74,000. Ce n'est pas tout. Le gouvernement aurait été dans l'impérieuse obligation d'emprunter au moins deux millions de piastres pour parachever les travaux du chemin et le pourvoir de matériel d'exploitation. Un emprunt de deux millions, c'était un intérêt annuel de \$100,000 et un nouveau versement à la caisse d'amortissement de \$20,000. La balance de \$74,000 de la recette nette n'aurait pas suffi à payer ces nouvelles obligations, et il aurait fallu prendre \$46,000 sur les autres revenus du trésor pour y faire honneur.

Je fais d'abord le tableau suivant des résultats financiers de la vente du chemin, et de ceux de l'exploitation si la ligne était encore la propriété de la province, pour l'année prochaine, celle pour laquelle nous avons à voter le budget des dépenses. Je n'exagère pas en disant que pendant l'exercice en cours et pendant le prochain, le gouvernement aurait dépensé au moins \$1,000,000 pour continuer les travaux du chemin qu'il n'aurait point terminés sans une dépense totale d'au moins deux millions.

Recette nette annuelle de la vente du chemin..... \$380,000

Recette nette annuelle de l'exploitation  
si le chemin n'était pas vendu ..... \$150,000

A déduire pour la caisse d'amortissement.....\$76,000

A déduire pour l'intérêt à 5  
pour cent et l'amortissement  
du million nécessaire pour  
continuer les travaux du che-  
min..... 60,000 = \$136,000 Balance \$ 14,000

Différence \$366,000

Les opérations financières du prochain exercice, celui de 1883-84, si le chemin n'était pas vendu, seraient donc bien plus difficiles parce que nous aurions, en moins de recettes et en plus de dépenses, un total d'au moins \$366,000.

Quelle aurait été la différence dans l'avenir lorsque les deux millions pour parachever les travaux du chemin auraient été dépensés? La voici :

Recette nette annuelle de la vente du chemin.....	\$380,000
Plus la somme qu'il n'est plus nécessaire de verser à la caisse d'amortissement .....	76,000
Plus l'intérêt à 5 pour cent des deux millions nécessaires pour terminer le chemin.....	100,000
Plus l'amortissement de ce nouvel emprunt.....	20,000
Total.....	\$576,000

Contre ce total tant en recette, qu'en dépenses exemptées par la vente, le trésor n'aurait eu que la recette incertaine de l'exploitation du chemin—au plus..... 150,000

Différence en moins pour le trésor si le chemin n'était pas vendu..... \$426,000

Oui, je l'affirme, et je crois avoir appuyé mon affirmation sur une démonstration irréfutable, parce qu'elle est basée sur des faits incontestables et dont les conséquences sont certaines, si nous n'avions pas vendu le chemin du nord, l'année dernière, si nous en avions continué l'exploitation et parachevé les travaux, nous aurions, par cette politique imprévoyante, je dirai aveugle, fait perdre, dans un avenir très prochain, au moins \$426,000 annuellement à la province. En le vendant, nous lui avons fait gagner ces \$426,000, et je me félicite de la part que j'ai prise au service signalé que nous avons rendu à nos concitoyens.

Je n'oublie pas que l'honorable député de Hochelaga a suggéré de temporiser pour la vente de la partie est de Québec à Montréal. Voici la différence dans les résultats financiers pour la province, si cette politique de temporisation avait prévalu. Comme on aurait voulu temporiser sérieusement, et comme la compagnie du Pacifique n'aurait été nullement pressée de nous faire des propositions pour l'achat de la partie est, je suppose que l'on se serait décidé à attendre au moins pendant quatre ans avant de mettre fin à la temporisation.

Le prix de vente de la partie est nous rapporte un intérêt annuel de \$200,000. C'est une somme fixe. En quatre ans la province retirera \$800,000.



Si la partie est é<sup>t</sup>ait encore la propriété de la province, le gouvernement aurait à l'exploiter. La concurrence de la ligne du Canada et Atlantique, entre Ottawa et Montréal, aurait aussi un effet hostile au chemin entre Québec et Montréal, parce que le Grand-Tronc, qui contrôle la première, pourrait fort bien organiser le service des trains entre Lévis et Ottawa pour s'assurer une forte partie du trafic des voyageurs entre Québec et Ottawa. Dans ces conditions de concurrence, et exploité par le gouvernement, le chemin entre Québec et Montréal n'aurait certainement pas donné plus de \$100,000 de recette nette annuellement. Sur ces cent mille piastres il aurait fallu prendre \$40,000 pour verser à la caisse d'amortissement : balance, \$60,000. Le gouvernement aurait dû dépenser au moins un million pour parachever le chemin et le pourvoir de matériel d'exploitation. Un emprunt d'un million aurait fait encourir une dépense annuelle de \$60,000 pour l'intérêt et l'amortissement. De sorte que les obligations annuelles auraient absorbé toute la recette nette. A l'expiration de quatre ans, pour faire une transaction aussi avantageuse que celle de l'année dernière, il aurait fallu vendre la partie est du chemin, en chiffres ronds, non pas quatre, mais bien six millions. Et pourquoi? Pour la raison bien simple que pour nous trouver dans la même situation financière, il aurait fallu obtenir une somme égale au quatre millions pour lesquels cette partie du chemin a été vendue l'année dernière, plus les \$800,000 que nous aurions perdues en quatre années de fâcheuse et vaine temporisation, plus le million pour le parachèvement des travaux, plus la perte par la détérioration de la voie et du matériel pendant ces années d'une exploitation improductive.

Il est impossible de supposer un seul instant que dans quatre ans la compagnie du Pacifique aurait consenti à payer six millions de piastres pour le chemin entre Québec et Montréal, ou plutôt entre Québec et St. Martin, parce qu'elle est propriétaire de la ligne entre St. Martin et Montréal. Cette compagnie aurait sûrement calculé qu'elle ne pouvait pas espérer une recette nette de trois cent mille piastres de l'exploitation du trafic local de cette ligne, recette nécessaire pour payer l'intérêt de son capital de six millions à cinq pour cent. Elle n'aurait pas plus que l'année dernière consenti à payer d'avantage, en considération du trafic de l'ouest qu'elle aurait elle-même fourni pour l'exploitation rémunératrice de la ligne. Elle en serait certainement venue à la conclusion qu'elle pouvait facilement se construire une ligne indépendante jusqu'au port de Québec pour beaucoup moins de six millions, parce qu'elle

n'aurait pas eu à faire les grandes dépenses de l'entrée du chemin à Montréal et de la construction d'une gare et de vastes ateliers, choses déjà faites pour l'exploitation de sa ligne à l'ouest de Montréal. La province aurait couru le risque imminent que la compagnie du Pacifique, le jour arrivé où elle eut voulu prolonger son chemin jusqu'à Québec, se fût décidée à construire une autre ligne rivale de la nôtre. Il n'y aurait pas eu alors d'autres alternatives que de se résigner à exploiter le chemin à perte, ou de le sacrifier au Grand-Tronc pour ce qu'il aurait plu à cette compagnie de donner à la province.

Si l'opinion de ceux—peu nombreux, il est vrai—qui étaient hostiles à tout projet de vente de tout le chemin avait été partagée par cette Chambre, et que l'on eut décidé de l'exploiter encore quelques années, combien aurait-il fallu le vendre, disons dans quatre ans, pour réaliser autant que par les transactions que nous avons approuvées ? C'est facile à calculer :

Recette annuelle par la vente du chemin.....	\$380,000
Recette nette de l'exploitation par le gouvernement.....	150,000
Perte annuelle pour la province.....	\$230,000
Plus pour l'amortissement de la dette.....	76,000
Plus l'intérêt et l'amortissement des deux millions nécessaires pour terminer le chemin.....	120,000

Total de la perte annuelle..... \$426,000

Réduisons, si l'on veut, la perte annuelle à \$400,000 en chiffres ronds. En quatre ans, c'est un total de \$1,600,000. Pour savoir quel prix il aurait fallu obtenir à l'expiration de ces quatre années pour retrouver l'équivalent de celui réalisé l'année dernière, je calcule comme suit :

Perte, en chiffres ronds, d'au moins \$400,000 par année pendant 4 ans.....	\$1,600,000
Dépenses pour parachèvement du chemin.....	2,000,000
Plus prix de vente de l'année dernière.....	7,600,000

Total.....\$11,200,000

Il est évident que pour avoir comparativement autant que nous avons obtenu l'année dernière pour toute la ligne, il aurait fallu, dans quatre

ans, vendre le chemin au moins \$11,200,000, je dirai \$11,500,000, et même \$12,000,000 pour peu que les accidents et la dépression commerciale eussent fait tomber la recette nette, et pour peu que la voie et le matériel d'exploitation se fussent détériorés, exigeant ainsi des frais considérables d'entretien et de renouvellement.

Dans quatre ans la province aurait-elle pu obtenir douze ou onze millions et demi pour son chemin ? Je réponds avec énergie et en défiant la contradiction : certainement non. Je ne conçois pas qu'il soit possible de se faire illusion au point de le supposer. Mais dans quatre ans notre chemin provincial aurait été entièrement et pour toujours exclu de toute participation au trafic de l'ouest, que les deux compagnies du Pacifique et du Grand-Tronc contrôleront par leurs vastes réseaux. La valeur commerciale du chemin aurait été celle de toutes les exploitations improductives, infructueuses, conduites avec des pertes annuelles. Loin d'obtenir douze millions pour le chemin, la province n'aurait pas même pu le vendre, parce qu'elle n'aurait pas trouvé d'acheteurs. Je le demande, quels capitalistes auraient voulu acheter ce chemin sachant qu'ils ne pourraient compter que sur le trafic local, et que ce trafic lui-même serait partagé entre les principaux points du chemin par des lignes rivales, possédées ou contrôlées par de puissantes et riches compagnies ?

Me répétera-t-on que le chemin du nord pouvait être exploité pour soixante pour cent de ses recettes, comme on le soutenait l'année dernière et comme on l'a dit depuis, et que, par conséquent, je fais une évaluation bien trop basse de la recette nette de la ligne administrée par le gouvernement ? Je réponds que cette prétention n'est pas sérieuse. Mais enfin, avant de la soutenir, que l'on se donne donc la peine de consulter un instant la statistique des chemins de fer, et l'on ne pourra refuser de se convaincre qu'elle en prouve toute la fausseté. Mes chiffres de l'année dernière, sur ce point comme sur les autres, sont là qui défient la réfutation. Veut-on une nouvelle preuve ? La voici. Le rapport des directeurs du Grand-Tronc pour la période d'exploitation depuis le premier de janvier jusqu'au 11 août 1882, date du fusionnement avec le Grand-Occidental, a été publié tout récemment. On y constate que pendant cette période les frais d'exploitation du Grand-Tronc ont été de 71,1<sup>50</sup>/<sub>100</sub> pour cent des recettes, et ceux du Grand-Occidental de 75<sup>1</sup>/<sub>2</sub> pour cent. Avec l'économie que le fusionnement des deux compagnies permettra de faire, on croit pouvoir réduire la proportion des frais d'exploitation aux recettes à 69 pour cent. Les

espérances ne vont pas au-delà. Quand la compagnie du Grand-Tronc, qui possède et contrôle maintenant un réseau de 3550 milles de chemin de fer, dont les lignes s'étendent de Lévis, de Québec et de Portland jusqu'à Chicago, avec des ramifications dans notre province, à Ontario et dans les Etats de l'ouest, ne peut pas exploiter son chemin, malgré l'économie, l'énergie et l'expérience qu'elle y met, pour moins de 69 pour cent, on soutiendra encore que le gouvernement pouvait administrer le chemin du nord pour 60 pour cent de ses recettes. C'est vraiment inconcevable.

On me dira peut-être : comment les compagnies qui ont acheté le chemin pourront-elles réaliser assez de profits nets pour payer annuellement les \$380,000 d'intérêt du capital du prix d'achat de \$7,600,000, lorsque vous prétendez que le gouvernement n'aurait pas pu obtenir une recette nette de plus de \$150,000 de l'exploitation de la ligne ? La réponse à cette question est des plus faciles. En premier lieu, il est incontestable que les compagnies peuvent administrer les chemins de fer avec beaucoup plus d'économie que les gouvernements. A ce sujet je citerai de nouveau l'opinion de la plus grande autorité des Etats-Unis et du continent en fait de chemins de fer. Dans son édition de 1881, de son "Manuel des chemins de fer des Etats-Unis" M. Henry V. Poor, traitant la question du rachat des voies ferrées de la République par le gouvernement de Washington, au coût, comme il l'évalue, de six milliards de piastres, dit :

"Pour qu'ils puissent payer, les taux devraient être énormément augmentés, parce que chacun sait que le gouvernement ne pourrait pas exploiter les chemins pour moins du double des frais actuels."

L'autorité de l'opinion de M. Poor ne saurait être sérieusement contestée.

En vertu du contrat de vente fait avec la compagnie du Pacifique pour la partie ouest, elle est obligée de faire des travaux au montant de \$400,000. Elle a déjà beaucoup dépensé pour le matériel d'exploitation. Il est certain que la compagnie dépensera encore plusieurs centaines de mille piastres pour se donner, à Montréal, la gare et les ateliers nécessaires au grand trafic de sa ligne du Pacifique lorsqu'elle sera terminée. Mais je ne tiendrai compte que des \$3,600,000 à payer au gouvernement, des \$400,000 de travaux obligatoires en vertu du contrat, et d'une somme additionnelle de \$500,000 pour le matériel d'exploitation et le parachèvement complet des travaux du chemin. La compagnie a donc à réaliser un profit net de \$225,000 annuellement pour

payer l'intérêt des quatre millions et demi. A présent qu'elle a à soutenir la vigoureuse concurrence de la ligne du Canada et Atlantique, entre Ottawa et Montréal, je suis convaincu qu'elle ne réalisera pas ce montant de l'exploitation de la partie ouest qu'elle a achetée. Réalisera-t-elle plus et même beaucoup plus que le gouvernement n'aurait pu le faire? Oui, sans aucun doute, parce qu'elle peut assurer à sa ligne entre Ottawa et Montréal le trafic des deux cents milles de chemin, actuellement livrés à l'exploitation, qu'elle possède à l'ouest d'Ottawa. Dans un an, ou deux tout au plus, elle lui donnera le trafic de la ligne d'Ontario et Québec qu'elle contrôlera entre Ottawa et Toronto, si toute fois, comme il en est question, elle ne s'assure pas une seconde ligne entre les environs d'Ottawa et Montréal pour le prolongement de celle de Toronto. Cependant jusqu'à ce que ce chemin entre Toronto et Ottawa soit construit, et jusqu'à ce que la ligne au nord du lac Supérieur soit livrée à l'exploitation, je ne pense pas que la compagnie du Pacifique puisse retirer \$225,000 de profits nets de l'exploitation du chemin entre Ottawa et Montréal. Mais elle se referra de cette perte annuelle par les avantages qu'elle retirera de cette ligne pour ses grands travaux de construction du chemin au nord du lac Supérieur, et pour organiser sa gare et ses ateliers à Montréal en vue de l'immense trafic qui arrivera du Nord-Ouest dans peu d'années. C'est toujours la même vérité que l'exploitation du chemin du nord ne peut être productive, rémunératrice, que par le trafic des grands réseaux de l'ouest. Ce qui est vrai de la partie ouest, l'est également de la partie entre Québec et Montréal. Les arrangements de trafic entre la compagnie de la rive nord et le Grand-Tronc assureront à la première des recettes nettes suffisantes pour payer l'intérêt du prix d'achat.

On parle des profits que les propriétaires du chemin de la rive nord ont réalisés par la vente supposée au Grand-Tronc. On fixe ces profits tantôt à trois quarts de millions, tantôt à un million, et même jusqu'à un million et demi. Ce sont là d'absurdes suppositions qu'assurément rien n'autorise. Je ne crois absolument rien de toutes ces rumeurs, de tous ces racontars. Les directeurs du Grand-Tronc et M. Hickson, le gérant général de ce chemin, n'ont pas rétabli les affaires de cette compagnie dans l'état de prospérité que tout le monde constate avec plaisir, en jetant ainsi les millions à droite et à gauche. Cette compagnie n'a fait qu'acheter plus que la moitié ou la totalité du capital-actions de la compagnie de la rive nord, c'est-à-dire qu'elle est devenue actionnaire dans cette dernière compagnie, et que par ce moyen elle en contrôle la direction. Les deux compagnies ont fait des arrangements de

trafic sujets à la ratification des actionnaires du Grand-Tronc, en Angleterre, pour un certain nombre d'années. Le Grand-Tronc, comme je l'ai déjà dit, a fait de semblables transactions avec plusieurs autres compagnies, et il n'a jamais gaspillé des millions pour cela. Soyons certains que les affaires de chemins de fer ne se font pas de cette manière, et les directeurs du Grand-Tronc sont des hommes qui connaissent trop la valeur de l'argent pour perdre ainsi des millions de gaieté de cœur.

Certaines personnes s'effraient du monopole du Grand-Tronc. Par le temps qui court on voit des monopoles partout. On se laisse ainsi entraîner à des exagérations réellement ridicules. On a beau se récrier, l'ère est aux grandes lignes de chemins de fer. Les réseaux se développent, se consolident. Les organisations administratives de ces lignes s'agrandissent. Est-ce au détriment des véritables intérêts commerciaux des nations? Certainement non. Dans l'industrie des transports comme dans toutes les autres industries, les grands capitaux travaillent à meilleur marché, produisent à moins de frais. Le service d'exploitation d'un chemin de fer très long, auquel plusieurs embranchements se raccordent, se fait d'une manière plus économique que celui d'un réseau de la même étendue administré par diverses compagnies.

M. Poor, dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, a répondu de la manière la plus victorieuse à ceux qui crient au monopole des grandes compagnies de chemins de fer. Je lui emprunte quelques chiffres vraiment étonnants. Je prendrai la statistique des trois grandes compagnies dont les lignes relient New-York à l'ouest.

En 1854, le capital-actions et les emprunts de la compagnie de chemin de fer New-York Central et de la rivière Hudson représentaient un total de \$46,778,863. Les recettes brutes s'élevaient à \$7,672,320. La recette par tonne de marchandises par mille était de  $2,1\frac{25}{100}$  cents, la dépense par tonne par mille de  $1,1\frac{30}{100}$  cent, la recette nette par tonne par mille de  $1,1\frac{45}{100}$ .

En 1880, le capital-actions et les emprunts de la même compagnie s'élevaient à l'immense somme de \$129,161,633, et les recettes brutes étaient montées à \$30,318,946. La recette brute par tonne de marchandises par mille n'était que de  $0,1\frac{87}{100}$  de cent par mille, la dépense de  $0,1\frac{41}{100}$  de cent, et la recette nette de  $0,1\frac{32}{100}$  de cent.

En 1852, le taux pour le transport d'une tonne de marchandises par mille était, sur le chemin de New-York, lac Érié et Occidental, de  $1,1\frac{24}{100}$  cent, la dépense de  $1,1\frac{26}{100}$  cent, la recette nette de  $0,1\frac{22}{100}$  de cent.

En 1880, le taux moyen du transport d'une tonne de marchandises par mille était réduit à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent, la dépense à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent, et la recette nette à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent.

Sur le chemin de fer de la Pensylvanie, en 1855, la recette moyenne d'une tonne de marchandises par mille était de  $2,17\frac{4}{100}$  cents, la dépense de  $1,11\frac{33}{100}$  cent, la recette nette de  $1,11\frac{33}{100}$  cent.

En 1880, sur le même chemin, la recette par tonne par mille était réduite à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent, la dépense à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent, et la recette nette à  $0,11\frac{33}{100}$  de cent.

Les taux du transport des marchandises ont diminué graduellement à mesure que le trafic augmentait. En 1860, le trafic transporté sur ces trois lignes n'était que de 3,852,315 tonnes ; en 1870, il était de 14,401,906 tonnes ; en 1880, de 34,613,718 tonnes.

Les recettes de ces trois compagnies pour le transport du trafic en 1860 étaient de \$13,019,665 ; en 1870 elles s'élevaient à \$39,104,125 ; en 1880 elles atteignaient le montant de \$56,825,227. En 1860 le taux moyen des trois lignes par tonne par mille était de  $1,11\frac{33}{100}$  cent ; en 1870, de  $1,11\frac{33}{100}$  cent ; en 1880 de  $0,11\frac{33}{100}$  cent. Avec le taux de 1870, le volume du trafic étant le même en 1880, les recettes des trois compagnies se seraient élevées à \$102,680,180, c'est-à-dire à \$45,855,053 de plus que la somme totale reçue par les trois compagnies. Avec le taux de 1860, le trafic étant toujours le même qu'en 1880, les recettes auraient été de \$127,619,086, c'est-à-dire la somme énorme de \$70,794,959 de plus que le montant reçu par les trois compagnies.

Je constate par la statistique de plusieurs grandes lignes dans l'ouest des Etats-Unis qu'en 1880, avec les mêmes taux qu'en 1870, les recettes de ces compagnies pour le transport du trafic se seraient élevées à \$159,990,092 au lieu de \$77,824,958, la somme reçue par les compagnies avec les taux réduits de 1880. Les taux de 1870 auraient produit sur ces lignes une augmentation de recettes de \$82,165,134. M. Poor remarque avec beaucoup d'à propos que cette somme était alors beaucoup plus considérable que l'intérêt annuel de toute la dette nationale de la République. Si à la diminution des recettes causée par la réduction constante des taux de transport entre 1870 et 1880, sur ces lignes de l'ouest, j'ajoute celle des trois grandes lignes de l'est dont j'ai parlé, pendant la même décade, c'est-à-dire \$45,855,053, j'obtiens le total de \$128,020,187.

Ainsi en dix ans, les taux pour le transport du trafic, sur quelques lignes seulement de l'immense réseau des chemins de fer des Etats-Unis, long

de plus de cent dix mille milles, ont été tellement réduits qu'ils ont fait réaliser aux consommateurs, pendant la seule année 1880, plus de cent vingt-huit millions de piastres. L'économie sur tout le réseau a certainement dépassé cinq cent millions de piastres, un montant suffisant pour payer tout le capital de la dette nationale des Etats-Unis en guère plus de trois ans.

En présence d'aussi prodigieux résultats, est-il possible de crier sérieusement au monopole des chemins de fer? En proportion les mêmes effets ont été produits dans notre pays. Notre statistique de chemins de fer n'est pas encore assez complète pour me permettre de donner les chiffres, mais les faits sont d'ailleurs connus de tout le monde.

M. Poor explique comme suit la politique des compagnies de chemins de fer en réduisant graduellement et rapidement les taux de transport :

“ Le seul but des administrateurs des chemins de fer était d'augmenter leurs profits en diminuant les dépenses, et leurs affaires en réduisant les taux, par l'adoption de toute amélioration possible dans la construction et toute l'économie possible dans l'administration de leurs lignes.”

Ces paroles d'un homme qui a tant d'expérience des affaires de chemins de fer sont la vérité même. Les compagnies ne sauraient trouver le succès et les profits durables dans des taux excessifs qui tuent l'activité commerciale, mais dans l'économie bien entendue, dans les perfectionnements constants de leurs chemins, surtout dans la réduction graduelle des taux, parce qu'elle développe immensément le trafic en donnant l'impulsion au mouvement des échanges. N'ayons pas de craintes puériles au sujet du monopole d'une compagnie qui, comme toutes les autres, saura bien prendre les véritables et justes moyens de développer son trafic, ses recettes et ses profits en favorisant notre commerce, notre agriculture et notre industrie.

Lorsque les contrats de vente du chemin de fer du nord ont été soumis à l'approbation de cette Chambre, l'année dernière, nous avons eu à nous prononcer sur l'importante question de la construction et de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat ou par l'industrie privée. Après avoir longuement et sérieusement étudié ce sujet, j'étais convaincu qu'à l'exception de circonstances tout à fait particulières, les gouvernements ne devaient pas se charger de construire et d'exploiter les voies ferrées, qu'il fallait laisser ces entreprises à l'initiative



privée. Ma conviction est encore plus profonde aujourd'hui, parce qu'elle se fortifie des observations que j'ai faites depuis près d'un an, et de la lecture d'écrits concluants en faveur de la sage politique de confier à des compagnies la rude tâche de construire et d'exploiter les chemins de fer.

Quand j'ai traité cette question le trois avril dernier dans cette enceinte, je me suis appuyé sur ce qui s'était fait et dit dans d'autres pays, notamment sur le courant d'opinion qui se formait en France pour que le gouvernement remit à des compagnies la continuation et le parachèvement du réseau commencé il y a peu d'années par l'Etat. J'affirmais, en me basant sur l'expérience et sur les faits, qu'à cause de l'imprévu dans les travaux de chemins de fer, ils coûtent toujours infiniment plus chers que les évaluations les plus précises. Je disais que bien que les travaux de parachèvement du chemin du nord fussent évalués à près de onze cent mille piastres, l'on pouvait certainement compter qu'ils absorberaient au moins deux millions. J'affirmais de plus, ce qui est incontestable, que le gouvernement était dans l'impossibilité absolue de développer autant le trafic que l'industrie privée, et incapable d'administrer le chemin avec autant d'économie qu'une compagnie. Ces opinions sont de nouveau complètement corroborées par les vues exprimées à la tribune française dans la récente discussion de la question des chemins de fer. Le 19 décembre 1882, il y a à peine deux mois, M. Léon Say, l'un des plus forts économistes et l'un des plus habiles financiers de l'Europe, parlait à ce sujet à la tribune du Sénat de France. J'ai le compte-rendu officiel de son magnifique discours. J'y lis ce qui suit à propos d'un article de M. Say lui-même sur les aspects financiers des travaux du réseau en cours de construction :

“ Je disais que cette question pesait sur nos finances et qu'il fallait la résoudre au plus tôt. Selon moi la solution consistait à associer les efforts de l'industrie privée aux efforts de l'Etat. ”

“ Depuis ce moment, je n'ai jamais cessé de répéter ce que je disais alors. ”

Et plus loin :

“ J'ai considéré que nous devons, ainsi que je le disais tout à l'heure, associer les forces de l'industrie privée aux forces de l'Etat ; j'ai pensé que nous devons avoir les yeux toujours fixés sur la situation financière et sur la situation des capitaux du pays ; j'ai cru qu'il fallait compter avec les faits. ”

Maintenant cette Chambre veut-elle savoir combien, malgré les calculs les plus précis des ingénieurs les plus capables et les plus expérimentés, on s'est trompé en France, sur l'évaluation du coût des travaux de chemins de fer, de canalisation et d'amélioration des havres connus sous le nom de plan de M. de Freycinet ? Voici ce que M. Léon Say en disait le vingt décembre dernier.

“ Quel était ce plan, quelle était la situation dans laquelle je me trouvais, moi, ministre des finances, à cette époque (1877) ? Il s'agissait, à ce moment, d'une dépense de 4 milliards et demi de francs. ”

Quelle était l'évaluation du coût de ces travaux en 1882, seulement cinq années plus tard ? Voici ce qu'en disait M. Say en lisant les paroles d'un autre orateur, M. Rousseau, au sujet de la première révision des évaluations, qui, de 4 milliards et demi de francs, les avait portées à 6 milliards :

“ Qu'est devenu ce programme ? Nous en avons fait refaire l'évaluation article par article en 1882. Ce travail nous a donné les résultats suivants :

Evaluation révisée des travaux de navigation ..	2,010,100,000 francs.
“ chemins de fer.....	5,281,700,000 “

Total . . . 7,291,800,000 francs”

Ainsi ces frais de construction que M. Say croyait, en 1877, pouvoir limiter à quatre milliards et demi de francs, étaient évalués en 1882, cinq années plus tard, à près de sept milliards trois cent millions de francs en chiffres ronds. Que l'on remarque que les évaluations révisées ont pris ces grandes proportions bien que les travaux ne soient encore qu'au quart de leur exécution.

Il nous fallait nous aussi, l'année dernière, donner une solution à cette question de l'exploitation du chemin de fer du nord. Elle pesait sur nos finances. Il aurait été de bien mauvaise politique pour le gouvernement de continuer à administrer les affaires du chemin. Pour parachever les travaux, la province était obligée d'emprunter au moins deux millions de piastres, outre les trois millions pour consolider la dette flottante et payer la balance des subventions aux autres lignes. Nous courrions le risque de compromettre gravement notre crédit provincial. Ajourner la solution de la question, c'eût été faire perdre des centaines de mille piastres au trésor tous les ans, et détruire en grande partie la valeur commerciale de notre chemin, en laissant, avant de la réaliser,

se construire des lignes rivales qui eussent contrôlé tout le commerce de l'ouest. Le plus tôt nous tranchions la difficulté, le mieux c'était pour la province. Chaque semaine de retard l'eût aggravée, et nous n'aurions pas tardé à voir le jour où nous n'aurions pu la résoudre que par d'énormes sacrifices.

Plus j'y ai réfléchi depuis l'année dernière, plus je me suis raffermi dans ma profonde conviction que nous avons aussi très bien fait de vendre le chemin du nord pour la grande raison, sur laquelle on ne saurait trop insister, qu'en tant que propriétaire de la ligne, l'intérêt du gouvernement était en conflit avec l'intérêt commercial de la province. On oublie trop facilement que, forcé par les circonstances impérieuses de se charger de la lourde tâche de construire le chemin, le gouvernement ne l'a pas fait dans le but de se créer une nouvelle source de revenu par l'exploitation de la ligne, mais bien de relier Québec, Montréal et Ottawa, et de donner au commerce du Nord-Ouest un débouché jusqu'au St. Laurent dans notre province. Pour le gouvernement, en tant que propriétaire du chemin, pour le trésor provincial, la construction et l'exploitation de la ligne rivale le Canada et Atlantique, auraient été la cause d'une grande perte : en premier lieu, perte par la diminution du trafic sur le chemin du nord ; secondement, perte par la diminution de la valeur commerciale de la voie. Pour le public, cette ligne rivale au chemin du nord est très importante. Elle est certainement dans l'intérêt commercial de la province à laquelle elle assure les nombreux avantages de la concurrence. En effet, quels ont été les résultats immédiats de l'ouverture au trafic de la ligne du Canada et Atlantique entre Ottawa et Montréal ? La concurrence a stimulé les deux compagnies. Le service des trains a été amélioré. Le nombre des convois entre les deux villes sur chaque ligne est augmenté. Le voyage se fait plus rapidement. Les compagnies veillent plus attentivement au confort des voyageurs, et elles ne regardent pas aux dépenses pour les wagons. Il est aussi certain que la concurrence de ces deux lignes produira une baisse considérable dans les taux du transport des marchandises entre Montréal et Ottawa. Un plus grand nombre de convois, un voyage plus rapide, un plus grand confort pour les voyageurs, une réduction dans les taux du transport, tout cela c'est dans l'intérêt commercial de la province, c'est dans l'intérêt du public. Tel est le fruit de la concurrence. Evidemment ce ne serait pas dans l'intérêt du revenu provincial, si le gouvernement était encore le propriétaire du chemin, parce qu'il aurait à faire bien plus de dépenses pour disputer son trafic à une ligne rivale qui réussirait toujours à lui en ôter une bonne partie.

Je résume comme suit les grands avantages de la vente du chemin aux conditions favorables obtenues l'année dernière, et que nous n'aurions pas pu retrouver si nous avions commis la faute impardonnable de les refuser :

Recette annuelle certaine de \$380,000.

Dispense de payer annuellement \$76,000 à la caisse d'amortissement.

Le trésor déchargé de l'obligation de dépenser au moins \$2,000,000 pour terminer le chemin et le pouvoir de matériel d'exploitation, et, par conséquent, dispensé de payer annuellement \$120,000 pour l'intérêt et l'amortissement de ces deux millions.

Le gouvernement débarrassé de la lourde tâche d'exploiter le chemin, chose qui n'est pas dans ses attributions.

Le chemin du nord devenu le prolongement des deux grands réseaux de chemins de fer du pays, et, par conséquent, Québec et Montréal reliés à tout l'ouest américain et à tout l'ouest canadien.

Avec ces chiffres et ces faits irréfutables, je répète avec énergie et avec la plus vive satisfaction de la part que j'y ai prise, qu'en approuvant les contrats de vente du chemin de fer du nord, l'année dernière, cette Législature a rendu un immense service à la province de Québec.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, il me reste à faire, au sujet de la vente du chemin de fer provincial, les remarques suivantes, après ce que j'ai dit avant six heures.

A un seul membre de cette Chambre, je conteste le droit de nous reprocher, à nous de la majorité, la vente du chemin de fer du nord, et ce membre c'est l'honorable chef de l'opposition. Je respecte, sans la partager, l'opinion de ceux qui étaient hostiles à la vente. Lorsque, l'année dernière, les contrats de vente ont été soumis à notre approbation, nous avions le droit de les approuver ou de les condamner. Bien plus, c'était notre devoir de nous prononcer après une étude sérieuse et consciencieuse de la question. Ceux qui, comme la grande majorité de la Chambre, comme moi-même, étaient convaincus que les transactions faites par le gouvernement étaient bonnes et avantageuses, devaient voter pour approuver les contrats. Ceux qui étaient convaincus du contraire, devaient voter pour les rejeter. La ligne de conduite était toute tracée pour cette question comme pour les autres. Tous les membres de cette Chambre l'ont suivie à l'exception d'un seul, l'honorable député de St. Hyacinthe, celui que l'opposition a choisi pour la diriger.

Cette Chambre se rappelle et la province n'a pas oublié que dans les circonstances si solennelles de la dernière session, lorsque dans cette enceinte nous étions à discuter une des plus grandes questions d'intérêt public sur lesquelles les mandataires du peuple aient eu à se prononcer, lorsque l'opinion était en éveil, qu'elle se renseignait sur les conditions de la vente du chemin, sur le principe de cette politique, lorsque toute la presse commentait longuement les contrats que nous avions à approuver ou à rejeter, un homme public, qui avait été ministre de la Couronne, un député, reconnu comme un des chefs de son parti, seul était indifférent à tout ce qui se passait. Seul il n'avait pas d'opinion à exprimer. Presque toujours absent de son siège, quand par hasard il y était il restait muet. Au moment des votes, on ne le voyait point paraître. Dans les nombreux votes enregistrés sur cette question, son nom ne figure qu'une couple de fois, et il est encadré une fois dans ceux de la majorité, dans ceux des partisans de la vente. Il a voté avec nous contre l'amendement proposé par l'honorable député de Kamouraska. Cet homme public, ce chef de parti, cet ancien ministre de la Couronne, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté dans cette enceinte sur la question de la vente du chemin de fer du nord, c'est l'honorable chef actuel de l'opposition, c'est l'honorable député de St. Hyacinthe. A lui je nie le droit aujourd'hui de critiquer ce que la majorité de cette Chambre a fait l'année dernière.

A lui, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté, je nie le droit de nous reprocher un acte que nous avons accompli dans toute la sincérité d'une opinion éclairée par la réflexion, par l'étude, par la discussion, par le sens profond de notre responsabilité, par le sentiment que nous devons avoir le courage de braver les clameurs pour remplir un grand devoir public.

A lui, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté, je nie le droit de nous demander compte d'une décision que nous avons prise parce que nous étions convaincus que nous allions rendre, comme de fait nous avons rendu, un très grand service à notre province.

A lui, qui a été muet lorsqu'il aurait dû parler, lui qui a brillé par son absence lorsqu'il aurait dû être à son poste, je nie le droit de blâmer ceux qui, plus soucieux du bien public et plus fidèles à y travailler, ont énergiquement défendu de leur parole et de leurs votes une politique qu'ils croyaient bonne, qu'ils savaient avantageuse au pays.

A lui, qui pour s'occuper de ses affaires personnelles, s'est éloigné de cette enceinte où se débattait une aussi importante question, je nie le

droit de me reprocher mes paroles et mes votes, à moi, qui, comme tous mes honorables collègues le savent, ai courageusement sacrifié les intérêts les plus pressants de ma famille pour accomplir ce qu'après de laborieuses recherches, de longues études et de profondes méditations, j'ai considéré comme mon impérieux devoir.

Aujourd'hui, comme lundi dernier dans la première réponse que je lui ai faite à ce sujet, et chaque fois qu'il osera rompre le silence prudent qu'il devrait garder sur la vente du chemin de fer du nord, je demanderai à l'honorable député de St. Hyacinthe où il était l'année dernière lorsque cette question a été discutée et réglée ? Que pensait-il des transactions faites par le gouvernement ? Pourquoi n'exprimait-il pas son opinion dans cette enceinte ? Pourquoi, à l'exception d'une couple de fois, ne votait-il pas sur les diverses propositions soumises à cette Chambre ?

Je place l'honorable chef de l'opposition dans ce terrible dilemme :

Où il approuvait les contrats de vente du chemin de fer du nord, ou il les condamnait.

S'il les approuvait, il devait avoir le courage de le dire, de se séparer entièrement de ses amis sur ce point au lieu de se contenter de leur faire faux bond en s'abstenant. S'il les approuvait, il était de son devoir de déclarer pourquoi, de faire connaître les raisons pour lesquelles il appuyait la politique ministérielle pour la vente du chemin, de mettre au service de cette cause d'intérêt public et national l'influence et l'éloquence de sa parole, le prestige et l'autorité de sa position politique et de son expérience, le poids de son vote.

Si, au contraire, il les condamnait, il devait avoir également le courage de le dire, de combattre avec ses amis au lieu de leur faire défaut dans un des moments les plus importants de la lutte parlementaire. S'il les condamnait, il était également de son devoir de donner à cette Chambre et au public les raisons de sa désapprobation, d'opposer à la politique ministérielle tout ce qu'il avait d'énergie, de talent, de vigueur de parole, d'éloquence. Il devait enregistrer ses votes contre la ratification des contrats soumis à cette Chambre.

Dans les deux cas, il a donc manqué à son devoir, parce que dans cette enceinte, où comme nous il a toutes les obligations et les responsabilités d'un député du peuple, il n'a parlé, il n'a voté ni pour ni contre la vente du chemin du nord.

Assurément, il ne nous dira pas qu'il était incapable de se former

une opinion l'année dernière, parce qu'il se reconnaîtrait une incompetence que cette Chambre, qui sait l'intelligence dont il est doué, serait unanime à nier. D'ailleurs, en supposant, ce que pour un je ne puis point croire un seul instant, qu'il n'avait pas d'opinion, à la session dernière, au sujet de la vente du chemin du nord, qu'il ignorait s'il était ou non dans l'intérêt bien entendu de la province de continuer l'exploitation de la ligne par le gouvernement, s'il ne fallait pas mieux remettre cette tâche à des compagnies et réaliser pour le trésor, en paiement d'une partie considérable de la dette provinciale, la somme obtenue par les contrats de vente, il ne serait certainement pas mieux qualifié cette année pour se prononcer sur la question. N'ayant pu se former une opinion quand il en était temps, il aurait sans doute perdu tout droit de blâmer ceux qui ont sincèrement cru que leur devoir était de voter en faveur de la vente du chemin.

Mais ce qui rend la conduite de l'honorable député de St-Hyacinthe d'autant plus inexcusable, c'est que, de fait, il était, l'année dernière, pour la vente du chemin de fer. En dehors de cette enceinte il n'avait pas caché son opinion; il n'avait pas hésité à dire qu'il était dans l'intérêt de la province de se départir de cette propriété. Avant même le résultat des négociations que le gouvernement conduisait, avant que ces négociations ne fussent même terminées, bien avant que l'on connût les conditions des contrats, l'honorable député de St. Hyacinthe était non-seulement en faveur de la vente du chemin, mais il disait ouvertement quelle était la somme pour laquelle, dans son opinion, la province pouvait le vendre. Ses paroles ne tardèrent pas à être connues du public. Elles circulèrent dans la presse et se répétèrent de bouche en bouche. Lorsque l'honorable M. Chapleau expliqua devant cette Chambre la politique de son gouvernement pour la vente du chemin, et les contrats que le ministère avait faits, il s'appuya entre autres sur l'autorité des paroles de l'honorable député de St. Hyacinthe, un de ses plus grands adversaires, pour prouver que cette politique était bonne et avantageuse à la province. Voici ce que je lis aux pages 637 et 638 des *Débats* de la Législature, compte-rendu du discours de l'honorable M. Chapleau, fait l'année dernière dans cette Chambre :

“ On aura beau dire, le vrai sentiment public est que le gouvernement ne continue pas à se plonger dans les déficits, qu'il évite la taxe directe, sentiment exprimé par mon honorable ami le député de St. Hyacinthe, lorsque pensant à quitter l'arène politique, il se rendait à Montréal, et disait au début de la campagne électorale : “ Le pays est

avec moi ; le pays ne veut pas de la taxe directe. ” Il ajoutait : “ Au gouvernement qui procurera au pays une transaction favorable pour la vente de son chemin. ”—et il mentionnait le chiffre qu’il avait en vue,—“ je donnerai mon concours. ”

“ La première chose que nous avons à faire, ajoutait-il,—c’est de dégrever notre budget. Nous payons tous les ans pour intérêts et fonds d’amortissement \$900,000. Tant que cet état de choses existera, il sera impossible de faire faire à la province les progrès qu’on doit attendre d’un gouvernement bien constitué. On ne peut arriver à ce résultat que par la vente du chemin de fer. Si on pouvait en disposer d’une manière qui ne serait pas préjudiciable aux intérêts futurs de la Province, et si on pouvait en obtenir le montant que le gouvernement a annoncé lui avoir été offert \$8,000,000—Ce serait une bonne transaction. ”

“ M. Mercier ajoutait encore au programme que le gouvernement devait avoir, certains articles qui ne se rapportent pas à la discussion actuelle. Cependant on disait que l’honorable député de St-Hyacinthe avait brûlé ses vaisseaux ; que, dans sa retraite, il attendrait l’occasion favorable pour venir mettre au service de son pays les talents incontestables qu’il possède. Je pourrais bien ajouter, M. le président, que lorsqu’il a été connu dans Montréal que le gouvernement avait complété l’arrangement qui est maintenant soumis à cette Chambre, M. Mercier a dit publiquement que si le premier ministre avait réellement réussi à faire cette transaction, il avait accompli un acte dont tout le pays devait lui savoir gré. Et il ajoutait : “ Il ne doit pas y avoir de politique sur cette question. La nation entière y est intéressée. ”

Ces paroles de l’honorable M. Chapleau ont été reproduites dans le compte-rendu de son discours qui a été publié dans la plupart des journaux de cette province, et subséquemment dans un pamphlet distribué à plusieurs milliers d’exemplaires. Si elles n’étaient pas l’expression vraie de la pensée et de l’opinion de l’honorable député de Saint Hyacinthe, pourquoi ne les a-t-il pas relevées ? Pourquoi ne les a-t-il pas contredites dans cette enceinte ? Pourquoi n’a-t-il pas déclaré qu’il était hostile à la vente du chemin ? Il n’en a rien fait. Il a acquiescé par son silence à l’opinion favorable à la politique ministérielle, que le chef du gouvernement, l’honorable M. Chapleau, lui prêtait, en s’autorisant de ses paroles pour prouver à cette Chambre et à la province qu’il était si important de vendre le chemin du nord que l’un de ses adversaires les plus ardents était obligé de l’admettre.

Appuyé sur une preuve aussi concluante, j’ai donc le droit de dire



que l'honorable député de St. Hyacinthe était, l'année dernière, comme la grande majorité de cette Chambre, en faveur de la vente du chemin de fer du nord. La différence entre lui et nous, c'est que nous avons eu le courage de notre opinion, que nous avons eu le patriotisme d'en prendre la responsabilité, et qu'aujourd'hui nous n'avons pas la faiblesse de la renier.

Quel est le but de l'honorable chef de l'opposition en critiquant ainsi, une année trop tard, la vente du chemin provincial? Veut-il atteindre le gouvernement actuel? Si telle est son intention, il fait évidemment fausse route. Je voudrais bien savoir en vertu de quel principe de droit constitutionnel, de droit parlementaire anglais, les conseillers actuels du représentant de la Couronne dans cette province peuvent être tenus responsable de l'avis que leurs prédécesseurs lui ont donné au sujet de la vente du chemin du nord. Je suis certain que l'honorable député de St. Hyacinthe serait bien en peine de me l'indiquer, et cela pour la raison bien simple qu'il n'en existe pas. Ce droit constitutionnel qui nous régit, dont nous ne voulons ni ne devons violer les principes, est basé sur la raison même des choses, devenue éclatante par la longue et heureuse expérience que la mère-patrie en a faite. Il est la plus parfaite expression encore connue de la liberté politique. Notre droit parlementaire, comme le bon sens d'ailleurs, dit qu'un ministère n'est point responsable d'un acte qu'il n'a pas fait, qu'on ne peut constitutionnellement demander compte à un gouvernement d'un acte accompli par un gouvernement antérieur.

Je tiens à bien définir cette question, parce qu'il importe beaucoup à notre avancement dans l'exercice du gouvernement libre dont nous jouissons, de ne pas laisser se répandre de fausses notions sur notre droit constitutionnel. Au sujet de la question qui nous occupe, je fais une distinction qu'il ne faut jamais perdre de vue. Je distingue entre la responsabilité ministérielle des honorables messieurs qui sont aujourd'hui les conseillers du représentant de la Couronne, et leur solidarité avec le parti conservateur pour la vente du chemin du nord. De responsabilité ministérielle, ils n'en ont point. Comme membres du gouvernement actuel, ils n'ont pas avisé Son Honneur le lieutenant gouverneur de consentir à des contrats de vente du chemin, ni de sanctionner les lois les ratifiant. Ils ne sont pas responsables de ce qu'ils n'ont point fait.

Pour administrer les affaires de la province, un ministère doit jouir de la confiance de cette Chambre. Cette confiance se manifeste par l'appui que lui donne la majorité des membres de la Chambre. Il y a

trois manières principales d'atteindre un ministère et de l'obliger à donner sa démission au représentant de la Couronne : premièrement, par un vote direct de non-confiance ; secondement, par une proposition de censure pour un acte administratif ; troisièmement, en rejetant des mesures que le ministère croit importantes pour le bien public de la province. Dans ce dernier cas, le ministère juge si la mesure est d'une importance telle qu'il doive donner sa démission, parce qu'il ne serait pas toujours justifiable de se démettre, si sa politique générale recevait l'approbation de la majorité des représentants du peuple. Naturellement, à tout ministère atteint par un vote de non-confiance, une proposition de censure, le rejet d'une mesure d'une importance de premier ordre, il reste toujours la grande et l'efficace ressource constitutionnelle d'aviser la Couronne d'exercer sa prerogative de dissolution, pour constater si le corps électoral est avec lui, ou avec la majorité de la Chambre dans sa déclaration d'hostilité.

Dans le cas présent, l'honorable chef de l'opposition pourrait-il raisonnablement faire une proposition de non-confiance dans les conseillers de Son Honneur le lieutenant gouverneur, en s'appuyant sur le fait que le chemin de fer du nord a été vendu par le gouvernement précédent ? Je serais curieux de voir celui qui le prétendrait sérieusement. Du moment qu'une semblable proposition serait faite, la majorité de la Chambre, qui a voté en faveur de la vente du chemin, se lèverait pour réaffirmer son acte de l'an dernier, et pour déclarer qu'il lui est impossible de dire qu'elle n'a plus confiance dans le ministère, parce qu'elle le reconnaît coupable d'une chose qu'il n'a pas faite.

L'honorable député de St-Hyacinthe pourrait-il faire une proposition pour censurer le ministère actuel parce que son prédécesseur a fait des contrats pour la vente du chemin provincial ? Assurément, personne ne voudrait soutenir que ce ne serait pas absurde. Faire une pareille proposition, ce ne serait pas frapper le gouvernement, mais bien censurer la majorité qui a approuvé les contrats, et il n'est pas probable que cette dernière se prêterait à cette tactique.

En troisième lieu, l'honorable député de St-Hyacinthe ne pourrait pas proposer le rejet des contrats de vente du chemin du nord, parce qu'il y a près d'un an qu'ils ont été approuvés par cette Législature et que les lois les ratifiant ont été votées et sanctionnées. Le gouvernement actuel n'a pas de mesure à nous soumettre pour la vente du chemin. C'est une chose faite.

Les conseillers actuels du représentant de la Couronne n'ont donc

pas de responsabilité ministérielle au sujet de la vente du chemin de fer.

Mais il y a la grande question de la solidarité des chefs actuels de la majorité parlementaire avec cette majorité elle-même. Comme le disait tout récemment un orateur à la tribune du Sénat de France, "le propre du gouvernement parlementaire, c'est de gouverner par les partis entendus dans le sens le plus élevé, dans l'acception la plus haute du mot. Les partis, ce sont les représentants des grandes idées qui ont cours dans le pays. Oui, il faut que les partis gouvernent, et pour qu'ils aient la force de gouverner, il est nécessaire qu'ils aient une discipline." Les partis, ces grandes organisations politiques, sont solidaires de leurs actes, de leurs idées. La solidarité atteint tous les membres d'un parti politique à l'exception de ceux qui, dans une circonstance donnée, dégagent ouvertement leur responsabilité d'un acte, d'une mesure. C'est en vertu de ce principe vrai, sans lequel les partis politiques se désagrègeraient bientôt et seraient incapables de faire le moindre bien, que je dis que tout le parti conservateur de la province de Québec est solidairement responsable de la vente du chemin de fer du nord, à l'exception de ceux de ses membres qui ont, dans le temps, et ils sont peu nombreux, spécialement dégagé leur responsabilité en s'y opposant. Les membres du ministère actuel sont responsables comme nous devant la province de la vente du chemin, parce qu'ils l'ont votée, à l'exception de l'honorable premier ministre qui lui aussi l'a approuvée lorsqu'il ne siégeait pas dans cette enceinte. Cette responsabilité, le ministère l'accepte tout entière. C'est ce qu'attendait de lui la majorité parlementaire, qui s'est montrée à la hauteur de sa mission dans l'accomplissement d'un acte qui lui méritera la reconnaissance publique.

Par les insinuations tardives que l'honorable chef de l'opposition fait dans cette Chambre, veut-il atteindre l'honorable M. Chapleau, le chef du gouvernement qui est responsable de la vente du chemin du nord ? Alors il est temps de vider une question entre lui et nous, de la majorité, qui avons approuvé la vente. En insinuant des accusations qu'il n'ose pas formuler ouvertement, il se met dans une position bien peu enviable. A la session dernière, l'honorable M. Chapleau était à son siège. Pourquoi l'honorable député de St. Hyacinthe ne l'a-t-il pas alors attaqué ? Pourquoi ne s'est-il pas levé pour porter ses accusations, lorsque l'accusé était ici pour lui répondre ? Il n'y a pas encore un an, tous deux ils siégeaient dans cette enceinte. Ils étaient à une distance de quelques pieds. C'était le temps pour l'accusateur de se mesurer

avec son adversaire, et de demander à la Chambre et au public de se faire juges entre eux. Cependant il s'est tu, il a gardé le silence, il est resté muet. Aujourd'hui que l'honorable M. Chapleau est à plus de mille lieues de distance, souffrant, peut-être atteint d'une maladie mortelle, on voit l'honorable chef de l'opposition faire contre lui les insinuations les plus graves. Ce n'est pas chevaleresque, tant s'en faut.

L'honorable chef de l'opposition ne le dit pas ouvertement, mais de ses paroles il est facile de conclure qu'il veut faire comprendre que tout n'a pas été honnête dans cette transaction de la vente du chemin, et c'est surtout contre l'ancien premier ministre que portent ses insinuations. Je le suis hardiment sur ce terrain et je lui dis, en le plaçant dans un nouveau dilemme dont il ne pourra pas sortir :

Où vous savez que la transaction a été malhonnête, où vous ne le savez pas.

Si vous le savez, alors votre devoir est tout tracé. Formulez votre accusation en termes précis, dites sur votre honneur ce que vous connaissez, prenez l'engagement solennel d'en faire la preuve, en mettant votre siège et votre avenir politique en jeu.

Si vous ne le savez pas, alors cessez donc vos insinuations malveillantes contre le caractère d'un des principaux hommes publics du pays, contre un de vos compatriotes.

Quant à nous de la majorité, notre position est dès plus faciles à définir. Nous avons approuvé les contrats de vente du chemin de fer, parce que nous étions convaincus que la saine politique était de le vendre, que les conditions et les garanties stipulées aux contrats étaient très avantageuses à la province, qu'elles étaient les meilleures qu'il fût possible d'obtenir, la question jugée à tous ses points de vue, que si nous les rejetions nous allions plonger la province dans de grandes difficultés financières, et que nous détruirions la valeur commerciale de notre chemin par des exigences dont n'auraient tenu aucun compte les grandes compagnies avec lesquelles on aurait espéré pouvoir transiger plus tard. Il y a quelques jours, l'honorable chef de l'opposition posait en affaires un principe vrai que je vais retourner contre lui. Il disait : une transaction peut-être parfaitement honnête et cependant être malhabile, maladroite. De mon côté, je retourne l'argument et je dis : une transaction peut être avantageuse, habile, et être cependant entachée de malhonnêteté.

L'année dernière, tout comme aujourd'hui, nous avions confiance

dans l'honorabilité personnelle du chef du ministère et de ses collègues. Nous étions convaincus que les transactions qu'ils nous demandaient de ratifier avaient été conclues d'une manière parfaitement honnête. Nous le sommes encore. Si l'ombre d'un doute avait existé dans notre esprit sur ce point, notre décision aurait été bien différente. Rien, absolument rien, ne nous justifie aujourd'hui de douter de la bonne foi et de l'honneur de ceux qui étaient nos chefs à la session dernière.

En présence de ces insinuations répétées dans cette Chambre par l'honorable député de St. Hyacinthe, je n'hésite pas à dire : s'il est à la connaissance de quelqu'un que la transaction de la vente du chemin de fer du nord a été entachée de malhonnêteté, c'est son impérieux devoir de le déclarer, d'en donner la preuve certaine. Il le doit à la province, il le doit à cette Chambre, il le doit à sa propre conscience. C'est une sommation que je fais, et je la fais au nom de la majorité de la Chambre, au nom de nos concitoyens, au nom de ce qu'il y a de plus sacré dans la vie politique d'un peuple, l'honneur de ses hommes publics.

Le chemin du nord est vendu, c'est une question réglée, c'est vrai, mais s'il y a des coupables, vous pouvez encore les atteindre. Vous pouvez les frapper dans ce qu'ils ont de plus cher, leur honneur, dans leur avenir ; vous pouvez briser leur carrière. Si vous les savez coupables, n'hésitez pas, faites votre devoir, faites le courageusement. Je crois que je puis vous dire que vous pouvez compter sur l'appui de cette Chambre. Donnez vos preuves, et nous vous aiderons à proclamer la déchéance de ceux que vous aurez flétris.

Voulez-vous atteindre l'honorable M. Chapleau ? Il a été notre chef dans cette Chambre, il est encore l'un de nos chefs sur le grand théâtre de la politique fédérale. Prouvez qu'il est coupable, mais prouvez-le, et je vous promets qu'il n'y aura parmi ses amis et ses admirateurs qu'une voix pour dire qu'il a perdu tout droit à notre confiance, et qu'il doit disparaître de la scène. Pour un, je l'avoue, je le dirai avec des larmes dans les yeux, en regrettant qu'une aussi belle intelligence ait succombé dans un moment de faiblesse.

Mais cette preuve, on ne la fera pas, parce qu'elle n'existe pas. Ces insinuations, on se donnera bien le garde de les formuler en propositions précises, formelles, de les changer en accusations portées sur l'honneur de celui qui les ferait, parce qu'on ne serait pas capable de les prouver. Ces insinuations sont fausses, nous en sommes convaincus. Je suis certain que pas un seul des honorables membres de cette Chambre, pas plus l'honorable chef de l'opposition qu'un seul autre, n'osera relever le

défi que je viens de porter. Non, on ne le fera pas, car on sait que ceux qui le tenteraient succomberaient à la tâche, en se mettant pour toujours au front le stigmate d'odieux et de misérables calomnieurs.

Pourquoi donc alors ne pas faire régner dans nos luttes politiques des sentiments plus élevés, plus chevaleresques, des idées de véritable justice. Les luttes de la politique, les luttes parlementaires, telles que je les conçois, doivent être celles de l'intelligence et du patriotisme. Ce sont celles des généreuses aspirations, d'une énergique et vigoureuse émulation pour le bien public. N'en faisons donc pas une guerre de corsaires, en ne cherchant le succès et l'avancement que dans la destruction de l'honneur et du caractère de ceux que nous ne devons combattre, toujours avec la plus grande loyauté, que sur le terrain des principes. Ce regrettable système de dénigrement ne peut avoir pour résultat que de détruire dans l'esprit de la population la confiance et l'estime que les hommes publics doivent toujours lui inspirer, quand même elle ne partage pas leurs opinions et leurs vues sur la manière la plus efficace de faire le bien du pays.

Je ne puis m'empêcher d'éprouver un profond sentiment de regret lorsque j'entends l'honorable chef de l'opposition faire remonter ses insinuations jusqu'à celui qui, il y a à peine quelques mois, était le chef du gouvernement de cette province. Je n'ai pas mission particulière de défendre l'honorable M. Chapleau. Je n'ai pas eu avec lui, comme l'honorable député de St. Hyacinthe, de longs rapports d'amitié personnelle. Nous nous sommes rencontrés sur le terrain politique, combattant pour la même cause, la cause conservatrice, qui est aussi celle de la province. Il était et il est encore l'un des chefs du parti dans les rangs duquel je suis entré bien jeune, dès que j'ai commencé à m'occuper activement des intérêts publics. J'ai admiré son talent, j'ai souvent été ému par les accents de sa parole éloquente. Longtemps on entendra dans cette enceinte les échos de sa grande voix.

L'honorable chef de l'opposition, lui, a vécu dans la même région de la province que l'honorable M. Chapleau. Ils se sont connus bien jeunes. Ils ont d'abord été amis politiques. C'était au temps où l'honorable député de St. Hyacinthe s'honorait de faire partie de la phalange conservatrice. Depuis ils ont été adversaires, mais je ne crois pas qu'ils aient jamais été ennemis. Pourquoi l'honorable chef de l'opposition ne respecte-t-il pas assez les sentiments d'autrefois, pour ne pas faire, contre celui auquel il a si souvent tendu la main de l'amitié dans cette enceinte, des insinuations qu'il regrettera certainement lorsqu'il ne sera plus

aiguillonné par le désir d'obtenir un succès politique, un succès de parti, sans trop regarder au peu de justice du moyen employé ? Ce serait plus libéral dans le vrai sens du mot, plus généreux, plus beau.

S'il faut en croire certains faits racontés dans la presse, l'honorable chef de l'opposition aurait désiré une alliance avec l'honorable M. Chapleau et les amis politiques de ce dernier. Il aurait voulu, souhaité, ambitionné de concourir avec eux au gouvernement de la province. Je n'ai pas à me prononcer sur le rapprochement politique que la rumeur suppose, la Chambre n'ayant pas à s'occuper de cette affaire, mais je puis bien dire que je conçois ce désir, ce souhait de la part de l'honorable député de St-Hyacinthe qui est, je me plais à le reconnaître, doué d'un talent oratoire considérable. On peut comprendre qu'il ait ambitionné de travailler pour le pays de concert avec l'honorable M. Chapleau, si éloquent et si brillant. Comment se fait-il qu'il soit passé de ces sentiments généreux à ceux, si regrettables dans les circonstances, que nous lui voyons manifester contre l'honorable M. Chapleau, retenu loin de son pays par une maladie qui cause de plus grandes craintes ?

Il y a eu quelques divergences d'opinion dans le parti conservateur au sujet de la vente du chemin de fer. Je respecte les opinions sincères de tout le monde. De ce que l'on peut quelquefois différer d'opinion sur une mesure importante dans un même parti, il n'en est pas moins le devoir de tous les membres de ce parti, une fois cette question particulière réglée, de continuer à combattre pour le triomphe des idées et des principes qu'ils croient les plus propres à faire le progrès du pays sous toutes ses formes désirables. Perpétuer inutilement des prétextes de division, c'est évidemment nuire au succès de la cause à laquelle nous avons consacré tout ce que nous avons de cœur et d'intelligence.

Nous qui avons approuvé la politique du gouvernement précédent au sujet de la vente du chemin de fer du nord, nous avons eu, peu de temps après la dernière session, la satisfaction de recevoir la haute approbation, d'une manière indirecte, des chefs de notre parti par le fait que l'honorable M. Chapleau a été appelé à entrer dans le gouvernement fédéral. Il est aujourd'hui le collègue de Sir John A. Macdonald, le chef illustre du parti conservateur, de Sir Hector L. Langevin, le chef politique distingué de la province de Québec, qui compte tant d'années de services si honorables et si précieux, de l'honorable M. Caron qui, lui aussi, est arrivé si jeune à jouer un rôle si utile. Puisque nos chefs se sont adjoints l'honorable M. Chapleau, il me semble que nous avons raison de nous féliciter d'avoir cru à la sagesse de sa politi-

que en donnant une solution définitive à cette question du chemin de fer du nord.

J'ai terminé ma tâche. J'ai sincèrement exposé mes vues sur les opérations financières de la province, et même du Canada, depuis l'inauguration du régime fédéral. J'ai dit franchement ce que je pense des résultats obtenus, de la situation actuelle, des perspectives de l'avenir. Ces résultats sont immenses, la situation actuelle de la province est bonne, l'avenir, pour être heureux, ne demande que de la prudence, de l'énergie, du dévouement et du patriotisme.

Je concluerai en répétant les paroles que l'honorable député de Lotbinière prononçait dans cette enceinte pendant la première session de cette Législature après 1867. Il avait combattu le projet de la confédération, mais cette grande idée politique ayant triomphé, l'union étant devenue un fait accompli, il se ralliait au nouvel ordre de choses. Pour la première fois les députés étaient réunis pour s'occuper des intérêts provinciaux confiés, par la nouvelle charte constitutionnelle, à leur patriotique sollicitude. Au début de la session, j'entendis, du haut de cette galerie, l'honorable député de Lotbinière prononcer ces paroles qui sont restées gravées dans ma mémoire. "J'ai foi dans l'avenir de la province de Québec," disait-il dans un superbe mouvement oratoire.

A quinze années de cette date, après l'expérience et les résultats de la première période du fonctionnement du régime que l'on mettait alors à l'épreuve, je répète ces paroles et je dis : J'ai foi dans l'avenir de la province de Québec. J'ai foi dans l'intelligence, dans la force, dans l'énergie de notre province. Marchons résolument. Ayons confiance en nous-mêmes ; c'est le premier gage du succès. Enthousiastes de ce que nous avons déjà fait, soyons plus courageux que jamais. Soyons prudents, mais soyons actifs. Soyons prévoyants, mais ayons aussi l'esprit d'entreprise. Ne manquons pas d'initiative par la peur exagérée des responsabilités. Ne comprimons pas les aspirations nationales en leur refusant le concours qu'elles ont droit d'attendre de nous. N'ayons pas de vaines alarmes après les grandes entreprises que nous avons accomplies. J'applique à notre situation les paroles si vraies qu'un orateur prononçait à la tribune française il y a quelques années :

"L'exemple du passé peut nous garantir contre ces craintes, ce n'est point par l'excès du travail que les nations ont jamais péri."

Oui, j'ai foi dans l'avenir de notre province. Je suis convaincu que



si, nous, ses représentants, nous l'aidons, comme par le passé, de nos efforts et de nos paroles d'espérance, notre peuple continuera avec encore de plus grands succès son œuvre de paix, d'ordre, de travail, de progrès, de féconde et glorieuse liberté.

La suite de la discussion est renvoyée à lundi, M. Stephens a la parole.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 26 février 1883.*

SOMMAIRE :—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers rapports et documents publics. — Adoption définitive du projet de loi concernant la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean et de divers autres projets de lois. — Adoption en deuxième délibération de divers projets de lois. — Interpellations et réponses. — Délibération sur le quatrième rapport du comité d'agriculture, immigration et colonisation, du 10 mai 1882. — Explications personnelles présentées par M. Gagnon, au sujet du projet de loi relatif à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean : MM. Beaubien, Mousseau, Gauthier, Joly, Deschênes, Martin, Casavant, Marchand, Laberge, Demers, St-Hilaire, Poulin, Asselin, Désaulniers, Richard, Blanchet, Faucher de St-Maurice. — Délibération sur le deuxième rapport du même comité, du 20 février courant : MM. Gauthier, Lynch, et Casavant. — Renvoi de la suite de la discussion sur ces deux rapports.

### PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Brouce, secrétaire de la province.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1883, demandant copie de la correspondance entre l'honorable premier ministre et l'honorable B. de la Bruère, au sujet de la société d'industrie laitière de la province de Québec.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1883, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, l'honorable surintendant de l'instruction publique et le comité de l'instruction publique, au sujet de la mise à la retraite de M. Tanguay, inspecteur d'école, et de la nomination de M. Célestin Bouchard, son remplaçant.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 15 février 1883, demandant copie de la correspondance, documents, etc., concernant la promesse d'un octroi de certains lots de terre faite à Régis Coutu de Saint-Donat, district électoral de Montcalm.

Le projet de loi pour modifier et refondre les différentes lois concernant la compagnie du chemin de fer de Québec, au lac Saint-Jean, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la compagnie minière " Pinnacle " (limitée).

Pour constituer la compagnie manufacturière de papier Richelieu.

Pour faire certaines dispositions concernant la commune de la Baie St. Antoine ou Baie du Fèvre.

Pour permettre au titulaire et aux custodes de l'église St. James de Hull, de disposer d'une certaine propriété immobilière.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du lac Temiscamingue.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du Saguenay et du lac St. Jean.

Pour modifier de nouveau la loi constituant la compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog.

Pour lever tout doute sur l'existence légale de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Bon Secours, dans le collège électoral d'Ottawa.

Pour permettre à la compagnie de prêt et crédit foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes, et lui octroyer certains pouvoirs.

Les projets suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local et des chemins de fer etc.

Pour dispenser Henri Talbot Walcot de ses devoirs de fidéi-commis-saire de Madame Isabella Abbott Young.

Pour constituer la ville de St-Sauveur de Québec.

Pour modifier les lois constituant la cité de Montréal.

Pour modifier les lois constituant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Pour constituer la ville de Montmagny.

#### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

**M. Cameron**—*député de Huntingdon*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside à la compagnie du chemin de fer de jonction de Montréal et de Champlain ? Si oui, combien sera-t-il accordé par mille, et quelles seront les conditions.

L'honorable **M. Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'accorder un subside à ce chemin de fer.

**M. Faucher de St. Maurice**—*député de Bellechasse*.—La commission des chemins à barrière de la rive sud a-t-elle fait des rapports, tel qu'elle l'avait promis.

Tous les chemins qu'elle avait été chargée de macadamiser, en vertu de la 16 Victoria, chapitre 235, article 8, article 12 et article 13, et la 20 Victoria, chapitre 125, ont-ils été terminés sur tout le parcours voulu, conformément aux obligations imposées par ces deux statuts, et à la satisfaction de toutes les paroisses intéressées ?

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—La commission des chemins à barrière de la rive sud a fait les rapports qu'elle est tenue de faire.

Le gouvernement n'est pas actuellement en état de déclarer si cette commission a fait tous les travaux qu'elle était tenue de faire en 1853 et 1857, mais il a donné ordre de s'enquérir à ce sujet et d'obtenir les renseignements nécessaires pour rendre justice aux intéressés.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—J'ai l'honneur de proposer l'adoption du quatrième rapport du comité d'agriculture, du 10 mai 1882.

L'honorable **M. Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Je désire que lecture soit donnée de ce rapport, qui contient une expression d'opinion très importante. J'espère que les honorables membres s'expliqueront à l'endroit de ce rapport, afin que l'on ait une expression générale de toutes les opinions.

Voici le texte de ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, que son attention ayant été attirée sur le fait, que certaines difficultés et malentendus regrettables existaient dans les relations du conseil d'agriculture et aussi entre le directeur de l'agriculture et quelques-uns des officiers du dit conseil d'agriculture, difficultés et malentendus qui sont une entrave au fonctionnement du dit conseil ; votre comité a cru de son devoir d'assigner devant lui le secrétaire du conseil, M. George Leclerc et M. E. A. Bernard, directeur de l'agriculture et rédacteur du journal d'agriculture, afin de se renseigner sur la nature de ces difficultés et y chercher un remède.

“ Qu'après avoir entendu les explications données par ces messieurs, et celles qu'ont bien voulu lui donner l'honorable commissaire de l'agriculture et son député, M. Lesage :

“ Considérant que dans un pays aussi vaste que le nôtre, présentant des contrastes aussi frappants que ceux qui existent entre le climat de

la Gaspésie et celui des Cantons de l'Est, la culture du sol doit se faire dans des conditions trop différentes et en suivant des systèmes trop variés pour qu'il soit possible d'appliquer un seul et même système d'agriculture à toute la province.

" Que pour aider le conseil d'agriculture à rendre justice à toutes les parties, et pour rendre plus efficaces les mesures adoptées par lui pour l'encouragement de l'agriculture, le conseil devrait être composé, de manière à représenter toutes les régions agricoles de la province, et que la subdivision de la province en districts judiciaires pourrait servir de base pour fixer la représentation de nos différents intérêts agricoles.

" Que pour ces raisons, votre comité exprime respectueusement l'opinion qu'il est désirable :

1. Que le conseil d'agriculture soit réorganisé de manière à ce qu'il contienne un représentant pour chacun des districts judiciaires de cette province, résidant dans le dit district, à être nommé par le gouvernement et dix membres, au moins, choisis parmi les agronomes les plus distingués de la province.

- " 2. Que le siège du conseil soit fixé à Québec et que le bureau du dit conseil soit aussi transféré à Québec.

3. Que le commissaire et le député commissaire de l'agriculture soient *ex-officio* membres du dit conseil.

- " 4. Qu'aucun des règlements du dit conseil d'agriculture ne soient mis à exécution avant qu'il ait été approuvé par le lieutenant gouverneur en conseil.

" Votre comité est aussi d'opinion que le système d'exposition régionale ayant pour effet de mettre en contact les cultivateurs de plusieurs collèges électoraux, aura d'excellents résultats et il en recommande l'adoption dans les cas où la distance ne le rendra pas impraticable.

" Votre comité a aussi étudié l'importante question des meilleurs moyens à adopter pour promouvoir l'industrie laitière en cette province. Sur demande de votre comité, M. S. M. Barré, directeur de l'école de laiterie de Ste-Marie de la Beauce lui a donné d'intéressants détails sur cette industrie et a soumis en même temps au comité un mémoire contenant un résumé des suggestions, qu'il croit les plus propres à faire progresser cette importante industrie.

" Votre comité sans vouloir se prononcer sur le mérite de toutes les suggestions contenues dans ce rapport, croit néanmoins devoir les sou-

mettre avec le présent rapport à la considération de votre honorable Chambre. ”

Ste-Marie, Beauce. 1er mai, 1882.

A l'honorable comité d'agriculture  
de l'Assemblée législative de Québec.

Messieurs,

“ Dans le but de promouvoir l'amélioration et le progrès de l'industrie laitière dans cette province, j'ai l'honneur de vous soumettre les suggestions suivantes :

“ 1. Prendre les moyens d'améliorer les constructions utilisées comme beurreries et fromageries en les rendant plus efficaces contre les changements atmosphériques.

“ 2. Propager les connaissances utiles et nécessaires à l'établissement de beurreries et fromageries par des publications et des conférences publiques.

“ 3. S'assurer les services d'un professeur ambulant pour enseigner la fabrication du fromage par le procédé *Cheddar*, dans nos fromageries actuelles et en même temps faire l'inspection et un rapport sur l'état de chacune.

“ 4. Recommander au département de l'agriculture et des travaux publics l'impression de cédules ou formules de comptabilité faciles à remplir et de faire la distribution gratuite d'un exemplaire à chaque fabrique de beurre et de fromage.

“ 5. Le comité pourrait aussi recommander à la Législature l'adoption d'une loi obligeant les propriétaires d'exploitation de ce genre à faire au département de l'agriculture et des travaux publics, un rapport annuel, basé sur les cédules ci-dessus mentionnées, sous peine d'une amende suffisante pour assurer l'exécution de la loi.

“ 6. Subventionner l'association des fabricants de beurre et de fromage de cette province. Cette subvention aura pour but de fournir à l'association ci-haut mentionnée, les moyens de déléguer des commissaires aux expositions et conventions étrangères, et publier des rapports, etc.

“ 7. Subventionner l'école de laiterie de Ste-Marie, Beauce. Cette dernière subvention aura pour but d'établir à l'école de laiterie une station expérimentale; permettra de faire des recherches sur les meilleurs procédés de fabrication de produits de laiterie, de faire l'acquisition d'appareils, ustensils et instruments de construction différente,

d'en connaître la valeur réelle et l'efficacité auparavant que d'en introduire et recommander l'usage dans les nouvelles fabriques.

" 8. Provoquer une exposition spéciale et générale des produits de laiterie dans la province, et en même temps une convention générale des fabricants de beurre et de fromage et des agriculteurs de ce pays.

" 9. Former un musée d'appareils, d'ustensils et d'instruments de laiterie."

(Signé),

S. M. BARRÉ.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. le président, avant que la discussion soit ouverte sur ce rapport, je demande la permission de donner une explication personnelle. Il s'agit du projet de loi concernant la compagnie du chemin de fer du lac St. Jean. Comme mes honorables collègues le savent, par l'avis que j'en ai donné, j'avais un ou deux amendements à proposer lorsque ce projet serait mis en 3<sup>e</sup> délibération. Or, au moment où l'ordre du jour allait appeler certé loi, j'ai été obligé de m'absenter de la séance. On est venu me demander à la porte de la salle. Je ne dirai pas que l'on m'a fait sortir exprès, non, M. le président, mais enfin le résultat a été le même. A ce propos je crois devoir dire que ce système de faire sortir les députés pendant les séances ne devrait être permis qu'à condition que la personne qui nous demande, nous enverrait sa carte, comme cela se pratique à Ottawa. De la sorte nous saurions qui nous appelle et si nous pouvons nous faire attendre. Quoiqu'il en soit, j'ai eu, dans ce cas-ci, à souffrir, car lorsque je suis revenu à mon siège, j'ai constaté à mon grand désappointement que le projet de loi auquel j'avais des modifications à proposer, était définitivement adopté par cette Chambre. Je donne ces explications afin de convaincre la Chambre que j'étais sérieux, en donnant avis des amendements que je vais lire dans un instant. Je suis privé de l'avantage de les mettre dans les journaux de la Chambre, mais j'ai au moins la satisfaction de savoir qu'ils seront consignés dans un autre ouvrage, je veux parler des *Débats de la Législature*.—Je profiterai de l'occasion pour répéter que je ne suis pas l'ennemi de ce chemin de fer. Il me suffit pour le prouver, si on hésite à croire à ma parole, de prier la Chambre de bien vouloir me donner un moment d'attention, pendant que je vais lire les lignes suivantes dans le compte-rendu de mon discours sur la question de la vente du chemin de fer du nord. A la page 995, des *Débats de la Législature*, session de 1882, parlant des avantages qui devaient résulter pour cette entreprise d'une voie ferrée au lac St. Jean, de la vente discutée alors, je disais :

“ Cependant, loin de repousser ces promesses, j'en prends note et, comme j'ai à cœur le progrès et le développement de la vallée du lac St. Jean, je saurai les appeler au gouvernement quand l'occasion s'en présentera.” De plus j'ajoutais, ce qui prouve davantage ma sympathie entière pour ce projet, que je voudrais voir réussir... “ J'espère aussi que les députés du district de Montréal, se montreront généreux envers le district de Québec.” Maintenant voici les amendements que j'aurais proposés si j'eusse été présent lorsque la 3e délibération a eu lieu :

Que le projet ne soit pas lu une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de toute la Chambre avec instruction :

1. D'amender l'article 3, de manière à prolonger le délai pour compléter le chemin jusqu'au lac St-Jean, jusqu'au 31 décembre 1890.

2. D'ajouter au dit article 3, la disposition suivante :

Faute, par la compagnie de terminer son chemin dans le délai susmentionné, le gouvernement aura droit de réclamer le montant de tous les subsides qu'il lui aura payés jusqu'alors, comme s'il les lui eut seulement prêtés sans terme, et à cette fin, toute et chaque section ou partie construite du dit chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, demeurera conditionnellement hypothéquée envers le gouvernement de la province de Québec pour le montant de tous tels subsides.

3. D'ajouter à l'article 10, la disposition suivante :

“ Le montant de tout tel emprunt sera déposé comme fidéi-commis, entre les mains du trésorier de la province, qui devra le remettre à la compagnie au fur et à mesure que chaque mille de chemin sera terminé et mis en opération.

La délibération sur la proposition de M. Gauthier, demandant l'adoption du rapport du comité d'agriculture du 10 mai 1882, est ouverte.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—M. le président, le rapport dont je demande l'adoption est très important, car il suggère un mode, le plus judicieux, je crois, pour faire cesser des difficultés très regrettables à tous égards et qui ne peuvent que causer du préjudice aux intérêts agricoles de la province. Les malentendus qui ont existé et qui existent encore au sein de la direction agricole ne peut produire que des résultats fort déplorables. On ne nous accusera pas d'apporter une hâte trop grande au règlement de cette question. Il y aura une année bientôt que ce rapport est devant la Chambre, c'est-à-dire soumis à l'étude de chacun de nous. Le rapport recommande, entre autres choses, une reconstitution du conseil d'agriculture sur une base nou-



velle. Pour que toutes les parties de la province seraient également représentées dans ce conseil, il faudrait que le gouvernement, en faisant le choix des membres de ce corps, se guidât sur la division judiciaire ou toute autre division aussi équitable, de notre territoire. Le comité motive très bien cette suggestion qui, si elle est adoptée, opérera une heureuse innovation sur le système actuel. Le comité dit "considérant que dans un pays aussi vaste que le nôtre, présentant des contrastes aussi frappants que ceux qui existent entre le climat de la Gaspésie et celui des Cantons de l'Est, la culture du sol doit se faire dans des conditions trop différentes et en suivant des systèmes trop variés pour qu'il soit possible d'appliquer un seul et même système d'agriculture à toute la province." Voilà, M. le président, la raison principale du changement proposé et certes on admettra qu'elle est péremptoire.

Je ne puis voir dans cette innovation proposée qu'un moyen pratique de faire progresser l'agriculture, par l'impulsion plus forte, plus énergique et plus raisonnable qui lui sera donnée par ce conseil. Je ne parlerai pas d'une raison ou plutôt d'un prétexte que des amis de l'organisation actuelle ne manqueront peut-être pas de mettre de l'avant, je veux faire allusion au manque d'hommes compétents dans chacun des districts judiciaires de la province. Qu'on ne vienne pas combattre ma proposition avec un tel argument, car il ne vaut pas la peine de le dire. Il est bien connu qu'il y a des cultivateurs pratiques dans chacun des collèges électoraux de la province. Ce n'est donc pas une raison pour repousser la proposition du comité. Il est temps que nous changions de système afin de voir si ça n'ira pas mieux.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, le comité d'agriculture nous propose une innovation dans le mode de constitution du conseil d'agriculture. Je crois que le changement suggéré a du bon, à tout le moins, il mérite qu'on le mette à l'essai. Il n'y a pas de doute qu'il y a beaucoup de force dans l'argument tiré de la diversité des climats, de la variété des sols. Cette variété exige des connaissances spéciales qu'on ne peut espérer rencontrer que dans une réunion d'hommes vivant sous ces climats différents. Le principal mérite du conseil d'agriculture c'est de représenter tous les intérêts agricoles et qu'il soit composé d'hommes renseignés, par une expérience pratique, des besoins particuliers de chaque partie de la province. Le comité suggère aussi que ce conseil soit composé, outre les représentants des districts, de dix agronomes choisis par le gouvernement. C'est là encore une bonne suggestion. L'honorable premier ministre

s'est donné, dans son discours de Ste. Geneviève, comme un sauveur des intérêts agricoles. Je suis heureux de voir que mon honorable ami se déclare prêt à consacrer sa carrière officielle au milieu de nous, à l'avancement de l'agriculture. J'espère qu'il ne négligera rien qui peut concourir au progrès de cette industrie, la première et la plus importante de toutes. Ce sont les parties isolées en quelque sorte, de la province, qui doivent être l'objet de la sollicitude toute particulière du gouvernement, car en général, ce sont celles qui ont le plus besoin de ce patronage officiel.

**M. Deschênes**—*député de Témiscouata*.—M. le président, je concours dans les remarques de l'honorable député de Lotbinière. Je suis bien certain que si nous avions eu ce que recommande le rapport qu'il y a devant la Chambre, l'agriculture aurait fait plus de progrès, elle serait beaucoup plus avancée. Qu'on ne se fasse pas d'illusion, M. le président, la vieille routine est moins enracinée qu'on ne le pense. Un peu de mouvement de la part des hommes de progrès aidés du concours puissant et bienveillant du gouvernement, aurait bien vite réussi à faire disparaître la routine qui a causé beaucoup de mal à nos classes agricoles. Ce qui manque dans notre province, c'est une direction d'ensemble, intelligente et raisonnée. Ce qui manque aussi dans les endroits les moins avancés, ce sont les bons exemples. Si on donnait ce que je demande à nos classes agricoles, je suis positif qu'avant longtemps on verrait s'accomplir les progrès les plus remarquables à tous égards. Nos cultivateurs sont sobres, industriels, pleins de courage à l'ouvrage. Ce qui leur fait défaut, c'est un enseignement pratique tiré des exemples qu'ils verraient se produire sous leurs yeux, dans les opérations journalières de l'administration d'une ferme tenue sur un bon pied. Comme l'honorable député de Lotbinière, j'espère moi aussi que le gouvernement se dévouera plus particulièrement à la grande et belle cause de l'agriculture. Cette cause est vitale pour l'avenir de la province.

**M. Martin**—*député de Bonaventure*.—Je partage l'opinion des honorables députés qui ont pris la parole avant moi. Le comité propose qu'à l'avenir le conseil d'agriculture soit composé d'un représentant de chaque district. C'est là une excellente recommandation ; si le gouvernement se rend au vœu émis par le comité, nous aurons dans le conseil d'agriculture un représentant dans chaque district. Ce représentant demeurant au milieu de la population qu'il représente dans le conseil, rendra de grands services. Il connaîtra les besoins de son

district et sera en état plus que tout autre, de les faire voir à ceux qui sont appelés à les satisfaire.

**M. Casavant**—*député de Bagot*.—M. le président, lorsque l'on songeait à organiser le conseil d'agriculture, on avait de belles espérances sur les services que rendrait ce corps. Je ne veux pas déprécier ses travaux, mais on doit admettre qu'il n'a pas réalisé les espérances qu'on avait conçues au moment de sa création. L'expérience nous a enseigné que le système adopté pour recruter ses membres laisse à désirer. Des difficultés d'un caractère permanent n'ont pas tardé à se manifester au sein du conseil. De même qu'ici, l'accord est loin de toujours régner, il en a été de même dans ce conseil. Il faut voir au moyen à prendre pour faire cesser cet état de choses. Si le conseil est composé d'hommes d'un même district ou d'une même partie de la province, j'y vois là un inconvénient des plus considérables. Il n'y a pas de doute qu'il est nécessaire de remodeler le conseil d'agriculture. M. le président, puisque je suis sur ce sujet, j'en profiterai pour signaler au gouvernement les inconvénients qui existent à l'heure qu'il est. Je remonterai à la source du mal que je veux mettre sous les yeux de la Chambre.

Le service relatif à l'agriculture, au point de vue de la direction officielle, est soumise à quatre corps. Il y a d'abord le directeur de l'agriculture. Ensuite viennent le conseil, le ministre et le comité d'exposition. Entre ces quatre directions, il n'y a pas d'harmonie. S'agit-il d'encourager l'une des branches de l'exploitation agricole, de suite on voit ce désaccord se manifester d'une manière très déplorable. C'est ainsi qu'on a vu le comité d'exposition refuser des prix pour certaines races d'animaux. Je n'avance rien que je ne puis prouver. Que l'on consulte la liste des prix et l'on verra qu'il n'y a pas de prix pour certaines races. On a admis sur la liste des prix, la vache canadienne, mais on a refusé le taureau de même race. Pourquoi cette distinction? Pourquoi ce refus? On serait bien en peine de nous répondre si on posait cette question aux membres de ce comité. Maintenant je continue mon examen de la situation. Le conseil, dont nous nous occupons plus particulièrement dans ce débat, a au-dessus de lui le directeur de l'agriculture qui est aussi rédacteur du *Journal de l'agriculture*. A mon avis, si le conseil était composé du ministre, de l'assistant commissaire et du comité d'exposition, ce serait mieux. Il y aurait moins de difficultés et plus d'entente. Que l'on prenne pour exemple le conseil de l'instruction publique. Là l'ordre émane d'une même autorité. Il est loin

d'en être ainsi pour l'agriculture. C'est un conflit constant d'autorité. Chacun commande à sa guise et pendant ce temps-là les intérêts agricoles sont négligés, ou oubliés. Je ne crois pas que le conseil soit utile, dans l'état de choses actuels. S'il représentait toutes les parties de la province, il pourrait peut-être rendre des services signalés.

Mais si on persiste à ne pas changer le mode de son recrutement ou de sa composition, c'est un rouage inutile. A l'heure qu'il est, le conseil d'agriculture pratiquement ne représente qu'une bien petite partie de la province, les membres ayant été choisis dans le même district.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Heckelaga*.—Mon honorable ami est dans le reur. Qu'il consulte la liste des membres du conseil d'agriculture et il verra qu'il n'est pas composé seulement de personnes de Montréal. Au contraire, il aura la preuve que ce conseil est une réunion d'hommes représentant tout le pays.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—En consultant cette liste, j'y trouve la confirmation de ce que j'avais cru. Les districts fort importants d'Iberville et de Beauharnois n'ont pas de représentants dans ce conseil. Cependant dans ces districts l'agriculture est très avancée, tandis qu'ailleurs on trouve trois représentants, sans que cette préférence puisse raisonnablement s'expliquer.

M. **Laferge**—*député de Chateauguay*.—Le conseil n'est pas coupable de cela, c'est le gouvernement qui nomme les membres de ce conseil. Je me rappelle une proposition de feu l'honorable M. Bachand, demandant une représentation égale pour toutes les parties de la province. Le parti conservateur, alors en majorité dans cette Chambre, repoussa cette proposition. Cependant aujourd'hui ce sont les mêmes personnes, le même parti qui réclame ce qu'il repoussait autrefois. Quant au rôle du conseil d'agriculture, je crois qu'il devrait favoriser plutôt ceux qui sont peu avancés en fait de bonne culture, que ceux qui sont à la tête du progrès.

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—M. le président, l'année dernière, comme aujourd'hui, j'avais l'honneur d'être membre du comité de l'agriculture nommé par cette Chambre. Nous avons fait beaucoup de travail l'an dernier, et ceux d'entre nous qui avaient plus d'expérience que moi en ces sortes de choses, disaient que nous travaillions pour rien. J'ai été bien surpris de constater que ces prophètes de malheur avaient raison, en fin de compte. Tous nos travaux ont été mis de côté. Voilà quel a été le résultat de tous nos efforts pour rendre quelques services à cette

grande cause de l'agriculture. Le rapport que nous avons devant nous recommande que le conseil soit reconstitué sur une autre base. Ce conseil est composé exclusivement ou à peu près d'agriculteurs. Moi, M. le président, j'établis une grande différence entre un agriculteur et un cultivateur. Pour moi un agriculteur est un homme qui s'occupe de la culture seulement en amateur, comme une distraction, ou peu s'en faut, ayant à son service une légion de serviteurs pour faire la besogne, sans qu'il soit obligé de s'en mêler du tout, si ce n'est pour toucher les bénéfices. Ce n'est pas cela qu'il nous faut dans le conseil d'agriculture. Ce qu'il nous faut là, ce sont de bons cultivateurs pratiques, qui prennent eux-mêmes part aux travaux des champs et qui savent dans tous les détails les besoins d'une ferme tenue sur un bon pied. Voilà les gens qu'il faut dans le conseil d'agriculture et non pas des cultivateurs que de nom.

**M. St. Hilaire**—*député de Chicoutimi et Saguenay*.—M. le président, on a oublié un point important, c'est la colonisation. Si je prends la parole c'est que je désire signaler à la Chambre un fait qui prouve combien le conseil de l'agriculture a besoin d'être reconstitué sur une nouvelle base, si on veut qu'il rende des services, au lieu d'être une entrave fort nuisible dans le rouage du service relatif à l'agriculture. Ce conseil voulait nous faire acheter à nous les sociétés d'agriculture de Chicoutimi et Saguenay, des belles races d'animaux. J'ai dû travailler beaucoup pour le convaincre que nous n'étions pas assez avancés pour faire utilement cette dépense. On ne voulait pas comprendre les besoins particuliers, l'état dans lequel nous sommes. Chez nous, ce qui presse c'est le défrichement. Il faut commencer par défricher, c'est là le point important. Dans une autre circonstance il fallait de la graine de trèfle, j'en ai fait la demande, mais je me suis aperçu que j'étais menacé de perdre l'octroi auquel ont droit les sociétés d'agriculture. J'ai dû faire démarches sur démarches pour réussir à gagner mon point. On désire qu'un changement soit opéré dans l'organisation de ce conseil. Je suis complètement en faveur de cette proposition. Le système actuel laisse à désirer. Ce que j'ai rapporté tout à l'heure le prouve abondamment. Si le beau district que j'ai l'honneur de représenter ici, avait eu un représentant dans le conseil d'agriculture, nous n'aurions pas eu à surmonter les difficultés que je viens de signaler à la Chambre. Le travail et l'énergie dépensés là en pure perte auraient été avec plus d'avantage consacrés au succès et à l'avancement de la grande cause de l'agriculture dans notre vaste territoire.

**M. Poulin**—*député de Rouville*.—M. le président, la question que nous discutons est très importante. Il suffit de songer que nous nous occupons de la réorganisation d'un corps qui, en vertu de la loi, joue un rôle considérable quant à ce qui concerne les intérêts agricoles. La Chambre, j'en suis certain, est convaincue de cette importance de premier ordre. En effet, quand nous parlons d'agriculture, immédiatement nos esprits se reportent involontairement sur ce qui constitue le principe de vie des sociétés. L'agriculture est la pierre angulaire de tout l'édifice social. Que l'on consulte l'histoire et l'on verra à chacune de ses pages, que tous les peuples ont été pénétrés de l'importance primordiale de cette branche d'industrie qui, la première, a vu la manifestation de l'activité humaine. L'histoire des peuples de l'antiquité qui ont été les plus avancés et dont les monuments sont parvenus jusqu'à nous, atteste que ces peuples ont toujours attaché une grande importance à l'art agricole. Ai-je besoin, M. le président, de citer un fait pour prouver que je suis dans le vrai ? La Chambre sait que je n'aurais que l'embarras du choix. En passant qu'il me suffise de rappeler à votre souvenir, M. le président, ces paroles à jamais célèbres d'un illustre général romain à qui on demandait qu'est-ce qu'il y avait au-dessus du noble métier des armes : *Bene pacere*, répondit-il ; bien faire paître ses troupes. Et cet autre Romain illustre, Cincinnatus, que l'on voyait retourner à la charrue, après s'être couvert de gloire et ceint son front de lauriers, en sauvant Rome, sa patrie, réduite à deux doigts de sa perte. Voilà ce que l'antiquité, ce que l'histoire nous enseigne, respect pour cet art de l'agriculture aussi vieux que le monde.

M. le président, j'aborde maintenant le sujet particulier qui est devant la Chambre. En principe je suis contre l'existence du conseil d'agriculture. Je ne m'attaque pas aux membres du conseil. Il m'a été donné souvent d'entendre formuler des plaintes contre le système en vigueur. Les gens me disaient avec beaucoup de raison : vous les députés vous n'avez rien à voir dans la distribution des argents que vous votez pour ce service, Ce sont des personnes irresponsables qui font l'ordonnancement, et vous, les députés, vous n'avez rien à voir. A mon avis il faudrait que le comité d'agriculture nommé par cette Chambre, serait substitué à ce conseil. Au moins nous aurions là un corps directement responsable au peuple.

Je suis certain que les travaux exécutés par le conseil pourraient fort bien être accomplis par ce comité. Outre les avantages d'une direction que la Chambre pourrait contrôler autant qu'elle le voudrait, il y aurait

aussi économie des deniers publics ; \$4,000 seraient ou versées dans le trésor, ou données en plus à l'agriculture pour la faire progresser et avancer. On pourrait aussi, si on le voulait, consacrer cette économie au reboisement de notre territoire. J'espère que le gouvernement comprendra la nécessité de réformer le système actuel qui est loin de donner la satisfaction à laquelle on a droit de s'attendre. Une réforme est nécessaire, M. le président, et la classe agricole sent cette nécessité plus que toute autre. L'impulsion qui devrait partir de la direction officielle, n'existe pas ou presque pas, et ceci indique qu'il est grand temps que nous prenions des moyens pour améliorer notre système.

**M. Asselin**—*député de Rimouski*.—J'occupe, M. le président, une position toute exceptionnelle. Dans mon élection, j'ai compris que le sentiment public était si considérable en faveur des intérêts agricoles, que j'ai été obligé de me dire plus cultivateur que mon adversaire. C'est ce que j'ai fait. Je suis surpris de voir, M. le président, que le beau et grand collège électoral de Rimouski n'est pas représenté dans le conseil d'agriculture. Ce collège qui compte à peu près 36,000 cultivateurs, qui possède un territoire qui mesure 48 lieues de front, n'a pas été apparemment jugé digne d'avoir un représentant dans ce conseil où se discutent les grands intérêts de l'agriculture. Je ne puis m'empêcher de réclamer contre un tel oubli. Je proteste, M. le président, contre cet ostracisme au préjudice des cultivateurs intelligents que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre. J'ai représenté au ministre de l'agriculture l'injustice dont je me plains en ce moment, cependant, malgré toute l'insistance et toute l'énergie dont j'étais capable, je n'ai pas réussi. M. le président, à mon avis, le conseil de l'agriculture doit être une institution nationale dans le vrai sens du mot. C'est ce caractère essentiel suivant moi, qui lui a manqué jusqu'à aujourd'hui, et qui lui manque encore. Voici une idée qui est répandue et qui ne contribue pas peu à lui faire perdre de son prestige et de son autorité auprès de la classe agricole, dont il est censé être le représentant officiel : On croit généralement que le conseil n'est composé que de gens qui s'occupent en amateurs d'agriculture. Voilà un fait qui nuit énormément à l'autorité des décisions de ce corps, et tant que la Chambre n'aura pas déclaré la nécessité d'une réforme et que le gouvernement fidèle à sa mission, ne l'aura pas accomplie, nous nous trouverons toujours en face d'une situation déplorable, préjudiciable aux intérêts de l'agriculture. On doit changer de système ; avec la base nouvelle suggérée par le comité de cette Chambre, nous verrons la

Gaspésie, Bonaventure avoir ses organes dans ce conseil agricole. Et moi j'aurai la satisfaction de voir le beau et grand district de Rimouski représenté également dans ce conseil.

**M. Désaulniers**—*député de St-Maurice*.—M. le président, il n'y a pas de doute qu'il faut une réforme. Je suis sur ce point complètement de l'avis de mes honorables collègues qui ont pris la parole avant moi sur ce sujet. Pour ma part, M. le président, je voudrais voir dans ce conseil, dont la mission est si importante, des hommes comme l'honorable député de Lotbinière, qui est, lui, un vrai cultivateur. Des amateurs nous n'en avons que trop pour bien faire.

**M. Richard**—*député de Montcalm*.—M. le président, je donne mon adhésion au projet de réforme suggéré par le comité. Je crois que le mode de réorganisation du conseil sur la base de la division de la province par district judiciaire est bon. Il est temps que le système injuste qui prévaut actuellement prenne fin, car, quand je vois des districts électoraux qui ont droit à la considération de cette Chambre et du gouvernement, être absolument ignorés au point de vue de la représentation des intérêts agricoles, je ne puis que condamner un système qui produit des résultats aussi déplorables, aussi mauvais. Le collège électoral de Montcalm que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre, a été l'un de ceux-là, qui ont été systématiquement relégués dans l'oubli.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, je ne repousse pas, tant s'en faut, les excellentes suggestions que contient le rapport qui est devant la Chambre, cependant, je ne puis m'empêcher de dire que le conseil d'agriculture a rendu par le passé des services importants. Il est vrai que son organisation actuelle laisse quelque peu à désirer. Cependant il est juste de reconnaître qu'il a fait du bien. Il a mis à l'étude et résolu à l'avantage général du pays maintes questions épineuses. Ses efforts constants ont souvent été couronnés d'un bon et solide succès, et ont contribué au développement de la richesse agricole dans notre province. De tout ceci, la Chambre ne doit pas conclure que je verrais avec répugnance l'adoption du rapport que nous discutons. Le conseil d'agriculture a rendu d'importants services, peut être en aurait-il rendus de plus grands et de plus nombreux si la base de son organisation, quant à ce qui regarde le recrutement du personnel, avait été celle que suggère le comité de l'agriculture. Je suis même prêt à admettre que tel aurait été le cas. A tout événement, je suis favorable à l'idée de réorganiser ce conseil en prenant pour base, dans le choix des membres à être nommés, la division du territoire



en districts judiciaires. De la sorte nous aurions la certitude de voir toutes les parties de la province représentées également dans ce grand conseil où se débattent les questions qui intéressent la classe agricole, la plus considérable comme la plus importante de notre population. Il serait peut-être bon de transporter le bureau où le siège d'affaire du conseil à Québec, afin de donner plus d'homogénéité dans la direction générale du service relatif à l'agriculture. La question, dans tous les cas, mérite d'être sérieusement étudiée.

**M. Faucher de Saint Maurice**—*député de Bellechasse*.—

M. le président, en lisant la liste des membres du conseil de l'agriculture, je constate qu'il n'y a que douze districts représentés. Le district de Québec compte quatre membres ; Montréal cinq ; Trois-Rivières un ; Richelieu, un ; Joliette, trois ; Saint François, un ; Bedford, un ; Saint Hyacinthe, un ; Montmagny, un ; Terrebonne, un ; Kamouraska, deux ; Chicoutimi, un. D'un autre côté, les districts d'Ottawa, du Saguenay, de Gaspé, de Rimouski, de Beauce, d'Arthabaska, d'Iberville et de Beaubarnois ont été complètement oubliés. Pourquoi cette indifférence à l'égard de ces derniers ? Est-ce que ces parties du pays méritent moins de faveur que les autres ? Pour ma part, M. le président, je suis en faveur des idées exprimées par l'honorable député de Charlevoix et par l'honorable secrétaire de la province. Je désire la nomination d'un conseil d'agriculture où chaque district sera représenté. C'est là un mode plus juste et plus équitable.

**M. Trudel**—*député de Champlain*.—M. le président, le bureau principal du conseil d'agriculture devrait être transporté et fixé perpétuellement à Québec. Autrement, il en résulte pour le public beaucoup d'inconvénients. Ce n'est pas tout, M. le président, le journal et le directeur d'agriculture devraient également être à Québec, et sous le contrôle direct du conseil. Un mot sur le *Journal d'agriculture* puisque l'occasion s'offre à moi. Cette publication, on peut bien le dire, n'a pas rempli les désirs ni les espérances que l'on a eus. Au point de vue des intérêts agricoles, quant à ce qui concerne du moins le district de Québec, la *Gazette des campagnes* est beaucoup mieux que le *Journal*. Il y aurait encore là matière à réforme.

L'honorable **M. Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, on ne saurait trop reconnaître l'importance de premier ordre de la question qui est devant la Chambre. Cette question est importante non-seulement par elle-même, mais aussi par la position qu'occupe notre pays. La province de Québec est

essentiellement agricole. Toutes nos traditions l'affirment. Il y a aussi un axiôme en économie politique qui dit qu'il faut qu'une nation se suffise à elle-même. Nous, les hommes publics, nous devons méditer ces paroles, résumant les grands devoirs qui incombent à ceux qui se dévouent au service de leur pays. Je suis heureux de constater, M. le président, un réveil considérable dans la province à propos de l'agriculture. C'est un bon signe et j'espère que ce réveil prendra bientôt les proportions d'un grand mouvement national, dans lequel participeront toutes les classes de la société.

On a discuté les avantages de l'existence du conseil d'agriculture. Malgré les défauts que l'on a signalés dans la base même de son organisation, je crois que le conseil a fait du bien. Des progrès ont été accomplis, grâce à son initiative et à ses efforts. Rendons lui le mérite qu'il a su s'acquérir. Il faut à présent continuer de marcher dans cette voie et s'efforcer de faire encore plus et mieux que par le passé, si possible. Pour cela il faut trois choses indispensables. Il faut aide, contrôle et direction. On a remarqué que le contrôle ne revêtait pas le caractère d'homogénéité nécessaire, qu'il était éparpillé en un mot. Cela est très mauvais, car l'on sait que lorsqu'il y a trop de contrôle, il n'y a pas de contrôle du tout. On reproche aussi au conseil de ne pas représenter assez bien tous les intérêts agricoles et toutes les parties de la province. Oui, c'est vrai et je le reconnais.

Ainsi, je comprends ce reproche lorsque je songe qu'au Golfe, l'agriculture est naissante. Elle a à lutter avec un état de choses qui a ses préjugés et ses travers. Malgré que l'agriculture n'en soit encore qu'à ses débuts, j'ai vu là de beaux grains, ce qui indique que le sol est bon et que l'on peut espérer les résultats les plus satisfaisants. Cependant, là plus qu'ailleurs l'agriculture doit vaincre des préjugés déplorables. Il y a une profonde jalousie entre les cultivateurs et les pêcheurs. Ces derniers les appellent les *terriens*, en terme de mépris. On comprend avec quelle sollicitude on doit entourer les intérêts naissants qui ont à faire leurs preuves au milieu de telles circonstances adverses, et combien il faut entourer leurs premiers pas, leurs premiers essais, de la protection des corps publics qui ont pour cela une mission toute spéciale. Un représentant de cette partie du pays dans le conseil d'agriculture aurait un très bon effet.

Mon honorable ami le député de Rouville veut l'abolition de ce conseil parce que les représentants autorisés de la nation n'ont pas de contrôle sur l'ordonnancement de l'argent qui est mis à la disposition de

ce corps public. Je suis heureux d'avoir entendu l'expression d'opinion de différents députés des collèges ruraux. Cela ne peut qu'aider et hâter la solution de la question. L'honorable député de St-Maurice veut lui que les membres du conseil d'agriculture soient des hommes pratiques. Voilà le véritable point principal du débat.

Ayons des cultivateurs pratiques venant des diverses parties de la province, représentant les différents intérêts, et nous aurons un conseil modèle. Ce débat nous éclaire beaucoup sur les nécessités à satisfaire, et les abus à réformer. J'ai actuellement à l'étude divers projets sur ce sujet, et j'espère qu'à la prochaine session je déposerai une proposition de loi sur cette question.

En attendant, je prierai le comité de l'agriculture de continuer ses excellents travaux. Il contribue beaucoup à répandre la lumière sur les questions qu'il est du devoir du gouvernement et de la Chambre de résoudre et vraiment, il serait très regrettable s'il y avait défaillance dans son ardeur et son zèle.

Nous n'avons plus de voies ferrées à faire. Nous devons diriger toute notre attention sur la satisfaction des besoins de l'agriculture. Ils doivent faire l'objet de nos préoccupations les plus constantes et les plus vives.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le président, tous les honorables députés désirent prendre part à cette intéressante discussion. Comme il y a plusieurs membres absents qui aiment sans doute à parler, je crois que l'on acquiescera à une proposition d'ajournement. Je propose donc que la suite de la discussion soit renvoyée à demain.

Cette proposition est adoptée.

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix*.—J'ai l'honneur de proposer l'adoption du deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, déposé sur le bureau de la Chambre le 20 du courant,

Voici le texte de ce rapport :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport :

“ Qu'il a pris en sérieuse considération, la proposition faite au gouvernement par M. George Whytfield, de Rougemont, offrant d'établir une école d'agriculture sur sa ferme modèle à Rougemont, aux termes et conditions mentionnés dans une lettre, adressée par ce monsieur à l'honorable premier ministre, en date du vingt-trois janvier dernier, laquelle a été soumise à votre comité par l'honorable commissaire des terres de la couronne, ainsi que les propositions de même nature,

faites au gouvernement, par M. Casavant, M. P. P., et de M. James Barr, de Covey Hill, collège électoral de Huntingdon.

“ Que votre comité, considérant les immenses avantages que retirerait la province, de l'établissement d'une école d'agriculture, sur une ferme modèle de l'étendue et des ressources de celle de M. Whytfield et à des conditions aussi avantageuses que celles offertes par ce monsieur, croit de son devoir de recommander instamment que la proposition de M. Whytfield, telle que soumise à votre comité soit acceptée par le gouvernement.

“ Votre comité a l'honneur de recommander, qu'une somme de cinq cents piastres (500.00) soit déduite de l'octroi accordé par le gouvernement, pour la publication du *Journal d'agriculture* publié sous les auspices du département de l'agriculture et que cette somme soit ajoutée à l'allocation que reçoit actuellement le journal agricole, la *Gazette des campagnes*; attendu que votre comité est d'opinion que le journal d'agriculture officiel ne rend pas à la cause agricole les services qu'on a le droit d'en attendre, eu égard aux sacrifices que fait le gouvernement pour son maintien.

“ Votre comité croit devoir aussi recommander, que deux mille exemplaires de l'excellent ouvrage de M. J. A. Couture, intitulé: “ Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux ” soient achetés par le gouvernement, pour être distribués dans les différentes parties de la province, par l'entremise des députés. ”

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix*.—M. le président, quelques mots d'explication à l'appui de cette proposition ne sont pas de trop. La proposition qui a été soumise au comité de l'agriculture est très importante et j'ajouterai, fort avantageuse à la province. La ferme offerte contient 900 acres en superficie, renfermant des montagnes, des vallons, des vergers, des plaines des plus riches. Il y a sur cette ferme 350 têtes de bétail de onze races distinctes. De plus 20 taureaux importés de race pure, dont le prix d'achat est de \$20,000. M. Whytfield offre l'admission gratuite à sa ferme de vingt élèves à qui il se charge de faire enseigner l'art agricole. De plus il offre de payer \$100 par année aux élèves qui s'appliqueront avec assiduité aux travaux de la ferme. Pour garantir l'efficacité de l'enseignement, il y aura cinq professeurs des mieux posés. Tous ces avantages sont offerts à la province pour la somme de \$6,000 par année. Cette somme paraît bien raisonnable lorsque l'on songe que l'école d'agriculture de Guelph, Ontario, coûte

chaque année au gouvernement de cette province la bagatelle de vingt à vingt-cinq mille piastres.

Je crois, M. le président, qu'il nous est fait là une offre très avantageux. La repousser serait une faute. Aussi suis-je le premier à solliciter la Chambre et le gouvernement à ne pas commettre cette faute. Nous voulons tous que l'agriculture progresse. Nous voulons tous former une bonne classe de cultivateurs distingués par leurs connaissances, eh ! bien que l'on accepte cette offre et nous pourrions compter avoir avant peu d'années de bons agriculteurs qui seront autant de modèles pour ceux au milieu desquels ils s'établiront au sortir de cette école de première classe. L'expérience que j'ai vue personnellement sur la ferme des MM. Price, à Chicoutimi, me confirme dans ma conviction dans l'excellence de ce système. L'étude pratique vaut dix fois l'enseignement théorique, et malheureusement c'est cette étude pratique qui nous manque le plus. Le rapport dont je propose l'adoption, recommande aussi qu'une somme de \$500 soit déduite du crédit voté pour la publication du *Journal d'agriculture* et qu'elle soit accordée à la *Gazette des campagnes*. Je suis certain d'être l'interprète des sentiments des membres du comité en disant que cette recommandation n'implique pas un blâme sur la rédaction de cette feuille. On a trouvé qu'il serait plus avantageux d'encourager davantage un journal agricole dont le propriétaire a fait jusqu'ici de grands sacrifices pour doter la province d'un bon organe des intérêts agricoles, et cela sans aide officielle, je veux parler de la *Gazette des campagnes*. D'ailleurs, il faut bien le dire, les cultivateurs n'ont pas la confiance qu'ils devraient avoir pour le *Journal*, non pas qu'ils le trouvent mal fait, mais parce qu'ils le lisent à peine. Et pourquoi cela, parce qu'ils ne le payent pas. On dit qu'un journal qu'on ne paye pas ne doit pas valoir grand-chose. C'est un préjugé, je le sais, mais pourquoi ne pas compter avec lui ?... Que l'on fasse souscrire les cultivateurs et l'on verra que ça ira mieux et que ce journal sera plus considéré. On l'appréciera davantage.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, le comité d'agriculture est l'un des plus importants si non le plus important de tous les comités de cette Chambre. Le champ de ses opérations est vaste et comprend les sujets qui intéressent le plus vivement notre population. Je suis heureux de féliciter les honorables membres de cette commission sur le zèle, le dévouement et la rare intelligence qu'ils apportent dans l'accomplissement de leurs travaux. Ils savent mettre dans la solution des questions qui leur sont

soumises une largeur de vues qui indique chez eux un grand esprit public joint à une connaissance approfondie des besoins de notre province, quant à ce qui concerne l'agriculture. Le rapport que nous avons devant nous est l'un des plus importants qui aient été présentés à cette Chambre, car il est l'expression des vues d'une notable partie des membres de cette Chambre ainsi que du public, sur les meilleurs moyens à prendre pour développer l'une des plus grandes sources de richesse de la province, l'agriculture.

Le rapport suggère de retrancher \$500 de l'octroi accordé au *Journal d'agriculture* pour le reporter sur la *Gazette des campagnes*. Je suis convaincu que l'intention du comité n'a pas été, en faisant cette recommandation, de jeter aucun blâme, même indirect, sur l'homme distingué qui a la direction de ce journal.

On n'a voulu que toucher à la manière dont la distribution est faite. M. A. E. Barnard est un spécialiste qui jouit de la confiance et du respect des agriculteurs les plus éminents non-seulement de la province de Québec, mais même d'Ontario et des Etats-Unis.

Je désire présenter quelques observations sur l'offre de M. Whytfield. Tous les honorables députés n'ont peut-être pas l'avantage de connaître la ferme de celui dont je viens de prononcer le nom. Pour bien faire connaître cette belle propriété, il me faudrait un talent que je ne possède malheureusement pas, celui de faire une description pleine de vie et de lumière. Cependant, la Chambre, je l'espère, pourra se faire une idée des beautés que je voudrais lui faire connaître, en disant que la ferme de M. Whytfield à Rougemont est une des plus belles que l'art et la nature ont produit sur le continent américain. Elle est située dans la fertile et riche vallée du Richelieu, sur la ligne de division des plaines des seigneuries et des régions montagneuses des cantons de l'Est. Elle possède une heureuse variété de sols, de terres basses et élevées, sur lesquelles M. Whytfield a dépensé d'immenses sommes d'argent non-seulement pour en faire une délicieuse retraite champêtre pour ses vieux jours, mais aussi pour en faire une ferme que peu peuvent égaler, qu'aucune ne peut surpasser en richesse et en beautés, et supérieure à plusieurs de celles qu'il y a dans n'importe quelle partie du continent.

M. Whytfield possède un troupeau magnifique d'animaux de ferme, l'un des plus riches de toute l'Amérique, et je ne crains pas de dire que si la province voulait avoir en propre une ferme modèle, possédant un aussi beau troupeau, il lui faudrait dépenser au moins \$200,000. Le

propriétaire offre aussi d'établir des beurrieres et des fromageries possédant l'outillage le plus complet et le plus parfait possible. Il prendra en outre des mesures pour donner aux élèves qui fréquenteront cette école modèle l'enseignement le plus parfait pour cette industrie et toutes celles qui se rapportent à l'exploitation agricole perfectionnée. Il aura des professeurs qui seront compétents à donner cet enseignement si nécessaire dans notre province.

Il me sera bien permis de dire en passant que si Ontario avait reçu une telle offre avant d'établir sa ferme-modèle de Guelph, qui mérite sans doute beaucoup d'éloges, elle se serait empressée de l'accepter. On trouvera peut-être que le prix demandé par M. Whytfield, est un peu élevé. Il n'en est rien cependant. Le collège agricole de Guelph coûte au trésor d'Ontario de quinze à vingt mille piâtres par année, tandis qu'ici pour avoir les mêmes avantages, si ce n'est quelque chose de supérieur, nous n'aurons à payer que \$6,000 annuellement, ce qui représente à peu près le coût des professeurs nécessaires.

Je me hâte de résumer mes remarques, M. le président, car je ne veux pas reténir plus longtemps la Chambre. Je crois que le parlement étudiera non-seulement sérieusement mais aussi avec plaisir cette proposition. Elle intéresse également le présent et l'avenir de la province.

Si on avait des doutes sur l'expérience de M. Whytfield, comme agriculteur et éleveur, je n'aurais qu'à citer à la Chambre le témoignage d'autorités éminentes de la grande province agricole, Ontario. Je citerais l'extrait suivant d'un discours de l'un des principaux hommes d'état du Canada, l'honorable Edouard Blake. A un dîner donné à cet homme politique après la dernière exposition à Montréal, on lui entendait faire dans les termes que je vais reproduire devant la Chambre, l'éloge de M. Whytfield : " Je ne puis laisser cette question sans exprimer la satisfaction avec laquelle Ontario a vu à l'exposition de cette province, la part prise par M. Whytfield, de Rougemont ; je doute fort si aucune exposition a attiré autant l'attention que cet agriculteur a été assez bon de faire. Je ne puis trop louer l'homme qui a choisi un genre d'occupation qui doit rapporter autant d'avantages et de bénéfices au pays dans lequel il demeure. L'homme qui fait de grandes dépenses et qui se donne beaucoup de peine pour améliorer la race du bétail de ce pays, rend un service qu'il est difficile de trop reconnaître. J'espère que d'autres négociants heureux se dévoueront à la même occupation comme une addition à leurs affaires, et l'envoi fait par M. Whytfield, a démontré à Ontario, ce que Québec fait dans ce sens. "

De plus, nous trouvons ce qui suit, dans le rapport de M. Brown, directeur du collège agricole de Guelph, à propos de l'exposition de Kingston : " L'un des traits caractéristique de votre exposition a été l'exposition de cinquante animaux de cinq races de bétail, venant de la ferme de Geo. Whytfield, de Rougemont. Québec possède, dû à l'entreprise privée, autant qu'Ontario possède aux frais publics, soit une ferme ayant une rare variété de races de bétail. Il paraît être le désir de M. Whytfield d'essayer l'élevage dans les conditions de notre pays et pour réussir il n'épargne ni argent ni peine. "

**M. Casavant**—*député de Bagot*.—M. le président, si j'ai cru devoir retirer la proposition que j'avais faite de fournir une ferme modèle, c'est que j'ai eu pour cela deux raisons.

D'abord, comme je n'avais pas en mains un stock aussi considérable que celui de M. Whytfield, j'ai considéré que ce dernier avait des avantages beaucoup plus grands que ceux que j'aurais pu fournir moi-même. En second lieu étant député, j'aurais crains qu'on ne m'eût accusé de vouloir exploiter le gouvernement. Ces deux raisons, M. le président, sont les deux seules qui m'ont poussé à retirer ma proposition.

Je crois devoir dire à cette Chambre que, dans mon opinion personnelle, les offres faites par M. Whytfield doivent être considérées comme très avantageuses pour le pays, mais tout dépendra de la manière dont cette ferme sera conduite. Il faudrait suivant moi, M. le président, que cette ferme eut des maîtres qui, joignant l'habitude de la pratique à la science de la théorie, seraient capables de rendre leurs élèves véritablement habiles dans l'art de la culture.

Il faudrait, de plus, qu'un rapport mensuel fit connaître à toute la province tous les travaux qui s'y font, afin que tous ceux qui le désireraient pussent profiter de ce que l'expérience journalière de cette ferme démontrerait comme étant avantageux et utile.

Peut-être, M. le président, que si les écoles d'agriculture eussent suivi cette méthode, elles auraient rendu de plus grands services.

Je me permettrai de dire, M. le président, que les rapports de ces écoles sont beaucoup trop concis ; en effet, on ne donne aucun détail sur les opérations de ces fermes ni sur la manière dont elles sont conduites, ni sur les expériences qui s'y font journellement, ce qui laisse le public dans une ignorance complète de choses, qui, si elles étaient connues, pourraient rendre de grands services aux cultivateurs de cette province.



J'espère, M. le président, que le gouvernement accédera à ces remarques, et que, avant de conclure un arrangement définitif, il exigera que ces conditions soient remplies.

La suite de cette discussion est renvoyée à demain.

Le projet de loi pour modifier les différentes lois concernant le notariat et les refondre en une seule loi sous le titre de code du notariat, est adopté en 2e délibération et renvoyé au comité général.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St Jean*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un rapport indiquant les noms de tous les employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis le 30 octobre 1879; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie des arrêtés du conseil, contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentations d'appointements; aussi copies des rapports des sous-chefs de départements, recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par l'article 21, de la loi 40 Victoria, chapitre 9.

Cette proposition est adoptée.

M. **Trudel**—*député de Champlain*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, une liste des noms des propriétaires des cantons forestiers sis et situés sur le parcours de la voie projetée du chemin de fer de Québec au lac St-Jean, et de plus, une liste des noms des propriétaires des cantons forestiers sis et situés dans les quinze milles de chaque côté de la voie du dit chemin de fer.

Cette proposition est adoptée.

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous les arrêtés du conseil, correspondance et rapports, au sujet du transfert du

terrain de l'école normale, sur lequel doit être construit l'hôtel du Château St-Louis.

Cette proposition est adoptée.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et Alexander Dennistown et autres, au sujet de la propriété de " La terre ferme de Mingan, " avec copie des titres transmis au gouvernement à l'appui de leur réclamation.

Copie du rapport de l'arrêté du conseil, accordant à Alexander Dennistown et autres, le privilège d'exploiter pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite " Terre ferme de Mingan. "

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du mardi, le 27 février 1883.*

**SOMMAIRE :** — Dépôt, par M. le président, des rapports annuels de diverses institutions. — Nomination d'un comité. — Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents publics. — Question posée par l'honorable M. Mercier, au sujet du projet de loi concernant la mise à la retraite de certains officiers de justice. — Réponse de l'honorable M. Würtele. — Suite de la délibération sur le budget général pour 1883-84, et sur la proposition de l'honorable M. Mercier : MM. Stephens et Poupore. — Dépôt de divers projets de lois d'intérêt local.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

M. le **Président**. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1882 :

De l'hospice de la Miséricorde de Québec ; de l'asile du Bon Pasteur de Québec, et de l'école de réforme, hospice St-Charles de Québec.

Le projet de loi pour permettre à Alfred Pinsonnault de vendre certains biens substitués, est déposé sur le bureau de la Chambre ; la deuxième délibération est renvoyée à demain.

Sur la proposition de M. le premier ministre, il est nommé un comité spécial composé des honorables MM. Mousseau, Mercier, Würtele, Blanchet, Joly et Pâquet et de MM. Archambault, Watts, Desjardins, Gagnon et Faucher de St. Maurice, pour aider M. le président à réviser le règlement pour la régie de cette Chambre et faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Un projet de loi pour autoriser la fabrique de Notre-Dame de Québec, à hypothéquer ses propriétés, est déposé sur le bureau de la Chambre, et la deuxième délibération est renvoyée à demain.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce, secrétaire de la province*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

1. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1883, demandant les noms de toutes les personnes inscrites sur la liste du fonds de pension en vertu des dispositions du chapitre 10, de la loi 40<sup>e</sup> Victoria, et ses modifications ; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes.

2. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29

janvier 1883, demandant copie du rapport de E. Racicot, écr., concernant les emprunts faits au fonds d'emprunt municipal, par les municipalités, de Longueuil et Chambly.

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de l'instruction publique de la province de Québec pour l'année 1881-82.

Ce rapport sera imprimé et distribué.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget et sur la proposition de l'honorable M. Mercier :

M. Stephens a la parole.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de St-Hyacinthe*.—Avant que la Chambre reprenne la discussion générale sur le budget, je désire poser une question au gouvernement. Je vois sur l'ordre du jour, des résolutions concernant la mise à la retraite de certains officiers de l'administration de la justice. Ces résolutions sont inscrites depuis le mois de janvier. Il serait important de savoir si le gouvernement a l'intention de demander l'adoption de la loi qui devra sortir de ces résolutions, avant de voter les subsides, car si nous donnons aux ministres le droit de pensionner ces officiers publics, il faudra leur donner aussi les ressources pour payer la pension. J'espère que l'on voudra bien répondre à ma question.

L'honorable M. **Wurtele**.—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, il me semble que le fait seul que ce projet reste à l'ordre du jour, prouve que nous voulons avoir l'expression d'opinion de la Chambre sur cette législation, ou à tout le moins faire quelque chose dans le sens indiqué. Mais le gouvernement ne croit pas devoir rien proposer avant que la Chambre ait disposé de la proposition de censure déposée par l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. **Mercier**.—Ce n'est pas là une réponse. Est-ce que le gouvernement entend faire adopter oui ou non une loi pour lui permettre de pensionner les officiers de l'administration de la justice, telle que nous l'indique les résolutions inscrites à l'ordre du jour. Que l'on réponde à ma question, elle est assez claire, je pense. . . . Bien, je vois que le gouvernement ne veut pas répondre. J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que les ministres ne veulent pas répondre.

M. **Stephens**.—*député de Montréal-centre*.—M. le président, dans le cours de son discours, l'honorable député de Monaganency a posé cette question : Ne pourrions-nous pas compter sur les corporations commerciales pour nous faire un revenu ? Nous avons déjà atteint la dernière limite de la taxation dans cette direction ; Québec et Montréal sont déjà surchargées. La recette entière, en licences, est de \$258,000 ; sur

ce montant Montréal paie \$190,000 ; Québec \$36,000 ; Trois-Rivières \$7,248 ; Terrebonne \$5,192 ; St-Hyacinthe \$6,017.—Total \$214,476.

Perçu dans le reste de la province, \$44,000.

Le montant total perçu par les officiers attachés à l'administration de la justice est de \$130,000 ; sur ce montant la cité de Montréal contribue \$92,528. et le reste de la province \$37,472. Un relevé comparatif du revenu provincial en 1875 révèle que Montréal paie plus de 25 par cent de l'entier revenu ordinaire de la province. On y voit aussi que la population de Montréal est taxée à \$2.50 par tête, tandis que cette même capitation, pour le reste de la population n'est que de 83 cents.

Ajoutons à cela que la dépense de Montréal pour frais civiques seuls s'est élevée en 1880 à \$1,517,000. Cette somme, distribuée sur le chiffre de la population qui, en 1875, était de 120,000 âmes, donne au-delà de \$12.50 par tête : soit un total de \$15 pour chaque homme, femme et enfant à Montréal. A Philadelphie en 1870, le taux de l'impôt était de \$13.73 par tête ; à Worcester (Mass) \$10.58 ; à Buffalo, \$12.33 ; à Londres (Ang), en 1861, \$5.85. En présence de pareils chiffres, on se demande jusqu'à quand les cités, les villes de cette province se laisseront saigner de cette manière.

En manière de précaution oratoire, le trésorier a trouvé le moyen d'insinuer que nos finances se soldent par un surplus de \$374,115.66. Il arrive à ce résultat étonnant à l'aide d'un calcul fantaisiste sur les recettes et les dépenses des dernières 15 années, de 1867 à 1882. Pour trouver un surplus dans l'exercice 1882, il s'approprie les surplus de 1868, \$203,598 ; 1869, \$350,913 ; 1870, \$79,091 ; 1871, \$57,979 ; 1872, \$106,756 ; 1873, \$268,104 ; 1874, \$116,189 :—Total, \$1,182,630. En prenant les propres admissions du trésorier l'an dernier, nous trouvons en 1878 un déficit de \$685,514 ; en 1879, de \$623,125 ; en 1880, de \$608,117 ; en 1881, de \$442,139 ; en 1882, de \$500,000 :—Total, \$2,858,895, d'après l'évaluation du 30 juin 1882, soit près de 3 millions de déficits en cinq ans.

Si nous prenons les comptes publics de 1882, tels que soumis à la Chambre, le déficit se chiffre ainsi :

Revenu ordinaire de l'an dernier.....	\$2,988,968
Dépense ordinaire.....	2,919,453
Moins—payé aux Trappistes.....	\$10,000
Versé au fonds de secours aux incendiés de Québec.	10,000      20,000

\$2,899,453

Soit un surplus apparent de \$89,315. Seulement, rappelons-nous que la balance en banque en 1881 était de \$535,777, tandis qu'en 1882 la balance analogue n'atteint que \$379,172, faisant sur ce seul article un déficit, pour le dernier exercice, de \$156,605.

Il y a de plus un emprunt temporaire—contracté \$1,206,849; remboursé, \$871,036—une autre différence ou déficit de \$345,036.

Ajoutons l'acompte de \$554,000 sur le fonds d'emprunt municipal—imputable sur le capital, et que par conséquent, l'on ne saurait considérer comme un article de la recette ordinaire.

Ajoutons encore l'amortissement, \$154,891, qu'il faut aussi mettre de côté. De sorte qu'en fin de compte, l'exercice 1882 se solde par un déficit de \$1,111,534.

Je m'appuie sur les propres chiffres du trésorier; dans le rapport du Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il porte la somme de \$983,317 dans le compte de la dette publique, tandis qu'au chapitre de la dépense de l'exercice expiré le 30 juin 1882, il ne spécifie pour les mêmes fins qu'un montant de \$828,426, laissant de côté le montant imputable au fonds d'amortissement, \$154,391, chiffre dont on peut encore disputer l'exactitude. En tous cas, il y a un fait éclatant, c'est que sur les opérations de l'an dernier, le déficit est de \$956,641. Cela ne souffre pas l'ombre d'un doute.

Le trésorier trouvera peut-être quelques crédules qui accepteront la singulière théorie qui lui permet de distribuer le déficit sur les quinze années écoulées. Mais cette méthode enfantine ne saurait avoir de succès auprès de ceux qui connaissent seulement l'addition simple.

Au reste, dans ses dernières prévisions, l'an dernier, le trésorier prévoyait lui-même un déficit et le portait même au chiffre de \$500,000.

Prenons maintenant sa propre évaluation du déficit réel de la présente année, nous voyons qu'en tenant compte du fonds consolidé des chemins de fer, il admet un déficit de \$146,495.

Il commet aussi une erreur de \$115,000; dans son exposé financier, il a en effet omis d'inclure cette somme qui figure pourtant dans ses prévisions pour 1883-84. Nous la trouvons dans les prévisions imprimées, mais il l'a oubliée dans les calculs qu'il a développés dans son discours. C'est à l'article: compte de la dette publique; dans les prévisions, l'addition s'élève à \$1,043,123.63; au contraire, dans son exposé financier, le trésorier ne fixe le montant de la dette publique qu'à \$921,883.31, induisant ainsi la Chambre en erreur au montant de 115,000.

Il est du reste facile d'établir que le trésorier s'est plus d'une fois égaré dans les chiffres de ses évaluations. Dans son discours sur le budget l'an dernier (à la page 22), l'honorable trésorier demandait \$3,849,086 pour couvrir la dépense ordinaire et extraordinaire pour l'exercice suivant.

Ouvrons les comptes publics de l'année expirée, nous trouvons que la dépense réelle a atteint \$5,420,578.

L'honorable trésorier ne s'est trompé que d'un million 571,492 dollars plus d'un million et demi. Certaines gens pourront trouver légère une pareille erreur de calcul ; mais si dans la moindre maison commerciale un comptable s'en permettait la moitié autant, on ne perdrait pas un instant à le remercier de ses services. De fait l'honorable trésorier, en dépit de son habileté, perd la centaine chaque fois qu'il touche aux chiffres de la dépense.

Son prédécesseur, l'honorable député de Sherbrooke, s'est démis lorsqu'un pouvoir occulte a voulu lui faire faire de la finance extravagante, ce qui l'aurait inévitablement forcé à augmenter les impôts. L'honorable trésorier d'aujourd'hui se cramponnera au contraire au vaisseau aussi longtemps qu'il lui sera possible d'emprunter de l'argent pour faire de la finance.

L'an dernier l'honorable trésorier faisait une compilation (No. 9) des frais nécessaires pour compléter le chemin de fer Q. M. O. & O, comme suit :

DIVISION EST.

Balance des prévisions de février.....	\$ 9,978
Montant payable par le gouvernement, nonobstant la vente.....	100,000
	<hr/>
	\$ 109,978
Dette acceptée par le chemin de fer du Nord.....	\$1,010,00

Ces chiffres ont induit la Chambre en erreur. Nous avons payé en acompte sur le chemin de fer (division-est) les sommes suivantes, paiements dont l'existence nous était inconnue à la date de la vente du chemin :—Comptes publics (1882), \$837,391 ; crédits supplémentaires (1882-83), \$549,025 ; mandats spéciaux (1883), \$418,670 ; prévisions de 1883-84, \$265,000.—Total \$2,070,086.

N'est-ce pas une coïncidence bien singulière que toutes ces sommes aient été payées en acompte de la section Est ? Sur le total ci-dessus, il a été payé \$837,391 avant la date de la livraison du chemin, le 1<sup>er</sup> juillet 1882 ; il a été payé \$968,086 depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1882 ; dans les évaluations pour 1884, on nous demande encore \$464,000, ce qui fait un déboursé total de \$1,432,086 pour le compte du chemin de fer depuis qu'il a été livré aux acquéreurs.

D'après le contrat primitif le prix de la division Est était de \$ 4,732,387  
Et celui de la division Ouest de..... 3,691,649

\$ 8,334,036

Aujourd'hui le coût du chemin est porté.....\$15,163,300

*Moins*—le prix de vente..... 7,500,000

Perte sur la transaction.....\$ 7,563,300

Comme indication de la direction négligente imprimée à nos affaires, constatons que le transfert du chemin de fer a été effectué le premier juillet dernier, et cependant les livres et pièces justificatives en détail sont entre les mains de l'ancienne administration de la voie ferrée.

L'apuration de ces comptes n'a jamais été faite suivant la loi. Comme je le disais l'an dernier, le gouvernement a pris l'argent qu'il avait à sa disposition et a payé tout ce que lui demandait M. Sénécal, sans seulement s'informer comment l'argent serait employé. Et l'on ne sait pas, l'on ne saura jamais combien il a été dépensé à même ces fonds, en excursions, en trains spéciaux de Québec ; à Québec, en champagne et en cigares, en livrets de permis de circulation, en fonds d'assistance électorale, avec Sénécal présidant le comité. Une chose certaine, c'est que la consommation de champagne, les voyages en trains spéciaux, les permis de circulation, les cigares, l'encombrement des employés, sont autant de délicieuses choses d'un passé supérieur au régime actuel, au moins sous ce rapport.

En consultant le tableau comparatif suivant qui donne le chiffre de la dépense actuelle au 30 juin 1882 et celui de la dépense prévue pour l'année 1883-84, on verra d'un coup d'œil que la politique d'économie promise par le discours du trône, n'est qu'un leurre.



	Dépensé 1882-83.	Prévisions pour 1883-84
Législation.....	\$ 237,134	\$ 145,755
Gouvernement civil.....	179,234	216,905
Administration de la justice.....	449,592	461,752
Instruction publique.....	365,787	378,180
Agriculture.....	194,607	180,750
Travaux publics.....	121,263	398,297
Charités.....	298,298	302,905
Divers.....	27,199	51,350
Trappistes.....	10,000	
Charges sur le revenu.....	208,108	187,350
Dettes publiques.....	828,626	1,043,123

Total.....	\$2,919,648	\$3,366,360
------------	-------------	-------------

L'honorable trésorier demande donc pour les dépenses de 1883-84, \$446,719 de plus qu'il n'a été réellement dépensé en 1882-83, d'après les comptes publics.

Mais pourquoi donc demander \$446,719, de plus que pour l'année précédente? Il est parfaitement clair que, nonobstant le système d'économie promis par le discours sur le budget, le gouvernement augmente la dépense dans une rapide proportion.

La perspective n'est pas moins mauvaise pour l'année à venir. La dépense prévue pour l'an prochain devra former un total de \$4,080,993.

Et l'évaluation de la recette est de 2,954,612

Déficit.....	\$1,136,381
Déduction faite du montant qui doit être chargé à Québec pour le palais de justice.....	150,000

Ce qui laisse un déficit actuel de \$ 986,381

On croit le combler à l'aide d'une recette qu'on espère obtenir du règlement du fonds des écoles et de tout ce que l'on pourra retirer à titre de *better terms*.

Une grave innovation récemment introduite, c'est le paiement de grosses sommes d'argent sans l'autorité du parlement.

L'an dernier, il avait été dépensé de cette façon \$166,000 et \$410,000 cette année; ces paiements ont été faits en vertu de l'article 47, chapitre 9, de la 31 Victoria. En lisant cette loi on s'apercevra combien

il est difficile pour le gouvernement de se justifier de s'être ainsi substitué à la Chambre pour dépenser d'aussi fortes sommes.

L'honorable trésorier admet qu'il y a un déficit dans son trésor, que la perspective est sombre. Jusqu'ici, tout ce qu'il a pu trouver pour arrêter le mal, c'est la nomination d'un auditeur provincial; voilà la panacée qui doit mettre fin à tous ses embarras financiers. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'il n'y a qu'une issue à ces embarras, c'est de rogner la dépense contrôlable autant que possible dans l'intérêt public. Les propositions devant entraîner une dépense sont légion; il n'y a peut-être pas un seul projet d'économie. Tant que les choses suivront le même cours, nous aurons des découverts d'année en année. L'an dernier on autorisait un emprunt de trois millions; cette année, on parle d'emprunter un demi-million.

L'an dernier nous avons payé en intérêts seuls sur les prêts temporaires un montant de \$49,000. Nous ne pourrions pas toujours continuer à payer l'intérêt composé. Le jour arrive où il faudra compter. Le but vers lequel nous tendons inévitablement, c'est l'imposition de taxes additionnelles. Un gouvernement sage et prudent pourrait, par une économie sévère, tourner la difficulté, ramener même une prospérité relative; mais aujourd'hui, la politique à la mode est de dépenser sans compter.

Dans ses prévisions, le trésorier demande pour l'article de la dette publique..... \$1,043,123

Ajoutons à cela l'intérêt accrue sur les emprunts temporaires depuis l'an dernier..... 49,000

\$1,092,123

L'an dernier nous avons reçu du Dominion..... 1,014,742

\$ 77,381

Voilà qui démontre que la subvention fédérale ne suffit même pas pour payer l'intérêt de la dette publique.

Nous avons dépensé sur le chemin de fer Q. M. O. & O., les sommes suivantes, et cependant lors du débat sur la vente du chemin, la Chambre était loin de penser qu'elles seraient dépensées :

Comptes publics 1882..... \$ 837,391

Crédits supplémentaires, 1883 ) ..... 549,416

Mandats spéciaux, 1884..... )

Prévisions, 1884..... 464,000

\$1,850,807

L'article 3 du chap. 19, 45 Vict., (contrat avec le syndicat du Pacifique dit que les divers travaux en voie de construction dans la cité et aux environs de Montréal, pour les fins du dit chemin de fer, y compris une voie double à la gare des casernes de la porte de Québec, seront continués et menés à terme par le gouvernement, en vertu de contrats existants, etc., etc.)

Pour cette dépense, ainsi que pour le hangar aux marchandises et le bureau pour les voyageurs, le gouvernement alloue à la compagnie \$240,000. Par l'article 6 de la 45e Vict., (chap. 20)—contrat du chemin de fer du nord—le syndicat s'engageait à accomplir au lieu et place du gouvernement, *à ses propres frais et dépens*, toutes et chacune de ces obligations moyennant \$240,000. Depuis la vente et livraison du chemin (1er juillet, 1882), le gouvernement a cependant déboursé, en acompte de ces travaux, \$307,726.93, soit \$67,726.93 de plus qu'il n'aurait dû payer en vertu du contrat. C'est autant de gagné pour la compagnie du chemin de fer du nord si le gouvernement ne prend pas les moyens de rentrer dans la somme qu'il a payée de plus que ce qu'il était obligé de payer.

En vertu de l'article 17 de la 45e Vict., (chap. 20)—transport au syndicat du chemin de fer du nord des droits du gouvernement contre la cité de Québec,—le gouvernement devait réaliser un profit de \$100,000. Mais le 21 août, le gouvernement entreprit la tâche de régler ses comptes avec la cité de Québec; démarche absolument volontaire de la part du gouvernement. Résultat pour la province une perte sèche de \$400,000.

Evidemment, ni l'honorable trésorier, ni le ministre des chemins de fer, n'ont le talent qu'il faudrait pour passer des marchés avantageux pour la province. Perdre une somme de \$467,000 sur deux contrats seulement dans un an, voilà pour moi une preuve concluante que l'intelligence des affaires fait défaut quelque part dans le ministère; dans tous les cas, ce n'est ni dans le département des chemins de fer, ni dans celui de la trésorerie, qu'il faudra la chercher.

La 39e Vict. chap. 2, article 39, traite la souscription de la corporation de Québec comme un placement sur le chemin, portant intérêt à 5 pour cent, en tenant compte du revenu annuel, déduction faite des frais d'entretien et d'opération, de l'intérêt des débentures, du fonds d'amortissement: tel intérêt à compter de la construction complète du chemin. Il était nécessaire dans l'intérêt de M. Sénécal de faire disparaître cette lourde hypothèque que la cité de Québec possédait, sur le

chemin de fer du Nord, sous la forme d'un million de dollars en actions. De là la malencontreuse intervention du gouvernement, qui a valu au trésor provincial une perte d'au-delà de \$400,000.

Il ne sera pas hors de propos de retracer ici l'histoire, des circonstances dans lesquelles la vente du chemin de fer a été imposée de force à la province. A peine M. Chapleau avait-il pris les rênes du pouvoir, qu'il s'empressait d'enlever toute la direction des chemins de fer aux hommes compétents qui y étaient préposés. Il place à la tête du chemin du Nord un banqueroutier frauduleux—un homme indigne de toute confiance—un homme qui ne connaissait absolument rien dans l'administration des chemins de fer.

Aussi, les affaires du chemin du Nord ont-elles été particulièrement négligées et extravagantes sous sa direction. Les confédérés ne voyageaient plus d'un point à l'autre du pays qu'en wagon spécial.

On vit des gens qui n'avaient jamais fumé de cigare, ni bu de champagne, abuser tellement de la profusion de ces douceurs que bientôt, dégoûtés, blasés, ils revenaient avec délices à la pipe d'argile et au tabac canadien.

Les splendeurs du wagon spécial sont passées en proverbe. Qui payait pour ce coûteux véhicule, le champagne et les cigares? on n'a jamais pu le savoir.

Le surintendant du chemin de fer passait son temps à faire les élections. Les jours de scrutin, les trains étaient chargés d'électeurs munis de passes gratuites: naturellement, tous ceux-là votaient pour les candidats officiels.

D'après toute apparence, c'est le directeur du chemin de fer qui a tenu la caisse d'assistance électorale pour le district de Montréal, car c'est notoirement de ses quartiers généraux au siège du chemin de fer du gouvernement sur la Place-d'Armes que partirent les munitions de guerre lors des différentes campagnes électorales qui ont eu lieu dans le district environnant. D'où venait cet argent, personne ne le sait. Le gouvernement lui-même n'en sait rien, car il est dans une ignorance absolue sur le chapitre des finances du chemin de fer. Il est vrai que toutes perceptions du trafic de cette ligne étaient versées au trésor; seulement elles ne l'étaient que sur l'ordre du gérant, et on ne fournissait pas les pièces justificatives des détails de la dépense. Même à l'heure qu'il est, les livres sont encore sous le contrôle du même directeur et de son comptable. L'auditeur provincial n'en a jamais pu faire l'inspection. Le gouvernement n'a pas la possession des pièces explica-

tives. Du jour où le gérant a pris la direction de notre système de voies ferrées, on n'a jamais pu déterminer le chiffre des revenus probables de cette grande exploitation.

Pendant qu'on négociait la vente du chemin, ce gérant, alors fonctionnaire du gouvernement, s'est vu accuser d'avoir demandé \$75,000 à des soumissionnaires, sans doute en échange des bons offices que l'étroite amitié qui le liait au premier ministre d'alors lui permettait de rendre. On a jugé cette conduite parfaitement compatible avec ses attributions d'employé du gouvernement : toute demande d'enquête à ce sujet a été repoussée par la force.

Mieux que cela, on a vendu le chemin de fer à cet employé du gouvernement, et cela dans le temps même où il agissait comme tel employé ; six mois après, M. Senécal revendait le chemin de fer, réalisant un profit d'un million 250,000 dollars. Cette transaction a été machinée par le soi-disant honorable M. Chapleau.

Si l'on me trouve sévère pour M. Chapleau, on n'a qu'à lire dans le pamphlet intitulé : *le Pays, le Parti et le Grand Homme*, les 186 raisons sur lesquelles un certain nombre de conservateurs, qui avaient toujours été ses amis, se prétendent justifiables de l'avoir abandonné. On y trouvera une énumération des effets désastreux de sa politique.

La suite des événements a démontré que M. Chapleau avait odieusement trahi les graves intérêts confiés à sa garde ; six mois après que la province eût sacrifié son chemin de fer, il était revendu et rapportait un profit de \$1,250,000. Aujourd'hui, la direction de la ligne est aux mains d'un honnête homme, dont la compétence est indéniable : Senécal n'y est plus. Un mois après la vente, on avait sauvé \$100,000 sur les salaires seulement. La dépense maintenant n'est plus que de 61 0/10. Avant la vente, elle atteignait 85 0/10. La ligne promet de devenir avant longtemps l'un des meilleurs placements du pays.

On se rappelle avec quelle solennité M. Chapleau affirmait à cette Chambre qu'il n'avait pas pour un sou de parts dans le chemin de fer. Eh bien, on apprend aujourd'hui, par déposition assermentée devant les tribunaux, que dans le même temps il était actionnaire de l'embranchement des Laurentides pour \$5,000. Le temps n'est-il pas venu d'en finir avec tous les membres de la clique, de les reléguer à la vie privée et de les exclure pour toujours de la vie publique, désignés au mépris de tous les honnêtes gens ?

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le président, je suis émerveillé du genre fantastique et contradictoire que le député de Montréal

centre a adopté pour trouver des déficits imaginaires qu'il met sur le dos du gouvernement, l'accusant d'un seul coup :

1° D'avoir un déficit de \$1,111,000 ;

2° D'en avoir un autre de \$956,600 ;

3° D'avoir trouvé le trésorier en faute et d'avoir fait erreur pour un montant de un million et demi, à propos des dépenses de l'année dernière, ou plutôt du dernier exercice financier.

Si la recette de ce député pour trouver des déficits contradictoires est bonne, comment l'honorable trésorier peut-il en même temps avoir un déficit qui peut être un million et demi, moins d'un million ou tout autre montant.

Pendant que j'y suis, je dois dire à la Chambre que le député de Montréal-centre me rappelle l'histoire de Jos. Belling, à propos d'un individu qui voulait obtenir de l'huile en forant et creusant un puits. Après avoir creusé à une grande profondeur sans succès, cet individu, qui se plaignait, reçut de M. Jos. Belling cette réponse triomphante, qu'il devait avoir un mauvais outil, une tarière ou un foret bon à rien, ou qu'il faisait un trou à la mauvaise place.

Je pense que je rencontre le cas de mon honorable ami. Il a une mauvaise méthode ou bien les chiffres qu'il a vus sont faux. Ses remarques sur les sociétés d'agriculture prouvent, et j'en suis fort aise, qu'il avait puisé à mauvaise source. De fait, bien qu'il le nie, les comtés ont pris leur part de responsabilité. Le gouvernement leur donne seulement un certain octroi, qui, à ma connaissance, a servi à faire progresser l'agriculture en ce pays.

Je félicite le gouvernement d'avoir augmenté, cette année, le montant d'argent pour la colonisation.

C'est certainement un progrès dans la bonne voie. Dans la région que j'ai l'honneur de représenter, se fait sentir chaque jour davantage le besoin d'ouvrir de nouveaux chemins de colonisation pour pénétrer dans l'intérieur du pays, et il n'y a que ceux qui ont voyagé dans cette partie de la province qui puissent se former une idée exacte des fatigues et des difficultés que rencontre le colon, qui a le courage de s'établir dans ces sauvages forêts.

Ces remarques s'appliquent plus particulièrement à ceux qui franchissent les Laurentides, montagnes qui parcourent tout le nord de la province de Québec, pour trouver sur leur versant septentrional une demeure pour s'y fixer avec leurs familles. Mon district a été négligé

sous ce rapport, et j'espère que l'inspecteur de colonisation, qui vient d'être nommé, après avoir visité Pontiac, corroborera dans son rapport ce qui a déjà été dit à propos des établissements du comté de Pontiac. Je ne pense pas que je demande une faveur au gouvernement lorsque je lui demande d'augmenter l'octroi dû à mon district, surtout si l'on considère que près de la moitié de nos revenus proviennent du bois et des forêts que l'on tire du district que j'ai l'honneur de représenter ici. Si tel est le cas, je ne crois pas qu'il soit déraisonnable de demander pour Pontiac une augmentation d'octroi.

Je vois avec plaisir dans les prévisions budgétaires, un octroi pour prévenir l'incendie de nos forêts. C'est encore un pas dans la bonne direction. Une promenade à la hâte dans les régions de l'Ottawa où l'on exploite le bois en grand, prouverait que telle précaution aurait dû être prise depuis longtemps, mais il est encore temps, même à présent, de prévenir la terrible et fatale destruction de nos grands bois, nonobstant l'incurie et les imprudences des colons, des chasseurs, etc. On ne saurait calculer combien de revenus on ménagerait et sauverait à la province, en adoptant un système convenable de protection, et je suis flatté que l'attention du gouvernement ait été attirée dans cette direction si importante. Cependant deux articles des prévisions plairont également à la droite et la gauche ; ce sont les articles 177 et 188 dont l'un est pour s'assurer les services d'un ingénieur et l'autre concerne l'exploration et l'inspection des mines.

Lorsque ceci aura été fait, le gouvernement sera en mesure de savoir dans quelles proportions nos terres seront réservées pour des fins minières, pour des fins agricoles et pour l'exploitation de nos forêts. Des renseignements de cette nature étaient indispensables pour la due administration des terres de la couronne, et je suis content que le député ministre de ce ministère l'ait mis à effet.

Une question qui ne le cède à aucune autre en importance, parce qu'elle affecte l'avancement et la prospérité matérielle et morale de la province, c'est celle de l'éducation, en ce qu'elle se rattache plus particulièrement au système des écoles communes de la province.

Je suis heureux de voir que le crédit affecté à cette classe d'écoles a été augmenté. L'augmentation est légère, je l'avoue, mais elle suffit pour nous inspirer la confiance que l'on fera davantage dès que le revenu de la province le permettra. Il ne faut pas perdre de vue que nos écoles élémentaires jouent un rôle très important en cette province.

Nous voyons que l'artisan, le cultivateur et le marchand, qui sont la

richesse de tout le pays, reçoivent généralement leur éducation dans les écoles de la campagne ; c'est pourquoi il est nécessaire de relever le niveau de nos écoles, et le seul moyen d'atteindre ce but, c'est de voter des crédits plus forts, ce qui permettra au districts ruraux de s'assurer les services d'instituteurs compétents.

Tous nous désirons voir nos finances dans une condition florissante, et comment pouvons-nous l'espérer raisonnablement, quand il est constaté que le gouvernement de la province a dépensé pour ses chemins de fer, depuis la confédération plus que la province d'Ontario. Examinons comment il se fait que notre trésor soit si obéré, pendant que celui d'Ontario regorge.

Dans Ontario, les municipalités ont contribué, en chiffres ronds, pour \$8,000,000 à la construction des chemins de fer et le gouvernement de cette province a donné environ trois millions. Les huit millions payés par les municipalités représentent quatre cent mille piastres par année à cinq par cent d'intérêt. Qui paie ces \$400,000 par année ? Ne sont-ce pas les contribuables de cette province ! Tout le monde est d'accord là-dessus. Dans la province d'Ontario, le contribuable est obligé de payer annuellement les deux tiers du coût de l'administration de la justice, soit \$250,000. En est-il ainsi dans la province de Québec ? Le gouvernement d'Ontario a dépensé trois millions pour ses chemins de fer, pendant que dans la province de Québec, nous avons donné environ treize millions pour nos chemins de fer. Le gouvernement de Québec a donc payé dix millions de plus que le gouvernement d'Ontario.

Les contribuables d'Ontario ont donné huit millions pour leurs chemins de fer pendant que nous, dans la province de Québec, nous n'avons donné qu'environ un million et demi ou deux millions de piastres au début. Disons deux millions et demandons-nous ce que cela signifie ? Cela signifie simplement que le gouvernement d'Ontario a été aidé par les contribuables, dans la construction de ses chemins de fer, jusqu'au montant de six millions et demi de dollars en sus de ce que les contribuables de la province de Québec ont donné à notre gouvernement pour le même objet. Ajoutez ces six millions et demi aux dix millions en excédant par notre gouvernement, en sus de la somme donnée par le gouvernement d'Ontario et nous trouvons la somme énorme de \$16,500,000.

Si la province de Québec avait adopté le même système de taxation qu'à Ontario, la conséquence aurait été que nous aurions aujourd'hui \$16,500,000 contre notre dette provinciale et nous aurions en outre



payé les dépenses de l'administration de la justice, en supposant toujours que l'évaluation des deux provinces soit la même. Maintenant, dans ces circonstances, doit-on s'étonner que la province d'Ontario ait un surplus considérable pendant que la province de Québec est endettée. Si la province de Québec eut suivi le même principe qu'à Ontario, quelle serait aujourd'hui notre position financière? Nous aurions un surplus dans notre coffre. Mais nos contribuables se trouveraient dans la même position dans laquelle se trouve placé le contribuable d'Ontario, en ce moment. Quelques honorables membres de cette Chambre seront peut-être surpris d'apprendre que la majeure partie des contribuables d'Ontario gémissent sous les lourdes obligations qu'ils ont à payer.

Dans la province de Québec, le tableau est bien différent : il n'est imposé aucune taxe autre que celles absolument nécessaires pour payer les dépenses qui se rattachent au fonctionnement des conseils municipaux. Nous ne contribuons nullement à l'administration de la justice, pendant qu'à Ontario, le contribuable, comme je l'ai dit déjà, paie au moins les deux tiers de ce que coûte ce service seul. Est-il surprenant, maintenant que nous ne puissions avoir un budget aussi satisfaisant que celui d'Ontario, où c'est le contribuable municipal qui en paie la façon.

Dans la province de Québec tous les gouvernements se sont évertués à éviter la taxe directe. Nous construisons des chemins de fer, nous payons le coût de l'administration de la justice, nous aidons la construction des chemins et ponts pour des fins de colonisation, et tout cela est pris sur le revenu général de la province.

Dans Ontario un grand nombre de cultivateurs ont à faire face à de lourdes hypothèques, à tel point qu'il devra s'écouler un temps bien long avant qu'ils puissent dégrever leurs terres qu'ils tiennent peut-être de leurs ancêtres qui les leur ont léguées intactes. Et l'on viendra encore nous parler avec orgueil des surplus qui s'accumulent dans le trésor d'Ontario, et l'on rougira de notre position financière.

Dans tous les cas, nous avons l'avantage de dire que s'il n'y a rien dans le coffre publique, par contre, nos contribuables sont aujourd'hui et ont toujours été un peuple heureux qui a la jouissance parfaite des terres sur lesquelles il vit. A Ontario, ils ont un trésor rempli, de belles maisons, et de belles fermes, mais malheureusement ces belles maisons, ces belles fermes, dans un grand nombre de cas, appartiennent à des compagnies de prêts qui ont fini par déposséder les pionniers du pays.

Il n'y a aucun doute que c'est une tâche difficile de trouver des fonds suffisants pour poursuivre la construction des chemins de fer et autres travaux publics dans toutes les provinces, sans recourir à la taxe directe. Cependant la chose s'est réalisée dans notre province avec un succès remarquable, quoiqu'on puisse dire. Je ne prétends pas que le gouvernement n'ait pas commis peut-être quelque extravagance. Tous les gouvernements sont faillibles et extravagants. On a donc suivi le vieil adage : " de deux maux il faut choisir le moindre, " et en parcourant l'histoire des deux partis politiques dans cette province et dans toutes les autres provinces de la confédération, et de fait, dans le gouvernement fédéral lui-même, que voyons-nous ? Nous voyons que toujours le parti conservateur a été composé de législateurs sages, et qu'il a été le bienfaiteur de notre pays tout entier.

J'ai donné les raisons pour lesquelles j'appuie le gouvernement actuel. Mais aussitôt que je m'apercevrai que l'opposition est plus capable, a plus d'aptitude pour gouverner le pays, je serai le premier à dire " laissez la faire. " Cependant je pense que cette époque est encore fort éloignée de nous. L'honorable trésorier mérite les félicitations de la Chambre à l'occasion de son exposé financier si ferme, si honnête et si correct. Il est évident que rien ne reste caché, et bien que l'honorable trésorier ne prévoie pas un grand excédant de revenus, en 1884, il démontre qu'il n'y aura pas de déficit. C'est tout ce qu'on désire. Nous n'avons pas besoin de surplus pris dans la bourse du pauvre contribuable. Il nous faut seulement l'équilibre dans nos finances ; une administration sans déficit et sans surplus. Si le trésorier actuel réussit dans cette tâche, il nous satisfera, et s'il ne réussit pas, je ne pense pas que la loyale opposition de Sa Majesté réussisse davantage, si j'en juge par son passé.

Parmi les sommes mises dans les prévisions budgétaires, j'en remarque une qui a trait aux institutions de bienfaisance et de charité. C'est un montant qui semble considérable. Puisque chaque année il est voté beaucoup plus d'argent pour ces institutions, le gouvernement devrait s'assurer si elles en ont besoin et dans quelle mesure.

Une enquête, à mon avis, ferait voir que plusieurs de ces institutions peuvent fort bien se passer des secours du gouvernement, vu que non-seulement elles pourvoient à leur subsistance mais qu'elles accumulent de grands capitaux. Je voterai contre les institutions qui se trouvent dans ces circonstances, quand je saurai qu'elles peuvent vivre par elles-mêmes. Nous avons bien assez de soutenir les maisons qui ne peuvent

se passer du gouvernement pour recevoir les délinquants, les malheureux etc.... Encore faut-il avoir des rapports faits par des officiers spéciaux.

Les pauvres et nécessiteux qui n'ont d'autre refuge que la prison commune devraient être proportionnellement répartis dans toutes les maisons de refuge subventionnées par le gouvernement local. On s'occupe aussi du service civil et une somme est affectée à cette fin. Des réformes dans le service civil sont peut-être urgentes. Une enquête devrait être faite et tous les fonctionnaires dont on peut se dispenser devraient être renvoyés, comme on le fait dans les affaires ordinaires de la vie. Ce n'est pas que je veuille blâmer le gouvernement sous ce rapport. Non, il faudrait plutôt blâmer nombre de députés qui ont fait faire des nominations inutiles ou injustes. Il y a peut-être eu trop de favoritisme. Ces réflexions sont inspirées par un cœur candide, et non pour trouver le gouvernement en faute. Je sais plus qu'aucun autre combien il est difficile de changer un système établi depuis longtemps : mais des réformes donneraient beaucoup de satisfaction à la Chambre et au pays. Je ne suis pas de l'opinion de l'honorable député de Montréal-centre qui nous croit en banqueroute : je crois tout le contraire. Nous sommes dans une bonne position financière, et avec un système économique bien entendu et appliqué à toutes les branches de l'administration, en sachant exploiter sagement nos bois, nos forêts, et nos ressources minières, si bien contrôlées par mon honorable ami, le commissaire des terres de la couronne, non-seulement nous pouvons payer notre dette, mais nous continuerons d'être une population prospère, heureuse, indépendante et surtout libre de taxe.

**M. Asselin**—*député de Rimouski*.—Je propose que la suite de la discussion soit renvoyée à demain.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

*Séance du mercredi, le 28 février 1883.*

**SOMMAIRE :** — Interpellations et réponses. — Proposition de M. Martel, relative aux dépenses de voyage, pension, etc., des membres des conseils d'agriculture et des arts et métiers et du comité de l'exposition. — Proposition de M. Beauchamp, relative à la destitution de M. A. Pilon, inspecteur d'école : MM. Beauchamp, Mousseau, Naatel, Joly, Mercier, Archambault, Würtele, Gagnon, et Gauthier. — Proposition de l'honorable M. Garneau, relative aux bâtiments devant servir à l'exposition à Québec : MM. Garneau, Mousseau, Gagnon, Mercier, Beaubien, Joly, et Rinfret. — Retrait de cette proposition. — Adoption définitive de divers projets de lois. — Suite de la discussion sur le rapport du comité d'agriculture, recommandant l'acceptation de la proposition Whytfield : MM. Beaubien, Deschênes, Picard, et Marion. — Renvoi à demain de la suite de la discussion. — Deuxième délibération sur le projet de loi relatif au notariat. — Amendement de M. Owens. — Décision de M. le président, sur une objection formulée par M. Gagnon, au dépôt de l'amendement. — Nouvel amendement de M. Spencer. — Retrait de cet amendement. — Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, des documents relatifs au règlement avec la cité de Québec.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

**M. Sawyer**—*député de Compton.*—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer en anglais, un nombre suffisant d'exemplaires de la loi d'éducation, pour les distribuer dans les municipalités où la population parle la langue anglaise.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—Il y a encore quelques exemplaires du dit acte à distribuer, et aussitôt que la loi d'éducation aura été codifiée, c'est l'intention du gouvernement de la faire imprimer séparément pour être distribuée aux députés.

**M. Archambault**—*député de Vaudreuil.*—Est-ce l'intention du gouvernement de changer le site de la prison commune de Montréal, vu la prise de possession du terrain y attaché, pour les ateliers du chemin de fer du Nord.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—Ce n'est pas maintenant l'intention du gouvernement de changer le site de la prison de Montréal.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer, ou dans le cas où il n'y en aurait pas, de faire frapper pour les bureaux d'enregistrement, des timbres de dix cents, de vingt cents et de cinquante cents.

L'honorable **M. Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Le gouvernement distribue actuellement des timbres d'enregistrement de 5 cents, de 15 cents et de 30 cents.

En vue des frais considérables qu'entraînerait la gravure d'autres planches, il ne se propose pas d'en faire faire pour le moment, pour des timbres de 10 cents, de 20 cents et de 50 cents.

**M. Faucher de Saint-Maurice**.—Est-ce l'intention du gouvernement de se prévaloir de la clause 8, chap. 52, de la 32<sup>ème</sup> Victoria, l'autorisant à prendre possession de tout chemin de fer, ayant obtenu un subside de la province de Québec, qui a cessé de faire le service et de faire circuler ses trains?

**M. le Secrétaire**.—Cette question est sous la sérieuse considération du gouvernement.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement se propose-t-il de renouveler et de soumettre à la Chambre, le contrat pour la garde des aliénés à Beauport, avant de lui demander de voter les \$232,625, entrées au budget pour 1883-84, pour les asiles d'aliénés?

**M. le Premier ministre**.—Oui, si le gouvernement passe et signe le contrat à temps.

**M. Martel**—*député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état des dépenses de voyage, pension etc., des membres des conseils d'agriculture et des arts et métiers et du comité permanent d'exposition, depuis les cinq dernières années.

Cette proposition est adoptée.

**M. Beauchamp**—*député de Deux-Montagnes*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de l'arrêté du conseil destituant A. Pilon, écrivain, comme inspecteur d'école; des plaintes portées contre lui et de la correspondance échangée à ce sujet: aussi copie de l'arrêté du conseil nommant son successeur M. Nantel, des lettres le recommandant, et de toute la correspondance échangée à ce sujet.

M. le président, si je demande ces renseignements, ce n'est pas que j'aie le moindre doute sur la conduite irréprochable de M. A. Pilon, comme fonctionnaire public. Non, je sais que cet inspecteur a toujours rempli parfaitement les devoirs de sa charge. Mon but est de connaître, par la communication des pièces officielles, la véritable raison de cette destitution. Car il n'est pas à ma connaissance qu'il y ait eu des plaintes faites contre lui, relativement à ses devoirs comme inspecteur. Je puis dire sans craindre d'être contredit, que ses rapports tels que publiés, étaient bien faits, précis et remplis de renseignements utiles, tant pour les citoyens du district dont il était chargé que pour ceux du reste de la province. Peut-on prétendre qu'il négligeait de visiter les écoles de son district? Ici encore je puis dire que ses visites aux écoles étaient régulières, efficaces et ponctuelles. De plus M. Pilon était bien noté au bureau de l'instruction publique, où il était considéré comme l'un des meilleurs inspecteurs. Cependant malgré ce que je viens de dire et qu'on ne peut contredire en s'appuyant sur des faits, cet officier public a été renvoyé du service.

Dans ces circonstances et vu que je représente l'un des collèges électoraux de la division de M. l'inspecteur Pilon, je crois avoir le droit de connaître les raisons réelles, vraies, qui ont engagé l'ancien gouvernement de le destituer comme cela a été fait à la surprise générale.

Le bruit a couru que M. Pilon avait été destitué parce qu'il s'était mêlé de politique et qu'il avait parlé publiquement dans le cours des élections. J'avoue, M. le président, que j'ai hésité à ajouter foi à cette rumeur et voici pourquoi. Ceux qui demeurent dans mon district savent comme moi qu'il y a déjà plusieurs années que M. Pilon a cru devoir intervenir dans les luttes électorales et cela à la connaissance, nul doute, des différents gouvernements qui se sont succédés dans cette province depuis plusieurs années, et jamais il n'a été formulé le moindre protest. Jamais on n'a demandé sa destitution à raison de ses opinions politiques. J'ai bien raison de demander, en face de ces faits, pourquoi il aurait été destitué dans les circonstances auxquelles je fais allusion plutôt que dans les autres qui se sont présentées précédemment.

J'ai droit aux renseignements que je demande, comme député du peuple et j'espère qu'on me les donnera aussi complets que possible.

Avant de terminer, il me sera bien permis d'exprimer un doute sur la légalité de cette destitution. L'ancien gouvernement pouvait-il destituer M. Pilon sans l'avis conforme du conseil de l'instruction publique, de qui relèvent directement tous ces fonctionnaires. J'hésite, pour ma

part, à le croire et il m'a été donné d'entendre la même opinion exprimée par des personnes d'une haute autorité en ces matières.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, je ne connais pas suffisamment les éléments de cette question pour la discuter. Cependant, je puis assurer à mon honorable ami que je déposerai tous les documents demandés sur le bureau de la Chambre, et cela le plus tôt possible.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—M. le président, je me trouve jusqu'à un certain point forcé de prendre part à ce débat, par les circonstances particulières dans lesquelles je suis placé. Je ne puis m'empêcher de défendre ici la conduite du gouvernement de l'honorable M. Chapleau. Je ne conteste pas les assertions de l'honorable député de Deux-Montagnes, mais là où j'approuve ce qui a été fait, c'est d'avoir posé en principe qu'un officier public, tenu d'avoir de bons rapports avec tout le monde, s'occupe activement de politique, au point surtout de prendre part, côté à côté avec les candidats, aux discussions qui se font devant le peuple. Je ne conteste pas plus à M. Pilon qu'à un autre le droit d'exercer son droit de vote, mais aller au-delà c'est une chose que je ne puis approuver. Que doit-on penser d'un fonctionnaire public, surtout un inspecteur d'école, dont les fonctions le mettent en rapports directs avec la population, qui vient publiquement devant cette même population, faire le procès du gouvernement, du député, sous prétexte qu'il se croit chargé d'éclairer le peuple. Je n'hésite pas à dire que le gouvernement Chapleau a bien agi en prenant des mesures pour mettre fin à un système aussi déplorable.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable premier ministre nous a dit qu'il ne connaissait rien dans cette affaire. Je regrette que mon honorable ami ne se soit pas mis en position d'éclairer la Chambre sur cette question. L'honorable député de Deux-Montagnes a donné, comme le veut le règlement, un avis de deux jours de sa proposition. Il me semble que ce délai était suffisant pour permettre au gouvernement de se renseigner et de donner à la Chambre ce qu'elle aime à avoir, touchant cette destitution extraordinaire, dans les circonstances, et qui a tout l'air d'une vengeance politique. Je ne dis pas que c'en est une, mais on avouera que les apparences sont contre les auteurs de cette destitution.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St.-Hyacinthe*.—M. le prési-

dent, la destitution de M. Pilon est un de ces faits qui prouvent jusqu'à quel point les honorables députés de la droite sont disposés à se contredire quand cela fait leur affaire ou sert les fins de parti. Le cabinet Chapleau, fort en inconséquences, a ajouté celle-là pour nous faire voir qu'il était capable de tout. L'honorable député de Deux-Montagnes, dans un langage que j'ai beaucoup admiré par son calme et sa modération, a laissé entrevoir la cause véritable de la destitution de M. Pilon. Il n'y a pas de doute que si cet inspecteur d'école s'était dévoué au service de l'ancien gouvernement et l'avait défendu sur les places publiques, il n'aurait jamais été destitué. Au reste nous avons la preuve de la cause de son renvoi du service, c'est son intervention dans la politique active. Maintenant, examinons bien la situation et les circonstances pour se rendre compte de la conduite du gouvernement Chapleau. On reproche à M. Pilon de s'être mêlé de politique. Mais est-ce le fait lui-même qui lui a valu sa destitution ? Non, M. le président, et je ne crains pas d'affirmer que si M. Pilon n'avait pas travaillé pour l'honorable député actuel de Deux-Montagnes, il n'aurait jamais été molesté. Eh ! certes il est parfaitement connu que ce monsieur s'est mêlé à bien des luttes électorales sans encourir le blâme ou les foudres des conservateurs.

Tout était parfait, puisqu'il travaillait contre le parti libéral. Mais s'agit-il de l'un des amis du cabinet, immédiatement les ministres sont émus et sans hésiter, ils punissent un acte qu'ils avaient trouvé jusque-là fort acceptable. Est-ce donc un acte bien criminel que de prendre fait et cause pour mon honorable ami le représentant actuel de Deux-Montagnes. Il est conservateur tout autant que les autres candidats pour lesquels ce M. Pilon s'était permis de travailler. Cela m'a amusé lorsque j'ai entendu l'honorable premier ministre nous dire qu'il ne connaissait pas cette affaire. Mais est-ce que l'auteur de cette destitution, l'homme même qui l'a recommandée, l'honorable trésorier de la province, ne siège pas à ses côtés. Pourquoi ne lui donne-t-il pas ces renseignements ? Ici j'attire l'attention de la Chambre sur un fait qui mérite d'être signalé.

Le gouvernement Chapleau, écoutant les réclamations des ennemis de M. Pilon, prend la décision de destituer cet inspecteur. On charge l'honorable trésorier, c'est-à-dire l'un des ministres qui est censé représenter l'élément protestant dans le cabinet, c'est ce ministre que l'on charge de faire un rapport concluant à la destitution d'un inspecteur catholique ! ! . Voilà quel respect on a eu pour les formes, quel soin



on a eu de ne pas blesser des susceptibilités. Au lieu de déferer cet inspecteur à ses juges naturels, aux membres du conseil, aux membres du comité catholique de ce conseil, on oublie ce tribunal, pour arriver plus sûrement au résultat désiré. Maintenant, le gouvernement essaiera peut-être d'éviter la responsabilité de cet acte, mais il ne réussira pas, tant que nous verrons ou nombre de ses membres l'honorable trésorier, celui-là même qui a été l'auteur, l'instigateur de la destitution de M. Pilon, parce que ce monsieur avait eu le tort d'avoir plus de confiance dans l'esprit d'indépendance, dans l'honnêteté politique de l'honorable député de Deux-Montagnes, plutôt que dans celle de son adversaire qui était le protégé du gouvernement.

**M. Archambault**—*député de Vaudreuil*.—M. le président, je me suis beaucoup amusé de voir l'honorable chef de l'opposition se faire l'avocat des fonctionnaires publics, prenant part aux élections parlementaires. Il a dû lui en coûter de jouer ce nouveau rôle pour tâcher de nuire au gouvernement. Ce qui m'a amusé le plus c'est de voir que l'honorable député a choisi le plus mauvais cas à mon avis qu'il pouvait trouver. Je suis d'opinion, M. le président, que le gouvernement Chapleau a bien fait de destituer M. Pilon. Il l'avait richement mérité. Cet inspecteur d'école s'occupait de politique au point d'être l'objet des plus vastes critiques. Je puis dire que moi-même, je l'ai entendu traiter ses chefs hiérarchiques, de voleurs, de brigands, de pillards, et que sais-je encore. Bien loin de blâmer le gouvernement pour l'avoir mis à la porte du service de l'inspection des écoles, je le blâmerais s'il ne l'avait pas puni comme il le méritait.

L'honorable **M. Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, je ne voulais pas prendre part à cette discussion, mais l'honorable chef de l'opposition, par ses remarques pour le moins singulières, m'a provoqué à le faire et comme je ne crains pas de défendre ma conduite dans cette affaire, je m'exécute avec plaisir. M. Pilon a été destitué parce qu'il est intervenu dans les élections. Le chef du gouvernement d'alors l'avait prié de s'abstenir et cet inspecteur a dédaigné cet avis tout bienveillant, et s'est jeté dans la lutte. Qu'on veuille bien croire, M. le président, que je ne blâme pas M. Pilon de s'être montré fidèle à ses principes et d'avoir voulu les faire prévaloir, mais s'il voulait avoir toute liberté d'agir comme il l'a fait, il aurait dû commencer par donner sa démission, car il ne convient pas qu'un officier public se fasse orateur et cabaleur dans une élection. Cette conduite était d'autant plus condamnable, d'autant plus répréhensible, que

M. Pilon avait été averti de ne pas prendre part à la lutte. L'honorable chef de l'opposition a prétendu que nous aurions dû prendre l'avis du conseil de l'instruction publique avant de faire cette destitution.

Si mon honorable ami s'était donné la peine de relire la loi sur la matière, il aurait vu que pour une cause politique le gouvernement peut prendre l'initiative et démettre un inspecteur d'école. J'insiste à dessin sur les mots de " cause politique. " J'espère que la Chambre comprend par là que je ne veux en aucune manière incriminer la conduite de M. Pilon, en tant qu'inspecteur. Je suis bien prêt à reconnaître que ce monsieur a rempli ses devoirs avec habileté et ponctualité. Ceci est suffisant pour faire voir que nous n'avons jamais eu à nous plaindre de lui sous ce rapport.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Je serais bien aise d'avoir une expression d'opinion formelle de la part du gouvernement. Jusqu'ici les honorables ministres se sont tenus dans une prudente réserve.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—M. le président, ce qui ressort de ce débat c'est que M. Pilon a été destitué parce qu'il s'est occupé de luttes électorales. Ceux mêmes qui prennent sa défense ont admis la culpabilité de ce monsieur. Eh ! bien, je trouve que l'ancien gouvernement a fait un acte de justice pour lui-même et pour le public, en punissant une conduite déplorable pour un employé public. On dit que le gouvernement a mal fait parce qu'il y avait longtemps que M. Pilon se mêlait d'élection. Eh ! bien, il aurait dû être destitué plus tôt, voilà tout.

Le cas d'employés publics pris d'un beau zèle pour les élections s'est déjà présenté dans mon collège électoral, depuis que j'ai l'honneur de le représenter en parlement. Je ne me suis pas gêné de dire à ces employés de se tenir tranquilles. Croyez-vous, M. le président, que l'intervention d'un employé public fasse du bien au candidat en faveur duquel cet employé travaille. Point du tout. Les gens ne sont pas sans s'apercevoir pourquoi ces personnages font tant de bruit. Le fait est, M. le président, que ces zélés sont les premiers ensuite à venir réclamer, en récompense de leur activité nuisible, une augmentation de salaire. On ne gagne pas une voix et au contraire, presque toujours on en perd, et ce que l'on gagne sûrement c'est d'être harassé par des demandes de faveurs gouvernementales. Le moins nous aurons de ces interventions, le mieux ce sera pour tous.

**M. Beauchamp**—*député de Deux-Montagnes*.—M. le président,

je ne veux pas prolonger ce débat, mais je croirais manquer à mon devoir si je ne relevais pas certaines remarques qui ont été faites dans le cours de la discussion. On a dit que M. Pilon avait été averti de ne pas se mêler de politique, c'est vrai, mais on aurait dû ajouter que ce monsieur s'est conformé à cet ordre, et il peut, au besoin, produire deux affidavits le prouvant. Une seule fois, M. Pilon s'est permis de parler en public depuis la réception de cet avis lui enjoignant de ne pas intervenir dans les luttes électorales jusqu'à sa destitution sommaire, et c'était pour donner une explication personnelle, et encore a-t-il eu la prudence de déclarer en cette occasion, qu'il avait cessé de se mêler de politique. L'honorable député de Vaudreuil a aussi parlé de la conduite de M. Pilon. Il nous a dit qu'il lui avait entendu maltraiter ses chefs. Je connais l'occasion à laquelle l'honorable député a fait allusion. M. Pilon n'avait plus de chef, car il était alors destitué. L'honorable député a subi son élection dans l'été de 1882 et M. Pilon avait été renvoyé du service dès le mois d'avril de la même année. J'avoue, M. le président, que cette destitution m'a fait beaucoup de peine, car M. Pilon est un ami intime, qui a toujours travaillé ardemment dans les intérêts du parti conservateur. J'espère qu'il y aura moyen de lui rendre justice. Je suis satisfait des dispositions bienveillantes de l'honorable premier ministre et elles m'assurent que s'il y a lieu de faire quelque chose, ce sera fait.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, la pensée dominante du chef de l'opposition et de ses amis de la gauche, est de faire une trouée parmi les rangs des ministériels. Le sort de M. Pilon ne les occupe pas. On a cru devoir profiter de cet incident pour causer du trouble dans nos rangs, mais cette tentative comme bien d'autres, sera infructueuse. Si je n'ai pas voulu parler davantage lorsque j'ai pris la parole une première fois, c'est que je ne voulais pas élucider complètement la question, c'est-à-dire, forcer la Chambre à connaître la justification du cabinet qui a pris l'initiative de cette destitution. Il peut se faire qu'en allant au fond de tous les faits relatifs à ce sujet, on trouverait que le gouvernement qui a précédé celui-ci a eu raison de faire ce qui a été fait. J'ai voulu éviter ce point : j'ai voulu faire en sorte que la question fut vidée en deux mots sans tous les longs débats qui ont caractérisé cet incident, soulevés exprès, par tactique, par le chef de l'opposition. Si j'avais voulu me montrer sans cœur, j'aurais pu condamner l'autre gouvernement; mais non, je n'ai pas voulu préjuger la question ni dans un sens, ni dans l'autre.

Le député de Deux-Montagnes m'a parlé avant aujourd'hui de cette affaire de la destitution de M. Anthyme Pilon et quelques autres des amis de ce monsieur ont aussi parlé en sa faveur. J'ai compris la sollicitude de l'honorable député de Deux-Montagnes pour M. Pilon. Cet honorable député que j'ai combattu dans son élection, et qui s'en est généreusement vengé en votant pour le gouvernement, depuis que la session est ouverte, s'est occupé de l'affaire et j'ai cru devoir assurer ceci. La cause de la destitution de M. Pilon, comme on l'a vu, étant une cause politique, il pourrait se faire que le gouvernement, à la suite d'une demande à cette fin, adressée au lieutenant gouverneur en conseil, reconsidérerait cette question, ordonnerait une nouvelle enquête, ou, prenant en considération le fait que la destitution est due à une cause politique, par conséquent, un égarement temporaire, le cabinet verrait peut-être l'à propos d'utiliser les précieux services de M. Pilon, non dans la division d'inspecteur de ce district, vu qu'il s'est engagé là un peu trop loin, mais ailleurs.

Je puis assurer à l'honorable chef de l'opposition que malgré son habileté, sa savante tactique, il ne réussira pas à faire du mal au gouvernement ni à M. Anthyme Pilon.

La proposition de M. Beauchamp est adoptée. \

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toute la correspondance entre le gouvernement de la province et le gouvernement fédéral, relativement à la construction de bâtisses convenables pouvant servir pour les expositions provinciales, "drift shed", à Québec.

M. le président, depuis plusieurs années, nous n'avons pas eu d'exposition à Québec, au grand mécontentement de cette partie de la province. Montréal semble vouloir monopoliser ces concours à elle seule. Nous désirons beaucoup à Québec avoir notre tour, de temps en temps, si non tous les ans à tour de rôle avec la cité-sœur, Montréal. Pour réussir à atteindre cette fin, un mouvement considérable s'est fait parmi toutes les classes de la société. On considère que l'on ne fait que demander l'exercice d'un droit légitime et incontestable. A cette fin, des citoyens, de concert avec les autorités municipales, ont eu plusieurs entrevues avec l'honorable M. Chapleau, alors premier ministre de la province et l'honorable M. Caron, ministre de la milice, et après, avec l'honorable premier ministre actuel, dans le but de prendre des mesures.

pour assurer à Québec l'avantage d'avoir dans ses murs la prochaine exposition provinciale. Ces entrevues eurent pour résultat l'arrangement suivant : Il fut entendu que si la corporation de Québec donnait un certain montant et le gouvernement de la province une somme égale à ce que donnerait Québec, le gouvernement fédéral fournirait le double de ce total, pour subvenir aux frais de construction d'un édifice permanent, devant servir de salle pour les manœuvres militaires et pour les expositions. Ce projet donnait à Québec les moyens d'accomoder une exposition quand il serait son tour de l'avoir. Mais, je m'aperçois à mon grand étonnement que toute l'affaire, malgré les meilleures dispositions de la part de ceux qui ont pris part à l'arrangement dont j'ai parlé, que toute l'affaire, dis-je, semble dormir, comme si rien n'avait été fait. Les gens se demandent avec raison, pourquoi on ne commence pas les travaux de l'édifice en question, si réellement Québec doit avoir l'exposition de cette année. Je désire provoquer de la part du gouvernement une expression d'opinion, afin de savoir s'il en dépend de lui, ou si nous devons rejeter la responsabilité sur d'autres épaules. Il serait malheureux que les efforts qui ont été faits fussent stériles, et que nous resterions dans la même position où nous étions auparavant.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—M. le président, en premier lieu, je dois dire à mon honorable ami le député de Québec, qu'il n'y a pas de correspondance. Tout ce qui a eu lieu sur ce sujet a été fait verbalement. Comme l'honorable député l'a dit, il y a eu en effet beaucoup de pourparlers à propos d'une exposition à Québec, depuis que je suis premier ministre. C'est avec une satisfaction entière que je me suis mis à la disposition de ceux qui avaient pris l'affaire en mains, et, j'aurais été heureux de voir Québec réussir dans ce qu'elle veut avoir. Pour prouver notre bonne disposition à l'égard de la capitale, le gouvernement, suivant l'entente qui a eu lieu entre le maire de Québec et l'honorable ministre de la milice, a résolu de demander à la Législature l'ouverture d'un crédit spécial de \$15,000 pour sa contribution au fonds nécessaire pour défrayer les frais de construction des édifices requis. Nous avons fait parvenir au ministre de la milice à Ottawa, une copie de l'arrêté du conseil à ce sujet. Depuis, nous n'en avons plus entendu parler, jusqu'à voilà quelque temps, une députation de la société d'agriculture de Québec est venue me voir pour me demander où on en était. Je lui ai dit ce que j'en connaissais. Quant à ce qui concerne le gouver-

ment, je puis assurer à mon honorable ami le député de Québec, qu'il sera très heureux de favoriser dans toute la mesure du possible, le projet qui est sur pied et qu'il tiendra les engagements qu'il a pris.

L'honorable M. **Garneau**.—Alors, s'il n'y a rien de fait, c'est la faute du gouvernement fédéral.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—J'ai bien peur que Québec, parmi tous ces tâtonnements, finisse par perdre entièrement la chance d'avoir l'exposition.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je n'ai qu'une observation à présenter, et la voici en deux mots. Si le gouvernement a besoin du concours de l'opposition pour aider Québec à obtenir ce qu'elle désire, je puis lui assurer que nos sympathies lui sont acquises. Nous sommes prêt à l'aider, si besoin en est.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, s'il faut en juger par les apparences, nous n'aurons pas d'exposition provinciale du tout l'automne prochain. Quant aux plaintes que Québec fait entendre, je crois que si cette ville faisait un bon examen de conscience, elle trouverait qu'après tout, elle est la première coupable, si elle n'a pas plus souvent la jouissance des avantages qui résultent pour une localité, d'avoir sur son territoire un tel concours. Je puis assurer à mes honorables amis de Québec que Montréal n'a nul envie de monopoliser les expositions. Je crois qu'ici on oublie un peu trop souvent le vieux proverbe qui dit : aide-toi, le ciel t'aidera. L'initiative privée joue un grand rôle dans ces sortes d'organisations. Je suis convaincu que si quelques citoyens énergiques comme l'honorable député de Lotbinière se mettaient résolument en tête d'un mouvement réel, ils réussiraient à assurer l'exposition à Québec. Qui veut peut. C'est ce que nous n'oublions pas à Montréal.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, dans cette affaire de l'exposition, la devise de Montréal n'a assurément pas été, comme le dit l'honorable député d'Hochelaga, "aide-toi le ciel t'aidera," mais bien, aidez-vous le gouvernement vous aidera. Ceci ne m'empêche pas de reconnaître et de rendre pleine justice à l'esprit d'entreprise qui anime la population énergique de cette ville. Je ne puis cependant oublier de dire que Québec ne mérite pas de reproches. Lorsque l'honorable député d'Hochelaga a parlé de l'apathie de notre population et de son désir de toujours s'en rapporter au gouvernement pour l'aider à tout faire, il a certainement oublié les subsides généreux en

argent donné si souvent à Montréal par la province pour ses édifices d'exposition. De fait, Montréal a eu sa bonne part, elle n'a pas lieu de se plaindre. Il n'y aurait assurément aucune injustice à ce que Québec recevrait elle aussi la même faveur, lorsque, surtout, elle ne demande que la moitié du montant accordé à Montréal.

J'espère que le gouvernement mettra un crédit dans le budget supplémentaire, afin d'assurer à Québec l'exposition provinciale.

**M. Rinfret.**—*député de Québec-centre.*—M. le président, la corporation de Québec a fait son devoir pour obtenir l'exposition. Elle s'est montrée très bien disposée et elle a promis de contribuer pour sa part dans les frais nécessaires. J'espère que l'entente qui a eu lieu entre Québec et les deux gouvernements fédéral et local, sera mise à exécution.

La proposition de l'honorable M. Garneau est retirée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la compagnie du chemin de fer Rimouski et Gaspé.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du St. Laurent et de Témiscouata.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer des "comtés" d'Iberville et de Missisquoi.

Pour modifier la loi constituant le "Wesleyan college" de Stanstead.

Pour confirmer la loi du parlement fédéral, intitulée : "Acte pour amender et amplifier la loi pour autoriser la compagnie d'assurance de Stadacona contre le feu et sur la vie à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires," et pour valider les dispositions de la dite loi et leur donner effet.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer "le Grand Nord."

Pour modifier les lois concernant l'hôpital Notre-Dame, à Montréal.

Pour constituer la compagnie appelée "The Chateau St. Louis Hôtel Company."

Pour modifier la loi de l'instruction publique en autant qu'elle concerne la ville de Richmond.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska.*—Je propose que la Chambre se forme en comité général pour examiner le projet de loi pour modifier

les différentes lois concernant le notariat et les refondre en une seule loi, sous le titre de "code du notariat."

**M. Owens**—*député d'Argenteuil*.—Je propose que tous les mots après "que" dans la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants : le dit projet soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Lynch et Robertson, et MM. Gagnon, Trudel, Desaulniers, Owens et Duhamel, pour prendre ce projet en considération et faire rapport.

**M. Gagnon**.—Je m'attendais presque à cet amendement. . . . Cette contre-proposition ne peut-être mise en délibération, M. le président, parce qu'elle est irrégulière. La proposition ne se bornant pas seulement à demander un comité spécial, mais parce qu'elle indique aussi les noms des membres qui devront le composer, et cela sans qu'un avis d'un jour ait été donné des noms des membres proposés.

**M. le Président**.—Je donnerai ma décision dans le cours de la séance.

La question est nouvelle pour moi du moins et je désire l'étudier avant de me prononcer.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le rapport du comité d'agriculture recommandant l'acceptation de l'offre faite par M. Whytfield.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, la question qui est devant la Chambre est très importante. Le rapport du comité d'agriculture nous demande d'accepter l'offre de M. Whytfield. Je me propose d'examiner rapidement la situation de l'enseignement agricole dans notre province et la proposition qui nous est faite pour l'ouverture d'une nouvelle institution destinée à répandre les connaissances théoriques et pratiques en agriculture.

Nous donnons à l'heure qu'il est, aux écoles d'agriculture, \$2,600 par année.

Le nombre des élèves varie de dix à treize par année, je parle bien entendu de la moyenne. Si on répartit l'argent voté sur chacun des élèves, on trouve que ceux-ci nous coûtent \$200 par année. Ici la Chambre doit se rappeler que le caractère de nos écoles d'agriculture est bien différent de celui de la ferme modèle de M. Whytfield. Ces écoles sont attachées à des institutions dont la permanence est assurée. Tandis que la ferme de M. Whytfield peut être vendue d'un jour à l'autre, ce qui lui ôte le caractère que nous voudrions tous qu'elle aurait,



celui d'une institution permanente, car il peut être présumé que dans le cas de vente, le nouvel acquéreur ne se souciera pas de livrer ainsi sa propriété au gouvernement. Pour cette raison je proposerai que M. Whytfield prenne trente élèves au lieu du nombre convenu jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire, vingt en tout. Je mets \$200 par élèves, ce que nous payons dans nos écoles d'agriculture, cela fait \$6,000.

Ces élèves seraient instruits et pensionnés. De plus, M. Whytfield leur donnerait jusqu'à \$100 par année de salaire. Je proposerais aussi qu'il serait pris un plus grand nombre d'élèves externes auxquels on donnerait aussi l'enseignement agricole. Ces élèves devant travailler aux travaux de la ferme. J'aimerais aussi que l'on profita des mauvais temps pour enseigner la théorie de la coupe des arbres et tout ce qui se rapporte à l'arboriculture. Car de la bonne théorie sortira la bonne pratique. Voyez ce qui se passe en Ecosse où on fait la culture la plus profitable. La bonne pratique que l'on suit dans ce pays, consiste à envoyer les jeunes gens travailler sur une bonne ferme. L'enfant reçoit une rémunération pour son travail. On l'habitue ainsi de bonne heure à pratiquer l'économie, ce qui est un grand avantage sur une ferme, pour assurer le succès dans les premières années. Il faut pour que l'enseignement soit profitable, qu'il soit donné avec discernement. Il faut que ceux qui sont chargés de ce soin savent bien faire les choses. J'ai vu des élèves réunis autour d'une table pendant que le soleil brillait au dehors. Cela est un contre-sens impardonnable. Pour moi le premier professeur, le livre le plus instructif c'est le grand livre de la nature. Celui-là en montrera plus que les meilleurs traités théoriques possibles, car aucun d'eux s'appliquent exactement aux besoins d'un climat, d'une culture quelconque, ou du sol. Ici je ne parle pas de la chimie, car je prétends que le mieux qu'il y a à faire c'est de commencer par le commencement. Il sera plus facile ensuite de griffer dans la mémoire des élèves les théories, lorsqu'ils auront eu une bonne pratique sur le champ, et le meilleur traité d'arboriculture, même celui de M. le Dr. Laroque, ne lui en déplaît, ne vaudra pas l'exemple qu'il aura sous les yeux.

On dira, M. le président, que M. Whytfield a une magnifique ferme et du beau bétail, qu'il entend bien continuer l'exploitation qu'il a commencée. Je veux bien le croire, mais nous n'avons pas là les mêmes garanties que si nous avions affaire à une corporation ou à une institution publique d'un caractère permanent, et voilà pourquoi je crois devoir insister pour que nous exigions l'accomplissement de conditions plus rigoureuses, plus sévères. Ainsi, on pourra stipuler qu'aussitôt

que M. Whytfield manquera à l'une des obligations suivantes, le subside que l'on se propose de lui accorder lui sera refusé.

Il devra toujours avoir le nombre d'élèves dont j'ai parlé il y a un instant. On devra exiger l'établissement et le bon fonctionnement d'une beurrerie et d'une fromagerie. On devra enseigner l'arboriculture, fruitière et forestière, ainsi que la culture des légumes. Il devra y avoir un contre-maître et un instructeur dont le choix sera sujet à l'approbation du gouvernement. Le système, de même que la conduite générale de la ferme devront être soumis à la surveillance du gouvernement. Instruction sur le champ, car c'est là la meilleure. Il devra y avoir, comme je le disais tout à l'heure, trente élèves pensionnés et trente élèves externes auxquels on donnerait gratuitement l'enseignement agricole, et tous devant travailler sur la ferme.

Le collège agricole de Guelph a eu un succès considérable. Il compte 250 élèves. C'est là un magnifique résultat. Même avec les sacrifices que l'on fera pour tenir une école de ce genre sur la ferme de M. Whytfield, je me demande si on aura 30 élèves, c'est presque honteux d'avoir à avouer un tel état de choses. Dans certaines institutions on paie le travail des élèves. Il faut avoir ici le même système. Je serais disposé d'aller plus loin : on devrait essayer de faire une ferme modèle de toutes les fermes bien tenues dans la province. Ce ne serait pas très difficile de pourvoir à l'établissement d'un système comme celui-là. Il serait à propos de mettre un tel projet à l'étude. Si on voyait que cela entraîne trop de dépenses, nous pourrions toujours nous arrêter. Je comprends que la principale objection c'est la surveillance qu'il faudrait exercer sur ces élèves distribués dans ces fermes. Cependant en y donnant toute l'attention nécessaire, on pourrait réussir.

**M. Deschênes**—*député de Témiscouata*.—M. le président, l'offre de M. Whytfield devrait être acceptée par le gouvernement, car elle est très avantageuse, et nous permettra d'établir un système nouveau, pour cette province, pour la diffusion de l'enseignement agricole dans le pays. L'honorable député d'Hochelaga a présenté des observations pleines de bon sens pratique. Il nous a dit—et là-dessus la Chambre est d'accord avec lui—que les écoles d'agriculture que nous avons ne sont pas à la hauteur de leur tâche.

Il est bien connu que la surveillance exercée par le conseil d'agriculture n'est pas aussi efficace qu'elle devrait l'être. Ainsi, je signalerai à la Chambre le fait que les rapports annuels qui sont préparés et publiés ne sont pas suffisants pour nous renseigner autant qu'il le faudrait.

J'espère que le gouvernement verra qu'à l'avenir il y ait plus de surveillance que par le passé. Je suis bien prêt à admettre que les écoles ont rendu des services dans la province. Elles ont été les premiers foyers de l'enseignement agricole. Elles ont contribué à faire hautement apprécier cet art le plus noble le plus beau de tous. Partout où elles ont eu l'occasion de faire ressentir directement leur influence, elles ont opéré une transformation remarquable. Ainsi, à Ste. Anne, il y a eu un grand changement depuis la fondation de l'école qui existe là. Mais ne faut-il pas se demander si ce système bon pour un état de choses qui tend tous les jours à disparaître ne devrait pas être remplacé par un autre plus en harmonie avec nos besoins et plus apte à les satisfaire ? Je vois qu'en Ecosse, où l'on trouve les meilleurs agriculteurs du monde, il n'y a pas même d'école. Chaque ferme est une école véritable, pratique, où la jeunesse puise les connaissances qu'il lui faut.

C'est que là il règne un système de culture, sous le rapport de l'étendue cultivée, de beaucoup préférable à celui que nous avons ici. Ce qui nuit surtout aux progrès de l'agriculture, c'est que chaque cultivateur a de trop grandes terres. En Ecosse, on a dû pour la raison que le territoire était petit, avoir recours au morcellement des terres. Chacun n'a eu qu'une petite ferme à exploiter, et de là, on a dû apporter plus de soin, une plus grande surveillance dans les travaux d'exploitation, afin de produire le plus possible. De là on a travaillé avec ardeur à trouver la culture la plus profitable. Aussi voyez aujourd'hui les Ecossais sont les meilleurs cultivateurs du monde. Une longue pratique et la nécessité les ont forcés de recourir au mode le plus sûr et en même temps, le plus susceptible de faire rendre à la terre le plus de produits possibles. Il faut faire comprendre aux cultivateurs qu'il ne faut pas tant qu'ils aient grand de terre, mais qu'ils fassent une bonne culture. Malheureusement on a des notions toutes différentes de celles-là. On croit avoir fait une heureuse affaire lorsque l'on a mis en culture une grande étendue de terre. On ne s'occupe guère si la culture est bonne, si on a suivi le mode le plus profitable. Point du tout. Tout cela est mis de côté pour satisfaire une simple ambition, la moins raisonnable de toutes, celle de posséder et de mal exploiter de grandes terres. Il faut de toute nécessité changer ce système déplorable—qui a produit de si mauvais résultats et qui continuera d'enrayer la marche et l'avancement de notre agriculture.

On nous a beaucoup cité l'exemple du collège agricole de Guelph. Je ne veux pas jeter de l'eau froide sur les éloges enthousiastes que

Pon a faits pour cette institution. Je suis disposé à ne pas me dissimuler que c'est une école de première classe, dont on paraît très fier à Ontario. Cependant avant de suivre aveuglément l'exemple que nous avons là, il faut au moins se rendre compte de ce qui s'y fait. Dans cette école de Guelph il y a encore des lacunes regrettables, et qu'on le remarque bien, M. le président, si je parle ainsi, c'est que j'ai pour me renseigner les autorités officielles même d'Ontario. Ce collège coûte à la province-sœur \$35,000 par année à part bien entendu les intérêts sur un capital engagé de \$98,000. Dans son rapport, M. Brown dit que cette ferme contient 550 arpents de terre. C'est trop peu pour une grande culture il faudrait 800 acres au moins tandis que pour une petite culture 250, c'est le maximum. Voilà ce que déclare cette autorité. M. Brown dit aussi qu'il est difficile de contrôler efficacement le travail des élèves pour le rendre profitable. La durée du cours devrait être de trois années. Voilà en quelques mots le résultat de l'expérience d'un des professeurs. Si on ne peut enseigner que la théorie, eh bien, l'élève ira ensuite apprendre chez un cultivateur. Le contact entre les Canadiens-Français et les Anglais sera avantageux, car chaque race a ses qualités qu'il est bon de connaître et d'acquérir. En passant je donnerai un exemple qui fera mieux comprendre ma pensée. Dans mon district électoral, il y a des concours de labour. La première année, ce furent des cultivateurs écossais qui remportèrent tous les premiers prix. Les Canadiens-Français battus par leurs voisins les Écossais, se mirent à observer ce que leurs concurrents heureux faisaient. Ils observèrent si bien, ils surent si bien tout mettre à profit que l'année suivante ce fut leur tour d'enlever tous les premiers prix.

Le rapport que nous discutons recommande aussi que \$500 soit pris sur le crédit ouvert au *Journal d'agriculture* pour les ajouter à l'appropriation de la *Gazette des campagnes*. Le *Journal d'agriculture* peut être une excellente feuille pour le district de Montréal, mais il ne répond pas aux besoins de notre district. Il ne rencontre pas les vues de nos agriculteurs. Pour chez nous, la rédaction ne convient pas du tout, tandis que la *Gazette des campagnes* rend d'importants et de grands services à la cause agricole en bas de Québec. Ce journal est très répandu dans mon district et tous en font les plus grands éloges. Que l'on divise la province en deux grandes divisions, vu la variété des qualités du sol et la différence du climat, et nous nous contenterons de la *Gazette*. Voilà mon opinion, M. le président, et j'ai au moins le courage de l'exprimer hautement devant cette Chambre, n'en déplaît à ceux qui ne partagent

pas nos vues sur cette question. Il est admis par tous ceux qui s'occupent de la prospérité et de l'avancement de la province que l'agriculture est la plus importante de toutes nos ressources nationales. Il faut donc travailler avec persévérance pour améliorer l'exploitation agricole, puisqu'elle est la base de notre richesse publique.

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—Qui choisira les élèves qui devront aller sur la ferme de Rougemont ?

M. **Deschênes**.—Ce sera le gouvernement, je suppose.

M. **Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le président, j'approuve l'ensemble du projet qui est devant nous. Quant à la durée du cours, je crois qu'on ne devrait pas le rendre obligatoire pendant deux ou trois ans, selon le cas, car ce serait trop long pour les pauvres cultivateurs, et ce serait virtuellement les priver des avantages de cette ferme-modèle subventionnée par le gouvernement. Il faudrait aussi exiger que M. Whytfield paie les élèves. Cela devrait être l'une des conditions du marché. Si on paie les jeunes gens, les fils des cultivateurs pauvres pourront suivre l'enseignement de cette école sans que cela soit un fardeau trop lourd pour les parents. Il faudrait aussi que le gouvernement aurait le droit de résilier le marché si on croit que cela puisse être avantageux dans l'intérêt de la province. Quant aux écoles, dont on se plaint, je crois que l'apathie de la population a été peut-être l'une des causes qu'elles n'ont pas accompli autant de bien qu'on en espérait. Le défaut d'élèves y a été pour quelque chose dans ce que nous déplorons tous.

M. **Marion**—*député de l'Assomption*.—M. le président, j'hésite, en face des résultats des écoles, de me prononcer en faveur de la proposition de donner \$6,000 pendant dix ans à M. Whytfield. Il ne faut pas oublier que c'est \$60,000 que nous engageons du coup. On a parlé des écoles d'agriculture. Eh ! bien, M. le président, je crois pouvoir dire que l'école de l'Assomption a produit de bons cultivateurs. Je dirai même que le nombre de ceux-ci est grand, vu le total des élèves qui ont fréquenté cette école, qui ne le cède en rien à aucune autre école établie dans la province. On devrait payer tant par chaque élève qui ira sur la ferme de M. Whytfield, par ce moyen on serait certain de ne pas payer inutilement. Tandis qu'avec un montant fixe, on court un grand risque de d'y perdre plus qu'on y gagnera.

M. **Laberge**—*député de Chateauguay*.—Je propose le renvoi à demain de la suite de la discussion.

Cette proposition est adoptée, et la suite de la discussion est renvoyée à demain.

M. le **Président**.—Si la Chambre y consent, je suis prêt à donner ma décision sur l'objection de M. Gagnon, formulée au commencement de la séance. . . . .

Si la proposition de M. Owens demandait seulement de renvoyer le projet de loi à un comité spécial, elle serait régulière, mais elle contient aussi la nomination du comité. Pour cela il faudrait qu'avis eut été donné au moins la veille. May, édition de 1879, page 411, cite un "standing order" qui veut que tout membre qui entend proposer la nomination d'un comité spécial, donne, dans les avis, un jour avant la nomination du comité, les noms des membres qu'il entend proposer pour faire partie de ce comité.

Une proposition de M. Spencer concluant au renvoi à un comité spécial du projet de loi concernant le notariat est déposée sur le bureau de la Chambre, puis retirée.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1883, demandant copie des actes passés et de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de Québec, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite cité pour aider à la construction du chemin de fer de la rive Nord et du Q. M. O. et O.

Ces documents seront imprimés et distribués.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du jeudi, le 1er mars 1883.*

SOMMAIRE: — Dépôt de divers projets de lois. — Dépôt, par M. le président, de l'état des affaires de la "Children's distributing Home". — Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents publics. — Suite de la discussion générale sur le projet de budget et sur la proposition de l'honorable M. Mercier: MM. Robertson, Watts, Mousseau, Cameron, Mercier et Würtele. — Délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie de la grande excursion en France: M. Faucher de Saint-Maurice.

### PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

Les projets de lois suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre; la deuxième délibération est renvoyée à demain :

Pour modifier et refondre les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Pour confirmer le droit de propriété et pour autoriser la vente de certains terrains appartenant à la fabrique de la paroisse de St-Polycarpe.

Pour constituer le " Temple Emmanuel. "

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre l'état des affaires de l'institution. " Children's distributing Home " de Knowlton, pour l'année 1882.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1883, demandat : 1. Copie de tous arrêtés du conseil, adoptés depuis le 30 juillet, concernant le tarif des droits sur les bois, et la vente et l'administration des bois sur les terres de la couronne et tous rapports ayant trait à cette question ; 2. Copie de tous arrêtés du conseil, adoptés depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le projet de budget des dépenses pour l'exercice 1883-84 et sur la proposition de l'honorable M. Mercier, relative à l'augmentation de \$37,671 dans les dépenses du service civil.

M. Asselin a la parole.

**M. Asselin**—*député de Rimouski*.—M. le président, l'autre jour, lorsque j'ai proposé l'ajournement du débat, j'avais l'intention de parler. Aujourd'hui je regrette beaucoup d'être incapable de le faire. Mes honorables collègues le savent; une grave indisposition m'a empêché depuis quelques jours de prendre part aux travaux de la session, et si aujourd'hui je suis ici, c'est que je tenais beaucoup à expliquer pourquoi je ne prenais pas la parole. Je demande pardon à la Chambre de l'avoir retenue quelques instants pour lui donner cette explication, sur un fait qui aurait pu paraître étrange ou être mal interprété contre moi. Je laisse la parole à l'honorable député de Sherbrooke, qui m'a exprimé le désir d'avoir mon tour.

L'honorable **M. Robertson**—*député de Sherbrooke*.—M. le président, l'honorable député de Rimouski, par suite de l'indisposition dont il souffre, et qui je l'espère, ne sera pas de longue durée, ayant bien voulu me céder la parole, j'en profite pour faire les quelques remarques que j'ai à faire, sur la politique budgétaire du gouvernement. Comme d'habitude, je ne serai pas long.

M. le président, je demande votre indulgence et celle de cette Chambre, pendant que je lui présenterai quelques observations sur la situation financière de la province, telle je la conçois. Je présume que ce que j'ai à dire a déjà été mentionné; mais, à tout événement je ne retiendrai pas longtemps la Chambre, craignant, vu que je n'ai pas eu l'avantage d'entendre les orateurs qui m'ont précédé, de répéter ce qui a déjà été dit mieux que je pourrai le dire moi-même.

J'ai lu les explications de l'honorable trésorier sur le budget avec un mélange de surprise et de désappointement. De surprise, parce que, considérant la situation financière de la province et l'admission faite par tous les partis, que nous traversons de nombreuses difficultés, il vienne recommander à la Chambre une dépense aussi élevée, en face de nos ressources limitées. De désappointement et de regret, de voir que c'est le parti politique avec lequel je suis généralement en sympathie d'idées soit celui-là même qui engage la province sans nécessité, dans une voie de dépenses qui devront inévitablement rendre obligatoire l'augmentation du fardeau qui pèse sur le peuple, soit directement, soit indirectement; car il faudra trouver les moyens de payer ces dépenses. Ce n'est pas avec l'intention de créer des embarras au gouvernement que je fais ces remarques sur la situation de la province, mais je prétends que l'intérêt du pays exige que nous connaissions complètement la position que nous occupons et que cela prime par son importance les simples intérêts de parti. Je crois que je manquerais à mon devoir envers cette Chambre, envers le pays



et envers mes propres commettants, si je ne m'efforçais au moins de dire ce que je considère être notre devoir dans la crise actuelle.

Il n'y a pas de doute que notre dette consolidée est maintenant plus considérable que ne l'ont jamais supposé ceux qui connaissent les affaires de la province, ses ressources et sa richesse. Cependant, on se propose de l'accroître davantage cette dette par des emprunts additionnels. Il est clair aussi que nos dépenses contrôlables augmentent tous les ans plus rapidement que ne le font nos ressources, à moins toutefois que nous ayions recours à l'impôt sur le peuple, soit directement, soit indirectement, dans une plus grande mesure que ce que nous avons eu jusqu'à présent et dans une proportion plus considérable que la population consentira à payer, sans qu'il y ait nécessité absolue. Je n'ai que faire, M. le président, de fournir des preuves pour établir l'existence de ces faits qui sont très bien connus et admis de tous. Les comptes publics d'année en année nous donnent des preuves suffisantes de l'augmentation de notre dette publique et de l'accroissement constant du chiffre de l'intérêt à être payé, et je suis chagrin de dire que la dépense annuelle pour des objets que l'Exécutif de cette province et cette Chambre pourraient et devraient contrôler et diminuer, s'accroît annuellement sans qu'il y ait, dans mon humble opinion, aucune nécessité de le faire, et que le service public n'exige pas. Si le désir de notre peuple est d'augmenter les dépenses dans toutes les branches du service public et s'il est consentant d'être taxé pour fournir les fonds nécessaires à ce nouveau système, parfait ! mais il est très bien connu que la population est hostile à l'accroissement des impôts ; or sans ce revenu additionnel, nous devons économiser ou bien consentir d'arriver à une ruine éventuelle mais certaine.

L'une de nos ressources de revenu, la principale partie de notre actif, est sortie de nos mains pour un retour bien pètit en vérité, considérant ce que nous avons dû dépenser et la dette qui en est résultée pour le pays, et qui pèse encore sur notre budget. Je veux parler de notre voie ferrée provinciale. Ceux qui, avec moi, ont repoussé la vente, sont maintenant complètement justifiés par le fait que des particuliers ont obtenu un bénéfice élevé aux dépens de la province. Nos terres du domaine public sont dénudées tous les jours de leur bois de construction sans qu'il n'y ait d'autres ressources pour les remplacer. Notre dépense annuelle pour le service de la dette, pour l'administration de la justice, pour les asiles des aliénés, et pour l'instruction publique, afin de fournir à la population les moyens de faire face aux exigences de la

vie, tout cela nécessite une augmentation qui tend à s'accroître tous les jours, et d'un autre côté, nos ressources diminuent constamment. Ceci nous oblige soit de diminuer la dépense, soit d'augmenter la taxe, ou peut-être de faire les deux à la fois afin d'élever le revenu au niveau des déboursés.

Je n'accuse aucun parti à cause de notre dette, si considérable. Je ne fais que dire les faits et je considère qu'avec une telle dette, nous devons diminuer autant que possible nos dépenses courantes. Je n'ai pas l'intention de faire une analyse des comptes publics. Avec la connaissance personnelle et intime que j'ai des sous-chefs du bureau du trésor, je suis certain que les comptes sont tenus convenablement, et que chaque entrée contenue dans ces comptes, quant à ce qui concerne les recettes et les déboursés, est fidèlement consignée. Je suis bien certain qu'aucune pression ne pourrait engager ces fonctionnaires à faire rien qui ne soit parfaitement correct sous tous les rapports, et que l'honorable trésorier ne voudrait pas leur voir faire ou leur demander rien qu'ils ne devraient pas faire. Ces comptes seront soumis au comité des comptes publics et seront alors discutés. Avant d'aller plus loin sur ce sujet, M. le président, je désire parler du budget soumis par l'honorable trésorier et pour lequel il est principalement responsable grâce, à la position qu'il occupe comme trésorier.

En étudiant les documents soumis, je trouve que les prévisions des revenus que j'avais faites pour le dernier exercice ont été considérablement dépassées par les sommes versées dans le trésor, tel que nous le constatons par les comptes publics. Je m'attendais absolument à ce résultat, et je l'ai dit lorsque j'ai déposé les prévisions budgétaires sur le bureau de la Chambre. Mais je trouve aussi que les dépenses que je proposais d'autoriser pour l'exercice ont été de beaucoup dépassées, comme le démontre la liste des mandats spéciaux, qui accuse une dépense de \$160,000.

L'honorable trésorier, dans son discours, a dit que le surplus pour l'année dernière est de \$340,000, en y comprenant les \$553,146 reçus de la cité de Montréal, étant le paiement de sa dette au fonds d'emprunt municipal, considéré, pour la circonstance, comme une recette ordinaire. Que cela soit ou non une recette ordinaire, à mon avis, on ne peut le considérer comme un revenu ordinaire. Je n'ai pas encore pu découvrir d'où vient le surplus, et je ne vois pas pourquoi les fonds dont le gouvernement est tout simplement le gardien, devraient être considérés comme une ressource pour créer un surplus, quand, de fait, ils n'ap-

partiennent pas au gouvernement. Jamais on n'aurait dû voir dans ces argents une ressource pour faire face aux dépenses ordinaires de la province. Sans tenir compte des recettes et des dépenses pour les fins des voies ferrées—qui ne doivent pas être incluses dans les recettes et les dépenses ordinaires, vu que cette partie du budget est alimentée par des emprunts—voyons quelle est la situation de la caisse publique, en retranchant les recettes et les dépenses pour les chemins de fer. A la page trois des comptes publics, nous trouvons :

Y compris la balance en caisse au 30 juin 1881, recettes  
de toutes sources.....\$5,799,751 55  
A déduire les recettes pour chemin de fer..... 1,068,156 63

Laissant une balance de.....\$4,731,594 92

A la même page, nous voyons que les dépenses ont été de.\$5,420,578 77  
Moins les déboursés pour les voies ferrées..... 1,664,340 73

Laissant une balance de.....\$3,756,238 04

Sans tenir compte des déboursés pour les chemins de fer. En soustrayant cette somme du total des recettes, sans compter les chemins de fer, il reste une balance de \$975,356,88, de laquelle il faut soustraire l'encaisse du trésor, au 30 juin 1882, et il y a un déficit net, évident de \$596,184.10, sans, encore une fois, tenir compte des recettes et des dépenses pour les voies ferrées. Voyons maintenant à la page dix des comptes publics :

Les recettes s'élèvent à.....\$5,263,973 84  
A déduire les recettes pour le service de la construction  
des voies ferrées, il reste..... 4,195,817 21  
Ajouter l'encaisse au 30 juin 1881..... 535,777 71

Nous avons maintenant la somme de.....\$4,731,594 92

A la page suivante, prenons les déboursés faits pendant  
l'année.....\$5,420,578 77  
Déduisons ce qui a été payé pour les chemins de fer.... 1,664,340 73  
Et il nous reste une balance de..... 3,756,238 04  
A laquelle il faut ajouter le montant en caisse au 30 juin  
1882..... 379,172 78

Ce qui fait un total de.....\$4,135,410 32

Cette dernière somme déduite de \$4,731,594.92, démontre que ce montant aurait dû être dans le trésor, suivant la première opération que j'ai faite, soit \$596,184.10.

Prenons encore le montant des recettes et des paiements

tel que cela apparaît aux comptes publics.....	\$2,988,968	or
Des sources ordinaires ; ajoutez les emprunts faits pendant l'année, soit.....	1,216,349	21

Et nous avons la somme de.....\$4,195,317 22

Suivons un autre mode de raisonnement. Prenons le montant dépensé, soit \$2,919,653.65, et prenons le montant dépensé à même des emprunts temporaires, \$871,813.28, et déduisons la différence entre les mandats payés appartenant à l'année précédente et qui n'étaient pas payés pendant l'année dernière et ajoutons la différence entre ce qui était dans le trésor au 30 juin 1881, et ce qui était dans le trésor au 30 juin 1882, soit \$156,604.93, et nous voyons que le déficit est précisément le même, que l'ont démontré les deux opérations précédentes, de \$596,184.10, dans tous les cas. Encore une autre démonstration. Il y a eu \$335,035.92 empruntés de plus sous forme d'emprunts temporaires, pendant l'année qu'il n'a été payé et qui est encore dû par la province et il y a \$156,604.83 de moins dans le trésor le 30 juin dernier qu'au 30 juin 1881, en outre de quelques fonds gardés en garantie. Maintenant, il m'est impossible de comprendre comment on peut faire un surplus de \$340,000 et au-delà avec ces données, qui sont celles des opérations de toute l'année, sans compter celles relatives aux chemins de fer. Il est possible que je sois dans l'erreur, n'ayant pas l'honneur de posséder le titre de docteur en droit qu'a l'honorable trésorier. Je ne sais si ce titre inclut aussi celui de docteur en finances, et il peut se faire que l'absence d'un tel titre soit la cause qui me fait différer d'opinion avec mon honorable ami (rires.)

J'aborde maintenant, M. le président, les prévisions de la dépense telles qu'elles ont été soumises à la Chambre. Je vois en premier lieu l'article relatif à l'intérêt et à l'administration de la dette publique, \$1,043,123. On se rappelle que l'année dernière, en plus de l'intérêt sur notre dette consolidée, nous avons payé, pour le même service sur des emprunts temporaires, la somme de \$49,366 et nous avons raison de craindre que ce montant ne sera pas moindre cette année, à moins que l'argent reçu sur les emprunts étrangers soit appliqué à la dépense ordinaire, et même alors, nous avons à payer les intérêts la même chose.

Il est effrayant de penser que nous avons à payer pour intérêt et amortissement sur la dette consolidée et sur les emprunts temporaires, quelque chose comme \$75,000 par année, de plus que ce que nous recevons sous forme du subside fédéral, du gouvernement du Canada, et d'intérêt sur les fonds dont ce dernier a la garde. Combien longtemps cet état de choses peut-il durer? Nous sommes en face d'une situation bien alarmante : Nous voyons notre seul revenu certain, sur lequel on peut compter avec certitude sans qu'il soit exposé à être entamé par les fluctuations, complètement absorbé par les intérêts sur la dette, laissant toutes les autres dépenses des nombreuses branches du service public à être pourvues au moyen de nos ressources limitées de revenu.

Nous voyons que \$237,134 ont été payées l'année dernière pour la législation et cette année on nous demande \$145,755, une différence de \$91,379. L'indemnité additionnelle donnée aux membres de la Législature pour l'année dernière, s'élève à \$26,700, et je présume qu'on n'a pas l'intention de payer aucune indemnité additionnelle pour le prochain exercice que ce qui est autorisé par le statut. J'approuve cordialement cette détermination, mais si l'honorable trésorier s'attend d'économiser \$63,000, il s'apercevra qu'il s'est étrangement trompé, à moins qu'il soit fait des changements radicaux dans notre système. Le Conseil législatif coûte \$37,254, et il évalue cette dépense à \$28,738. L'Assemblée législative coûte, y compris les dépenses d'élection, qui s'élèvent à \$39,371.13, \$199,879.96 ; en déduisant les frais d'élections, ceci réduit la dépense ordinaire à \$160,607.83. Cependant, l'honorable trésorier s'attend que l'an prochain, ce service ne nous coûtera que \$117,107. Je serai très content si le crédit demandé est suffisant, mais j'en doute. J'imagine que l'honorable trésorier a trouvé que ces prévisions s'élevaient trop haut lorsqu'il est venu à en faire l'addition, et pour les diminuer il a retranché du chapitre " législation " autant que cela était nécessaire, restant toujours libre de dire après, que la Chambre a le contrôle de cette dépense et que le gouvernement n'en est pas responsable.

Il y a certains déboursés que le gouvernement ne peut contrôler ; tel est, par exemple, l'intérêt sur la dette publique, le coût du service pour les asiles d'aliénés, quelques-uns des frais de l'administration de la justice et le reste. Il faut de toute nécessité pourvoir à ces services, mais il n'en est pas ainsi de tous, et les honorables ministres peuvent fort bien diminuer les dépenses du service civil et les crédits ouverts pour les octrois de différents genres qui sont inscrits au budget général.

Je ne puis comprendre pourquoi l'honorable trésorier nous propose d'augmenter ainsi les frais du service civil, à moins que les salaires des employés aient été considérablement augmentés et que de nouveaux fonctionnaires aient été ajoutés au personnel déjà plus que suffisant pour faire l'ouvrage qu'il y a. L'an dernier, le service civil et les contingents ont coûté en tout, assez pour l'ouvrage fait, \$179,234, et l'honorable trésorier propose de dépenser l'année prochaine \$216,905, soit une augmentation de \$37,671 de plus que les dépenses du dernier exercice.

Le gouvernement peut et doit contrôler cette dépense. Je connais quelque chose, M. le président, sur les travaux du service civil, et sur le nombre d'employés nécessaires, et pendant des années j'ai essayé en vain d'en faire diminuer le nombre, lorsqu'il y avait des vacances. J'ai la satisfaction de pouvoir dire que j'ai réussi jusqu'à un certain point, et je n'hésite pas à dire que je crois qu'on pourrait se dispenser d'un quart des employés qu'il y a sans pour cela nuire en quoi que ce soit à l'efficacité du service public. La commission, si elle fait son devoir, devra, j'en suis certain, faire rapport dans ce sens, et le gouvernement aurait pu, s'il eût eu la fermeté nécessaire pour résister à la pression du dehors, pour une augmentation des salaires et pour une augmentation dans le nombre des fonctionnaires, il aurait pu, dis-je, se dispenser entièrement des services de cette commission et avoir fait ce qu'elle va faire elle-même. Je serai forcé, dans l'intérêt public, dans mon opinion, de voter contre le crédit affecté à ce service, et me prononcer en faveur d'une réduction raisonnable du montant, à moins qu'il ne soit clairement démontré que l'augmentation dans les salaires et dans le nombre des employés est absolument nécessaire dans l'intérêt public.

Que l'on me comprenne bien. Je ne suis pas en faveur d'un système qui consisterait à réduire le salaire des employés au montant strictement nécessaire pour leur subsistance; je suis pour qu'on emploie les meilleurs hommes que l'on peut trouver, de les bien payer, de les rémunérer aussi bien que leurs services le seraient ailleurs, mais je n'aime pas à voir les bureaux publics remplis d'employés qui ne valent rien ou presque rien et qui ne gagnent pas la moitié de ce qu'ils reçoivent. Cette Chambre, M. le président, à ma suggestion, avec l'approbation des deux partis, a réduit, il y a quelques années, considérablement les dépenses de la législation, au moins pour un certain temps, et j'espère que vous verrez à ce qu'aucune dépense ne soit faite que l'on peut éviter, sans préjudice pour le service public.

Le crédit pour l'administration de la justice, de \$461,750, est de \$12,000 plus élevé que celui ouvert l'an dernier. Ici encore, le gouvernement pourrait réduire de beaucoup les dépenses, si les comptes étaient examinés avec soin. Je pense que si les municipalités devaient contribuer plus qu'elles ne le font aux frais de ce service, on verrait bientôt cette dépense être diminuée, car la note des frais serait scrutée avec plus d'attention qu'elle ne l'est à présent par le système que nous avons.

Je n'ai pas approuvé l'abolition de la charge de solliciteur général, faite il y a quelque temps, car je suis convaincu que l'ancien solliciteur général, maintenant le commissaire des terres de la couronne, économisait plusieurs fois le montant de son salaire, en révisant les comptes produits en rapport avec le service de l'administration de la justice, et il est tout à fait impossible pour l'honorable premier ministre, avec ses autres importants devoirs, de donner aux comptes de ce genre toute l'attention qu'ils avaient auparavant et qu'ils devraient avoir encore aujourd'hui.

Pour l'immigration, l'agriculture et la colonisation le montant demandé est à peu près \$14,000 de moins que l'an dernier, mais j'ai remarqué que des mandats spéciaux ont été émanés pour \$3,300 l'an dernier et pour \$10,000 pour la colonisation cette année. L'octroi aux sociétés d'agriculture tel qu'on en fait usage à présent est de l'argent perdu tout simplement. Cette opinion je l'ai depuis nombre d'années et je n'ai pas craint de l'exprimer. J'avais l'espoir que le gouvernement serait prêt à adopter et à mettre en pratique les suggestions du conseil d'agriculture, quant à ce qui concerne l'organisation d'association de district. Par ce nouveau mode, l'octroi aurait produit beaucoup plus de bien pour la prospérité et l'avancement des intérêts agricoles, les plus considérables dans notre pays, que l'on peut en espérer au moyen du système en vigueur à présent dans toute la province.

Le crédit ouvert à l'immigration n'est qu'une bagatelle comparative-ment à ce qu'il devrait être, si nous voulons assurer à notre province de bons et de vrais agriculteurs.

La somme demandée pour l'instruction publique est plus élevée de beaucoup que celle votée l'an dernier. Nous devons considérer sérieusement la question de savoir si le public ne serait pas plus bénéficié si les octrois aux institutions scientifiques et littéraires étaient réduits et si le montant ainsi économisé était appliqué à augmenter le crédit affecté aux écoles élémentaires. Je ne puis voir quels sont les avan-

tages que quelques-unes de ces institutions donnent à la province en retour de l'argent que nous leur votons, mais il est bien certain qu'il faut une bonne dose de courage, une fois qu'elles sont inscrites sur la liste, pour les en ôter. Vous serez assez bon d'observer, M. le président, que c'est la difficulté que nous éprouvons à réduire nos dépenses de manière à ne pas dépasser nos ressources qui m'oblige de proposer une politique de retranchement aussi vigoureusement que je le fais. Si nous avions beaucoup de ressources budgétaires ou d'argent en caisse, et si nous n'avions pas de dette consolidée je ne voudrais pas proposer de diminuer autant nos dépenses, mais la nécessité nous oblige de faire des efforts pour abaisser le chiffre de la dépense, comme étant le premier pas et le plus important que nous devons faire dans le but de mettre les deux bouts ensemble.

Nous avons besoin de cultivateurs qui ont des avances, et nous devons être prêts à fournir tous les renseignements nécessaires sur notre province et les avantages particuliers qu'elle offre, quant à ce qui concerne les produits de la ferme et l'élevage des bestiaux pour l'exportation et la consommation dans le pays. Quant à la colonisation, je crois que personne ne voudrait combattre le montant que l'on se propose de lui donner, quelque considérable qu'il fut, mais je pense qu'il n'est pas douteux que la dépense de cet argent, ne produit pas, par suite des défauts du système en vigueur, autant de bien que l'on serait en droit d'espérer, si les municipalités étaient forcées de fournir une somme égale à celle accordée par la Législature, et qu'elles verraient par l'intermédiaire des officiers municipaux, à ce que l'argent serait employé le plus avantageusement possible.

J'aborde maintenant le chapitre des travaux publics. Le montant que l'on nous demande, je suis obligé de le dire, est bien trop élevé pour nos moyens. Je ne vois aucune nécessité de bâtir un autre palais législatif, tant que nous avons celui-ci qui fait très bien l'affaire. Emprunter de l'argent pour cette fin, avec notre dette publique, me paraît très imprudent et absolument sans nécessité aucune. Nous ne devrions pas faire ni entreprendre aucun travaux avant que nous pourrions les payer à même les économies que nous pourrions réaliser. On dit que les frais de construction du palais de justice à Québec seront remboursés à la province par le district de Québec, mais je crains fort qu'il s'écoule bien du temps avant que nous voyions ce remboursement s'opérer. Dans quelques années d'ici, cette dette partagera probablement le même sort du prêt pour les incendies de Québec et la dette au fonds d'emprunt municipal ;



elle sera effacée sur le grand livre avec peu ou point de retour à la province, tandis que celle-ci devra toujours payer la dette et les intérêts, jusqu'au rachat complet des débetures.

L'octroi pour les asiles d'aliénés est à peu près le même qu'auparavant. Ces pauvres infortunés doivent être secourus, et j'espère que la loi obligeant les municipalités à payer leur part pour le soutien des aliénés sera mise en force partout.

Le crédit pour les "charités" est le même qu'à l'ordinaire, et c'est encore la vieille histoire, mais je remarque que le montant pour les écoles de réforme et d'industrie est \$3,500 de plus que ce qui a été payé l'an dernier. On affirme qu'il y a de élèves dans ces deux institutions dont les parents et les tuteurs sont amplement en position de les faire vivre ou de payer pour eux, et que le nombre des élèves à l'école d'industrie dépasse le chiffre autorisé par la loi. On devrait faire une enquête pour savoir si cela est vrai. Beaucoup pensent que quinze ou vingt pour cent devrait être déduit tous les ans sur les crédits votés pour des objets de charité, afin d'arriver par là même à faire disparaître complètement cette dépense du budget.

Je suis certain qu'un examen à fond de la situation de ces institutions ferait voir que quelques-unes reçoivent de l'argent dont elles n'ont pas besoin, et que d'autres, peut-être reçoivent trop peu, et je suis convaincu que si la moitié du montant que nous donnons à présent, était distribué convenablement ferait autant de bien que tout l'octroi que nous votons à l'heure qu'il est. Sous le titre "divers", nous constatons une grande augmentation. Quelques-unes de ces dépenses sont sans doute importantes, tandis que d'autres peuvent être l'objet d'une différence d'opinion. On nous demande \$51,350, tandis que l'an passé il n'a été dépensé que \$27,200. En comité on discutera la nécessité d'accorder ce montant. Je ne parlerai pas en détail des autres services; qu'il me suffise de dire que la totalité du montant demandé à la Chambre est \$3,366,367.63, sans comprendre les chemins de fer, contre \$2,885,502 dépensé l'année dernière.

On me demandera peut-être pourquoi je suis si désireux, si ardent de voir réduire les dépenses; pourquoi n'ai-je pas, lorsque j'étais ministre, donné l'exemple et n'ai-je pas inauguré une politique de réforme comme celle que j'expose maintenant. En réponse, je pourrais dire que j'ai fait beaucoup dans le sens de l'économie, bien que je n'aie pas réussi à accomplir tout ce que je désirais, et le fait que la dépense s'est accrue depuis que je suis sorti du gouvernement. et qu'on nous propose une

augmentation aussi considérable que celle que nous avons devant nous, ces faits, dis-je, prouvent que la même pression n'est plus appliquée comme frein à la tendance aux dépenses, pression que j'avais coutume d'exercer. Quant aux prévisions des recettes que l'honorable trésorier nous a données, j'ai peu de chose à dire. J'ai peur qu'il ait exagéré plusieurs ressources et qu'il ne reçoive pas ce qu'il prévoit. Je serai le plus heureux de tous si ses prévisions sont dépassées par les versements faits dans le trésor, mais lorsque je le vois obligé de s'en rapporter sur les jugements de nos tribunaux, qui peuvent être ou qui peuvent ne pas être en sa faveur, lorsqu'il attend la Providence, comme Micawber, qu'il attend que quelque chose se produise qu'il lui soit avantageux, il me semble qu'il ne devrait pas demander l'autorisation de faire une dépense aussi considérable, jusqu'à ce qu'il ait l'argent en mains.

Notre subside fédéral est malheureusement absorbé et au-delà par l'intérêt et les frais relevant du service de la dette publique. Nos terres publiques ne peuvent produire ce que l'on en espère, à moins que l'on fasse la concession de nouveaux cantons forestiers aux marchands de bois, ou qu'il y ait une grande quantité de bois de coupé, ce qui, tous les ans, réduit le capital de la province, et mettra, à une date rapprochée, notre revenu dans une bien grave situation. Les recettes prévues des timbres et des licences d'hôtel n'atteindront pas, je le crains, le chiffre mentionné, par l'opération de la loi telle que définie par le jugement du conseil privé d'Angleterre sur la loi Scott.

M. le président, je ne suis pas l'un de ceux qui discutent inutilement la situation financière de notre province. Bien que je ne considère pas, tant s'en faut, la position comme désespérée, en même temps je ne puis m'empêcher de dire qu'elle est très critique, et va s'empirant d'année en année, au lieu de s'améliorer, parce que nos dépenses augmentent plus rapidement que nos revenus. Je sais très bien que je suis considéré, encore aujourd'hui comme trop enclin à l'économie et à opérer la diminution de la dépense, mais je ne connais pas un autre mode de ramener nos affaires dans un bon état, quand nous traversons une telle crise, que celui de cesser la dépense de l'argent que nous recevons. Ceci est vrai quand il s'agit des individus, et l'est également lorsqu'il s'agit du gouvernement.

Si nous voulons équilibrer nos dépenses avec nos ressources, nous devons diminuer les premières ou augmenter les dernières, en frappant à la porte des contribuables. Je n'hésite pas à dire que si les frais occasionnés par les différents services publics étaient ramenés au chiffre

qu'ils ne doivent pas dépasser, nous n'aurions pas besoin de taxer le peuple, et cependant nous ne ferions ni mesquineries, ni gredineries dans notre dépense. En 1867, nous avons commencé à faire les choses sur un trop grand pied, et à quelques rares exceptions, nous avons été en augmentant, en élargissant les bases de ce système, jusqu'à ce que enfin nous ayons atteint la pénible, je pourrais même dire, la honteuse nécessité d'emprunter de l'argent pour payer nos dépenses courantes. J'espère que le gouvernement revisera ses prévisions des dépenses et qu'il voudra bien, de son propre mouvement, les diminuer ; ceci indiquera qu'il est disposé à pratiquer une sage économie. S'il refuse de le faire, je fais appel à ses amis dans cette Chambre pour le presser d'accomplir ce qu'exige l'intérêt public. Ses amis seront responsables si le gouvernement ne s'exécute pas, et le public leur en tiendra compte. Les membres de cette Chambre devront un jour rendre compte de leur conduite à leurs commettants. Le pays est justement alarmé au sujet de notre situation financière et a les regards tournés vers les honorables ministres et les membres de cette Chambre et les supplie d'opérer les retranchements possibles dans tous les départements du service public.

Le peuple ne consentira pas à l'imposition de nouvelles taxes, et je ne vois pas comment cela peut être évité, à moins que le gouvernement change de conduite et se contente de dépenser moins. Je ne puis approuver, M. le président, le plan proposé par l'honorable trésorier et par quelqu'un de l'autre côté de la Chambre (l'orateur désigne la gauche) de presser le gouvernement fédéral de nous accorder un subside additionnel, de tant par tête de la population. En premier lieu, ce système n'est pas praticable, vu qu'il faudra accorder une augmentation égale aux autres provinces, et de plus, quant à ce qui concerne notre province, cela ne pourra lui faire que peu ou point de bien. Cela ne pourra que nous encourager dans une voie de dépenses extravagantes. Notre revenu s'est accru beaucoup depuis 1867, et cependant le seul effet que nous avons vu, ça été de nous faire dépenser davantage et plus rapidement pour des objets qui n'étaient pas nécessaires quant à ce qui concerne l'administration générale des affaires du pays.

Nous devons adopter un système en rapport avec nos moyens, et il faut autant que nous commençons dès à présent, que de nous enfoncer de plus en plus dans les dettes, en comptant sur un aide du gouvernement fédéral. A mon point de vue, nous avons une réclama-

tion légitime contre le gouvernement central, pour mettre notre province sur le même pied que notre voisine, par suite des subsides accordés au prolongement des voies ferrées dans Ontario. C'est une réclamation légitime non-seulement parce que les deux partis politiques l'ont promise à notre province, mais parce que la justice le demande et exige qu'un acte de favoritisme ne soit pas fait à une province au dépens d'une autre. Nous avons aussi, je crois, un droit incontestable au remboursement des sommes retenues tous les ans, sur notre subside depuis 1867 à 1878, lorsque le surplus de la dette de l'ancienne province du Canada a été pris par le trésor fédéral, qui, cela est admis, n'aurait jamais dû être placé sur les épaules des provinces d'Ontario et de Québec par la constitution de 1867.

Nous avons aussi, je crois, une réclamation légitime, en commun avec les autres provinces du Canada, contre ce dernier, pour une aide en argent pour les frais de l'administration de la justice criminelle. Le gouvernement fédéral devrait payer les frais entraînés par les infractions commises à ses propres lois, ou au moins, devrait aider, contribuer pour sa part au paiement de ces frais. Tout ce qu'il paie à l'heure qu'il est ce sont les salaires de nos juges et pour la détention des criminels dans nos pénitenciers. Ces réclamations ont été produites maintes fois il y a des années, devant le gouvernement fédéral. Il n'a jamais prétendu qu'elles n'étaient pas fondées, mais il a simplement cherché à remettre à plus tard la solution définitive. Bien que nous ayons démontré que la réclamation pour intérêt sur notre part du surplus de la dette de l'ancienne province du Canada, retenu depuis six années, a été reconnue par une législation fédérale, je suis chagrin de dire que nous n'avons pas eu satisfaction. Si un criminel est condamné au pénitencier pour deux années ou plus, le gouvernement fédéral en prend soin, sans qu'il nous en coûte un sou, mais si un juge, pour une offense identiquement semblable, condamne un homme à 23 mois d'emprisonnement, la province doit payer tous les frais de la détention. Il y a ici une anomalie que l'on doit faire disparaître, et je verrais volontiers ces réclamations être de nouveau soumises à l'attention du gouvernement. Mais aller quémander une augmentation du subside parce que nous ne pouvons vivre sur notre revenu ! je n'ai pas de foi dans ce moyen, et comme je l'ai dit avant, cela ne pourra nous faire que très peu de bien, si nous continuons d'avoir une opinion exagérée de notre importance et des nécessités de maintenir notre prestige, en dépensant plus d'argent que nous le pouvons. On pourra dire que je désire, comme les autres, avoir du secours du gouvernement fédéral, et qu'il importe peu com-

ment nous l'obtiendrons, du moment que nous l'aurons, mais je prétends qu'il y a, M. le président, une grande différence entre demander au gouvernement fédéral ce qui est justement dû, et aller en nous traînant sur les genoux, le supplier de nous accorder un subside additionnel pour faire face à nos dépenses courantes.

Je remarque que l'honorable trésorier n'a pas mis dans ses prévisions budgétaires le montant des mandats spéciaux dépensé l'année dernière, quelque chose comme \$160,000 de plus que ce que la Chambre avait déclaré devoir être dépensé—afin que la Chambre exprime son avis sur cette dépense additionnelle. S'il croit que ce montant ne nécessite pas l'approbation de cette Chambre, il est dans l'erreur. Il pourrait être très avantageux pour le gouvernement de ne pas avoir à demander l'autorisation de la Chambre pour dépenser l'argent public, pour quelque fin que ce soit, mais ce n'est pas le système qui doit prévaloir en vertu de notre constitution, et la Chambre a le droit d'exprimer son opinion sur les mandats spéciaux, non-seulement de l'année dernière, mais aussi de la présente année, tout comme sur le montant demandé dans les prévisions budgétaires.

M. le président, je crois avoir démontré clairement que notre dette augmente tous les ans, que nos dépenses, proportionnellement à notre revenu, s'accroissent aussi, et prenant le point de vue le plus favorable de nos ressources budgétaires, elles n'augmentent pas aussi rapidement qu'elles le devraient, du moins autant que nos découverts annuels; que nous devons, si nous voulons éviter une taxe additionnelle sur notre peuple, retrancher de nos dépenses beaucoup de ce qui n'est pas nécessaire. Et il est évident que la responsabilité de la protection des intérêts publics repose sur les membres de cette Chambre et plus spécialement sur ceux qui appuient le gouvernement.

S'ils le veulent ils peuvent faire cesser les dépenses inutiles. Si, pour appuyer le parti auquel ils appartiennent, ils manquent à leur devoir en ne s'efforçant pas au moins de ramener les dépenses au chiffre de nos revenus et ainsi éviter l'augmentation de la taxe, qu'ils soient responsables pour cette conduite, pour moi je ne puis l'approuver et, quand son tour viendra, le peuple nous demandera compte de nos actes, comme c'est son privilège et son droit de le faire. Je me suis efforcé, M. le président, d'apprécier impartialement et honnêtement notre situation. Je n'ai pas le moindre doute que si cette Chambre voulait se mettre sérieusement à l'ouvrage et diminuer les dépenses dans toutes les branches du service public, non-seulement nous réussirions à éviter

la nécessité d'augmenter la taxe d'une manière appréciable mais que nous pourrions amplement suffire à toutes les demandes raisonnables qui seraient faites à la province tant pour le service de nos obligations à l'étranger que pour les améliorations dans la province même.

Si d'un autre côté le gouvernement et cette Chambre, croyent que nous pouvons continuer de dépenser autant sans demander de nouveaux sacrifices au peuple, l'heure n'est pas éloignée où il faudra avoir recours à des impôts additionnels ou à la répudiation de nos obligations, et peut-être la disparition de notre système d'administration locale. M. le président, cette question de la conservation de notre réputation financière et de vivre simplement sur nos revenus ne devrait pas être considérée comme une question de parti.

Les deux partis politiques ont contribué à augmenter la dette pour l'agrandissement de notre réseau de voies ferrées, et chacun dans cette Chambre devrait faire l'impossible pour arrêter tout gouvernement qui est enclin à trop dépenser et à appuyer tout gouvernement qui désire sincèrement économiser de toutes les manières possibles jusqu'à ce que nous ayons un vrai surplus tous les ans, s'accumulant et résultant du jeu ordinaire des opérations budgétaires, c'est-à-dire par un excédant de nos ressources sur nos dépenses. Je n'ai pas, que je sache, dit rien de nouveau à la Chambre, mais je prétends connaître quelque chose à propos de la position financière de la province. Je me suis efforcé, M. le président, de placer la question devant l'Assemblée de manière, j'ose l'espérer, à la faire examiner avec plus de soin. Je conclus en suppliant les honorables députés d'agir dans les vrais intérêts de la province qui nous est si chère à nous tous, et en agissant ainsi nous avons lieu d'espérer de surmonter l'embarras dans lequel nous sommes et de placer notre province au premier rang des provinces du Canada quant à ce qui regarde la prospérité et l'avancement sous les rapports qui peuvent le plus nous faire honneur. J'affirme de nouveau que ce n'est pas avec le désir de créer des difficultés au gouvernement que je me suis permis de parler aussi franchement, aussi ouvertement.

Je ne puis qu'espérer que les honorables ministres prendront mes remarques avec le même esprit que je les ai faites. Si non, s'ils persistent à forcer la Chambre à se prononcer sur les prévisions des dépenses telles qu'elles nous ont été soumises, et si la majorité les adopte, au gouvernement et à ses amis appartiendra la responsabilité d'un tel acte. Je crois connaître les sentiments du peuple sur cette importante question. Les électeurs attachent plus d'importance à la position financière

de la province qu'à aucune autre question et je suis convaincu qu'ils s'attendent de voir leurs mandataires retrancher toutes les dépenses inutiles et prendre ainsi les moyens d'éviter l'augmentation du fardeau de la taxe. L'honneur de la province est en jeu et je ne puis qu'espérer que les honorables députés seront prêts et désireux de protéger à tous hasards le crédit public et la politique d'améliorations locales que nous devons suivre.

Je remercie les honorables députés pour l'attention qu'ils ont bien voulu donner à mes observations, et j'espère qu'elles seront utiles comme définition de la position que j'occupe et pour les aider dans leurs délibérations sur les prévisions budgétaires maintenant en la possession de la Chambre.

(Il s'écoule quelques minutes de silence, pendant lesquelles l'opposition semble attendre qu'un membre de la droite prenne la parole.)

**M. Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, la conduite du gouvernement est vraiment extraordinaire. Il me semble que l'honorable trésorier devrait répondre aux remarques si pratiques et si sages que nous venons d'entendre tomber de la bouche de l'honorable député de Sherbrooke, lui qui a occupé si longtemps le poste de trésorier. La droite a peur évidemment de combattre. L'honorable député de St-Hyacinthe a posé carrément la question devant la Chambre. Il a exposé ses vues dans un discours que la Chambre a écouté avec plaisir, j'en suis certain, mais qu'elle n'a pas encore entendu réfuter par aucun orateur ministériel.

Au contraire, l'homme le plus autorisé à parler de finances par son expérience et la position officielle qu'il a occupée dans cette province, est-il venu dire que l'honorable chef de l'opposition s'était trompé dans ses conclusions, qu'il avait mal apprécié le budget soumis par le gouvernement, point du tout, M. le président. Il a reconnu lui aussi que le cabinet augmente les dépenses inutilement et cependant le gouvernement reste muet en face de ces attaques si fortes par l'autorité de ceux qui les dirigent.

L'honorable trésorier n'a pas le courage de contredire un fait que nous avons en blanc et en noir devant nous, mais qu'il aurait bien voulu ne pas être mis tant en évidence. Voilà dix jours que la proposition de l'honorable député de St-Hyacinthe est en discussion et cependant pas un seul des honorables ministres n'a eu le courage de prendre la parole. Le gouvernement reste muet. Je somme l'honorable trésorier

de déclarer que les arguments de l'honorable député de Sherbrooke ne méritent pas une réponse. Qu'il le dise au moins et nous saurons à quoi nous en tenir sur cette question particulière fort intéressante. La Chambre attend une réponse de l'honorable trésorier.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, (rires sur les bancs à gauche). . . . est-ce que je n'aurais pas le droit de dire un mot moi aussi. . . (A gauche: parfait: parlez. . . . rires. . . .) Je ne comprends pas cette explosion d'hilarité. L'honorable député de Drummond et Arthabaska a dit que nous avions peur de répondre aux arguments produits par l'autre côté de la Chambre (l'orateur désigne la gauche) mais il se trompe du tout au tout. Notre silence s'explique facilement. Nous avons eu jusqu'ici tout l'avantage pour notre côté et il nous répugne de frapper sur des gens si terriblement battus (rires à droite). Nous préférons garder le silence par simple courtoisie parlementaire. Voilà toute l'explication. Comment! L'opposition se plaint de ce que nous ne lui répondons pas. Mais elle oublie donc que chacun des discours des orateurs de la gauche a reçu une réponse aussi éloquente que vigoureuse. L'honorable chef de l'opposition a ouvert le débat, l'honorable député de Montmorency lui a répondu et je crois qu'il l'a fait victorieusement.

La Chambre, j'en suis certain, a trouvé que rien ne restait à dire pour réfuter l'honorable chef de l'opposition après l'éloquente réplique qu'il a reçue. L'honorable député de Montréal-centre est venu à son tour soutenir la critique de l'opposition, mais l'honorable député de Pontiac s'est élancé immédiatement à l'assaut des arguments produits par le député de Montréal-centre et il les a si complètement démolis que personne ne peut venir à sa suite pour combattre une thèse mise en pièces de fond en comble. Que veut-on de plus? Nous attendons que l'on dise quelque chose de neuf pour parler, jusqu'ici tout l'avantage est de notre côté.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Pas difficile, . . . l'honorable secrétaire de la province. L'honorable trésorier ne répond donc pas à l'honorable député de Sherbrooke? . . .

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Je clorai le débat comme c'est l'habitude.

M. le **Premier ministre**.—Mais c'est un jeu d'enfant que fait l'opposition. Si la gauche veut prolonger un débat désormais inutile,



qu'elle le fasse, nous lui laissons la responsabilité de prendre en pure perte le temps de la Chambre.

(Il s'écoule quelques minutes de silence).

M. le **Président**.—Si le débat est clos, je vais mettre la proposition aux voix.....

M. **Cameron**—*député de Huntingdon*.—M. le président, je crois que l'amendement de l'honorable chef de l'opposition a déjà si longuement et si habilement été discutée, qu'en vérité il me reste bien peu de chose à ajouter, soit financièrement, ni historiquement, sur le sujet. Cependant, je prétends que l'adoption ou le réjet de cet amendement devra avoir des conséquences si graves et si considérables dans leurs effets sur l'avenir de la province; qu'il est du devoir de tout homme qui a à cœur les intérêts de son pays, de prendre, dans cette circonstance, une position si tranchée qu'elle ne donne lieu à aucun doute sur son patriotisme. L'honorable trésorier a remonté en arrière jusqu'à 1867 et a passé en revue l'histoire financière de la province, à partir de cette époque jusqu'à nos jours, ce qui est pour moi une singulière manière de procéder pour un trésorier, étant donné les circonstances dans lesquelles il se trouvait. Après avoir tiré le meilleur parti possible des éléments qu'il avait choisis lui-même, l'honorable ministre a été forcé d'admettre que la situation était en vérité critique.

L'honorable député de Montmorency, a été plus confiant que son chef—plus catholique que le Pape, pour ainsi dire—. Bien loin d'admettre que la situation est critique et peu s'en faut, il nous l'a peinte en termes les plus brillants que lui inspirait son éloquence, et il nous laisse entendre qu'elle est aussi bonne, aussi rassurante que nous pourrions la désirer. Je suis chagrin de ne pouvoir tomber d'accord avec lui et je suis porté à croire qu'il faudrait que l'honorable député parlerait encore trois jours pour me convaincre de la justesse de ses arguments. Le fait est que nous avons une dette de près de vingt millions et l'on pourra parler à présent jusqu'à la fin du monde, qu'on ne sera jamais capable de changer cette évidence brutale. Une comparaison malheureuse a été faite entre notre condition financière et celle d'Ontario. Suivant moi, la province d'Ontario n'a rien à craindre de la comparaison. Et pour s'en convaincre pleinement, on n'a qu'à regarder sa caisse qui regorge. Elle peut regarder bravement en face tout le monde, soit ici, soit à l'étranger, et leur dire sans crainte qu'elle ne doit pas un sou. Est-ce que notre province peut en dire autant? Ne

sommes-nous pas obligés d'admettre que nous devons ici, et là, partout, et s'il fallait traverser une crise nous aurions beaucoup à faire, si nous pouvions réussir à maintenir l'efficacité du service public, et faire face à nos obligations.

Un honorable député ( M. Poupore ) a dit en faveur de notre situation que notre peuple était plus à l'aise, moins endetté et payait moins de taxe que nos voisins d'Ontario. Bien, en supposant que tout cela soit vrai, ce qui est très douteux, cela n'améliore pas la position de cette province. Est-ce que mon honorable ami pense voir mieux, est-ce que sa vue devient plus perçante, plus forte parce qu'il nous jette de la poudre aux yeux. Est-ce qu'un sauvage de l'Amérique du nord peut prétendre d'être blanc parce que l'Africain est noir ? Est-ce que la province peut se vanter d'être dans une bonne situation financière parce que la classe agricole d'Ontario a, prétend-t-on, hypothéqué ses terres pour des emprunts d'argent ? Qu'avons-nous à faire de parler d'Ontario en discutant la proposition qui est devant la Chambre. Cette proposition contient un allégué formel. Elle dit que le gouvernement de la province désire cette année augmenter les frais du service civil de \$37,000, comparativement à l'année dernière, l'état du trésor ne justifiant pas une telle politique, au contraire, défendant une telle dépense additionnelle. Maintenant est-il vrai oui ou non que le gouvernement nous demande de voter et se propose de dépenser la somme additionnelle en question. Si c'est vrai, est-ce que la Chambre est justifiable de la voter dans les circonstances actuelles ? Que le gouvernement ait l'intention de faire cette dépense, cela n'est que trop évident par une étude des comptes publics et des prévisions budgétaires de l'an dernier.

On n'a qu'à comparer les prévisions de cette année avec celles du dernier exercice pour s'en convaincre et l'écolier le plus stupide verrait lui-même que l'on ne peut nier cet allégué. La seule question qui reste à examiner est celle-ci : Est-ce que l'état de nos finances nous permet d'augmenter nos dépenses. L'honorable trésorier dit qu'il est vrai que la province a contracté une dette considérable. Notre situation est critique. L'avenir est peu brillant, à moins que nous puissions avoir de l'aide, soit en empruntant, soit en ayant recours au trésor fédéral, ou soit en ayant le concours pécuniaire des municipalités, nous ne pouvons plus administrer les affaires publiques. Nous avons tant emprunté que nous pouvons à peine emprunter davantage. Notre pouvoir d'emprunter est épuisé. Nous allons emprunter un autre demi million et dans l'intervalle que nous prendrons pour le dépenser, nous pou-

rons mettre la main dans le trésor fédéral et alors tout ira à merveille. Je crains que dans son anxiété de mettre la main sur le trésor fédéral, l'honorable trésorier ne se hasarde sur un terrain dangereux, frisant la violation du dixième commandement, et je suis bien certain que c'est une transgression du onzième qui dit : Mêlez-vous de vos affaires (rires et marques d'approbation sur divers bancs). Mais quelle raison fait espérer à l'honorable trésorier qu'il va réussir à obtenir l'aide dont il a tant besoin, des autorités fédérales. Ou, est-il désirable, vu les dispositions actuelles des honorables députés qui siègent sur les bancs du trésor, qu'ils aient cette aide. Je ne crois pas un seul instant que l'honorable trésorier va réussir à avoir ce subside additionnel ; et même s'il l'obtient, je suis fermement convaincu qu'au bout de cinq ans, il nous annoncera encore un déficit.

Il y a des gens qui dépensent suivant leur revenu. De fait, j'ai connu des gens qui vivaient bien avec mille piastres par année, mais quand leur revenu était élevé à deux mille piastres, ils étaient souvent à bout d'argent, et quand ils touchaient quatre mille piastres par année, ils ne pouvaient mettre les deux bouts ensemble. Tout dépend des habitudes et des inclinations des individus, et il en est des gouvernements comme des individus. Montrez-vous disposé à retrancher sur les dépenses avant de demander de nouvelles ressources pour les dépenser pour des objets d'une utilité douteuse. Un mot de plus. L'honorable trésorier dit, comme une dernière consolation : les finances du pays ne sont pas dans une condition heureuse ou satisfaisante, mais voyez comme le pays a prospéré sous notre administration ! . . . La propriété immobilière dans les centres commerciaux et dans les municipalités rurales a augmenté dans une proportion prodigieuse ; à nous et à notre parti revient le mérite d'avoir créé cette prospérité apparente ! Maintenant, est-ce qu'un homme dans la possession de ses sens, suppose pour un instant que ces honorables messieurs qui ont plongé le pays dans les dettes, qui ont détruit la confiance dont la province jouissait, et sacrifié l'avoir du pays aux intérêts privés, sont les docteurs de la prospérité de la province. La chose serait absurde de toute évidence. Le pays a prospéré malgré eux, malgré leur politique, et si nous avions eu une administration judicieuse, je suis certain que le peuple serait autant sinon plus prospère et n'aurait pas à supporter le poids d'une dette.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier et refondre la loi constituant la ville de Fraserville ;

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du Cap Rouge et du St-Laurent ;

Pour autoriser les Sœurs de la Providence et l'asile Saint Patrice des orphelins de Montréal, à vendre certaine propriété ;

Pour changer le nom de " The Oxford Nickel and Copper Company. "

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.— J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité général pour examiner le projet de loi pour constituer la compagnie de la grande excursion en France.

Ce projet de loi touche à un fantôme qui depuis l'an dernier effraye l'Assemblée législative. Pourtant nos grands auteurs de droit Dolloz, Vurher, Gury ne se déclarent pas contre les loteries. L'honorable chef de l'opposition, dont le talent de jurisconsulte est reconnu, a même fait un très beau travail sur les loteries. Ce soir j'apposerai M. Mercier à M. Mercier. N'a-t-il pas prouvé l'an dernier qu'en 1600 la loterie était devenue la base d'un système de finances en Angleterre. Vous avez vous même dans vos lois des choses qui sont remises entièrement au hasard. Que dites-vous du contrat aléatoire ?

**M. Stephens**.—*député de Montréal-centre*.—Expliquez ce mot !

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—*Alea jacta est*. Vous allez vous en apercevoir dans un instant, le vote vous donnera l'explication désirée, (rires).

Mais avant de le prendre qu'il me soit permis d'attirer l'attention de la Chambre sur un article d'un journal anglais de cette ville où le projet de loi que j'ai l'honneur de vous soumettre est traité un peu haut la main.

Le *Morning Chronicle*, de Québec, est en verve. Il tire à la loterie.

—Gagne-t-il ?

Oui. Non. On n'en sait rien ; mais, jusqu'à présent, il en a eu le bénéfice.

L'an dernier, ne publiait-il pas les annonces de la loterie de la Louisiane ?

Dans son éditorial d'hier, il consacre plus d'une colonne à démolir un projet de loi intitulé :

" Acte constituant la compagnie de la grande excursion en France par la voie de tirage au sort."

L'article est bien tourné. On y sent une plume exercée, plus exercée

peut-être à causer des lettres, à collaborer à une revue, à diriger un magazine, qu'à traiter une question politique.

Parlant de ce projet de loi, le *Chronicle* du 13 février dit, entr'autres choses :

" We have no hesitation in denouncing such a scheme. It is scandalous, immoral and full of evil tendencies. We are astonished that any one in its sober senses would lend his name to such an enterprise, even as the introducer, merely of a bill in the legislature, asking for certain powers and privileges. We do not believe the parliament of Quebec will stultify itself by passing such an iniquitous measure."

Cette phrase, peu polie, d'ailleurs,—peut-être y a-t-il en anglais des nuances que le français ne saisit pas—est ou une affaire de pose, ou une simple distraction. Le *Chronicle* du même jour contient la dépêche suivante. Elle lui est adressée " spécial " d'Ottawa.

" Notwithstanding that it was only a few weeks ago that the Saint Andrew's Society of this city has decided a gift lottery scheme to realize funds for the erection of a hall, complete arrangements have already been made for a similar scheme, which is to be placed before the public in a few days."

Histoire de tenir ses lecteurs au courant, nous dira-t-on. Et c'est ainsi, paraît-il, qu'on se tient au fil de l'eau au *Chronicle*. Tout en démolissant d'une main, on étaye de l'autre.

En présentant le projet constituant la compagnie de la grande excursion en France, je n'ai fait que me rendre au désir de personnes bien connues à Québec. Leurs noms se lisent dans les documents officiels, dans les requêtes présentées aux trois branches de la Législature. Le comité d'intérêt local de l'Assemblée législative est un tribunal. Le projet y sera discuté. S'il est juste d'en accorder les conclusions, il sera recommandé à la Chambre par le président du bureau : sinon, il sera déclaré que le préambule n'en est pas prouvé. Ma responsabilité de député, s'arrête au comité d'intérêt local, et celle de l'avocat chargé de défendre le projet de loi y commence. Le député de Bellechasse faisant partie du tribunal où la cause doit être plaidée n'y saurait être que l'un des juges. Voilà tout.

Pourquoi alors faire tant de bruit ?

Il est curieux de voir le *Morning Chronicle*, de Québec, faire ainsi de temps en temps litière de ses annonces, de ses dépêches pour se plonger tout à coup dans un article à sensation.

Le *Chronicle* ignore-t-il qu'en ce moment, il se fait une loterie en faveur de certains francs-maçons du Haut-Canada ? Ignore-t-il que la même chose se passe dans les provinces maritimes ? Halifax le renseignera là-dessus comme London, d'Ontario.

Pourquoi nier à notre province le droit de faire ce qui se pratique dans Ontario et dans les provinces maritimes ?

Le *Chronicle* prêche depuis quelque temps que la loterie n'est encouragée que par la paresse désirant au plus tôt la richesse.

Est-ce que le fait de payer tant la ligne fait disparaître l'immoralité qu'entrevoit le *Chronicle* dans cet axiôme ?

Pourquoi, toujours, à propos de loterie, le *Morning Chronicle* de Québec dit-il dans son article d'hier ?

— Québec, nous l'espérons, ne descendra jamais au niveau de la Nouvelle-Orléans ou de la Louisiane, *Quebec, we trust, will never sink to the level of New Orleans or Louisiana* . . .

Pourquoi—et le volume du *Chronicle* qui contient ces réclames est à la bibliothèque de l'Assemblée législative de Québec—pourquoi ce même journal publie-t-il dans ses numéros respectifs du 2 janvier, du 4 janvier, du 6 janvier, du 9 janvier, du 11 janvier 1882, l'annonce de la loterie de la Louisiane ?

Pourquoi ? mystère ?

Et à une année d'intervalle, il vient nous dire : “ *Quebec, we trust, will never sink to the level of New Orleans or Louisiana !* ”

Le *Chronicle*, qui compte sur une grande circulation, peut-il nous dire la somme d'argent que pareilles annonces ont enlevée à ses abonnés et que, sur la bonne foi d'un journal très lu, ils ont fait passer ainsi en pays étranger ? Comment, à une année de distance peut-il briser ainsi sa plume et prendre son crayon pour griffonner sur ce même sujet la phrase suivante ?

— “ *It is scandalous, immoral and full of evil tendencies !* ”

Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé ?

Mais passons outre. Nous n'avons pas l'habitude d'ergoter ; nous ne dirons que ceci. Dans la province de Québec, nous avons des ouvriers, des cultivateurs, des hommes qui aiment le travail, l'étude, qui veulent connaître, se perfectionner.

Ils sont pauvres.

Le projet soumis à la Chambre peut leur permettre de réaliser un rêve, voir le vieux pays !

Ici, combien de simples manœuvres, de travailleurs obscurs, d'excellents typographes deviendraient des maîtres d'ateliers, des mécaniciens, des sculpteurs, des peintres, des musiciens, des architectes, s'ils pouvaient puiser là-bas pendant quelque temps, aux sources de l'art, à l'idéal.

L'art, l'idéal sommeillent chez la plupart d'entr'eux. Ils rêvent : ils ne voient pas.

Laissez les voir.

L'honorable M. **Joly**—*député de Roblinière*.—M. le président, je suis bien prêt à reconnaître que l'honorable député de Bellechasse a plaidé sa cause ou plutôt la cause de ce projet de loi avec talent, mais je ne puis me défendre d'un sentiment de répugnance invincible pour cette espèce de législation. Je suis certain que si on adopte une fois une loi consacrant le principe de loterie, nous verrons en résulter beaucoup plus de mal que de bien, parce que par là on inspirera au peuple plus de goût pour les jeux de hasard que pour le travail honnête. Lorsqu'il s'est agi du projet relatif à la colonisation, un but beaucoup plus patriotique et beaucoup plus respectable, j'ai été dans la pénible nécessité de repousser le principe de la loterie posé par l'un de ceux que je me sens honoré d'appeler mon ami, le patriote distingué, l'apôtre de la colonisation, le Père Labelle. Dans quelques jours je serai obligé d'en faire encore autant. A bien plus forte raison dois-je repousser ce projet de loi. La Chambre connaît ma manière de voir sur ce sujet, je crois en avoir dit assez.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, pour faire accepter cet odieux projet de loi, on nous le représente comme une œuvre philanthropique. Je dis moi, que c'est une pure spéculation du commencement à la fin. On dit que c'est pour favoriser l'ouvrier en lui permettant d'aller s'instruire au foyer de l'art, ceci n'est qu'un leurre. Si ce n'est pas une affaire toute aristocratique montée sous de faux prétextes, pourquoi, M. le président, cette disposition donnant le pouvoir à la compagnie de refuser telles personnes qu'elle considérera comme inacceptable. Je suis certain que ceux des spéculateurs qui se donnent le plus de mal pour faire adopter cette loi d'un caractère douteux, ne pensent pas plus à donner la main à un ouvrier qu'ils pensent d'aller faire un voyage à la lune.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait que la loi fédérale déclare

être un acte criminel que de prendre part à une loterie ou d'en monter une. Je soulève le point de savoir si cette loi est constitutionnelle.

M. le **Président**.—On devrait se rappeler qu'à plusieurs reprises il a été décidé que le président ne pouvait pas se prononcer sur la constitutionnalité d'un projet de loi. Je ne saurais par conséquent relever l'objection qui vient d'être faite par l'honorable député de Drummond et Arthabaska.

La proposition de M. Faucher de Saint-Maurice est mise aux voix :

Ont voté pour :—Messieurs Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Frégeau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Pâquet, Paradis, Poulin, Richard, Trudel et Würtele.—28.

Ont voté contre :—Messieurs Beaubien, Bernard, Bernatchez, Cameron, Carbray, Caron, Demers, Flynn, Gagnon, Joly, Laberge, Leduc, Lynch, Mercier, Owens, Poupore, Rinfret dit Malouin, Robillard, Spencer, Stephens, St-Hilaire et Watts.—22.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget et sur la proposition de l'honorable M. Mercier.

L'honorable M. **Würtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Si l'opposition déclare que de son côté le débat est considéré comme clos, je ferai la réplique, autrement, je réserverai les remarques que j'ai à faire pour la fin de la discussion.

M. le **Président**.—Je mets aux voix l'amendement de l'honorable M. Mercier, qui se lit comme suit :

“ Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants.” Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du gouvernement civil, pour lequel le gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel, par des moyens réellement efficaces.”



Ont voté pour :—Messieurs Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Gagnon, Joly, Laberge, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—Messieurs Archambault, Asselin, Audet, Beau-bien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lavallée, Le-Blanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Owens, Pâquet, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, St-Hilaire, Trudel et Würtele.—42.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—Je désire, M. le président, que mon nom soit effacé de la liste du vote ; j'avais “païré” avec l'honorable député de Mégantic et subséquemment j'ai substitué le nom de l'honorable député de Compton au mien. J'ai pris part au vote parce que j'ai cru que personne ne pouvait empêcher un ministre d'émettre un vote sur une proposition de non-confiance, sous prétexte qu'il avait “païré.” Mais comme on a manifesté, par des gestes, quelque étonnement sur les bancs de la gauche au sujet de ma conduite, bien justifiable après tout, je crois qu'il vaut mieux pour éviter tout trouble et toute méprise, de demander que mon nom soit biffé.

Le nom de l'honorable M. Lynch est effacé de la liste des votants.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je propose que tous les mots après “que” dans la proposition pour que la Chambre se forme en comité du budget, soit retranchés et remplacés par les suivants :

“Qu'il appert par l'exposé budgétaire fait à cette Chambre, le seize février, par l'honorable trésorier.

“1. Que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice financier de 1881-82, ont été de \$2,780,349.62 ; que ces dépenses se sont élevés à \$2,919,653.65 ou à \$139,304.03 de plus que l'appropriation, bien que le service de la dette ait été de \$56,253.96 au dessous de l'évaluation.

“2. Que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice courant 1882-83, sont de \$2,923,213.53 et que le gouvernement se propose de dépenser \$2,984,594.21, ou \$61,380.68 de plus et sans qu'il y ait d'augmentation dans le service de la dette pour cet exercice.

“ Que par un état soumis à cette Chambre, au désir de la loi, il appert qu'il a été émis depuis le premier juillet dernier, des mandats spéciaux, pour un montant de \$482,929, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.

“ Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur, que l'état de nos finances devient plus inquiétant.

“ Que dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature.”

M. le président, bien que l'heure soit assez avancée et que la Chambre soit plus ou moins disposée à voir l'ouverture d'une nouvelle discussion, je tiens cependant à motiver cette proposition, afin de bien faire connaître ma pensée. Lorsque j'ai parlé sur l'exposé budgétaire, j'ai attiré l'attention de la Chambre sur la violation de nos droits, dont le gouvernement s'est rendu coupable. Je vais développer maintenant cette pensée.

La dernière session a été très longue. La Chambre a voté libéralement tous les subsides qu'on lui a demandés. Elle devait s'attendre de voir le gouvernement satisfait de sa générosité. Cependant, la session était à peine finie que l'on commençait à mettre en pratique un système de violation des droits les plus sacrés des représentants du peuple. Sans tarder, on commence à dépenser des deniers publics sans autorisation. Je comprends qu'un gouvernement, dans la vacance, peut dépenser quelque argent, s'il y a nécessité vraiment urgente, par suite d'un accident, par exemple, d'un incendie ou quelque force majeure de cette nature. Dans ces cas, fort rares après tout, tout le monde comprend que nécessité fait loi. Mais dans le cas qui nous occupe, le gouvernement ne peut pas plaider la force majeure. On a émis un mandat spécial pour payer à un employé qui touche un salaire de \$2,000 par année, un bonus de \$400.

Que l'on consulte l'état qui nous a été distribué et l'on verra que je ne fais qu'affirmer l'existence d'un fait bien réel mais à peine croyable, tant il indique de la part du gouvernement un dédain profond du respect dû aux privilèges et aux droits des représentants du peuple. Il n'y avait pas urgence et en veut-on la preuve la plus péremptoire possible, je vais la fournir en disant que sur ces \$400 d'émis sur un mandat spécial, que les ministres ont appropriés sans l'autorisation du parlement, \$200

seulement ont été dépensés. Il n'y avait donc pas lieu de tant se hâter puisqu'on n'a dépensé que la moitié de la somme couverte par le mandat. Encore une fois pourquoi cet empressement de payer ce bonus à un employé recevant déjà un salaire de \$2,000. Il y a plus que cela. On a approprié sans l'autorisation des Chambres dix mille piastres pour la colonisation, pour payer des ouvrages faits, dit l'état, et pour lesquels il n'y avait pas de crédit, et cependant on n'en avait si peu besoin qu'on n'a pas dépensé un sou.

Là encore il n'y avait évidemment donc pas urgence, et par conséquent le gouvernement n'est pas justifiable d'avoir violé le principe en jeu, le consentement des représentants du peuple à la dépense des deniers publics. Ce n'est pas encore tout. Que la Chambre veuille bien me donner quelques instants de plus de son attention, afin d'entrer dans tous les développements nécessaires. En tête de l'état déposé par l'honorable trésorier, je lis : Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, compte de construction : Pour suppléer à l'absence de crédit et pour payer H. J. Beemer, \$10,201.93, et pour suppléer à l'absence de crédit, pour payer St. Louis et frère, et pour payer les frais de construction pour avril, mai et juin 1882, \$98,360.49. En tout \$108,562.41. Voilà la somme énorme de plus de cent mille piastres dépensée sans autorisation préalable, sans le consentement de la Législature, et pourquoi, M. le président ? est-ce pour secourir une population en détresse ou pour faire face à une calamité publique dont on ne pouvait prévoir les conséquences au moment du vote du budget de l'année dernière, point du tout, cette somme énorme de \$108,562.41 a été prise par les honorables ministres, de leur propre autorité, pour payer des travaux faits sur le chemin de fer du gouvernement. Je continue cette lecture, qui dévoile un fait déplorable et des plus condamnables.

Pour couvrir l'absence de crédits et pour payer les comptes du mois de juin de l'exploitation du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental : \$48,817.10. Comment ! dans le mois de mai, l'honorable trésorier ne savait pas qu'il aurait à payer les employés du chemin de fer ? Quelle farce. Tous ces mandats ont été faits en vertu de rapports du conseil en date du 25 juillet 1882. C'est-à-dire que deux mois à peine après la clôture de la session, les honorables ministres viennent prendre de l'argent public pour des services dont ils devaient connaître les exigences pendant qu'ils demandaient aux Chambres de leur voter les deniers nécessaires pour payer les dépenses publiques. Je continue de

parcourir cette liste des illégalités ou des violations de nos droits sacrés commises par le gouvernement.

Le 21 août, un mandat spécial est émis pour \$1,000, pour payer à M. Labelle et à M. Prince, lors de leur sortie du service du gouvernement, des gratifications pour lesquelles il n'y avait pas de crédits. A la même date, une somme de \$100,000 est appropriée par le gouvernement "pour remédier," je cite l'état officiel, "à l'absence d'un crédit pour payer à St-Louis et frère, la balance de toutes leurs réclamations et à H. J. Beemer, la balance de toutes ses réclamations, pour la construction du pont de Hull et à compte de réclamation pour le prolongement de la ligne jusque dans la cité de Montréal."

M. le président, il est vraiment singulier de voir avec quel sang-eûne le gouvernement a agi. Car en fin de compte, la question est bien simple en elle-même. Ou le montant dû pour le pont de Hull était devant le gouvernement, à l'époque du vote du budget, alors l'honorable trésorier aurait dû demander le crédit nécessaire; ou il ne l'était pas, alors il me semble qu'il n'y avait pas tant de nécessité de se presser. Mais les travaux donnés à l'entreprise aux messieurs St-Louis et Beemer étaient faits lorsque la dernière session a été close. On vient de voir aussi qu'on a pris \$1000 pour donner en gratifications à MM. Labelle et Prince. Eh! bien, M. le président, voilà deux employés qui ont été bien payés pendant qu'ils étaient au service de la province, et au moment où on n'a plus besoin de leurs services on leur donne chacun \$500 comme gratification, sans l'autorisation des Chambres. Je reconnais le mérite et la capacité de ces fonctionnaires, nous n'en sommes pas sur ce sujet maintenant. Mais je dis que ce n'était pas au gouvernement à faire une telle gratification, mais aux députés du peuple à qui il appartenait de récompenser les services de ceux qui ont été dans l'emploi de la province.

A la date du 15 août 1882, on voit un mandat spécial pour \$400.00 pour payer le traitement du député du lieutenant gouverneur, pour lequel il n'y avait pas de crédit. Jamais avant cette année le député du lieutenant gouverneur a été payé. Cette charge est généralement remplie par le greffier du conseil privé. Toute la besogne consiste à signer les mandats. Il me semble que c'est une largesse un peu trop grande de payer \$400.00 pour un tel ouvrage. Le trésor n'est pas si riche pour qu'on puisse ainsi jeter l'argent par les portes et les fenêtres, sous le moindre prétexte. Le 21 août, nouveau mandat pour \$49,165.78 "pour remédier à l'insuffisance du crédit pour payer à H. J. Beemer

la balance de toutes ses réclamations pour le prolongement de la ligne jusque dans la cité de Montréal, les frais dans les causes d'expropriation, et dans les causes d'arbitrage de McDonald et McGreevy, les acquisitions de terrains, l'intérêt sur le prix d'achat de certains terrains et d'autres comptes. " Plus j'étudie, cet état plus je m'étonne de l'audacieuse violation des droits du parlement.

Il semble que l'honorable trésorier ne savait ni ne connaissait rien des besoins publics lorsqu'il a préparé son budget l'an dernier. Insuffisance de crédit ici, absence de crédit là, mais le trésorier ne savait donc pas son devoir et après avoir par son incapacité, manqué de pourvoir au service public, il n'a pas craint de violer le premier et le plus sacré de nos droits, celui de contrôler la dépense de chacun des derniers du peuple. J'arrive maintenant à un paiement qui se rattache à une transaction que je me propose de discuter plus tard. Le gouvernement a poussé la sollicitude jusqu'au point d'émettre un mandat spécial pour payer à la corporation de Québec, des arrérages de taxes pour l'eau et autres taxes sur les propriétés du gouvernement depuis 1879 et pour lesquelles il n'y avait pas de crédit \$9,471.90.

Ce paiement de taxes a été fait en vertu des arrangements conclus avec la ville de Québec. En voilà, M. le président, une jolie transaction. Le 21 août, le gouvernement a réglé avec Québec et il a fait perdre 400,000 piastres à la province. Par le contrat qui est intervenu à la suite de ce fameux règlement de compte, le gouvernement a complaisamment déchargé les membres du syndicat de leurs obligations, tandis qu'en laissant le texte du contrat de vente avoir son cours naturel, il aurait fait réaliser au pays les bénéfices que les favoris des honorables ministres ont empochés.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—C'est un titre qui substitue la compagnie au gouvernement, voilà tout. Il n'y a pas lieu de tant se monter la tête à ce sujet.

L'honorable M. **Mercier**.—Cette interruption prouve que l'honorable secrétaire de la province ne connaît pas du tout cette transaction. Je l'ai déjà attaquée et pas un seul n'a osé répondre, et maintenant on souri, mais pendant ce temps-là le peuple paie. En vertu de l'article 17 de la loi relative à la vente, le gouvernement n'avait qu'à tendre la main pour avoir \$500,000. Au contraire pour avantager ses amis il a oublié tout cela pour effectuer un règlement qui est un monument d'incapacité administrative comme je n'en ai encore jamais vu. Mais, au fait, à quoi

bon taper sur ces ministres-là, comme disait ces jours-ci un homme d'esprit, ça ne bouge pas. Pour eux le silence est d'or, aussi se donnent-ils bien le garde de prendre la parole.

L'honorable **M. Blanchet**.—Nous sommes prêts à vous répondre.

L'honorable **M. Mercier**.—Oui, vous parlez quand ce n'est pas votre tour. Mais puisque j'en suis sollicité, je vais donner une petite leçon à l'honorable secrétaire de la province. Qu'il se donne la peine de lire le document déposé devant la Chambre par l'honorable trésorier, c'est daté du 4 avril 1882, il verra que le syndicat se chargeait de tous les travaux à Québec. En consultant attentivement l'état onze, on voit ce que vaut l'article 17 du contrat. De plus l'honorable trésorier lui-même disait que le gouvernement retirerait \$357,000 par la seule opération de l'article 17. De son côté le gouvernement ne devait pas livrer le chemin s'il ne recevait pas ces \$500,000. Je ne puis me rendre compte des motifs avouables des honorables ministres en agissant comme ils l'ont fait, mais ce qui me paraît évident c'est que d'un trait de plume on a biffé l'article 17. (rires à droite). Ah ! on n'a que faire de rire, je sais bien ce que l'on dit partout. Je sais bien que l'on compte sur la majorité. Avec cela on n'a pas besoin de discuter. Il suffit d'avoir la majorité et non pas le bon sens et la raison pour soi. Mais je crois que les conservateurs qui ont le sentiment du respect pour la logique diront aux ministres : défendez-vous ou nous vous retirerons notre confiance.

Que l'honorable trésorier, qui est venu si près de taxer les municipalités, se lève donc et qu'il nous explique pourquoi on a fait ce cadeau de plus d'un demi million de piastres. L'honorable secrétaire de la province rit. Que lui importe les intérêts de la province qu'il ne connaît pas plus qu'il ne sait pourquoi il siège sur les banquettes du trésor. Il rit lorsque moi, simple député, j'ai dû payer pour avoir la copie du document qu'il a dans son bureau et qu'il ne dépose pas sur le bureau de la Chambre. Mais j'espère que bientôt le fouet de l'opposition va faire sortir ces ministres du sommeil où ils sont plongés.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne*.—Vos fouets ne sont pas traitres.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Eh non, dans l'esprit de certaines gens, on n'a pas besoin d'avoir raison pour exprimer un vote favorable. Moi, je comprends mon devoir d'une toute autre façon, et tant que je serai ici, je voterai par raison et non par dévouement. Si je ne convaincs pas au moins, je compte que la

sincérité que j'apporte dans l'exposition de mes vues sur les affaires publiques me gagnera le respect de la Chambre.

Revenons, M. le président, aux mandats spéciaux. J'ai dit que le gouvernement, dans ses transactions avec la corporation de Québec, n'avait pas trouvé moyen lorsqu'il faisait don d'un demi million, de faire passer sous silence un petit compte de taxes de \$9,471.90. Je ne blâme pas, que l'on me comprenne bien, les personnes qui traitaient au nom des intérêts municipaux de la capitale, eux devaient protéger la cité de Québec, et s'ils pouvaient réussir à faire accepter un arrangement ruineux pour la province par les ministres qui parlaient en son nom, tant mieux pour Québec, mais j'ajoute tant pis pour la province.

Le 6 septembre, on émet un mandat pour \$97,500, sous prétexte de payer des réclamations pour dommages, frais d'arbitrage et autres comptes. Eh ! bien, sait-on combien on a eu besoin d'argent pour solder ces frais d'arbitrages et autres comptes. Pas même de la moitié du montant du mandat. On n'a dépensé que \$35,372.66, c'est-à-dire qu'il est resté \$62,127.34. Voilà un singulier gouvernement et voilà une singulière manière d'interpréter la loi sur la matière. Il y a aussi \$5,000 pour achat de livres de prix.

Il me semble qu'on aurait pu attendre pour payer ce compte. Oh ! ici... voilà encore un montant de \$50,000 "pour pourvoir aux mêmes fins que celles mentionnées au No. 316 ci-haut," c'est-à-dire, "pour remédier à l'insuffisance de crédit pour payer à H. J. Beemer, la balance de toutes ses réclamations, pour le prolongement de la ligne jusque dans la cité de Montréal, les frais dans les causes d'expropriation, et dans les affaires d'arbitrage de McDonald et McGreevy, les acquisitions de terrains, l'intérêt sur le prix d'achat de certains terrains et d'autres comptes." Voilà deux jolis montants : \$49,165.78 et \$50,000, soit en tout \$99,165.78. Finalement, le 18 octobre on émet un nouveau et dernier mandat pour la somme de \$10,000, c'est dit-on, pour payer des ouvrages faits et pour lesquels il n'y avait pas de crédit. Or, voyez combien il est singulier, mais pas un sou de ce montant n'a été dépensé. On en avait si peu besoin, qu'on n'a pas eu l'occasion de prendre un seul sou sur cette somme.

Où est donc l'urgence qui seule peut justifier cette dérogation aux lois constitutionnelles qui exigent que les représentants du peuple votent les deniers employés pour le service public. La loi est formelle sur la question des mandats spéciaux. Il y a deux cas où on peut avoir recours à ce mode, sans l'autorisation de l'auditeur de la province. En premier

lieu, lorsque l'auditeur fait rapport qu'il n'y a pas d'autorité législative et que l'opinion écrite de l'officier en loi de la couronne est donnée que cette autorité existe et s'il la cite, dans ce cas le trésorier peut autoriser la préparation du mandat, malgré l'avis de l'auditeur. En deuxième lieu, quand la Législature est en vacance et qu'un accident survient à quelque ouvrage ou bâtiment public, dont la réparation demande une dépense immédiate, ou que toute autre occasion se présente, ou encore lorsqu'une dépense imprévue ou qui n'a pas été pourvue par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, dans ces cas, pour ainsi dire spécifiques—que la loi énumère avec une grande prudence—et sur le rapport du trésorier qu'il n'y a pas de dispositions législatives, et du ministre ayant charge de cette branche particulière du service, qu'il y a nécessité urgente, alors seulement il y aura des mandats spéciaux d'émanés.

M. le président, en face du texte de la loi que chacun peut lire comme moi, n'ai-je pas raison de dire que les ministres ont odieusement trompé la Chambre et violé la loi d'une manière flagrante. Comme simple électeur je puis leur demander compte de leurs actes ; je puis leur demander si le gouvernement a droit de dépenser ainsi \$400,000 en mandats spéciaux. A bien plus forte raison dois-je élever la voix comme représentant du peuple, de celui qui paie ces extravagances et qui voit ses deniers être dépensés sans sa permission, plus que cela, contre son avis formel. Car si, comme mes honorables amis l'ont prétendu et le prétendent encore, le peuple a voulu vendre la voie ferrée pour ne plus avoir à dépenser d'argent sur cette entreprise, on a positivement agi contre son gré en prenant ainsi sans autorisation un demi million de piastres pour mettre sur cette voie ferrée.

La proposition qui est entre vos mains, M. le président, s'explique par elle-même : On n'a qu'à la lire pour s'en convaincre. J'y dis " que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice financier de 1881-82, ont été de \$2,780,349.62 ; que ces dépenses se sont élevées à \$2,919,653.65 ou à \$139,304.03 de plus que l'appropriation, bien que le service de la dette ait été de \$56,253.96 au dessous de l'évaluation.

• Que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice courant (1882-83), sont de \$2,923,213.53 et que le gouvernement se propose de dépenser \$2,984,594.21, ou \$61,380.68 de plus et sans qu'il y ait d'augmentation dans le service de la dette pour cet exercice.

" Que par un état soumis à cette Chambre, au désir de la loi, il



appert qu'il a été émis depuis le premier juillet dernier, des mandats spéciaux, pour un montant de \$482,929, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.

“ Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur, que l'état de nos finances devient plus inquiétant.

“ Que dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature.”

Je veux que la Chambre se prononce sur cette grave question. En 1882, on a vu des mandats spéciaux pour \$160,000 et cette année on a plus que doublé ce montant, on n'a pas craint de prendre \$482,929. Qu'est-ce qui nous a valu cela. Tout simplement le silence de la Chambre à la dernière session. Ce fait a enhardi le gouvernement au point qu'il s'est permis cette liberté extraordinaire. C'est mon droit de demander à la Chambre de réaffirmer et de sanctionner le principe du contrôle du parlement sur les dépenses publiques.

Je veux que le pays sache ce qui est fait. Si le gouvernement peut dépenser \$500,000 sans notre avis, sans notre autorisation, inutile pour nous d'être ici. Si par crainte ou autrement, nous n'avons pas le courage de faire notre devoir, je dis que nous ne gagnons pas notre argent et le peuple ne doit pas nous payer, car nous ne le méritons pas si notre rôle ne consiste qu'à enregistrer les volontés du gouvernement, il est parfaitement inutile que nous soyons ici. Restons donc chacun chez nous ; pourquoi venir prendre les deniers du peuple quand nous n'avons pas le courage de les gagner honnêtement. Il y a un autre point sur lequel j'attire tout spécialement l'attention de la Chambre, et au sujet duquel je veux blâmer les honorables ministres. L'honorable trésorier nous fait un bel exposé de la situation du trésor. Il nous assure que l'équilibre budgétaire est un fait accompli.

Pour nous en convaincre, il demande moins qu'il n'a l'intention de dépenser, et voilà qu'à la fin de l'exercice il vient devant la Chambre en lui disant, vous ne nous aviez pas assez donné. Nous avons pris sans scrupule ce qu'il nous fallait. Et si quelques uns se permettent de signaler ce procédé et de le blâmer, on s'en rira. On ne jugera pas même à propos de répondre aux attaques qui seront faites. On demande je suppose à l'honorable député de Montmorency de parler. Mais

patience, cette conduite indigne des ministres de la couronne ne peut se continuer sans soulever la juste indignation de ceux qui suivent le cours des affaires publiques et qui croient naturellement que les ministres doivent être les premiers à défendre leurs actes. Et l'on va voir si on aura le triste courage de continuer à garder ce silence compromettant et déshonorant.

En présence de cette honorable Chambre j'accuse solennellement le trésorier d'avoir sciemment trompé cette Chambre, pour lui arracher un verdict favorable. Je prouve comme suit mon accusation. Le 4 avril, pour décider la Chambre à voter la vente du chemin de fer, il fallait lui montrer un déficit dans nos comptes. Ainsi on lui disait à cette date du 4 avril que le déficit serait à la fin de l'exercice de \$500,000. Le 25 avril le Conseil législatif votait définitivement la ratification du contrat de vente; et le 2 mai, le même trésorier qui, le 4 avril disait que le déficit serait de \$500,000, venait annoncer à la Chambre qu'il avait un surplus. C'est-à-dire, quand on était certain que les deux Chambres étaient tombées dans le piège qu'on leur tendait, on déclarait alors qu'on aurait un surplus de \$50,000. Maintenant je le demande, la Chambre est-elle prête à approuver une telle conduite. Oh! je comprends que la majorité, si elle ne fait que du sentiment, se prononcera contre moi. Si nous ne sommes ici que pour voter quand même avec notre parti, si nous ne devons pas écouter la voix de la conscience et du devoir qui s'impose, à quoi bon discuter. Je dirai comme le fameux Berryer, comptons-nous, inutile de discuter. Qu'on le dise immédiatement; s'il faut voter suivant les liens de parti, eh! bien, votons. Si la Chambre est décidée de voter quand même, qu'on nous le dise. Nous voterons, voilà tout. Nous éviterons de s'agrir par des discussions désormais sans nécessité. Si tout ce que j'ai dit, si tout ce que j'ai démontré à l'évidence ne sert de rien, il est inutile de parler, il est inutile d'étudier les documents qui contiennent les transactions de ceux qui ont reçu mission d'administrer les affaires publiques. Qu'on le dise donc et nous nous tairons.

Peut-on nier que la loi a été violée de la manière la plus évidente possible? Non, eh bien que veut-on de plus pour condamner et punir les auteurs de ces violations inqualifiables. Comment, M. le président, vous avez vu de pauvres pères de famille traînés devant les tribunaux du pays, pourquoi? pour avoir violé la loi. Et des ministres de la couronne feraient impunément ce que le peuple, lui, ne pourrait faire sans s'exposer aux rigueurs de sévères châtimens. Allons donc, est-ce

que nous aurions cessé de vivre dans un pays où la loi est bonne pour tous et où tous sont égaux devant elle ? Comment ! ne serions-nous donc plus un pays constitutionnel et libre ? Ah ! M. le président, on m'a reproché d'avoir voté pour augmenter le salaire des ministres jusqu'au montant de \$4,000 par année. Oui je l'ai voté, mais si j'ai agi ainsi c'est que je voulais avoir des ministres de fait et non pas seulement de nom, c'est-à-dire des hommes qui travailleraient et qui sauraient s'appliquer et réussir à bien administrer les affaires publiques, non pas des gens qui violeraient la loi sans scrupule. Le temps de rendre compte est arrivé, (cri de : écoutez, écoutez). Oui le temps de rendre compte est venu et nous devons nous assurer si ceux qui ont eu en mains le dépôt sacré des intérêts publics ont fait leur devoir. Et parmi ceux qui viennent de crier, il y en a plus d'un qui sont destinés à rester sur le carreau quand leur tour viendra devant le grand tribunal de l'opinion publique. C'est au moment des élections qu'on regrette ses péchés. C'est aussi le moment où le peuple indignement trompé dans sa confiance, foudroiera ceux qui ne craignent pas pour le présent parce qu'ils croient le jour des grandes assises populaires bien éloigné.

V a-t-on bien songé, M. le président, \$400,000 de mandats spéciaux, c'est-à-dire un demi million près d'argent du peuple puisé dans le coffre public sans l'autorisation des représentants de la province. Mais à Ottawa jamais on se permet de prendre \$200,000 et cependant on a là un budget dix fois plus fort que le nôtre, qui n'est que de trois millions de piastres. J'espère que Sir John Macdonald et Sir Leonard Tilley viendront ici apprendre à gouverner à ceux qui se mêlent de le faire et qui réussissent si mal.

Je demande pardon à la Chambre de l'avoir retenue ainsi. Je crois avoir fait mon devoir, en exposant cette question si importante à tous égards. J'ai compris qu'en 1881, on avait travaillé à faire disparaître l'esprit de parti qui nous a fait tant de mal par le passé. J'ai aussi compris qu'il y a des gens disposés à consentir à des sacrifices dans le but de faire disparaître les funestes divisions de partis. Est-ce que je ne trouverai pas un homme dans le parti conservateur assez indépendant, assez dévoué au maintien intact dans notre province, des grands principes sur lesquels repose notre constitution, assez amoureux de la liberté, pour condamner un gouvernement qui se rend coupable d'actes aussi condamnables que ceux que je viens de prouver. Est-ce qu'il ne se trouvera pas des hommes assez indépendants dans le parti conservateur qui diront que j'ai raison et qu'il est temps, grandement temps de mettre

un terme à cette funeste manière de gouverner. Quoiqu'il arrive, que l'on se tienne pour certain que je ne laisserai pas la besogne que j'ai entreprise inachevée. J'en pousserai l'exécution avec toute l'énergie dont je suis capable. A chaque fois que la Chambre sera appelée à siéger en comité général, je demanderai qu'elle se prononce sur une question de principe, et plus tard, je veux que lorsque l'on en appellera au peuple, chacun de nous paraisse devant ce juge suprême marqué au front des votes qu'il aura émis.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, je partage l'étonnement que la Chambre éprouve, j'en suis certain, à l'endroit du discours de l'honorable député de Saint-Hyacinthe. J'ai bien raison d'être surpris à propos des affirmations extraordinaires — je me sers de ce mot car j'entends être modéré dans mes paroles — que l'honorable chef de l'opposition a faites.

Mon honorable ami c'est beaucoup plaint du mutisme des ministres. Qu'il ne croie pas que nous ayons peur de répondre à ses arguments — la courtoisie parlementaire m'oblige de les appeler ainsi — qu'il sorte au plus vite de cette illusion. Nous ne craignons pas du tout. Nous avons la confiance d'avoir agi avec bonne foi et dans l'intérêt de la province et nous n'avons pas raison d'avoir peur ni de nos amis et encore moins de l'honorable chef de l'opposition. Si nous n'avons pas fait la réplique, si facile, après tout, c'est qu'à six heures, il était entendu que l'honorable député de Kamouraska parlerait. Voilà la bien simple explication d'un fait qui a fourni à l'honorable député de St-Hyacinthe l'occasion de nous accuser de peur, de toute espèce de choses que nous n'avons jamais eu. J'espère bien que l'on ne perdra plus son temps à formuler des accusations aussi peu sérieuses.

L'honorable chef de l'opposition, prévoyant sans doute d'avance le sort qui était réservé à ses arguments et à ses propositions de non-confiance, a voulu parer le coup, et il a prétendu que si les députés de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la droite) ne l'appuyaient pas, il ne servait de rien de parler.

Je puis dire à l'honorable député qu'il se trompe et que les députés conservateurs n'ont pas pour habitude, comme il l'a insinué, de voter en aveugles. Le gouvernement n'entend pas faire appel simplement au dévouement de ses amis. Il a la prétention de les convaincre avant tout qu'ils feront mieux de repousser les arguments de l'opposition et d'appuyer la politique ministérielle. Nous n'avons pas besoin de presser nos amis pour leur faire émettre des votes favorables. Leur esprit de justice,

leur impartialité nous sont d'assez fortes garanties pour que nous puissions dormir tranquilles sur le sort qui nous attend.

La proposition de l'honorable chef de l'opposition déclare que telles et telles dépenses faites sur mandats spéciaux sont de nature à mériter la censure de cette Chambre. L'honorable député dans son ardeur dans ses attaques ne s'est point aperçu qu'il faisait un faux pas. Il doit savoir que les actes qu'il condamne par sa proposition ont été faits avant l'arrivée au pouvoir du cabinet actuel, c'est-à-dire que c'est le gouvernement Chapleau qui les a accomplis, et qu'il n'est pas raisonnable ni juste de demander une censure qui ne pourrait pas s'adresser à nous. Il est inconstitutionnel de censurer un cabinet qui n'existe plus. Cependant, c'est ce que l'on nous demande de faire par cette proposition de non-confiance.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St.-Hyacinthe*.—Est-ce que vous n'étiez pas le trésorier du cabinet Chapleau. Et est-ce que le gouvernement n'a pas publiquement déclaré, par l'organe du premier ministre, n'être que le continuateur de la politique de son prédécesseur, acceptant, par là même, la responsabilité de ses actes, de ce cabinet précédent. En voilà plus qu'il n'en faut pour me justifier de demander la censure de la Chambre contre ceux qui ont, comme je l'ai démontré à l'évidence, méconnu les droits et privilèges des députés du peuple. L'honorable trésorier peut-il nier ce que j'avance en ce moment. Peut-il nier qu'il n'ait lui-même comme trésorier, recommandé l'émission de ces mandats spéciaux qui sont autant de violations de la loi qui règle ce sujet?

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, je voudrais bien savoir depuis quand, un gouvernement est responsable de ce qu'il n'a pas fait. Il est de doctrine constitutionnelle qu'un gouvernement n'est pas responsable avant son existence. Ceci est tellement vrai que personne jusqu'à ce jour n'a songé de le contester sérieusement, car enfin, c'est le bon sens même qui le dit. Je crois que la Chambre est convaincue comme moi que cette censure ne peut être votée, car elle s'adresse à un gouvernement qui n'est plus et non pas au cabinet actuel. Les travaux exécutés et pour lesquels nous avons payé au moyen de mandats spéciaux, ont été ordonnés par le cabinet qui a précédé celui-ci. Nous n'avons pas fait, ni engagé la province dans un seul sou de dépense. Nous avons payé ce qui était légitimement dû. C'est là ce que doit faire un gouvernement honnête. Est-ce que l'honorable chef de l'opposition voudrait voir la

province répudier ses dettes? Si c'est là ce qu'il veut, il est le seul de cet avis et la Chambre et le pays sont trop honnêtes pour le suivre dans cette voie qui mène au déshonneur.

Bien que je pourrais strictement m'en tenir à cet argument, je veux bien donner les explications qui dissiperont toutes les accusations que l'honorable chef de l'opposition a lancées contre nous.

M. le président, en même temps que je répondrai à ces accusations, je relèverai les critiques qui ont été faites sur mon exposé budgétaire.

J'ai suivi attentivement le discours prononcé par l'honorable chef de l'opposition en réponse à mon exposé sur le budget, et, comme tous les membres de cette Chambre, j'ai subi le charme de sa parole éloquente. Comme contrepoids à l'entraînement de cette parole et aux charmes de son style, qu'ai-je à vous offrir? La logique seule des chiffres et des faits, dans leur vérité nue. Le charme de l'éloquence est comme le parfum d'une fleur : on le ressent pour le moment, mais bientôt il se dissipe. La vérité des faits n'est pas aussi éphémère et reste comme la base d'un jugement sérieux. C'est ce qui me donne confiance dans le résultat du vote que cette Chambre sera bientôt appelée à émettre.

Le trésorier, a fait entendre le cri d'alarme, a dit le chef de l'opposition. Parce que j'aurais dit que la situation était tendue, il conclut qu'elle est, non-seulement tendue, mais désespérée.

La situation, il est bien vrai, est tendue, mais elle n'est pas et elle est bien loin d'être désespérée. Voyons, encore une fois, quel est l'état actuel des choses.

Nous avons eu dans les exercices, entre le 1<sup>er</sup> juillet 1874 et le 30 juin 1881, les découverts suivants :

1874-1875.....	\$ 67,909.00
1875-1876.....	14,898.00
1876-1877.....	81,035.00
1877-1878.....	685,514.00
1878-1879.....	123,123.00
1879-1880.....	483,117.00
1880-1881.....	442,139.00

\$1,897,735.00

Mais si on déduit de la recette ordinaire des exercices de 1878-1879 et 1879-1880, le montant reçu du gouvernement fédéral sur les comptes en suspens, le déficit de 1878-1879, est porté de \$123,123.00 à \$623,123.00, et celui de 1879-1880 de \$483,117.00 à \$608,117.00.

A tous ces grands découverts succède le surplus de l'exercice de 1881-1882, petit découvert prévu de \$43,317.09 pour l'exercice en cours et équilibre pour l'exercice prochain. Donc, la situation loin d'être désespérée, est grandement améliorée.

J'ai déjà expliqué pourquoi la perception du fonds d'emprunt municipal devait entrer dans la recette ordinaire, mais il y a une raison que je n'ai pas mentionnée, la croyant connue de toute la Chambre.

La Législature a décrété en 1880, que cette recette devait former partie du fonds consolidé du revenu de la province. La section 16, de l'acte concernant le fonds d'emprunt municipal, décrète que le produit des débentures avec lesquelles les municipalités doivent payer leur dette à ce fonds, formera partie du fonds consolidé du revenu. La somme payée par la cité de Montréal, devait ainsi nécessairement être portée au compte de la recette ordinaire, et toute autre application eût été contraire à la loi.

Mais s'il y a équilibre entre la recette et la dépense ordinaires, "pourquoi donc," me dira-t-on, "avez-vous déclaré que la situation était tendue, et pourquoi demandez-vous une augmentation de subvention?"

J'ai dit que la situation était tendue parce que le simple équilibre ne nous met pas à l'abri des éventualités, et ne garantit pas une augmentation qui ferait face à l'augmentation des dépenses incontrôlables, telles que celles de la justice et des asiles, lesquelles augmenteront nécessairement avec la population, sans qu'il y ait augmentation correspondante dans la recette.

Maintenant, quel est le devoir d'une administration prudente qui prévoit un accroissement de dépenses, si ce n'est de prendre d'avance les dispositions nécessaires pour assurer une augmentation de revenus. C'est pour cela que le gouvernement a cru qu'il était opportun de demander dès maintenant l'augmentation de la subvention.

L'honorable chef de l'opposition a reconnu l'opportunité et même la nécessité de demander au gouvernement fédéral une augmentation de la subvention que celui-ci nous paye. Nous sommes donc d'accord, quant au fond, mais nous différons quant à la forme. Je propose que la subvention actuelle de quatre-vingts centins par tête, soit payée à chaque décade suivant le nouveau recensement; tandis que l'honorable chef de l'opposition suggère que la subvention soit fixée définitivement d'après le recensement de 1881, à une piastre par tête. Entiché de son opinion, il a cru devoir appliquer à la proposition du gouverneme-nt

l'épithète de " ridicule, " et de déclarer que le gouvernement avait par cette proposition, enlevé à la province toute espérance de succès.

Comparons les deux propositions, et voyons quelle est celle qui est le plus de nature à soulever des objections de la part du gouvernement fédéral. Le gouvernement, par sa proposition, demande une augmentation immédiate de \$197,968.80, tandis que le chef de l'opposition veut une augmentation immédiate de \$469,774.20. Laquelle des deux est la plus acceptable ? N'est-ce pas celle qui impose pour la décade actuelle, une charge moindre au budget du gouvernement fédéral ? D'après la proposition du gouvernement, le montant de la subvention augmenterait, il est vrai, de décade en décade ; mais la marche de cette augmentation n'égalerait jamais celle de l'augmentation des recettes décennales du gouvernement de la puissance. D'ailleurs, les besoins prévus de la province n'exigent pas une augmentation aussi forte que celle de \$469,774.20, et le gouvernement fédéral qui devra se rendre à une demande raisonnable, telle que celle que j'ai proposée, refusera certainement d'accéder à une demande que la situation et les besoins de la province ne justifient pas.

Je ne crains pas d'affirmer que la proposition du gouvernement, loin d'être ridicule, loin de mettre en danger le succès de notre demande, est certaine d'un accueil plus favorable que celui qui serait fait à la proposition de l'honorable député de St-Hyacinthe.

On a prétendu que la suggestion du député de Montmorency, s'éloignait plus de la proposition du gouvernement, que de celle du chef de l'opposition. Il suffira de quelques mots pour démontrer le contraire. Cet honorable député n'accepte pas le taux d'une piastre par tête, ni la fixation définitive de la subvention au recensement actuel ; il veut maintenir le taux de quatre-vingts centins, et il demande que la subvention soit calculée sur le chiffre des recensements successifs, ainsi que le propose le gouvernement, mais ce n'est seulement, jusqu'à ce que la population atteigne le chiffre de 2,000,000, chiffre auquel la subvention demeurerait dès lors fixée. Le député de Montmorency n'approuve donc pas la proposition du chef de l'opposition, mais en principe il accepte celle du gouvernement.

Dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie britannique et de l'île du Prince Édouard, le système d'un règlement décennal du chiffre de la subvention existe ; mais seulement jusqu'à ce qu'elles aient respectivement une population de 400,000. Ce système a été établi pour la Nouvelle-Ecosse et le



Nouveau-Brunswick par l'acte d'union même; pour le Manitoba en 1870, par l'acte du parlement, qui constitue cette province; enfin pour la Colombie britannique, en 1870, et pour l'Île du Prince Edouard en 1873, par les résolutions du parlement réglant les conditions de leur admission dans l'Union. Le principe de cette augmentation décennale de la subvention de 80 centins par tête a ainsi été reconnu, tant par le parlement impérial que par celui du Canada, et nous avons le même droit que ces provinces à l'application de ce principe. Si toutefois la proposition du gouvernement est adoptée sans limitation, ces provinces auront droit de demander que la limitation de leur subvention disparaisse.

Je dois en passant, relever ici une erreur dans laquelle est tombé le chef de l'opposition. Il a affirmé que presque toutes les petites provinces avaient une subvention d'une piastre par tête, et, pour le prouver, il nous a donné les chiffres de leur population et des montants qui leur sont versés par le trésor fédéral; mais il n'a pas tenu compte de la distinction à faire, entre les montants qu'elles reçoivent pour leur subvention, à raison de 80 centins par tête, et ceux qui leur sont accordés comme octroi spécifique et comme concession temporaire.

En invoquant le principe d'une augmentation décennale basée sur le chiffre des recensements successifs, je me trouve d'accord avec le trésorier actuel d'Ontario. Dans son exposé financier de 1882, l'honorable M. Wood s'est servi des paroles suivantes: "Lors de la confédération il a été convenu que nous devions recevoir une subvention à raison de 80 centins par tête de la population, et que la province de Québec devait recevoir une subvention semblable. Il est impossible de déterminer sur quelle règle ou sur quel principe on s'est fondé pour fixer ce taux. Il semble qu'on en était venu à la conclusion, que pour gouverner le peuple, il devait coûter cette somme par tête de la population, en sus des revenus ordinaires de chaque province, et par conséquent que le gouvernement fédéral aurait à pourvoir au paiement de cette somme par tête de la population d'après les recensements successifs."

Je n'ajouterai à cette citation que l'expression de mon espoir, que dans les circonstances actuelles, le chef de l'opposition et ses amis, mettront de côté tout esprit de parti, et que notre demande aura auprès du parlement la force que lui assurerait l'unanimité des voix de cette Chambre.

Le chef de l'opposition a condamné la transaction faite par le gouver-

nement avec la ville de Québec, et a proclamé qu'elle était des plus maladroites. Moi, je la déclare équitable et conforme à la volonté manifestée par cette Chambre à la dernière session.

La négociation de cette transaction a eu lieu entre l'honorable M. Chapleau, alors commissaire des chemins de fer, de la part du gouvernement, et l'honorable M. Langelier, en sa qualité de maire de la cité de Québec. Les bases de la transaction ont été arrêtées par eux et je n'ai fait que régler certains détails. Mais le ministère actuel a complété la transaction sur les bases ainsi arrêtées, et nous en assumons, avec confiance, toute la responsabilité.

En 1870, la ville de Québec a souscrit pour \$1,000,000 au fonds social de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord. Cette souscription devait être payée par des actions dans le capital permanent consolidé de la cité, portant 7.070 d'intérêt.

En 1875, lorsque le gouvernement s'est chargé de la construction du chemin, la cité avait payé, à compte de sa souscription, la somme de \$143,000. Cette somme avait été payée à l'entrepreneur, et fut négociée par lui avec des tiers.

Par la section 39, de l'acte de 1875, relatif à la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il est décrété que les souscriptions municipales au fonds social de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord, ainsi que les sommes alors payées, seraient réputées être un placement portant des intérêts jusqu'à concurrence de cinq pour cent par an, selon que le revenu annuel du chemin le permettrait, à courir de la mise en opération du chemin; et par la section 36, il a été stipulé que ces intérêts, prendraient ordre et rang après les intérêts et l'amortissement de l'emprunt de \$3,000,000, autorisé par l'acte et qui a été négocié en 1878.

Pendant la construction du chemin, la cité de Québec a livré au gouvernement des certificats d'actions dans son capital permanent consolidé, pour \$257,000.00.

La cité n'a jamais payé les intérêts sur cette somme et prétendait ne pas y être tenue, tandis que le gouvernement, prétendait non-seulement qu'elle les devait depuis 1879, mais aussi qu'elle devait l'intérêt sur la balance de sa souscription depuis la même date. La cité soutenait qu'elle ne devait payer les intérêts qu'après l'ouverture du chemin entre Québec et Montréal, et que le chemin de fer de la rive nord, n'avait pas été construit entre les deux villes, mais s'arrêtait à St. Martin.

Quant à l'intérêt sur les \$600,000.00, balance de sa souscription, la cité n'avait jamais été mise en demeure de les payer. La réclamation du gouvernement était contestée, et ne constituait qu'un droit douteux et litigieux.

Par l'article 17 du contrat pour la vente de la division est du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental à la compagnie du chemin de fer du Nord, le gouvernement a cédé et transporté à cette dernière tous ses droits contre la corporation et s'est obligé à lui remettre les certificats pour les deux sommes de \$143,000.00 et \$257,000.00 ou leur valeur au pair en argent; moyennant une somme de \$500,000.00. Pour cette dernière somme la compagnie aurait reçu \$400,000.00 en certificats ou en argent et aurait prétendu avoir droit de réclamer les intérêts du 1er janvier 1879, sur \$257,000.00 et aussi sur \$600,000.00 balance de la souscription de la cité de Québec.

Mais la Législature en ratifiant le contrat a voulu épargner à la cité de Québec ces désavantages et ces désagréments, et a décrété qu'il serait loisible au gouvernement de faire des arrangements avec la cité, et que dans ce cas, la compagnie n'aurait ni les obligations, ni les avantages spécifiés dans la clause du contrat que je viens de mentionner, et qu'elle serait ainsi déchargée de l'obligation de faire certains travaux dont l'exécution avait été promise au conseil de ville. La Législature n'a pas manifesté, seulement par l'adoption de la clause qui contient les dispositions que je viens de mentionner, quelles étaient ses intentions et sa volonté à l'égard de Québec. Quelques jours plus tard, la Législature accordait une somme de \$220,000.00 pour défrayer les dépenses du déplacement de la voie sur la rue du Prince Edouard et des autres travaux dont la compagnie du chemin de fer du Nord avait été chargée, et elle déclarait dans la même résolution que cette somme serait payable par la souscription de la cité de Québec.

La Législature avait ratifié, en 1881, un arrangement conclu avec la cité de Montréal, et elle voulait que la vieille capitale fut traitée avec les mêmes égards.

Quand la Législature fait connaître sa volonté, c'est le devoir de l'Exécutif d'y obtempérer. C'est ce qu'a fait le gouvernement dans l'arrangement dont il est question, et c'est ce qu'il entend toujours faire.

Par cet arrangement la cité de Québec a contribué même plus que celle de Montréal, si l'on tient compte de la différence en valeur de la

propriété foncière des deux villes ; et le gouvernement, de son côté reçoit une somme suffisante pour défrayer le coût des travaux à l'exécution desquels il est tenu. C'est tout ce que voulait la Législature, qui avait déclaré que le coût de ces travaux serait payé par la souscription de Québec, et qui n'entendait nullement faire du règlement une spéculation aux dépens de la cité.

Par l'arrangement conclu avec Montréal, cette ville a payé \$346,644.00 et a cédé au gouvernement des terrains pour lesquels une somme de \$150,000.00 avait été réservée sur sa souscription de \$1,000,000.00. Elle doit payer la somme de \$50,000.00 comme contribution à la construction du pont de Hull et doit rembourser au gouvernement ce que l'expropriation pour la voie, entre Hochelaga et la place Dalhousie, coûtera en sus de \$132,000.00. Le gouvernement a payé pour l'expropriation \$139,653.00 et a consigné \$31,619.00 ; et il faudra, en outre environ \$23,500.00, formant en tout \$194,772.00, et donnant pour la contribution de Montréal \$62,772.00. Ces sommes portent la contribution de cette cité à \$609,416.00 ; et elle a renoncé au droit qu'elle avait de réclamer du gouvernement des intérêts sur cette somme.

Par l'arrangement conclu avec Québec, la cité contribue \$143,000.00 en actions, portant intérêt à sept pour cent par an, dans son capital permanent consolidé, et \$220,000.00 en débetures, portant intérêt à cinq pour cent, formant en tout \$363,000.00, et elle abandonne aussi le droit de réclamer du gouvernement, des intérêts sur cette somme. De son côté, le gouvernement remet les certificats d'actions au montant de \$257,000.00 qu'il a en mains, et renonce tant aux intérêts contestés de cette somme qu'à ceux également contestés de la balance de la souscription de la cité. De cette manière, toutes les difficultés qui existaient, depuis si longtemps, entre le gouvernement et la cité ont été aplanies ; un litige long, coûteux et incertain a été évité ; et le bon accord a été rétabli.

Par le contrat intervenu entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer du Nord, celle-ci s'est obligée de faire, moyennant les \$220,000.00 votés, les travaux auxquels le gouvernement est tenu.

En 1881, la valeur de la propriété foncière à Montréal se montait en chiffres ronds à \$60,000,000.00, et la valeur de celle de Québec à \$15,000,000.00. Dans cette proportion, Québec n'aurait dû contribuer que \$152,354.00, au lieu de contribuer, comme elle le fait, \$363,000.00.

Le chef de l'opposition a prétendu que la somme que la cité de

Québec devait payer pour l'acquittement de son emprunt municipal, se montait, capital et intérêts, à \$80,000.00. Ne connaissant pas les faits, il a affirmé qu'en réglant pour \$37,000.00, le gouvernement avait sacrifié \$43,000.00. Il ignorait que par un rapport du commissaire chargé du règlement du fonds d'emprunt municipal, en date du 17 août 1882, il était constaté que la cité de Québec ne devait à ce fonds que la somme de \$37,701.80. En réglant pour \$37,000.00, le gouvernement a fait la petite remise de \$701.80 ; mais il n'a pas sacrifié, comme on l'a prétendu, la forte somme de \$43,000.00. En vue d'un règlement définitif de toutes les réclamations respectives du gouvernement et de la cité de Québec, le cabinet s'est cru justifié de faire ce léger abandon, et il ne doute pas que sa démarche ne soit approuvée par cette Chambre.

Dans cette transaction le gouvernement n'a fait que mettre à exécution les vœux unanimes de la Législature. Je dis les vœux unanimes, car je me rappelle encore comme si c'était hier, les expressions de satisfaction qui sont tombées de la bouche de l'honorable député de Lotbinière, alors chef de l'opposition, lorsqu'il eût pris connaissance de la clause qui permettait cet arrangement ; et je me souviens qu'aucun des membres présents lors des débats sur le projet de loi pour confirmer la vente de la division est du chemin de fer, n'a soulevé d'objection à cette clause. Tout le monde savait alors que par la clause du contrat relative à la souscription de Québec, le gouvernement devait retirer \$500,000.00 et remettre \$143,000.00, ce qui aurait laissé une encaisse de \$357,000.00, et qu'il y aurait indubitablement litige entre la compagnie du chemin de fer du Nord et la ville. Tout le monde savait aussi que la modification apportée à cette clause par le projet de loi pour confirmer la vente, avait pour objet d'assurer à la ville de Québec un arrangement favorable, même au prix de l'abandon par le gouvernement des avantages stipulés dans le contrat. La modification a trouvé place dans le débat, et dans la discussion M. Chapleau a déclaré que le gouvernement était prêt à traiter sur la base de l'offre faite à la corporation quelques mois auparavant, offre qu'il a expliquée comme suit : " Si la ville abandonne sa réclamation à son titre de co-propriétaire de la voie, la balance du million souscrit par la ville ne sera pas demandée par le gouvernement ; il gardera le montant qui a été payé et s'oblige de compléter la rue St-André, de prolonger la voie jusqu'à l'eau profonde et de déplacer la voie sur la rue du Prince-Edouard." Nonobstant qu'il ait été proposé des amendements au projet, pour ce qui est de cette clause, il n'en a pas été fait. Pourquoi cela ? C'est parce qu'il n'a été soulevé

d'objection par personne, et qu'au contraire c'était le désir de tous d'écarter définitivement toute raison et même tout prétexte de procès.

Aujourd'hui, cependant, le chef actuel de l'opposition, blâme ce même arrangement et censure le gouvernement pour l'avoir fait. Mais ne voit-il pas, que ce n'est pas le gouvernement, mais bien cette Chambre qu'il critique et qu'il censure ? Si la transaction, dans l'opinion du chef de l'opposition, en était une opposée à l'intérêt public, et qui ne devait pas se faire, n'était-il pas de son devoir de la dénoncer ici en Chambre, lors de la discussion du projet de loi qui l'autorisait ? Ne devait-il pas, dans une occasion aussi importante, jeter tout le poids de sa parole et de ses talents, à l'encontre d'une proposition qu'il devait désapprouver puisqu'il la condamne aujourd'hui si fortement ?

La transaction blâmée par l'honorable chef de l'opposition peut, dans son opinion, être maladroite ; mais elle a eu pour effet de régler des difficultés qui existaient depuis longtemps entre le gouvernement et la cité de Québec, et qui auraient été la matière de contestations à tous points de vue regrettables, et elle est conforme en tout aux vues exprimées par les députés présents lors de l'adoption de la clause qui l'a autorisée.

Le gouvernement, sur toute cette question, se sent fort de l'approbation et de l'appui de la Chambre.

L'honorable chef de l'opposition prétend qu'après avoir contracté l'emprunt de \$3,000,000 avec une addition de \$500,000, il restera une balance non couverte de la dette flottante de \$588,323. Il porte la dette flottante à \$3,694,849 ; mais dans ce montant il comprend \$150,000 pour le palais de justice à Québec, et \$220,000 pour les travaux à Québec sur le chemin de fer. Or, la première somme ne forme pas partie des obligations proprement dites de la province, étant une charge spéciale sur le district de Québec, remboursable au moyen d'un impôt spécial ; et l'autre doit être payée avec les débentures de la cité de Québec. Ces deux sommes doivent donc être déduites du chiffre donné par le chef de l'opposition, ce qui le réduit à \$3,324,849. Il ne comprend dans son état que \$185,000 pour l'édifice du parlement ; mais cette somme n'est que le montant du contrat qui vient d'être signé pour une partie de la construction, dont le coût total est évalué à \$300,000. Il faut donc ajouter \$115,000, mais il faut aussi déduire \$3,483 payées à compte du contrat, ce qui portait la dette flottante au 31 décembre dernier à \$3,436,366, qui est le chiffre donné dans

mon exposé, et dont voici le détail, en ne tenant pas compte des centins :

1. Emprunt temporaire.....	\$ 600,000 00
2. Balance du dépôt du Québec central.....	429,515 00
3. Terrains non payés.....	199,625 00
4. Balance de la sentence arbitrale en faveur de M. McGreevy.....	139,952 00
5. Réclamations pour travaux sur le chemin de fer.....	45,000 00
6. Balance des subventions de chemin de fer.....	1,725,757 00
7. Edifice du parlement.....	296,517 00
	<hr/>
	\$3,436,366 00

Pour faire face à cette somme nous avons :

1. Encaisse de l'emprunt de 1882.....	\$ 459,069 00
2. Balance non rentrée.....	389,350 00
3. Montant non émis.....	1,500,000 00
4. Addition à l'emprunt.....	500,000 00
5. Remboursement sur la recette ordinaire de l'exercice 1882-1883.....	67,858 00
	<hr/>
	\$2,916,277 00

Ce qui laissait, au 31 décembre dernier, un découvert de.....\$ 520,089 00

En déduisant de cette somme celle de \$338,549, montant des deniers en caisse au commencement de l'exercice en cours, on arrive à la différence indiquée par moi, entre le chiffre de la dette flottante et celui de l'emprunt augmenté, c'est-à-dire à la somme de \$181,549.00.

Ce montant, le seul véritable découvert, ne l'est que temporairement, et sera plus que couvert par la contribution de la cité de Montréal, pour le pont de Hull, soit de \$50,000.00, par le remboursement de la somme payée en sus de \$132,000.00 pour la voie du chemin de fer entre Hochelaga et la place Dalhousie, qui est de \$39,272.00 et par une partie des deniers que nous recevons du gouvernement fédéral par le règlement des comptes courants.

Je ne m'arrêterai pas à discuter les observations du chef de l'opposition sur le droit du gouvernement, à percevoir de la cité de Montréal

les deux sommes que je viens de mentionner. Il me suffira d'en appeler aux termes du statut de 1881, contenant la ratification de l'arrangement entre le gouvernement et la cité de Montréal.

Il est vrai qu'il n'a rien été payé, pour l'amortissement des trois emprunts de 1874, 1876 et 1878, durant l'exercice qui vient de s'écouler ; mais dans ce même exercice le produit net de la vente du chemin de fer, soit \$7,600,000, a été affecté à cet objet.

Par ce moyen les fonds d'amortissement des emprunts de 1876 et de 1878 ont été comblés, et la somme de \$540,226 a été appliquée à l'amortissement de l'emprunt de 1874, laissant une balance de \$3,085,440. Ainsi cette dernière somme est la seule pour laquelle il y ait besoin d'un service d'amortissement ; et il est pourvu dans les prévisions de l'exercice en cours et de l'exercice prochain, au paiement de la somme requise. Pendant la dernière année fiscale, au lieu de placer au fonds d'amortissement des trois emprunts de 1874, 1876 et 1878 une somme de \$107,584, à laquelle se serait montée la contribution annuelle au taux fixé d'un pour cent, il a été affecté à ces mêmes fonds la somme importante de \$7,600,000. On a donc fait plus que ce que l'on était tenu de faire, et la critique du chef de l'opposition à cet égard est sans fondement.

Il a été prétendu que de mon évaluation de la recette de l'exercice de 1882-1883, il fallait déduire \$100,000.00 du montant des taxes sur les corporations commerciales, les \$100,000.00 du fonds d'emprunt municipal, et \$9,000.00 sur la contribution des municipalités au soutien des aliénés. La réponse est facile.

La Législature a voté ces taxes sur les corporations commerciales, et j'ai l'intime conviction que cet impôt est constitutionnel et qu'il sera maintenu. Il n'y a pas de question quant au rendement de cette taxe. Il était clairement de mon devoir d'inclure dans mon évaluation le produit prévu de cette source de revenu. Maintenant si la rentrée de cette taxe est retardée par les contestations pendantes, la loi du trésor me permet d'effectuer un emprunt temporaire pour y suppléer, remboursable lorsque la perception sera faite.

On a comparé cette conduite à celle d'un particulier ayant pour fortune des placements portant intérêt, et qui emprunterait un montant équivalent à des intérêts dont le paiement serait contesté. "Ne serait-il pas fou" a-t-on dit, "d'agir de la sorte" ?

Mais s'il savait que les contestations n'étaient pas fondées, et s'il



avait la certitude de retirer dans un temps donné, ses revenus contestés, n'eût-il pas été plus mal avisé encore de souffrir, en attendant ce résultat les privations que le manque de revenu lui occasionnerait ? C'est le cas du gouvernement.

J'ai mis devant cette Chambre un état des montants dûs par les municipalités au sujet desquels le commissaire chargé du règlement du fonds d'emprunt municipal a fait rapport, et je crois, comme je l'ai déjà dit, que le montant de \$194,816.44, justifie largement mon évaluation de \$100,000.00.

Parce que le revenu provenant de la contribution des municipalités au soutien des aliénés, n'a produit, pendant l'exercice qui vient de s'écouler, que \$2,098.75, le chef de l'opposition conclut de suite que le gouvernement ne devra pas recevoir plus pendant l'exercice actuel, et il déduit \$9,000.00 de mon évaluation. Il est évident qu'il ne comprend pas le sujet qu'il traite.

La loi réglant cette matière a été faite en 1880, et n'a eu son application que l'année suivante. Dans le fonctionnement de cette loi, il doit nécessairement y avoir augmentation graduelle dans la recette. Pour exemple, prenons le chiffre de cent comme étant celui des admissions annuelles, et le chiffre de cent piastres comme étant le coût de l'entretien de chaque aliéné ; mais comme les aliénés sont admis de jour en jour, prenons une moyenne de cinquante pour les admissions durant l'année. Le coût de cette première année sera donc d'environ \$5,000.00, soit \$2,500.00 pour les municipalités. Le coût de la deuxième année pour les cent admissions de l'année précédente sera de \$10,000.00 et en y ajoutant \$5,000.00 pour les nouvelles admissions, on arrive à 15,000.00, soit \$7,500.00 pour les municipalités ; et ainsi de suite. C'est l'application de cette règle qui a donné le chiffre de \$11,000.00 mentionné par moi dans mon évaluation de la recette de l'exercice de l'année fiscale courante. J'ai reçu, il y a quelques jours, les états fournis par les administrateurs des asiles et le chiffre de ces états va même au delà de ma prévision.

Quant au revenu du domaine public, l'habile assistant commissaire des terres de la couronne m'assure que je puis compter avec certitude sur le chiffre de \$800,000.00 qu'il m'a fourni. Les premiers six mois de l'exercice ont donné \$362,914.13. En doublant cette somme on trouve \$725,828.26. Mais il ne faut pas oublier que les paiements du second semestre sont toujours plus forts que ceux du premier ; et

l'expérience du passé nous justifie de compter sur une différence en plus de \$75,000.00.

Le chef de l'opposition me fait donner comme chiffre de la recette de l'année fiscale prochaine, \$2,864,612.00, tandis que mon évaluation porte cette recette à \$2,954,612.00, soit \$90,000.00 en plus. J'ai divisé les recettes, en recettes ordinaires et recettes extraordinaires. Dans la première catégorie, je comprends toutes les sources de revenu ordinaires et permanentes, et dans l'autre des revenus temporaires, il est vrai, mais qui tombent dans le fonds du revenu consolidé. J'ai rangé dans cette dernière catégorie, les remboursements des prêts aux incendiés de Québec et aux propriétaires des asiles, et les perceptions sur le fonds d'emprunt municipal. Dans ses calculs, le chef de l'opposition a omis de tenir compte des \$90,000.00, montant de cette recette extraordinaire.

L'honorable député prétend qu'il aurait fallu ajouter au service de la dette publique, \$75,000.00 pour l'intérêt d'un million et demi de l'emprunt. Mais les besoins de la prochaine année fiscale n'exigent qu'une émission additionnelle de \$500,000.00, ce qui portera le montant émis à \$2,000,000.00 ; et je pourrais dans les prévisions à l'intérêt de cette somme.

Le chef de l'opposition ajoute à la dépense ordinaire, le coût de l'édifice du parlement et celui du palais de justice de Québec, ainsi que le remboursement à la compagnie du chemin de fer Québec central. L'honorable député devait savoir que ces sommes ne sont pas imputables à la dépense ordinaire, mais qu'elles doivent être payées à même l'emprunt.

En parlant l'autre jour, de la grande dépense qui avait été faite par le gouvernement de la province pour les chemins de fer, j'ai voulu en même temps démontrer les immenses avantages que le pays en avait retirés. Pour cela, j'ai cru devoir placer devant cette Chambre des statistiques, pour établir l'accroissement considérable qui avait eu lieu depuis la confédération, dans la valeur de la propriété foncière. Mon unique but était de saisir la Chambre de cette augmentation ; et personne n'a été plus surpris que moi de m'entendre imputer des motifs auxquels je n'avais jamais même rêvé. J'ai peine à croire qu'on ait été sérieux, en feignant de voir dans un simple état statistique, le dessein sournois de préparer l'opinion publique à la taxe foncière. Loin de là, je désire de toutes mes forces éviter le recours à la taxe foncière, et je ferai tout en mon pouvoir pour en empêcher l'introduction.

Avant de passer à la considération de la proposition en amendement, placée entre vos mains par le chef de l'opposition, permettez-moi de

relever deux seulement, des remarques du député de Montréal-centre. Quant aux autres, ma réplique au chef de l'opposition y répond suffisamment.

Cet honorable député critique le fait que j'établis le déficit actuel, en tenant compte des exercices successifs depuis la confédération. N'est-ce pas là le seul moyen de connaître la position actuelle des affaires ? Était-il défendu d'employer nos surplus à diminuer nos déficits ? Et devons-nous ériger ces surplus en fétiches pour l'adoration des millionnaires ?

Est-il nécessaire que je dise qu'en établissant le chiffre des déficits des fonds consolidés du revenu et des chemins de fer, je n'ai fait que me conformer à la pratique universelle, qui veut que chaque année les bénéfices ou les pertes soient portés au compte des profits et des pertes, dont le solde de chaque année démontre la situation actuelle ?

L'honorable député prétend que j'ai omis dans mon exposé budgétaire, une somme de \$115,240.32. Il se trompe. Cette somme est le montant du paiement à être effectué pendant l'exercice prochain, à compte du dépôt fait par la compagnie du chemin de fer Québec central, et forme, avec les intérêts de l'année fiscale prochaine, sur ce dépôt, soit \$20,053.02, le montant payable pour l'intérêt annuel garanti, sur les débentures de cette compagnie.

Or cette somme de \$20,053.02 est portée dans la dépense ordinaire et se trouve comprise dans le montant de \$840,365.52 pour intérêts. La somme de \$115,240.32 forme partie de la dette flottante et ne doit pas être payée sur les revenus ordinaires de l'exercice prochain, mais à même les deniers de l'emprunt. Voilà pourquoi l'honorable député ne trouve pas cette somme parmi les montants de la dépense ordinaire. Elle est comprise dans la somme de \$175,030.12 mentionnée dans l'énumération des montants dont l'acquittement est urgent, et qui devront être payés avant la fin de l'exercice prochain, avec les deniers de l'emprunt. Cette somme de \$175,030.12 se compose du paiement qui reste à être effectué pendant l'exercice en cours, et des deux paiements à être faits pendant l'exercice prochain à compte du remboursement du dépôt.

Le chef de l'opposition a voulu faire censurer le gouvernement, premièrement, parce qu'il est proposé d'augmenter les dépenses du gouvernement civil de \$37,671, au delà du montant dépensé l'an passé, et ensuite, parce qu'il est proposé d'avoir de nouveau recours à l'emprunt.

Voyons si ces reproches, à l'adresse du gouvernement, sont bien fondés.

Quant au premier, est-il vrai qu'il y ait augmentation de \$37,671.00 dans l'article des salaires du service civil? Je dis que non, et je vais le démontrer. Le montant des traitements payés pendant l'année fiscale expirée le 30 juin dernier, d'après les comptes publics est de \$133,992.11 et le montant porté dans les prévisions de l'année fiscale prochaine est de \$169,305.00, soit une différence en plus de \$35,312.89 et non de \$37,671.00. Mais de cette somme de \$35,312.89, il faut déduire celle de \$18,523.04 pour le traitement d'employés, dont les salaires étaient auparavant payés sur les contingents ou sur le crédit pour le service des cadastres ou sur celui pour les travaux et édifices publics.

Il n'y a jusqu'à concurrence de cette somme de \$18,523.04, qu'un simple transfert de ces traitements au crédit du service civil, ce qui ne constitue aucune augmentation.

Ceci réduit l'augmentation apparente de \$35,312.89 à \$16,789.85. Dans cette dernière somme, se trouve comprise l'augmentation de \$4,000 dans les traitements des ministres, augmentation votée l'an dernier par cette Chambre, avec l'assentiment de l'honorable député de St-Hyacinthe, qui a donc mauvaise grâce aujourd'hui d'y trouver à redire. Il y a aussi une augmentation de \$3,200.00 dans les traitements des sous-chefs, opérée, sauf dans le cas de l'assistant-registraire, avant la formation du cabinet actuel. Ces fonctionnaires, par l'acte réglant le service civil, ont droit à un salaire de \$2,400.00; mais en 1878, leur salaire a été arbitrairement réduit à \$2,000.00. Le gouvernement Chapleau désireux, ainsi que le ministère actuel, pour les raisons que j'ai suffisamment développées dans mon exposé budgétaire, de donner à cet acte tout son effet a porté de nouveau les salaires des sous-chefs au chiffre auquel ceux-ci avaient droit. En agissant ainsi, ces gouvernements n'ont fait que se conformer aux dispositions de la loi. Pour que ces fonctionnaires ne reçussent pas les salaires auxquels cette loi leur donne droit, il faudrait que la Législature le déclarât en amendant l'acte du service civil; mais jusque là, on ne doit pas faire un reproche au gouvernement de ce qu'il exécute les dispositions du statut.

Il ne reste que \$9,589.85 d'augmentation, dont \$3,500.00 pour nouvelles nominations faites avant et \$1,050.00 pour nominations faites depuis la formation du cabinet actuel, et \$5,039.85 pour augmentation statutaire dans les traitements. De cette augmentation de \$5,039.85,

la somme de \$3,050 seulement, est suggérée par les prévisions de cette année.

En résumé, déduction faite des traitements transférés et de l'augmentation dans les traitements des ministres, votée par cette Chambre, l'augmentation réelle se réduit à \$12,789.85, qui se décompose comme suit :

1. Augmentation des traitements des sous-chefs, opérée en vertu de l'acte réglant le service civil . . . . .	\$ 3,200.00
2. Nouvelles nominations faites sous l'administration Chapleau . . . . .	3,500.00
3. Nominations faites par le gouvernement actuel . . . . .	1,050.00
4. Augmentation statutaire des traitements depuis le premier juillet 1882, d'après l'acte du service civil . . . . .	5,039.85
	<hr/> \$12,789.85

Et c'est pour cette augmentation ainsi expliquée et justifiée, et non pour une augmentation de \$37,671.00, comme le prétend le chef de l'opposition, que cet honorable député a demandé à cette Chambre de déclarer que le cabinet ne mérite pas la confiance du pays.

Maintenant, quant à l'autre reproche qu'il est à regretter, que le gouvernement se propose d'avoir de nouveau recours à l'emprunt, il suffit de se rappeler quelles sont les raisons qui nécessitent une addition de \$500,000.00 à l'emprunt de \$3,000,000.00, autorisé en 1882, pour se convaincre que cette addition est nécessaire, et que le gouvernement est justifié de la proposer à la Chambre.

L'emprunt de 1882 a été autorisé, entre autres raisons, pour permettre au gouvernement de payer les réclamations pour les travaux sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et la balance des subventions votées aux compagnies de chemin de fer.

Les réclamations payées dans le premier semestre de l'année fiscale courante, ont excédé, comme je l'ai expliqué dans mon exposé budgétaire, de \$247,454.38 le crédit voté, et il reste encore des réclamations pour le montant de \$45,000.00, formant ensemble une addition à la dette flottante de \$292,454.38. Après que cette Chambre eût adopté la loi autorisant l'emprunt de \$3,000,000.00, elle a voté une augmentation de \$250,000.00, en argent, à la subvention accordée à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean. La Chambre qui a voté cette augmentation, a dû assurément vouloir qu'il fût pourvu de quelque manière à

son paiement. Ces deux sommes, celle de \$292,454.38 et celle de \$250,000.00 forment donc une augmentation de la dette flottante de \$542,454.38, et il faudra nécessairement pourvoir à cela. C'est pour cela, et pour cela seulement, que le gouvernement se propose de demander à cette Chambre, l'autorisation d'augmenter de \$500,000 l'emprunt de 1882.

Y avait-il encore ici une raison pour demander à cette Chambre d'exprimer un manque de confiance dans le cabinet actuel, qui ne cherche, par sa proposition, qu'à faire honneur aux engagements contractés avant sa formation ?

Il y a quelques minutes, l'honorable chef de l'opposition m'a accusé solennellement d'avoir sciemment trompé cette Chambre pour la décider à voter la vente du chemin de fer. Il a dit que le 4 avril dernier, je montrais un déficit de \$500,000, et que le 2 mai suivant, j'annonçais un surplus, pour l'exercice alors en cours, de \$50,000.

J'ai été étonné d'entendre cette accusation solennelle, lancée d'un ton magistral, et je ne sais vraiment qu'en penser. Est-ce qu'il ne comprend pas les chiffres que j'ai soumis, ou est-ce que cette accusation solennelle est faite de mauvaise foi pour en imposer à la Chambre ?

Consultons les documents et voyons ce qui en est.

Le 4 avril, j'ai mis devant la Chambre des états que j'avais préparés, concernant la vente du chemin de fer. Parmi ces états, il s'en trouve un montrant la moyenne annuelle des recettes et des dépenses de la province, non compris néanmoins les recettes et les dépenses de l'exploitation du chemin de fer. Par cet état, je constate un déficit annuel, en moyenne de \$580,605.

Le 5 avril, avant et non après la confirmation de la vente du chemin, lorsque j'ai eu l'honneur de m'adresser à cette Chambre, j'ai déclaré qu'il y aurait pour l'exercice en cours un surplus d'une cinquantaine de milliers de piastres, et que ce surplus serait dû au fait que la corporation de Montréal avait payé une somme de \$554,000 pour acquit de ce qu'elle devait au fonds d'emprunt municipal ; mais que si l'on ne tenait pas compte de ce payment, il y aurait pour 1882, un déficit d'environ \$500,000. Dans la même occasion, loin de déclarer que la vente du chemin de fer produirait à l'avenir des surplus, j'ai déclaré que si nous ne le vendions pas, il y aurait, en tenant compte du profit de l'exploitation, un déficit probable d'environ \$330,000, mais que si nous vendions, le déficit annuel serait d'environ \$100,000.

Le 15 mai et non le 2 mai, car à cette dernière date je n'ai pas parlé,

dans mon exposé budgétaire, je n'ai fait que confirmer ce que j'avais dit avant la ratification de la vente du chemin de fer. J'ai annoncé ce surplus probable de \$50,000 que j'avais mentionné le 5 avril, et j'ai constaté par mes évaluations budgétaires de la recette et de la dépense, qu'il y aurait un déficit probable de \$106,229.41.

Ces faits réfutent complètement l'accusation portée solennellement contre moi, d'avoir sciemment trompé cette Chambre. Je n'ai dit après la vente que ce que j'avais déclaré avant, et le recueil des *Débats de la Législature* est là pour le constater.

J'arrive maintenant à la proposition que l'honorable chef de l'opposition vient de mettre entre vos mains, en amendement à ma proposition pour la formation du comité du budget.

Par cette proposition en amendement le chef de l'opposition reproche au gouvernement les paiements faits en vertu de mandats spéciaux, durant les premiers six mois de l'exercice en cours, et à l'appui de son blâme, il invoque le privilège incontestable des représentants du peuple, de contrôler la destination des deniers publics, et que tout emploi de ces deniers, sans l'assentiment préalable de la Législature est inconstitutionnel.

Le chef de l'opposition admet, lui-même, que des circonstances urgentes et imprévues, apportent un tempérament à l'application de ce principe.

J'admets pleinement les droits des représentants du peuple au contrôle des deniers publics; mais avec ce tempérament, qui permet au gouvernement, sur sa responsabilité, de faire certaines dépenses urgentes auxquelles il n'a pas été pourvu.

Comparons le but des mandats spéciaux émis depuis le commencement de la présente année fiscale avec celui des mandats spéciaux de l'exercice de 1878-1879. Des mandats spéciaux émis par le ministère actuel, cinq, au montant de \$307,728.19, l'ont été pour subvenir à l'insuffisance du crédit voté pour le compte de construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et trois au montant de \$85,189.76, l'ont été pour autoriser certains paiements pour le compte de l'exploitation, dans l'absence d'un crédit. Le paiement de ces sommes était d'urgence, et elles étaient dues pour un objet qui avait l'assentiment de la Législature, savoir : la construction et l'exploitation du chemin de fer. Le reste des mandats, au montant de \$27,884.68 étaient pour subvenir à l'insuffisance de crédits ordinaires. Ils ont été tous mentionnés dans mon exposé budgétaire.

Les mandats spéciaux émis pendant l'exercice de 1878-1879, au montant de \$201,394.01 furent tous émis pour subvenir à l'insuffisance des crédits que le cabinet du jour avait demandés.

Résumons maintenant la comparaison.

Pendant l'exercice de 1878-1879, \$201,394.01, pour dépenses ordinaires ; et pendant l'exercice en cours, \$27,884.68, aussi pour dépenses ordinaires, y compris \$10,000.00 pour la colonisation.

Beaucoup de comptes en rapport avec la construction du chemin de fer n'étaient pas réglés lors de la dernière session, et le montant constaté par le règlement de ces comptes, a excédé de beaucoup les prévisions des officiers chargés de l'administration. Il en a été de même quant aux comptes de l'exploitation. Ainsi, quand le gouvernement du jour demanda les crédits qui ont été votés pour ces services, il agissait de bonne foi sur les évaluations qu'on lui avait soumises, et non pour échapper à l'examen et au contrôle de la Législature, ni pour défier la Chambre et l'opinion publique, comme l'a affirmé le chef de l'opposition.

Le cabinet actuel ne pouvait reculer devant le paiement de ces dettes et il n'a pas hésité d'en prendre la responsabilité.

Il ne me reste plus qu'à réitérer en terminant, que c'est l'intention du gouvernement d'administrer les affaires du pays avec toute l'économie possible, et en même temps de contribuer dans la mesure des ressources du pays, au progrès de la colonisation, au développement de nos richesses minérales et forestières et à l'avancement de l'instruction ; et à exprimer, non l'espoir mais la conviction, que le gouvernement jouit de la confiance de cette Chambre et du grand parti conservateur, si largement représenté dans cette enceinte.

**M. Picard.**—*député de Richmond et Wolfe.*—M. le président, je désire faire quelques remarques à l'égard de notre situation financière. Je ne puis féliciter le gouvernement au sujet du règlement de la souscription du million de la cité de Québec pour aider à l'établissement du chemin de fer du Nord. Je me rappelle que lors de la vente l'an dernier, on nous promettait qu'en sus du prix de vente de la division est, nous aurions un demi million de piastres, moins les \$143,000 de débentures de la cité qui étaient entre les mains de l'honorable M. McGreevy, ce qui aurait laissé \$357,000.

Si j'en juge par les arrangements conclus par le gouvernement avec la corporation de Québec, j'ai toute raison de croire que la province



n'aura pas un seul sou de cette balance de \$500,000 que l'on nous promettait à la dernière session.

M. le président, cette somme d'un demi million est allée dans le gouffre où tant d'autres sommes sont tombées depuis le 2 mars 1878. De plus, il paraît que l'on aurait profité de la même transaction pour y englober la balance due pour le fonds d'emprunt municipal, que la cité de Québec devait au gouvernement.

Il y a un autre sujet sur lequel je dois exprimer mon opinion. Je ne puis féliciter le gouvernement quant à ce qui regarde l'émission de mandats spéciaux en juillet et août derniers, pour un montant de plus de \$400,000. Il me paraît clair qu'il n'y avait pas lieu de tant se hâter de payer ces comptes qui n'étaient pas en souffrance, et qu'il n'y avait pas lieu de violer la loi. Si ces comptes pressaient tant en juillet, pourquoi n'a-t-on pas demandé l'argent nécessaire dans le cours du mois de mai, pendant que la session durait encore. Ce n'était pas bien pressant puisqu'on n'y a pas songé. Je ne puis, encore bien moins, approuver le gouvernement d'avoir augmenté d'au delà de \$30,000—les dépenses seules du service civil. Je termine, M. le président, car je ne veux pas prolonger cette discussion. Je dirai, avant de reprendre mon siège, que je vois avec peine le gouvernement actuel entrer dans la voie des expédients et des extravagances, tant battue par ses devanciers, les cabinets Joly et Chapleau.

Je saisis cette occasion opportune pour dire aux chefs du grand parti conservateur que je ne suis point disposé à les appuyer bien longtemps s'ils ne font pas mieux à l'avenir.

Si je continue à leur donner mon appui pendant la présente session, ce ne sera qu'à la condition que, durant la vacance prochaine, ils prendront les moyens de remplir sérieusement leur programme d'économie, ainsi que bien d'autres réformes propres à satisfaire le pays et les amis.

La proposition de l'honorable M. Mercier est ensuite mise aux voix :

Ont voté pour :—Messieurs Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Gagnon, Joly, Laberge, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—Messieurs Archambault, Asselin, Audet, Beauchamp, Blanchet, Broussseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Duhamel, Faucher de St-

Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Owens, Pâquet, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Thornton, Trudel et Würtele.—42.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget et le crédit suivant est adopté :  
Bibliothèque de la Législature \$3,000.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du vendredi, le 2 mars 1883.*

**SOMMAIRE** : — Dépôt, par M. le président, d'un état des affaires de diverses institutions. — Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de documents relatifs au chemin de fer provincial. — Suite de la discussion générale sur le projet de budget pour 1883-84 : MM. Beaubien, Lynch, Joly, Blanchet, Mercier, Desjardins, Gagnon. Proposition de l'honorable M. Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre l'état des affaires pour 1882, des institutions dont les noms suivent : du dispensaire de Montréal, de l'asile des orphelins de Québec et du couvent de St. Vincent de Paul.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 janvier 1883 ; demandant copie des actes passés et de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de Québec, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite cité, pour aider à la construction du chemin de fer de colonisation du Nord et du Q. M. O. et O.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le projet de budget des dépenses pour l'exercice 1883-84.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Highelaga*.—M. le président, j'aurais voulu motiver mon vote d'hier et dire mon mot sur la politique générale du gouvernement, mais la discussion paraissant tirer à sa fin, et le désir positif manifesté par la Chambre m'en ont empêché. Je n'ai pas voulu prendre la parole à un moment où tout le monde se sent à l'aise, croyant toucher à la fin d'un long débat, car je sais qu'alors l'on est peu écouté et que l'on risque encore plus de paraître importun, ce qui dispose guère un auditoire d'être sympathique.

J'espère que la Chambre me permettra de lui faire les remarques que je désirais lui présenter dans une autre circonstance. M. le président, le gouvernement a annoncé que l'un des articles de son programme était d'économiser les deniers publics par une diminution judi-

cieuse des frais du service civil. A cette fin, il a nommé une commission pour faire une enquête. Cette commission arrivera-t-elle à un résultat pratique, à un bon résultat. Je veux bien le croire. Je suppose qu'elle conseille une économie de trente ou quarante mille piastres. Dans quelle position nous trouverons nous si nous déclarons maintenant que le gouvernement ne peut faire aucune économie. C'est pourtant ce que nous faisons en votant le budget proposé par le gouvernement.

Nous approuvons une augmentation de la dépense de plus de \$30,000 dans le service civil, et nous voulons en même temps, au moyen d'une commission d'enquête, opérer une réduction dans ce même service qui nous paraît, tel qu'il est aujourd'hui, trop élevé. Il y a là une contradiction inexplicable. Quant à la commission je lui souhaite tout le succès possible, et dans l'intérêt du trésor je désire qu'elle réussisse dans ses travaux.

Maintenant je veux dire un mot des inspecteurs des mines. Je ne suis pas prêt à condamner le système de faire connaître la richesse minière de notre province, mais je ne puis me dissimuler qu'il recèle un danger non-seulement pour les intérêts publics mais même pour les ingénieurs.

Qui nous dit, qui nous assure que leurs travaux d'exploration ne seront pas livrés à la publicité avant le moment propice. Qui nous assure qu'on ne fera pas des tentatives auprès d'eux pour les engager à dévoiler le résultat de leurs explorations avant le dépôt de leur rapport au bureau du département dont ils relèvent? Je ne veux pas par ces paroles jeter le moindre doute sur le caractère et l'honorabilité de ceux que nous avons à notre service ou qui pourront l'être à l'avenir. Mais on doit admettre qu'il y a là un danger réel. On leur fait, à ces fonctionnaires entre les mains desquels se trouvent des intérêts très-considérables, on leur fait, dis-je, une position très difficile en adoptant le système dont je parle. Les rapports de ces ingénieurs seront, je présume vraisemblablement, déposés dans les bureaux publics. Ici encore il y a un autre danger que je veux signaler à la Chambre et le voici : Une fois que ces rapports seront ainsi déposés et pendant l'intervalle qui s'écoulera jusqu'à leur publicité, qui nous dit que des gens intéressés ne mettront pas subrepticement la main dessus, et ne profiteront pas par là même d'une connaissance que d'autres n'auraient pas. En face de ces dangers, je me demande s'il ne vaudrait pas mieux laisser la recherche des dépôts de nos richesses minières à l'initiative privée plutôt que de faire intervenir le gouvernement, comme le veut le système que nous avons à l'état d'essai à l'heure qu'il est.

Déjà, comme si on voulait justifier mes appréhensions, on dit qu'une compagnie minière qui demande en ce moment à la Législature l'autorisation de se constituer légalement, a en sa possession des rapports et des plans des richesses minières qu'elle veut exploiter. Comment a-t-elle pu se procurer ces documents ? Je n'accuse, il va de soi, personne, mais enfin, si cette nouvelle était fondée, n'aurions-nous pas là une preuve de la réalité des dangers que je signale. Il se peut que l'on me réponde que tel n'est pas le cas. Qu'on remarque bien que je n'accuse pas les ministres d'être les auteurs de ce manquement. Point du tout, je suppose que ces indiscretions coupables peuvent se produire en dehors de leur connaissance et de leur participation. Un employé subalterne pourra s'en rendre coupable sans que le ministre n'en sache le premier mot. Pour éviter ces dangers réels, je prie la Chambre de le croire, je voudrais l'introduction du système de la concurrence publique. Que l'on me comprenne bien, M. le président, je ne mets pas en doute la discrétion et l'honorabilité du commissaire des terres de la couronne, mais, comme je le disais il y a un instant, cela peut se faire à son insu comme cela s'est produit dans le bureau de M. Abbott. Je n'accuse personne non plus, car je n'ai rien en ma possession pour établir ces accusations. Mes remarques ont simplement une portée générale et n'ont aucunement un caractère particulier.

A Ontario, le système qui prévaut est celui basé sur l'initiative privée que je préconise. Ici on a changé le système pour adopter celui qui, à première vue, paraît fort bien, mais qui est dangereux dans la pratique.

On a reproché au gouvernement de construire un palais législatif. Je regrette que mon honorable ami le député de Sherbrooke ait exprimé ce singulier reproche. Je suis bien loin de partager sa manière de voir. Je veux que la province de Québec ait son parlement, qu'elle soit chez elle. Je veux ardemment que notre belle province reste ce qu'elle est, avec son administration à part, et c'est pour cela que je veux qu'elle ait un édifice convenable où ses représentants puissent aller débattre les moyens les plus propres à développer sa richesse et assurer son bonheur et sa prospérité. Les infortunes que nous avons ou que l'avenir pourra nous réserver, ne nous amèneront pas à sacrifier notre existence comme peuple. Que Québec reste ce qu'il est et il sera la dernière province anglaise de l'Amérique. Mais on ignore donc notre histoire qui date de plus de deux longs siècles. Ne connaît-on pas nos traditions, si chères au cœur des Canadiens-Français ? Tout nous rattache

à ce qu'on est convenu d'appeler le loyalisme et le royalisme. Non, M. le président, nous avons toujours été trop attachés à la liberté pour en faire le sacrifice, en abandonnant les garanties que nos luttes et celles de nos aïeux nous ont données et qui se résument maintenant dans notre autonomie provinciale. Que le palais législatif soit donc la forme matérielle donnée à ces garanties de liberté dont nous jouissons, et que le peuple puisse dire : voilà ma maison, là où mes représentants sont les rois et maîtres, et entre les murs desquels sont mes destinées.

Pardon, M. le président, si je me suis laissé entraîner un peu, mais le sujet en vaut la peine et j'ai dû céder à l'influence qu'il exerce sur mon esprit, comme sur l'esprit de tout homme qui tient au maintien de l'édifice politique élevé par la loi organique de 1867. Je reviens au sujet moins émouvant du budget du prochain exercice.

L'honorable trésorier nous a annoncé dans son exposé budgétaire qu'il nous proposerait d'autoriser le gouvernement d'emprunter un autre demi million. Il me semble qu'il faudrait attendre que la commission d'enquête ait fait son rapport, nous ait suggéré les économies qu'elle croira devoir recommander à la suite de son enquête. En attendant que nous ayons ces renseignements, qu'on laisse les sommes que nous paierons avec le produit de cet emprunt, qu'on les laisse dans la dette flottante. Cette commission ne fera quelque chose qu'en autant que les honorables ministres l'aideront. Et il y aura réellement économie que si les ministres savent se mettre au-dessus des désirs des députés, c'est-à-dire, s'ils savent résister à leurs demandes. Les honorables ministres doivent comprendre qu'eux ont un devoir à remplir au point de vue du patronage et que les députés en ont un autre. Pressés par les demandes, nous pouvons bien les transmettre aux ministres, les appuyer chaleureusement même, et, promettre à ceux qui sollicitent tout notre appui. Nous devons demander, mais on comprend que nous ne sommes pas obligés de réussir.

De là je prétends qu'il ne doit y avoir des nominations qu'en autant que le service public l'exige réellement. Il y a bien longtemps que l'on répète cela sur tous les tons, mais on n'est pas si empressé à mettre en pratique cette saine doctrine en matière d'administration. La théorie, c'est bel et bon, mais arrive-t-on à la pratique? Tout change d'aspect et l'on finit par ne plus s'entendre du tout sur le mode qu'il faut adopter pour arriver à la réalisation de la théorie qu'on approuve cependant de tout cœur. Il est temps que nous sachions prendre un parti énergique,

car plus nous retarderons, plus nous aurons à faire face à une situation budgétaire de plus en plus embarrassée. Au point de vue de la dépense, j'aurais préféré qu'il n'y eut pas de commission d'enquête, car, à mon avis on aurait pu s'en passer. Cette commission ne travaillera pas pour rien. Les frais qu'elle occasionnera seront autant d'enlevé sur les économies qu'elle suggèrera.

Il est d'usage que dans la discussion générale du budget, on ait le droit de toucher à toutes espèces de sujets. J'en profiterai pour dire un mot des arrangements que le gouvernement a conclus avec les autorités municipales de la ville de Québec. Je regrette que le gouvernement se trouve à présent entre Québec et la compagnie du chemin de fer du Nord.

Par ce règlement, s'il y a des dommages, cette ville pourra en réclamer le paiement de la province, tandis que sans cet arrangement, le gouvernement n'avait rien à faire avec les démêlés présents ou futurs de Québec avec la compagnie en question. Il n'était pas nécessaire de faire ce sacrifice pour en finir avec cette affaire du règlement avec la ville de Québec. Pour bien se rendre compte de l'importance de ce point, je suppose qu'un accident arrive sur la rue Prince Édouard, qu'un enfant soit écrasé par un convoi, c'est le gouvernement qui devra répondre pour cet accident. Il est bien vrai que celui-ci aura son recours contre la compagnie du Grand-Tronc, car c'est le Grand-Tronc qui est là maintenant, et Dieu sait quand nous pourrions réussir à nous faire indemniser; qui sait s'il ne nous faudrait pas aller jusqu'en Angleterre pour avoir ce que nous réclamerions. Je regrette qu'une telle position ait été faite à la province, qui a bien assez de répondre pour elle-même sans avoir à répondre pour le Grand-Tronc. Je n'en dirai pas davantage pour le moment, car je profiterai d'une autre circonstance pour revenir sur le sujet et le traiter plus longuement.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, l'honorable député d'Hochelaga a fait allusion à divers sujets d'une grande importance pour les intérêts publics. Dans ses remarques, mon honorable ami a su apporter l'esprit pratique qui, d'ordinaire, le caractérise, lorsqu'il parle sur des sujets comme ceux qu'il a traités.

L'honorable député a parlé d'une question qui intéresse tout particulièrement le ministère des terres de la couronne. Comme chef de cette partie du service administratif de la province, je me sens jusqu'à un certain point touché par les paroles qui ont été prononcées, bien que je

n'hésite pas à dire que mon honorable ami n'a pas voulu, en aucune manière, me blâmer personnellement. L'honorable député d'Hochelaga a laissé entendre que le contenu de certains documents très importants, déposés au ministère des terres de la couronne, aurait été connu subrepticement par des personnes ayant intérêt à le savoir. Je puis dire que c'est la première fois qu'un fait aussi grave est porté publiquement à ma connaissance, j'espère que mon honorable ami se rendra compte de la nécessité qu'il y a pour lui de me dire où il a puisé ses renseignements, afin de me mettre en position d'aller au fond de cette affaire et de connaître les coupables, s'il y en a. Jusqu'à preuve du contraire, j'ai raison de reposer une entière confiance dans les fonctionnaires de mon département. Je sais très bien que la Chambre ne me soupçonnera pas, même pour un instant, capable de manquer à mon devoir et de trahir les intérêts du dépôt sacré qui a été confié à mon honneur et à mon intégrité. J'ai eu trop de preuves manifestes de la confiance et de la bienveillance de mes honorables collègues dans cette enceinte, pour m'imaginer que l'ombre même d'un soupçon pourrait avoir place dans leur esprit, quant à ce qui me concerne personnellement, et par là même, je ne vois pas qu'il soit nécessaire de me défendre.

Lorsque j'ai pris la direction du ministère des terres de la couronne, qui avait été si bien administré par l'honorable député de Gaspé, je me suis rendu compte de toute la responsabilité que j'assumais, et je me suis efforcé d'accomplir mes devoirs avec fidélité et dévouement. Mais si quelqu'un par abus de confiance ou subrepticement, ont réussi à prendre connaissance des cartes, rapports ou d'autres documents importants qui avaient été déposés sous ma surveillance, tout ce que je puis dire c'est que cela s'est fait sans ma connaissance et que cette conduite fait bien peu d'honneur au coupable. J'espère que si quelqu'un des honorables députés ont des renseignements sur le coupable ou qui pourraient amener sa découverte, on voudra bien me les communiquer, car il est de la plus haute importance pour moi et pour la province, de savoir si dans le personnel que j'ai dans mon bureau, il y a des traîtres ou des espions en la garde desquels il ne convient pas de laisser les secrets des documents relatifs à l'intérêt public. Mais on comprend que tant que je n'aurai pas la preuve que je sollicite, je suis obligé d'avoir la même confiance dans ces employés, confiance dont ils ont joui de mes prédécesseurs et de moi-même par le passé.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Mon intention n'a pas été de faire soupçonner aucun fonctionnaire. J'ai relaté les



faits tels qu'on me les a contés et je ne puis dire comment on a connu les secrets dont je parle.

L'honorable M. **Lynch**.—M. le président, si des renseignements officiels importants ont été communiqués à des étrangers du ministère des terres, cela n'a pu se produire que de deux manières ; soit que je les ai moi-même dit à ces gens-là, où qu'ils leur aient été communiqués par l'entremise de l'un de mes subalternes. J'ai déjà nié ma participation dans cette affaire.

Si c'est l'œuvre de l'un de mes subalternes, je puis également affirmer qu'il a agi sans ma connaissance ou celle de ses supérieurs et par conséquent il importe encore davantage de tout connaître à ce sujet, pour appliquer le remède convenable.

L'honorable député d'Hochelagâ nous a parlé du système en vigueur concernant le service des mines. Je dois dire que je partage en partie sa manière de voir. Mais d'un autre côté il faut aussi admettre qu'il faut que je connaisse les ressources minières de la province, afin d'être en position de répondre aux demandes qui me sont faites. Si on me refuse le droit de me renseigner au moyen des travaux d'ingénieurs compétents, comment pourrais-je me guider dans l'évaluation des terrains miniers et comment pourrais-je intelligemment traiter les demandes qui me sont faites. Pour mieux faire comprendre la pensée que je viens d'exprimer, je donnerai l'exemple d'un fait qui s'est produit tout dernièrement. On me demandait des terres contenant de l'ocre. N'ayant pas les connaissances voulues pour émettre un avis sérieux sur diverses demandes de ce genre et ne connaissant pas la valeur de ces terrains, je me suis adressé aux officiers de mon bureau pour avoir des renseignements, mais le seul résultat de ma démarche c'est que j'ai constaté que ces derniers n'en savaient pas plus long que moi sur ce sujet. Ceci ne devrait pas exister dans un bureau public, et c'est en vue de commencer à faire disparaître cette lacune, que je demande la petite somme de \$3,000. Ce montant est loin d'être proportionné aux besoins réels, mais enfin, il me permettra de requérir les services de quelques explorateurs. Je crois que notre province possède une grande richesse minière, dont nous n'avons aucune idée juste, et c'est pour obtenir une idée approximative de l'étendue de cette richesse et des localités où sont les gisements que je me propose d'envoyer des personnes pour explorer et non pas avec l'intention de nuire aux recherches entreprises par des individus pour leur propre compte.

Bien loin de leur nuire dans leurs travaux, je suis plutôt disposé de

les aider, je veux même exciter l'initiative privée, comme étant un excellent moyen de faire connaître plus promptement nos richesses minières et leur donner de la valeur. Mon but, en demandant à la Chambre l'ouverture d'un crédit de \$3,000 c'est de me mettre en état de répondre aux questions qui me seront posées — comme cela s'est déjà présenté — par des capitalistes de France, d'Angleterre ou des Etats-Unis, qui désirent placer ici leurs capitaux, qu'ils trouveront ce qu'ils désirent et de plus pour pouvoir traiter avec eux en connaissance de cause, lorsqu'on me demande d'acheter ou de faire d'autres arrangements. Voilà l'objet que j'ai en vue. Quant aux observations de l'honorable député d'Iiochelaga, je comprends le danger qu'il nous a signalé, aussi voilà ce qui m'a engagé à encourager l'initiative privée à faire elle-même des recherches avec les officiers du gouvernement. Tout le monde est d'accord sur l'importance qu'il y a de développer nos richesses minières. J'en suis bien aise, car si nous savons tirer partie de cette ressource, nous pourrons en recevoir un revenu notable avant peu d'années.

L'honorable député de Sherbrooke a commenté l'augmentation qu'il appelle alarmante des dépenses de la province, surtout depuis les deux dernières années, mais mon honorable ami a oublié un point, c'est que le pays a progressé, ce qui nécessite un progrès correspondant dans la dépense, afin de faire face aux besoins nouveaux découlant de cette augmentation des affaires.

Je suis fier de ma patrie—car je suis né ici. Je suis l'enfant d'un immigré qui a su contribuer pour sa part à l'agrandissement de cette province et à l'édification de sa fortune publique. Je suis fier de pouvoir consacrer mon énergie au service de la province de Québec et je suis fier de ma position comme ministre de cette province. Mais ce qui m'énorgueillit le plus ce sont les progrès qu'elle a accomplis. Il est vrai que notre situation budgétaire est entourée de difficultés. Elle n'est plus la même que celle de 1867, car nos dépenses aujourd'hui sont bien plus considérables que lorsque nous sommes entrés dans la confédération. Mais cela s'explique et celui qui veut étudier les faits sans passion comme sans parti pris, peut aisément s'en rendre compte. Je ne suis pas un financier, mais en examinant la question à un point de vue pratique, je n'éprouve aucune difficulté à comprendre les causes qui ont produit la situation que nous avons. Nous sommes entrés dans la confédération avec la ferme détermination de maintenir intactes nos institutions particulières. Après une épreuve de plus de quinze années,

que voyons-nous, M. le président ? Nous voyons un état de choses qui constate un progrès général. Notre peuple est aussi avancé que celui de n'importe quelle province du Canada, mais il a une répulsion instinctive pour la taxe. Je ne veux pas étudier le point de savoir s'il a tort ou raison, mais le fait n'en reste pas moins dans toute son intégrité, et cela a pour conséquence de jeter sur le gouvernement maintes dépenses qui sont à la charge des corps municipaux dans les autres provinces. En outre de cela, quant à ce qui se rapporte à l'augmentation de la dépense, personne plus que l'ancien trésorier sait mieux que lui les causes de cette augmentation, et personne plus que lui n'est davantage responsable de l'existence de notre dette car il a été longtemps au pouvoir.

Mais si nous nous sommes endettés, nous avons pour cette dette un actif qui nous justifie de l'avoir créée. Nous possédons un magnifique réseau de voies ferrées qui peut être avantageusement comparé à celui de n'importe quel état ou province, soit de la république voisine, soit du Canada. Au lieu de décrier notre position, je crois que nous devrions en être fiers.

On se récrie beaucoup aujourd'hui en certains quartiers, sur le chiffre de notre dette. On oublie où on feint d'oublier qu'on a été les premiers à en voter l'augmentation quand l'occasion s'en est présentée. Je profiterai de cette circonstance, pour tirer de notre situation financière un utile enseignement. J'espère que la discussion générale que nous entendons ne sera pas sans produire un effet salulaire dans l'esprit des honorables membres de la Chambre.

Sans partager les craintes exagérées de quelques-uns des adversaires du gouvernement sur la position financière de la province, il importe de ne pas se cacher qu'elle exige toute notre sollicitude, plus même, qu'elle exige quelques sacrifices de notre part. Le gouvernement désire améliorer notre situation budgétaire, mais il ne peut faire que bien peu comparativement, s'il n'a pas l'appui pratique de la députation. Il faut non-seulement que les représentants du peuple se fassent à cette idée, mais de plus, il est d'absolue nécessité que le public en dehors de cette enceinte, partage notre conviction. Il serait beaucoup plus facile d'administrer les affaires de la province, de diminuer les dépenses, si cette pensée était celle de tout le monde. Ceci peut paraître étrange dans la bouche d'un ministre de la couronne, mais je prie ceux qui me font l'honneur de m'écouter, de croire que ce langage a sa raison d'être.

Quand les représentants du peuple nous demandent de pratiquer

l'économie, il doit être parfaitement compris que nous, les ministres, quelque désireux que nous soyions de nous rendre à leur désir, nous ne pouvons rien ou à peu près, à moins que nous ayions leur concours actif, leur coopération la plus sympathique. Je crois cependant que nous pouvons arriver au résultat désiré par tous les vrais amis de la province, mais pour réussir nous devons faire l'éducation de ceux qui doivent contribuer au succès en les convaincant que rien de solide, de pratique sera fait sans leur concours le plus cordial.

Le peuple généralement doit partager les mêmes vues, autrement nos efforts seront toujours stériles, car ce que nous réussirons à faire un jour sera réduit à rien le lendemain par des exigences qui ne devraient pas se produire pour le bien général. La province doit contribuer largement du succès de ce mouvement régénérateur des finances. A ce prix seul, nous réussirons à faire quelque chose de pratique et de durable.

On l'a dit déjà, on ne peut cependant trop le répéter. De la solution que nous donnerons à la question financière dépend notre avenir national. Considérée à ce point de vue, la question prend une toute autre physionomie. Elle acquiert une ampleur telle que chaque parti peut facilement s'en emparer sans craindre de nuire à son concurrent naturel, car quand il s'agit de l'avenir d'un peuple, la grandeur de la cause en jeu, exige que l'on se montre audessus des mesquines considérations de partis ou d'intérêts particuliers quel qu'ils soient. Ceci paraît quelque peu extraordinaire dans la bouche d'un ministre de la couronne, mais on ne doit pas oublier qu'il s'agit de pratiquer efficacement l'économie, avec l'espérance de ramener le budget à un état satisfaisant. Quand les représentants du peuple demandent aux ministres de diminuer les dépenses, on doit se rappeler que ces derniers sont impuissants s'ils ne peuvent compter sur la coopération cordiale et sympathique des députés. Sans doute qu'avec le concours de tous, on peut réduire les proportions du budget, mais tout le monde doit aider à cette œuvre et apporter la bonne volonté nécessaire en pareille circonstance.

Pouvons-nous, M. le président, voir cette unanimité dans les volontés de tous, cet accord dans les efforts pour atteindre le même but ? Je l'espère. J'espère voir tous les partis politiques s'unir patriotiquement dans une action commune ayant pour objet le maintien de notre autonomie provinciale. Et si, contre le gré de tous, contre le désir formel de nous tous, le jour venait de demander l'imposition d'une contribution directe pour préserver toute atteinte à cette autonomie, j'ai droit de croire, je

pense, que le concours de tous sera acquis à cette démarche énergique. Tous ceux qui occupent une position responsable dans notre organisation sociale et plus particulièrement dans notre monde politique, feront dans une semblable circonstance, leur devoir comme des hommes, sans apporter dans leur conduite les préjugés de races ou de religion, car que nous soyions Français, Anglais, Ecossais ou Irlandais, nous devons nous rappeler que la province de Québec est notre patrie. Mais, M. le président, il n'y a pas lieu de craindre l'éventualité à laquelle je viens de faire allusion. Car la Chambre sait que notre province n'est pas en banqueroute ou tellement embarrassée qu'il faille craindre une catastrophe. Je n'ignore pas que des gens, dans un but particulier se permettent de faire une telle peinture de notre situation financière. Il y a loin de la vérité à ces calculs exagérés. Le danger n'existe que dans l'esprit de ceux qui se rejouiraient s'il existait réellement. Ils prennent pour une réalité ce qui n'est qu'une illusion engendrée par leurs désirs et leur imagination en délire. Nous ne devrions avoir qu'une seule chose en vue et c'est celle de préserver nos institutions à n'importe quel sacrifice, si c'était nécessaire. Si nous savons faire notre devoir comme des patriotes et non comme des partisans quand même, je suis convaincu que la province continuera à marcher résolument dans la voie du progrès et de la prospérité, base et gage de sa grandeur future.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, l'honorable commissaire des terres a relevé quelques-unes des paroles tombées des lèvres de l'honorable député d'Hochelaga à propos de la violation d'un secret relatif à la richesse de nos mines. L'honorable ministre a énergiquement repoussé toute participation dans cet acte reprehensible. Je sympathise avec mon honorable ami lorsqu'il parle de sa carrière publique. Je suis certain que la Chambre ne doute pas du tout de l'honorabilité de Monsieur le commissaire. Mais ce fait nous éclaire quelque peu sur une importante question d'intérêt public, je veux parler du meilleur mode de tirer partie de nos richesses minières. Nous commençons une nouvelle ère sous ce rapport. Il importe de ne pas donner une base fautive à un système qui devra prendre de grands développements au fur et à mesure que l'exploitation minière grandira elle-même.

L'honorable commissaire des terres a admis que les dépenses avaient augmenté, ceci était facile à constater. Mais mon honorable ami a justifié cette augmentation par le fait de l'accroissement de la population. Il nous a dit que c'était la loi inévitable, fatale ; que nous ne pouvions l'éviter. Bien, je vais démontrer que nous pouvons faire le

contraire, et qu'il n'y a pas conséquemment de loi qui s'impose pour ainsi dire avec une telle force qu'elle est insurmontable.

Il n'y a pas cette fatalité avec laquelle on justifie ces extravagances criminelles quand on songe à l'état délabré de nos finances. Nous ne sommes pas obligés de dépenser de la sorte. Aucune loi physique ou humaine ne nous y oblige. Il suffit d'avoir de la volonté, mais une volonté ferme, inébranlable et cette fatalité, comme on l'appelle, disparaîtra de suite, car elle n'existe pas. Pour prouver que j'ai raison de parler de la sorte, je n'ai qu'à rappeler ce qui s'est fait sans secousse il y a quelques années à peine. Eh ! mon Dieu, c'est l'histoire d'hier. Pendant que nous étions au pouvoir, nous avons fait quelque chose qui indique clairement que nous pouvons faire des économies. Nous avons démontré qu'il n'y a aucune loi fatale, aucune loi de fer pour ainsi dire, qui nous oblige de dépenser plus que nous recevons. En quelques mois seulement, avec de la bonne volonté, une énergie convenable, nous avons réussi à diminuer nos dépenses d'une façon très appréciable.

Ah ! M. le président, je sais ce que l'on va me répondre. A chaque fois que l'occasion s'en est présentée et que nous nous sommes permis de contraster notre conduite au pouvoir avec celle de mes honorables amis de la droite, on nous répond que nous faisons pire qu'eux. En supposant que cela serait vrai, ce n'est certainement pas un argument à faire valoir. Si ce raisonnement était reçu comme valable, alors je me demande pourquoi changer de gouvernement, si celui qui succède ne vaut pas mieux que celui que l'on renverse. N'est-ce pas, M. le président, qu'il ne valait pas la peine d'appeler de nouveaux ministres à la direction des affaires, si ces derniers suivent les brisées de ceux qu'ils remplacent. La Chambre et le peuple, quand ils se donnent un nouveau cabinet le font dans le but d'être mieux servi. Ils n'ont donc pas eu pour leur trouble et pour leur argent, car de l'aveu même des honorables ministres qui ont pris nos places sur les bancs du trésor ils ne font pas mieux que nous.

Hier soir, quand l'honorable chef de l'opposition a accusé le trésorier d'avoir agi illégalement en retirant du trésor \$482,000 sur l'autorité de mandats spéciaux, quelle a été sa principale défense ? Il a répondu à cette accusation en disant que nous avions fait pire. Quand bien même cela serait vrai, devons-nous nous taire aujourd'hui, et laisser tout faire ? En 1879 nous avons émis des mandats spéciaux pour \$207,000. C'était pour toute une année, que la Chambre veuille bien le remarquer. Mes honorables amis les ministres ne se contentent pas de si peu. En quatre

mois, c'est-à dire en trois fois moins de temps, ils doublent ce montant. Si nous avons mérité du blâme, à bien plus forte raison le gouvernement a-t-il encouru la censure de la Chambre pour avoir fait non-seulement ce dont nous nous sommes rendus coupables, mais pour avoir aggravé l'offense en doublant le montant en trois fois moins de temps que nous.

D'ailleurs, M. le président, nous ne sommes pas ici pour nous défendre. Nous avons soutenu l'épreuve de 22 votes de non-confiance pendant l'espace d'une seule session. C'était notre tour alors. Et certes on ne prétendra pas que nous ne l'avons pas eu. Maintenant c'est le tour du gouvernement. Qu'il fasse comme nous, qu'il accepte la responsabilité de ses actes et qu'il ne cherche pas à nous en imposer en rappelant ce qui a été fait il y a trois ou quatre ans. Nous avons su nous justifier dans le temps, et s'il le fallait, personne de nous n'hésiterait à relever le défi qui nous serait lancé, tant nous sommes convaincus que notre conduite a été celle que nous devions tenir :

M. le président, je ne puis admettre, comme je l'ai dit tout à l'heure, suivant l'opinion exprimée par l'honorable commissaire des terres, qu'il y a un courant fatal qui nous entraîne à augmenter sans cesse les dépenses. Nous l'avons prouvé lorsque nous étions au pouvoir. La seule année pour laquelle nous sommes complètement responsables, l'exercice 1878-79 — car je ne compte pas 1877-78, pour la bonne raison que nous n'avons contrôlé la dépense que pendant quatre mois, il ne serait pas raisonnable de nous tenir responsables pour cet exercice — je prends donc 1878-79 et je vais démontrer que nous avons réussi à diminuer les dépenses. Par l'abolition d'une magistrature inutile, par l'abolition de la police provinciale, par les retranchements que nous avons opérés dans les différents services publics — je ne veux pas entrer dans tous les détails, car je ne veux pas fatiguer inutilement la Chambre, ces choses sont bien connues — par ces mesures énergiques, nous avons réduit les proportions du budget et nous avons préparé les voies à nos successeurs. Nous leur avons ouvert le chemin qu'ils devaient suivre pour économiser.

Qu'on se rassure, M. le président. Il n'y a aucun courant qui nous entraîne fatalement à suivre la voie malheureuse dans laquelle le gouvernement a conduit la province. Ne nous décourageons pas. Nous pouvons diminuer les dépenses, si nous le voulons sérieusement et fermement. N'allons pas dès à présent nous résoudre à taxer le peuple comme dernière ressource. Nous pouvons faire beaucoup sans être obligés

de recourir à cette pénible nécessité. Puisque nous avons déjà réussi à diminuer les dépenses de \$150,000, nous n'avons aucune raison pour nous décourager et pour nous engager à ne pas tenter un nouvel effort dans ce sens, la seule direction qui nous offre quelque chance de salut.

Le gouvernement est loin de prendre les moyens de ramener la dépense à un chiffre normal. Que l'on consulte le projet de budget de 1883-84 et l'on verra le même esprit dominer, celui de la dépense à outrance. Que l'on s'arrête donc dans cette voie. Nous marchons vers un abîme et nous sommes comme des aveugles qui ne voient absolument rien. On ne songe pas que nos revenus, bien qu'ils aient atteint le chiffre le plus élevé possible, sont loin d'être aussi considérables que nos dépenses. Où allons-nous donc avec ce système ruineux : emprunter pour payer nos dépenses courantes. Nous courons à la ruine et nous ne voulons pas prendre les moyens qui s'offrent à nous pour sauver la situation, qu'une extrême imprévoyance nous a fait créer, malgré les cris d'alarmes lancés par un groupe d'hommes convaincus du danger que la province courait. Que l'on rebrousse chemin ; il en est encore temps, bien que nous ayons, depuis trois ans considérablement augmenté nos embarras en continuant de tenir une conduite extravagante.

L'honorable commissaire des terres a parlé des chemins de fer. Il a eu raison de dire que nous en sommes fiers, mais cela n'empêche pas que nous serions encore plus heureux si nous avions ceux que nous avons sacrifiés à vils prix.

Je ne parlerai pas, M. le président, de la vente du chemin de la province, ni des transactions pour le moins singulières faites avec les autorités municipales de la cité de Québec. Je ne ferai que rappeler à la Chambre la lutte que se sont livrées les compagnies du Grand-Tronc et du Pacifique pour avoir la possession de la division est. Et cependant on nous disait l'an dernier que le Pacifique ne voulait pas acheter tout le chemin de fer. Dans quelle position ne se trouvent pas aujourd'hui ceux de mes honorables amis de la droite qui, convaincus de la sincérité de ceux qui leur parlaient ainsi, ont cru devoir accéder aux propositions qui leur étaient faites, parce qu'ils ne voyaient pas moyen de faire une meilleure transaction. N'est-il pas vrai que les événements nous ont malheureusement donné raison, lorsque nous disions qu'il était dans l'intérêt de la province de ne pas précipiter une transaction dans les circonstances où nous nous trouvions placés l'an dernier. Si on eut attendu, on aurait pu toucher le joli bénéfice réalisé par les spéculateurs à qui on a cédé notre propriété.



On disait aussi que si nous vendions nous mettrions fin à l'ère des emprunts et surtout—c'était le grand argument—que nous éviterions la taxe directe. Les échos de ces paroles étaient à peine finis, que le même gouvernement demandait d'être autorisé à faire quoi, M. le président ? A emprunter trois millions de piastres et à prélever une taxe de plus de \$100,000 sur nos institutions financières, et nos corporations commerciales. Voilà ce que nous avons vu dans le court espace de la même session. Jamais gouvernement ne s'est donné un démenti plus formel en si court temps. Les honorables députés qui ont avec dévouement suivi l'ancien cabinet dans sa politique de contradictions doivent aujourd'hui se sentir dans une bien pénible position, eux qui ont ajouté foi aux déclarations des ministres en qui ils avaient confiance. Ils doivent éprouver un regret cuisant de voir qu'ils ont été si cruellement trompés.

L'honorable commissaire des terres nous a parlé de la situation budgétaire, et il nous a dit qu'elle n'était désespérée que pour les esprits qui aiment à voir le danger.

Mais en exprimant cette pensée, mon honorable ami a momentanément oublié les paroles de son collègue prononcées le 16 du mois dernier. C'est l'honorable trésorier lui-même qui l'a avoué, en disant dans son exposé budgétaire que la situation était tendue. Ce ne sont donc pas les esprits malades dont parle l'honorable commissaire qui ont les premiers donné cette appréciation de notre position financière. Il me semble que mon honorable ami ne peut ainsi mettre en doute l'autorité de son collègue sans amener de regrettables complications. A tout événement, l'opposition n'y est pour rien dans tout cela, puisque c'est l'honorable trésorier qui a ouvert le débat en nous faisant cet aveu. Dorénavant, quand nous exprimerons nos craintes sur l'avenir financier de la province nous aurons à l'appui de nos paroles, non plus seulement nos propres appréciations, non plus seulement les chiffres qui constatent la vérité de nos assertions, mais nous aurons en outre l'autorité de la déclaration officielle que nous avons tous entendue.

L'honorable député de Montmorency nous a fait un long discours pour démontrer que le trésorier ne comprenait rien du tout à nos finances. Cet honorable député a aussi démontré qu'il savait beaucoup de choses, ce dont je l'en félicite. Mais après avoir écouté ce long discours, je me suis demandé quel résultat il devra avoir ? A cette question, je n'ai pu trouver une réponse satisfaisante. Tout ce qui en ressort pour moi, c'est que l'honorable député de Montmorency a établi à sa manière, que

la position financière était toute différente de celle peinte par l'honorable trésorier. Je ne doute pas qu'avec la somme de statistiques réunie par lui, l'honorable député de Montmorency avait la meilleure intention possible, et qu'il ne voulait pas nuire au trésorier.

Mais enfin pour nous députés qui avons entendu ces deux versions si différentes, il nous faut tirer une conclusion. Pour ma part, il me paraît évident que l'un ou l'autre s'est trompé. Soit l'honorable trésorier, soit mon honorable ami le député de Montmorency. Franchement, je crois que tous deux sont de travers (rires). A tout événement, le député de Montmorency a fièrement démolì l'honorable trésorier.

M. le président, qu'on n'aille pas croire que nous nous félicitons des embarras dans lesquels se trouve le gouvernement. Non. Tout ce que nous voulons, c'est qu'il change sa politique. Nous le prions de remonter la côte, d'arrêter les dépenses. Nous le prions de ne pas se décourager. Il doit suivre l'exemple que nous lui avons donné. Nous avons prouvé qu'il y a moyen de s'arrêter dans cette voie, eh ! bien qu'il fasse ce que nous avons fait et s'il montre de l'énergie, du courage et de la persévérance, il peut compter sur notre appui de ce côté-ci de la Chambre, (l'orateur désigne la gauche).

Avant de vouloir le triomphe d'un parti, nous désirons le bien de la province et peu nous importe qui l'accomplira ce bien, pourvu qu'il existe réellement.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.— M. le président, je suis heureux de voir la tournure qu'a prise la discussion depuis le discours de l'honorable député de Sherbrooke. Nous devons étudier le problème que nous offre notre budget avec calme et sans parti pris. En agir autrement, serait tout gâter et s'exposer d'arriver à une fausse appréciation des éléments d'une aussi importante question.

Je viens à mon tour offrir quelques observations sur cette question. Je ne suis pas familier avec les chiffres, aussi je demanderai à la Chambre la même indulgence que l'honorable chef de l'opposition a réclamée lui-même lorsqu'il a pris la parole sur le budget.

Il est un fait, M. le président, qui n'a pas manqué d'attirer l'attention de ceux qui prennent une part active à notre politique, c'est qu'à chaque budget, on entend des bancs de l'opposition la même clameur s'élever, le même cri s'échapper de la bouche de mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, (l'orateur désigne la gauche). Ce cri

n'est pas toujours justifiable. On élève la voix dans l'espérance que la crainte pourra peut-être s'emparer de l'esprit d'une partie de la population, et par là gagner quelques adhésions. Ce système pourtant n'a guère jusqu'ici réussi à mes honorables amis, mais n'ayant pas de programme, pas d'idées à offrir pour améliorer la situation, ils se rabattent sur ce qui se présente à eux sans trop se rendre compte de la valeur des armes dont ils se servent.

On a dit, M. le président, qu'il ne faut pas faire de comparaison. Que souvent elles sont injustes, et que toujours les points exacts manquent pour comparer deux situations à des années d'intervalle. Mais quand l'opposition réclame pour elle le monopole de toutes les vertus civiques, il est bien permis de scruter ses prétentions et d'essayer de se rendre compte de la justesse de sa conduite. Quand mes honorables amis de l'opposition posent comme les seuls vrais patriotes, nous avons le droit de comparer leurs actes administratifs avec ceux qu'ils condamnent aujourd'hui, afin de s'assurer s'ils sont des juges compétents et s'ils ne se sont pas rendus eux-mêmes coupables de fautes bien plus grandes que celles qu'ils reprochent aux autres.

Il y a déjà quinze jours que mon honorable ami le trésorier de la province a exposé avec sa sincérité bien connue, l'état budgétaire du pays. Il l'a fait avec toute l'honnêteté qu'il apporte dans ses déclarations à la Chambre, et qu'avons-nous vu depuis. Tout ce que l'énergie des hommes de l'opposition a enfanté ça été une proposition bien anodine en elle-même puisqu'elle n'est pas fondée en fait, comme l'ont si bien démontré l'honorable trésorier et mon ami le député de Montmorancy. On nous reproche d'augmenter les dépenses de \$37,000. Mais on se garde bien d'indiquer les éléments de cette somme que l'on jette en bloc, sans aucune explication, à la tête de la députation. Et l'on a raison d'agir ainsi, car l'on sait très bien que si on osait entrer dans les détails, on se trouverait confondu par la vérité que l'on y trouverait. De là la prudence de l'honorable chef de l'opposition et de ses amis à ne pas nous suivre sur le terrain véritable de la question. Ils savent bien qu'ils en reviendraient tout penauds et que tout l'échafaudage qu'ils ont élevé à si grande peine s'écroulerait devant la réalité qu'ils leur devraient admettre. Ce système, tout le pays le connaît. Que mes honorables amis de l'opposition ne se fassent pas d'illusion ; il ne fera pas plus de dupes que par le passé.

Le deuxième point des attaques de l'opposition c'est la taxe directe. Mes honorables amis de la gauche voient partout et toujours la taxe.

Ils font mine d'en être effrayés, mais au fond ils l'a voudraient voir imposée. Qui ne sait que le parti libéral comme tel a toujours caressé cette idée. Avant la session, des journaux parlaient de fusion et l'on disait que c'était pour prendre des mesures efficaces pour rétablir l'équilibre dans le budget. Qu'étaient-ce que ces mesures efficaces si non la taxe directe. En 1863, l'honorable M. Holton, l'un des principaux chefs du parti libéral ne disait-il pas que la taxe directe était le seul moyen de remplir un trésor et qu'il fallait songer à habituer le peuple à l'idée de faire ce sacrifice. Les libéraux d'aujourd'hui ont conservé le même amour tendre pour les taxes directes. Mais le parti conservateur a su s'en passer jusqu'à aujourd'hui et s'en passera longtemps encore.

L'opposition a fait entendre son cri d'alarme. Les oies du capitol n'ont sauvé la patrie qu'une fois, et mes honorables amis de la gauche ne l'ont pas encore sauvée et il n'y a pas lieu de croire qu'ils la sauveront jamais. Pour se donner de l'importance, ils crient au danger quand le danger n'existe que dans leur imagination. Les libéraux ont toujours crié à la ruine, pour réussir à s'emparer du pouvoir. Ils savent bien qu'ils ne peuvent l'obtenir par les voies ordinaires, Il faut qu'ils le volent ou qu'ils le prennent par surprise. Ayant déjà réussi en employant ces moyens, ils y ont encore recours. Toujours ils se sont faits prophètes de malheur. Lorsque le projet de confédération était à l'ordre du jour, nos adversaires disaient bien haut que l'union fédérale projetée par les chefs conservateurs serait la ruine de l'influence des Canadiens Français, et cependant qu'entendons-nous du côté d'Ontario? Les journaux de cette province anglaise, journaux qui combattent la même cause que le parti libéral, font entendre le cri de la *french domination*. Nous, les Canadiens Français, nous n'avons donc pas trouvé la ruine dans l'établissement du régime fédéral. Où sont donc les fameuses prophéties des libéraux. On leur a même entendu prôner l'annexion comme une panacée à tous maux. Que ne sont-ils capables de dire pour arriver à leur fin.

Plus tard, à propos de l'acquisition du territoire du Nord-Ouest, ils ont renouvelé les mêmes cris, ils ont encore sonné la cloche d'alarme. Ils nous disaient que les terres de cet immense territoire ne valaient rien. Que le chemin de fer du Pacifique, s'il était jamais construit, serait la ruine du pays. Aussitôt après l'arrivée au pouvoir du cabinet McKenzie; on a vu les mêmes hommes, le même parti appuyer de toutes leurs forces ce gouvernement qui proposait l'adoption d'une loi pour construire ce même chemin de fer qui devait ruiner le pays. Et

voilà comment nos honorables amis ont toujours marché de contradiction en contradiction. Ils ont toujours été les dénonciateurs des grandes entreprises, des grands projets dont la réalisation a été le bonheur du Canada. Aujourd'hui s'agit-il d'une politique qui ne va pas à leur étroitesse de vues, à leurs mesquines considérations, vite ils l'a dénoncent et prétendent voir la ruine du pays comme conséquence de la réalisation de cette politique.

Depuis 1867 jusqu'à 1875, la province a toujours eu des surplus à la fin de chaque exercice et cependant ce sont des gouvernements conservateurs qui présidaient à l'administration des affaires publiques. Aujourd'hui on veut bien admettre que tout allait bien en ce temps-là, et pourtant que n'a-t-on pas dit contre nos prédécesseurs, contre leur extravagance, leur inconduite et que sais-je encore. Dans ce temps-là on prédisait comme à présent, la banqueroute à courte échéance et rien n'est venu. Leurs prophéties sont restées lettres mortes. Nous avons donc raison de ne pas prendre nos honorables amis au sérieux. Ils se croient tenus de parler comme ils le font. Position oblige, voilà leur justification pour cette exagération de langage. Comme je le disais tout à l'heure, de 1867 à 1875 nous avons eu chaque année un excédant de recettes sur les dépenses. Mais depuis cette dernière époque nous avons eu un découvert annuel. A quoi est-il dû, sinon, comme l'a dit l'honorable député de Sherbrooke, à nos nombreuses entreprises de voies ferrées, qui ont absorbé nos excédants et nous ont forcés de contracter une dette dont le service annuel a rompu l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses. Pourquoi venir maintenant nous en faire à nous seuls le reproche. Tous les cabinets qui ont précédé celui-ci ont leur part de responsabilité d'un état de choses à l'existence duquel nous n'avons eu rien à faire. Il est parfaitement compris par tous ceux qui sont sincères et agissent de bonne foi, que la cause de nos embarras financiers c'est en premier lieu la construction de la grande voie ferrée de Québec à Ottawa. Allons-nous ouvrir le débat à nouveau sur l'opportunité ou l'inopportunité de cette politique, approuvée par le peuple et ensuite par ses représentants constitutionnels.

S'il le fallait, mes honorables amis de l'opposition se trouveraient dans une singulière position. Il y a quelques-uns de leurs alliés d'aujourd'hui qui se sentiraient bien mal à l'aise. Mais je présume qu'il convient mieux à ceux qui combattent le gouvernement de ne pas toucher à ce point, et pour ne pas aggraver la position pénible de nos adversaires, je n'en parlerai pas pour le moment. Qu'il me suffise de rappeler que nous

avons entendu l'honorable député de Lothinière se dire fier d'avoir mis la dernière main à la construction du chemin de fer du Nord. D'où j'en conclus que si on est fier d'avoir complété cette entreprise nationale, on a bien mauvaise grâce à venir condamner ceux qui ont hérité des dettes et des embarras résultant directement de l'accomplissement de ces mêmes travaux dont on s'enorgueillit en public.

M. le président, on pousse l'exagération jusqu'à dire que la province ne peut plus administrer ses affaires. Je n'hésite pas à affirmer que cette assertion n'est pas fondée. Comment ! nous ne pourrions plus administrer nos affaires parce que nous avons une dette de quelques millions de piastres. Mais songe-t-on que lorsque la confédération a été établie, la dette des deux anciennes provinces s'élevait à soixante-deux millions, soit \$25 par tête de la population. Et maintenant quel est donc la proportion par tête de la population ? Nous devons en tout à peu près onze millions, ceci représente \$11 par tête, soit \$14 de moins qu'à la confédération.

La ville de Québec a une dette de cinq millions, soit \$60 par tête et parle-t-on de la banqueroute pour cela ? L'honorable chef de l'opposition surprendrait bien la population de la capitale provinciale s'il allait leur dire qu'elle est, au point de vue municipale, à la veille de la banqueroute. On lui rirait au nez et le maire, son ami politique, serait le premier à lui dire qu'il se trompe du tout au tout. Montréal, où mon honorable ami le chef de l'opposition demeure, a une dette totale de quinze millions, ce qui fait \$80 par tête. Cette ville est-elle aussi, en banqueroute, incapable de continuer l'administration de ses affaires. Qu'il le demande à ses collègues les honorables députés de Montréal-centre et plus particulièrement de Montréal-ouest, et je suis certain qu'ils lui diront que Montréal est riche et en état de faire honneur à ses affaires. New-York doit quatre vingt quinze millions de piastres, soit \$70 par tête. Assurément on ne viendra pas prétendre que la plus grande ville commerciale du continent américain est, elle aussi, en banqueroute. Ces comparaisons font mieux ressortir l'exagération de langage de l'opposition. Nous pouvons en quelque sorte toucher du doigt le ridicule de ces prophéties toujours fausses et toujours renouvelées dans le même but, tromper ceux qui ne se donnent pas la peine d'aller au fond des choses pour se renseigner.

L'honorable député de Lotbinière a fait allusion au remarquable discours de l'honorable député de Montmorency. Il s'est donné le garde de le refuter. Ce discours est en effet la réfutation victorieuse des

arguments de l'opposition. Mon honorable ami a mis tellement d'ordre et de clarté dans les arguments qu'il a présentés à la Chambre, arguments tirés des chiffres mêmes de nos comptes publics, qu'il a atterré l'opposition. Trois de ses membres qui devaient parler, ne l'ont pas fait, ne pouvant, je présume, donner la réplique à une argumentation aussi irrésistible.

Tout ce que l'honorable député de Lotbinière, a trouvé à dire à propos de ce discours, c'est que l'honorable député de Montmorency différerait d'opinion avec mon honorable collègue le trésorier. Ceci n'est pas exact, comme la Chambre le sait. Mais supposant qu'il en serait ainsi, l'honorable député de Lotbinière, par prudence, n'aurait pas dû se servir de cet argument, car il n'ignore pas que l'on peut le retourner contre lui et lui répondre en disant, ce qui est très vrai, que l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Montréal-centre, se sont démolis l'un l'autre. On aurait dit à entendre le représentant de Montréal-centre, qu'il prenait plaisir à contredire son chef. Il semblait avoir présent à l'esprit ce vers du poète : "soyez maçon si c'est votre métier."

On s'insurge contre l'augmentation des dépenses. D'abord, M. le président, il faut bien observer que le budget ordinaire n'a pas atteint les proportions que l'on lui assigne. Le pays augmente, il n'y a rien d'étonnant que les dépenses suivent le même mouvement. C'est là un fait normal. Peut-on signaler un seul pays où le progrès se manifeste qui conserve le même budget. L'honorable chef de l'opposition qui a témérairement ouvert le feu,—il doit en être convaincu aujourd'hui après la réfutation de l'honorable député de Montmorency,—peut-il me citer l'exemple d'un seul pays qui progresse et qui ne voit pas ses dépenses d'un caractère public augmenter au fur et à mesure que le progrès est plus grand, plus accentué dans toutes les branches de l'activité nationale. Mais ayons de nouveau recours à l'excellent moyen de la comparaison. Mes honorables amis de l'opposition nous citent à tout propos la province d'Ontario, comme un bon modèle à suivre. On sait pourquoi l'opposition a tant de tendresse pour l'administration de cette province. Depuis bientôt douze ans, la gestion des affaires publiques de notre voisine, a été confiée à un parti en sympathie avec nos adversaires. Eh ! bien, M. le président, voyons ce qui a été fait là, puisque nous devrions imiter leur exemple, suivant les conseils des membres de la gauche. Chose singulière, à Ontario, les dépenses ont augmenté plus qu'ici. Et je vais le démontrer par des chiffres irrécu-

sables. Ainsi en 1869, le gouvernement civil coûtait \$110,970 et en 1882, on dépensait \$184,207. Qu'on remarque bien, à Ontario on n'a pas les deux langues, comme nous, ce qui nous occasionne plus de frais. La législation coûtait en 1869, \$75,000 et en 1882, \$130,000. Pour ces deux services seuls, voilà une augmentation, pour le premier de plus de \$73,000 et pour le second, de \$55,000. Ce n'est pas tout, M le président. L'administration de la justice en 1869 grévait le budget d'Ontario de \$194,000. En 1882, la somme s'élevait à \$302,000, soit plus de \$100,000 d'augmentation. Il va sans dire que je néglige les petits détails. Ma démonstration est suffisamment établie par les chiffres en bloc que je donne. L'instruction publique : En 1869, \$314,000, en 1882, \$512,000, près de \$200,000. Que l'on vienne dire maintenant que nous avons été extravagants jusqu'à la folie.

L'honorable chef de l'opposition a parlé du règlement fait avec la cité de Québec. Je puis dire que ce règlement est juste et équitable. De plus, l'honorable député a prétendu que nous n'avions qu'à laisser faire. Oublie-t-il donc que ce règlement est sorti des délibérations de la Chambre, à sa dernière session, en ce sens qu'elle a exprimé formellement le désir de voir un arrangement être conclu avec les autorités municipales de Québec. Et qui a demandé que la loi pourvût à donner au gouvernement l'autorisation de faire ce règlement, si non l'honorable chef de l'opposition d'alors, le député de Lotbinière. Au reste, que l'on veuille bien se rendre compte des faits et l'on devra avouer, si on est sincère, que cet arrangement est équitable. Montréal et Québec ont souscrit le même montant, un million de piastres chacune. Montréal a payé sur sa souscription \$621,000 et sa population est de 140,000 âmes. Québec a payé \$363,000 et sa population n'est que de 60,000 âmes. Que l'on fasse la proportion et l'on verra que chacune de ces villes a payé sa part. Les conditions du règlement sont justes et la Chambre, après les avoir étudiées, partagera, j'en suis certain, ma manière de voir à ce sujet.

L'honorable chef de l'opposition a beaucoup parlé de l'augmentation apparante dans les dépenses du gouvernement civil. Là encore mon honorable ami a été fort malheureux. Cette prétendue augmentation résulte du fait de l'élévation des salaires des ministres. Est-ce que par hasard l'honorable député de St-Hyacinthe songerait à nous faire reproche de cette augmentation. A-t-il donc oublié qu'il a voté lui, de l'opposition, pour la loi portant le salaire des ministres au chiffre où il est à présent ? Le reste est représenté par une simple opération de



convenance afin de rendre la comptabilité plus facile et plus claire. Ainsi, il y avait depuis plusieurs années un certain nombre d'employés portés sur la liste des surnuméraires et payés à même les contingents. Ces employés étaient de fait permanents. Pour avoir une plus grande vérité dans les comptes, nous les avons placés sur la liste des employés payés sous le titre de gouvernement civil.

De sorte qu'en réalité il n'y a pas eu d'augmentation pour les fonctionnaires. Notre but en faisant cette opération a été aussi de permettre à la commission du service civil de pouvoir s'enquérir sur leur utilité, comme pour le resté de l'administration. Maintenant, nous aurions bien pu ne pas opérer ce changement et laisser les choses dans l'état où elles étaient auparavant. Il me semble qu'on a bien mauvaise grâce de nous reprocher un acte qui est tout de franchise de notre part. Si le gouvernement eut voulu tromper la Chambre ou le public, il n'aurait qu'à ne rien faire. Notre désir a été de renseigner parfaitement le public sur nos dépenses et quoique l'on fasse maintenant, nous ne le regrettons pas, car nous sommes convaincus d'avoir fait notre devoir.

Nous ne cherchons pas les subterfuges d'une dissimulation criminelle. Non, M. le président, nous agissons au grand jour, comme des hommes qui n'ont pas peur de leur conduite. Il me reste un devoir à remplir, M. le président, et ce sont mes dernières observations. Je proteste de toutes mes forces contre les déclarations de l'opposition disant que la province est ruinée. Ces paroles n'ont jamais eu leur raison d'être. La province de Québec, est une belle province. Elle possède de glorieuses traditions. Ses institutions ont de trop profondes racines dans le sol pour qu'elle disparaissent. Elle a fait des progrès immenses, depuis un demi siècle. Ses maisons d'éducation sont toujours au premier rang en tout, et il s'en échappe un rayon qui brille sur tout le continent. Quand on est si fortement organisé comme nous le sommes, nous n'avons pas raison de craindre la ruine.

Je crois que la province peut compter sur un bel avenir. Notre population est composée des descendants robustes des deux plus belles races de l'Europe; elle peut compter sur son énergie, sur sa vigueur pour fonder sur les rives du majestueux St-Laurent une patrie digne d'eux et de leurs ancêtres. Il ne faut pas que les hommes publics viennent jeter le découragement dans leur esprit. Il faut au contraire travailler avec harmonie pour faire produire tout le bien possible au système que nous avons et faire en sorte que nos ressources abondantes de richesses soient exploitées avec le plus d'avantage possible. Si tout le monde se

donnait la main, on pourrait progresser à pas de géant. Cela serait infiniment mieux que de passer son temps à lancer à tort et à travers des accusations de malversations et de malhonnêteté contre ceux que la confiance populaire a placés au timon des affaires.

Quant à moi personnellement, M. le président, qu'on veuille bien se pénétrer de la pensée, que je ne tiens pas à rester là où m'a appelé la confiance du représentant de la couronne. Mais qu'on soit persuadé d'une chose, c'est que je ferai mon devoir tant que j'y serai, et s'il y en a un autre qui peut mieux faire que moi, eh ! bien, je lui cèderai joyeusement la place dans l'intérêt de la province. Nous devons tous comprendre que le pays requiert tout notre dévouement, tout notre zèle et toute notre énergie. Nous devons les lui consacrer sans réserve et étudier sans cesse ses besoins et chercher les moyens les plus convenables pour les satisfaire. C'est là que réside notre mission et notre devoir et non pas à jeter l'injure à ses adversaires, pour tâcher d'arriver à un succès temporaire et pour les supplanter. Si la politique consiste à ce jeu de bascules sans grandeur, sans prestige et sans honneur, le plus vite nous le cesserons, le mieux ce sera pour nous. Je n'ai jamais compris que l'on faisait les affaires du pays en dénigrant dans un langage exagéré ceux qui ne partagent pas nos vues. La sincérité, le désir sérieux de faire du bien, la volonté ferme de trouver la vérité, voilà les principales qualités d'un représentant du peuple. Je m'efforce de me montrer à la hauteur de mes devoirs en agissant sincèrement en vue du bien général et en recherchant la vérité. Le gouvernement se guide sur les mêmes principes et il a droit de compter recevoir l'appui de la Chambre.

Jusqu'ici le cabinet a travaillé à restaurer les finances et à continuer l'élan donné aux diverses industries qui tombent plus particulièrement sous son contrôle et sur les progrès desquelles son action peut avoir quelque influence. On ne réussira pas à le faire dévier de sa route. Et si dans nos discussions dans cette enceinte on veut avoir recours aux récriminations, nous pourrions sans crainte suivre mes honorables amis de l'opposition sur ce terrain où ils ne devraient pas nous entraîner s'ils sont sages et prudents. Nous pouvons nous défendre victorieusement même sur ce terrain choisi par nos adversaires.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Le projet de loi pour autoriser la Chambre des notaires à admettre Napoléon Théoret, à la pratique de la profession de notaire, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le projet de budget.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, nous discutons la question de nos finances depuis plusieurs jours et la Chambre n'a pas manqué de s'apercevoir de la singulière position du gouvernement. Il a eu une proposition de non-confiance directe suspendue pendant plusieurs jours sur sa tête et cependant, nous ne l'avons pas vu se défendre comme un gouvernement qui a de la vigueur, sait et doit le faire. Il a feint d'ignorer la discussion et le pays lui, qui a la naïveté de croire que nous sommes ici pour exposer nos opinions sur le meilleur mode de promouvoir ses intérêts, a eu le triste spectacle d'un gouvernement qui reste muet, d'un gouvernement qui ne trouve rien à dire pour sa défense. Le peuple a eu le pénible spectacle de ministres incapables, de répondre aux arguments que nous entassions pour condamner leur conduite extravagante et malhabile.

Lorsque j'ai ouvert le débat, j'ai exposé la question, qui me préoccupait, avec calme et modération. J'ai peut-être encouru le blâme de mes amis pour ne pas profiter des avantages que j'avais pour en faire bénéficier mon parti. J'ai agi avec le désir d'être utile à la province. J'ai fait un effort pour aider le gouvernement à sortir de sa torpeur et le forcer de se tirer de la situation critique où il est placé. Je n'y ai pas réussi. Nos ministres, M. le président, trouvent que tout va à merveille. Les délices du pouvoir leur ont fait oublier les intérêts en souffrance. La ruine frappe à nos portes et ils ne s'éveillent pas. Combien de temps durera donc ce déplorable engourdissement ? Sommes-nous donc condamnés à voir un gouvernement qui n'a pas le sentiment au moins de se défendre quand il est attaqué. Si la Chambre est satisfaite de cela, eh bien, tout ce que je puis dire c'est qu'elle n'est pas difficile. Mais le peuple, lui, est-il aussi content de ceux qui gouvernent ? Je suis certain que non, car le peuple n'aime pas à se voir gouverner par des gens qui n'ont pas le courage de se défendre comme des hommes, quand ils sont attaqués.

L'honorable secrétaire de la province a tenté, cette après-midi, la défense du gouvernement. J'avoue que je m'attendais à mieux que cela. L'honorable ministre nous a parlé de ces vieilles histoires d'outre-tombe qui ne sont guère de mode aujourd'hui. Il nous a laissé entendre que nous manquons de loyauté. C'est l'accusation qui ressort de quelques unes de ses remarques. Eh ! bien M. le président, je ne crains pas de le dire, y a-t-il un seul homme parmi mes amis qui se

soient laissés entraîner à partager d'autres sentiments que ceux d'une parfaite loyauté envers la Reine, qui illustre son règne de tant de manières, et qui a traité les colonies avec une généreuse sollicitude pour leurs intérêts. Jamais mes honorables amis ont nourri d'autres sentiments que ceux d'une reconnaissance légitime pour les bienfaits de la politique éclairée et de liberté que la mère patrie a su adopter à notre égard. J'espère bien qu'on ne nous cassera plus les oreilles avec ces vieilles histoires du temps passé, qu'on ne devrait plus répéter surtout dans un débat comme celui-ci.

Je vous le demande, M. le président, qu'avons-nous besoin de fouiller dans un passé déjà loin de nous, quand il s'agit surtout de rétablir l'équilibre dans notre budget. Est-ce que cela va mettre de l'argent dans la caisse publique. C'est ce qu'il nous faut pourtant ?

L'honorable secrétaire de la province, comme de raison, trouve que tout va bien dans la province. C'est cela, M. le président. Je suis ministre, se dit tout bonnement notre brave secrétaire et là-dessus il est étonné que nous ne soyions pas tous satisfaits. Il est vrai que l'honorable ministre est arrivé au pouvoir on ne sait trop comment, mais n'empêche pas qu'il soit satisfait tout de même. Il paraît, M. le président, qu'il ne suffit pas que j'aie raison cette année, mais il faut de plus savoir ce que j'ai fait et comment j'ai voté l'an dernier. On a fait de nouveau allusion à ma conduite pendant la session de 1882. Je me vois bien à regret, —non pas pour moi personnellement, car je n'ai pas peur de ma conduite ni d'aucun de mes actes,—mais pour la Chambre, de la forcer d'écouter des observations d'un caractère tout personnel. Que mes adversaires le sachent une bonne foi pour toutes, je n'ai aucune peur de soumettre mes actes au jugement de mes électeurs, seuls compétents à prononcer sur mon sort. Mes commettants savent ma conduite et ils en connaissent aussi les motifs. Je leur ai expliqué ma position, et quand le temps viendra de solliciter un verdict des électeurs de St-Hyacinthe, je n'aurai pas honte de me présenter devant eux le front haut.

On est allé plus loin, M. le président, et on a bien voulu rappeler un fait qui s'est produit il y a quelques mois. Il paraîtrait que je rêvais de coalition. L'honorable député de Montmorency a dit que j'avais recherché l'alliance de M. Chapleau.

M. le président, j'affirme solennellement, et sur mon honneur que je n'ai jamais ni directement ni indirectement recherché l'alliance de l'honorable M. Chapleau. C'est tout ce que j'ai le droit de dire sur

cette question de coalition; si je disais plus, je cesserais d'être un gentilhomme. Et mes adversaires dans cette Chambre et dans le pays savent parfaitement quelle est la portée de la réticence que je fais dans ce moment-ci. Je me défends d'une imputation injurieuse faite par le député de Montmorency, mais je n'ai pas le droit d'attaquer un absent.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, je me lève pour une explication personnelle, parce que je vois que ma pensée n'a certainement pas été comprise. Je prie l'honorable chef de l'opposition de m'excuser si je l'interromps.

Quand j'ai dit qu'il avait recherché l'alliance de l'honorable M. Chapleau, je m'appuyais sur des informations rendues publiques. Je ne faisais cette allusion que pour dire que je comprenais—bien entendu, sans vouloir exprimer aucune opinion sur cette question de coalition qui n'est pas devant la Chambre ni devant le public—qu'un homme de son intelligence et de son talent oratoire pouvait fort bien désirer concourir au gouvernement du pays, avec un homme aussi brillant et aussi éloquent que l'honorable M. Chapleau. Je ne voulais qu'exprimer le regret de voir l'honorable chef de l'opposition se laisser entraîner à faire contre l'honorable M. Chapleau des insinuations de nature à détruire l'estime mutuelle que se doivent les hommes publics, quelle que soit l'ardeur de la lutte qu'ils se livrent sur les questions politiques. Du moment que l'honorable chef de l'opposition nie les démarches auxquelles j'ai fait allusion en m'appuyant sur les informations récemment rendues publiques, je n'hésite pas à le croire et j'accepte sa déclaration qui ne peut qu'être exacte et conforme à la vérité.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je suis heureux de cette déclaration.

Je n'ai pas, M. le président, le droit d'aller plus loin. J'ai promis le secret; et je le garderai, dussé-je en souffrir dans mon parti. J'aime à croire cependant que les libéraux acceptent ma parole quand je leur dirai que, si j'ai voulu sauver la province de Québec, je n'ai jamais songé à les trahir, et que, si j'avais voulu être un traître, je ne serais pas dans la position que j'occupe aujourd'hui dans cette Chambre et dans mon parti.

Mais si je ne puis parler, il m'est bien permis de mettre sous les yeux de la Chambre l'opinion exprimée par certain organe conservateur à propos de coalition. Ainsi le *Canadien* du 19 octobre 1881—et j'espère que l'honorable député de Montmorency acceptera volontiers cette

autorité, car il était l'un des rédacteurs de cette feuille à cette époque — le *Canadien* du 19 octobre 1881 publiait les lignes suivantes :

Au cours d'un article dénonçant des projets de coalition, l'organe conservateur disait : “ Il (M. Chapleau) est allé lui-même à l'insu de ses collègues, implorer (voilà un mot très fort, M. le président), implorer M. Mercier d'entrer avec deux de ses amis dans son cabinet.”

Ce n'est pas tout. Le 22 octobre, trois jours plus tard, nouvel article contre la coalition, dans lequel je lis ce qui suit :

..... “ Ce fut dans ces circonstances qu'il (M. Chapleau) s'adressa à M. Mercier, qu'il rencontra personnellement et qu'il fit aborder aussi *par un homme haut placé dans la politique fédérale*, dont je ne crois pas nécessaire de donner le nom. .... ”

Plus loin : “ Dans le mois de mars, M. Chapleau offrit une alliance à M. Mercier. On ne put s'entendre.” Encore plus tard, le 25 octobre 1881, nouvel article sur la coalition : “ .... “ Depuis des mois et des mois il (M. Chapleau) a permis à toute la presse,” voilà qui est très significatif — “ de discuter ses offres à M. Mercier, sans les nier, ni devant la Législature, ni même dans la *Minerve*, qui a pourtant toujours la parole en bouche.

“ Que n'est-il intervenu pour protéger la dignité de ses collègues et rassurer les conservateurs.

“ Ah ! c'est que, voyez-vous, il a espéré jusqu'à la dernière minute réaliser ses projets de contrebande. .... ”

M. le président, je laisse ces paroles d'un journaliste conservateur à la méditation de la Chambre et en particulier de ceux qui m'accusent d'avoir recherché l'alliance de M. Chapleau.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—L'honorable chef de l'opposition nous a cité le *Canadien*. Pourquoi ne nous donne-t-il pas le pendant ? Si l'honorable député veut se servir du *Canadien*, je citerai la *Patrie*, l'organe officiel du parti libéral à Montréal.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Ah ! l'honorable député a choisi un nouvel évangile. ... La *Patrie*. ...

**M. Desjardins**.—Et vous, vous acceptez le *Canadien*.

L'honorable M. **Mercier**.—.... va sans doute être frère de son nouveau néophyte. ...

Voyons maintenant pour la vente du chemin de fer. M. le président, il paraîtrait, qu'à la dernière session, je n'avais pas de courage. Cela

m'a surpris, je l'avoue, car il me semble que je suis le même qu'à la dernière session et je ne me rappelle pas d'avoir eu peur.

Peur de qui, de quoi... je ne sais pas. Dans tous les cas, ce n'est pas l'honorable député de Montmorency qui a pu m'effrayer. Il n'est pas formidable, même cette année. J'ai fait et dit ce que je pensais de mon devoir de dire et de faire. Qu'on le sache à la droite de cette Chambre, la calomnie ne prend pas. Elle ne prend pas parmi mes électeurs de St-Hyacinthe, qu'on en soit persuadé.

J'ai dit que j'étais en faveur du principe de la vente du chemin de fer et en même temps j'ai donné les conditions auxquelles cette vente devait se faire à mon avis. Quand j'ai parlé qu'il serait avantageux de vendre pour au moins huit millions, si on ne trouvait pas plus, je n'ai jamais voulu dire que l'on devait le sacrifier pour cinq millions. On a blagué la Chambre et le pays en lui disant que l'on vendait pour un prix tandis que c'était pour un autre. Et si on le veut, je suis prêt à prouver que ce n'était que cinq millions. Le député de Montmorency a fait beaucoup de tapage à propos de mon changement d'opinion au sujet de cette transaction. Il est malheureux qu'il n'ait pas fait un retour sur lui-même avant de m'accuser.

Puisqu'il devient nécessaire de rafraîchir la mémoire du député de Montmorency, je le ferai volontiers. En consultant les faits qui se sont produits il y a un peu plus d'un an, on découvre des choses qui vous amusent singulièrement. Ainsi il me paraît très évident que le député de Montmorency a changé réellement, lui, d'opinion à propos de la vente du chemin de fer. Au mois d'octobre 1881, l'honorable député était bien au *Canadien*, comme l'un des rédacteurs. C'est bien le même homme qui siège avec nous qui était alors à la rédaction de cette feuille. Je ne me trompe pas? Bien... au mois d'octobre 1881, le *Canadien* disait à propos de la candidature du député actuel de Montmorency. C'était le 31 octobre :

“ M. Desjardins a été prié de se porter candidat conservateur dans le comté de Montmorency. Nos fidèles amis de cette division ne pouvaient choisir un homme plus digne et plus capable de représenter leurs idées et leurs intérêts. M. Desjardins n'a pas recherché l'honneur qui lui a été offert.” Qu'on remarque bien ceci : “ On est venu le chercher dans les bureaux du *Canadien*.”

Et coïncidence remarquable, dans le même numéro, où on annonce la candidature de l'honorable député de Montmorency, dans ce même

numéro, il y a un article de la rédaction sur la vente, se terminant comme suit :

“ Si le chemin est sacrifié, électeurs et contribuables préparez-vous à payer des impôts. C'est le temps d'exiger des conditions et des explications catégoriques sur leurs intentions.” Ce n'est pas tout. Les 21, 25, 27 et 28 février 1882, il y a des articles contre la vente du chemin de fer provincial, articles foudroyants contre cette transaction encore qu'à l'état plus ou moins de projet. Le 3 mars, c'est-à-dire, quelques jours seulement avant l'ouverture de la session, nouvel article intitulé : “ *Mon gouvernement.* ”

“ La Législature sera en session d'ici à cinq jours. Elle a défendu au cabinet de vendre le chemin sans la consulter. A Ste-Thérèse, le 3 novembre dernier, M. Chapleau disait :

“ Mon gouvernement sur cette question ne contractera aucun arrangement sans l'autorisation des Chambres.”

“ Pourquoi le gouvernement manque-t-il à ses obligations, à sa parole ? ”

Encore. Ecoutez bien : “ Electeurs des comtés de Berthier, de Maskinongé, de St-Maurice, de Champlain, de Portneuf, voulez-vous voir augmenter le taux du fret et des passagers ? La politique du gouvernement aura ce résultat. . . . !

“ Pas n'est besoin de dire que la retraite de M. Ross est due au fait qu'il n'a pas voulu accepter la responsabilité de la politique scandaleuse que l'on cherche à imposer à la province.”

Le lendemain, le 4 mars, le *Canadien* publiait ce qui suit : “ Nous avons fait ce que nous avons pu pour empêcher la politique du cabinet d'arriver à maturité. Le chemin est vendu, la transaction est terminée depuis hier. . . . ”

Le 7 mars, la veille de l'ouverture de la session, la rédaction du *Canadien* disait : “ Nous avons formulé distinctement nos objections à la politique du cabinet, et surtout condamné la division en deux lignes distinctes, d'une voie ferrée destinée à n'en former qu'une par la loi même qui autorise sa construction.

“ Le gouvernement a passé outre. Le gouvernement a pris la très grande responsabilité d'agir sans consulter la Législature. . . . ”

Le 11 mars, la session était commencée, sous le titre de *Question du jour*, le même journal revenait à la charge en disant : “ Si elle (la



Législature) sanctionne ce marché incroyable, elle aura de cœur joie dépouillé la province, dont elle a mission de sauvegarder les intérêts.”

Je continue toujours ce relevé intéressant des opinions du journal, dont le député de Montmorency était le rédacteur responsable pendant que ces choses s'imprimaient.

Le 13 mars on disait : “ Nous ne saurions trop engager les membres de la Législature à ne pas se former d'opinion favorable à la politique du cabinet, sur la vente du chemin de fer provincial. Qu'ils attendent, qu'ils examinent avec soin les contrats et ils acquièrrent la preuve que l'on veut leur faire sanctionner un marché *par lequel nous n'obtenons pas six millions pour une voie qui en coûte treize.* ”

Et le député de Montmorency est toujours à la rédaction de ce journal qui fulmine contre le cabinet Chapleau :

Le 14 mars on écrivait : “ Ah ! certains députés se proposent de se moquer des promesses qu'ils ont faites de voter contre la vente du chemin provincial. Ils se disent : Nous avons cinq ans devant nous ! nous nous moquons de nos électeurs ; faisons notre affaire ! ”

Ici ça se corse, je crois entendre le bruit de la mitraille, le roulement sinistre du canon, les sons aigus du clairon. En un mot, c'est un article militaire au plus haut degré. Jugez par son titre : *En garde.*

“ La Chambre échappe à M. Chapleau et à M. Sénécal : elle commence à voir clair, à s'apercevoir que cette vente précipitée du chemin provincial, cette politique nouvelle ne sont ni plus ni moins qu'un attentat inouï. . . . ” Voilà qui est fort.

Le 21 mars la lutte se continue : “ La province, dit le *Canadien*, a les yeux sur chacun des 65 députés à l'Assemblée législative. Nous savons qu'il en est sur lesquels il est inutile de compter . . . mais nous conservons l'espoir qu'il se trouvera un nombre d'hommes assez indépendants pour former une majorité adverse aux ministres, aux projets qui alarment à si justes titres l'opinion publique.”

Dans le même numéro du 21 mars, je trouve un autre article intitulé : *Ses culottes à l'envers* : Le voici : “ Pour un portefeuille de ministre, M. de LaBruère qui hier dénonçait M. Sénécal, M. Chapleau et Cie., a abandonné ses amis, ceux qui l'ont fait ce qu'il est, ceux qui l'ont élevé au Conseil législatif ! Pour un portefeuille de ministre, il a en huit jours dit blanc et noir, sur la question de la vente du chemin provincial :

“ Encore un qui, comme le bon roi Dagobert, a viré ses culottes à l'envers. . . . ”

Maintenant j'arrive à un point extrêmement singulier. J'ai mis sous les yeux de la Chambre les écrits du *Canadien*, à la rédaction duquel était le député de Montmorency. Pendant des semaines et des semaines, ce journal tonne contre la politique du cabinet Chapleau, et durant toute cette lutte le député de Montmorency ne souffle mot. Il est à présumer qu'il adhérerait aux opinions exprimées par la rédaction. Vous allez voir que non. Il est touché par la grâce de je ne sais qui. . . .

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—Vous devez le savoir, vous avez été assez silencieux pour écouter les inspirations de la grâce.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous avez été silencieux plus que moi, c'est pour cela qu'elle vous a touché davantage. Le 28 mars, c'est-à-dire six mois après le 1er octobre 1881, l'on voit pour la première fois, que l'honorable député de Montmorency approuve la vente, et il écrit la lettre suivante, signifiant à la rédaction du *Canadien* qu'il ne peut voter contre la politique du cabinet Chapleau. Je donne le texte de cette lettre tel que je le trouve dans le journal en question.

Monsieur J. Israël Tarte,

Mon cher Monsieur,

Après y avoir mûrement réfléchi, j'en suis venu à la conclusion que mon devoir m'oblige à ne pas approuver la position prise par le *Canadien*, au sujet de l'importante question de la vente du chemin de fer Q. M. O. & O.

Je veux juger cette question dans la pleine liberté de mon opinion. Il ne me reste qu'à vous prier d'accepter ma démission de collaborateur du *Canadien*, tout en vous exprimant le regret d'avoir à me séparer de confrères avec lesquels j'ai eu depuis bientôt sept ans de très bons rapports d'amitié personnelle.

Bien à vous,

L. G. DESJARDINS.

Note de la rédaction :—Nous n'avons qu'une seule observation à faire : depuis plus d'un mois que le *Canadien* a pris la position que M. Desjardins n'approuve pas, il a continué à prendre part à la rédaction du journal et à retirer son salaire. Il lui était pourtant bien facile d'en venir plus tôt à une conclusion. Il avait *pleine liberté* de se séparer de nous avant ce jour. Au reste son départ n'a eu lieu qu'après une mise en demeure de notre part d'avoir à faire cesser l'équivoque de sa conduite."

Plus tard, le *Canadien* du 31 mars publiait ce qui suit : “ M. Desjardins autorise le *Courrier du Canada* à déclarer qu’il est sorti librement de la rédaction du *Canadien*. Nous ne voulons pas être injustes à l’égard de notre collaborateur d’hier, mais force nous est de répéter qu’il est resté librement dans nos bureaux depuis plus d’un mois que nous combattons la politique du chemin de fer du cabinet. Il ne s’est jamais prononcé devant nous et devant les habitués du journal contre notre manière d’apprécier cette politique. . . . ”

Si j’avais un grain de malice ou de rancune contre l’honorable député de Montmorency, je pourrais bien commenter ce que je viens de faire passer sous les yeux de la Chambre. Mais je ne le ferai pas, qu’il se rassure. Ce serait vraiment tirer une vengeance trop facile.

L’honorable député m’a aussi accusé d’avoir employé un langage répréhensible à l’adresse de M. Chapleau. Je ne me rappelle pas d’avoir rien dit contre lui personnellement, cependant, si contre ma conviction, il m’était arrivé de dire une expression trop forte, ou qui peut blesser, je me fais un devoir, comme un gentilhomme, de la retirer. Car je comprends que je ne suis pas ici pour insulter M. Chapleau pas plus qu’un autre, et je m’efforcerai toujours d’épargner les personnes tout en condamnant aussi vigoureusement que je le pourrai leur conduite ou leurs actes.

M. le président, j’ai été en faveur de la vente du chemin de fer, mais pour le plus haut prix que l’on pourrait trouver. Mais, est-ce bien ce que l’on a fait. L’a-t-on vendu le plus haut prix qui a été offert ? Non, M. le président.

On a choisi la soumission la moins avantageuse, et pour rendre encore plus désavantageuse une transaction déjà ruineuse, on a interprété, le contrat de manière à faire disparaître une partie des maigres avantages qui existaient d’abord. Et quel a été le prix réel de la vente. Est-ce huit millions ? Non, M. le président, mais que \$7,600,000. L’on disait que l’on vendait à ce prix pour débarrasser la province des travaux à faire. Que la Chambre veuille bien me permettre de lui lire quelques extraits du discours de M. Chapleau. A la page 18, je trouve les paroles suivantes : “ Nous savons qu’en vendant notre chemin, nous dégrevons notre budget suffisamment pour assurer au pays que les déficits cesseront et que nous pourrons voir dans un avenir très rapproché le jour où les surplus les remplaceront. Je ne me fondaïs pas sur des calculs fictifs quand j’ai dit que la province ne perdrait rien dans la transaction que nous voulons faire. Je l’ai dit, et j’avais raison,

car les chiffres sont là pour le prouver. Les sommes payées pour la construction du chemin s'élèvent suivant l'état que je mettrai devant cette honorable Chambre, à une somme totale de douze millions, six cent et quelques milles piastres. Ajoutons à cela les \$400,000 que j'ai toujours comptées pour le parachèvement du chemin et nous aurons les \$13,000,000." La même pensée est répétée à la page 27, en ces termes : " Il nous reste à peu près pour \$1,140,000 de travaux à faire. Nos finances sont obérées, et le déficit, cette année, sera de plus de \$400,000." A la page 28, M. Chapleau développe cette fois, cette même pensée comme suit : " Si l'on garde le chemin, il faudra absolument dépenser les montants suivants : \$240,000 pour le prolongement aux casernes. \$60,000 pour gares, etc. \$100,000 pour embranchement de Dorval au Mile End. \$50,000 pour Bellerive, ligne d'évitement, etc. \$100,000 pour usines et prolongement au chemin Papineau. \$130,000 pour quais à Québec. \$30,000 pour hangars, table tournante, etc., à Québec. \$90,000 moitié service de transport pour rejoindre l'*Intercolonial*. \$225,000 pour déplacement de la rue du Prince Edouard, etc. \$50,000 pour ballast. \$65,000 pour loopline et navigation du Saint-Maurice. En tout \$1,140,000."

De nouveau, à la page 45, M. Chapleau, exprime la même idée :

" Le gouvernement ne vend pas une terre il est vrai ; c'est un chemin de fer qu'il vend ; mais sur ce chemin de fer il était obligé de dépenser \$1,250,000 pour travaux immédiats. Les syndicats en achetant assument cette responsabilité."

L'honorable député de Montmorency venait, à la suite de son chef, réitérer la même opinion et nous la trouvons à la page 48 de la brochure du discours de l'honorable député. Plus que cela encore, ou plutôt nouvelle confirmation de ce fait par l'honorable trésorier qui lui, devait être également bien renseigné, puisqu'il lui fallait trouver les fonds. A l'état No. 9 déposé par le trésorier j'y lis ce qui suit : " évaluations des travaux etc., payables par le gouvernement, nonobstant la vente du chemin de fer : non compris tout montant qui pourra devenir payable, d'après un arbitrage, à MM. McGreevy et Macdonald, \$100,000." Il y avait aussi \$199,737.30, pour balance due sur les terrains achetés pour le chemin de fer Q. M. O. & O." Voilà donc en tout \$299,737.30 que la province devait payer d'après les dires mêmes du trésorier. En vendant, il était entendu que nous nous débarrassions de travaux pour un montant de \$1,000,000. Que l'on voit les détails à l'état No. 7 préparé par le trésorier.

Le chemin coûtait alors \$13,364,414. Plus le montant nécessaire pour le compléter, \$1,119,798. En tout \$14,484,212. Malgré les belles promesses que l'on faisait à la Chambre, qu'est-il arrivé, M. le président. Depuis la vente, nous avons payé pour travaux beaucoup plus que les \$100,000 dont parlait l'honorable trésorier. Cet honorable ministre vient nous dire à présent qu'il a dépensé du 1<sup>er</sup> juillet 1882 au 31 décembre 1882, \$492,878, mais dans l'état des recettes et des dépenses, c'est \$549,025.

Maintenant il reste encore à payer : Sentence McGreevy \$139,952. Balance du prix des terrains \$199,625. Réclamations pour travaux \$45,000. De plus payé depuis le premier janvier \$2,000. Soit en tout \$935,602. Il y a les travaux à Québec \$220,000, plus \$100,000 pour le creusement du havre, grand total \$1,255,602. Maintenant l'honorable trésorier nous disait l'an dernier que si on ne vendait pas le chemin, il faudrait dépenser \$1,119,798. Différence entre cette somme et celle de \$1,255,602, \$135,804.

Le chemin va donc nous coûter \$135,804 de plus que si on ne l'avait pas vendu.

Cependant, on nous disait, vendez le chemin, si non il coûtera à la province : Déjà dépensé \$13,364,414 et à dépenser \$1,119,798, en tout \$14,484,212. Et nous l'avons vendu, et voilà qu'il nous coûte :

Déjà dépensé lors du contrat.....	\$13,364,414
Dépensé depuis et à dépenser.....	1,255,602
	<hr/>
Total vendu.....	\$14,620,016
Total non-vendu.....	14,484,212
	<hr/>
En plus.....	\$ 135,804

Où en sommes-nous maintenant avec les prétendus avantages qui devaient résulter de cette transaction malheureusement faite non pas dans les intérêts de la province, mais faite et exécutée dans les intérêts de certains spéculateurs. N'ai-je pas raison de demander compte aujourd'hui aux ministres de ce qu'ils ont fait des deniers de la province ? N'ai-je pas raison de m'élever contre un système de pillage ou de fausses représentations, qui a pour résultat de mettre notre trésor dans un état de détresse plus grand que celui qui existait auparavant, bien que l'on eut promis que cet état serait amélioré.

Aujourd'hui que je constate, à l'aide des documents officiels ces dila-

pidations, je n'aurais pas le droit de les signaler au public, de les montrer aux contribuables et de demander que les ministres qui ont trempé dans ces machinations pour piller le trésor provincial soient censurés? C'est avec ce système inouï que l'on a réussi à faire accepter cette transaction et l'on voudrait fermer la bouche à ceux qui ont mission de rechercher la vérité et de la proclamer hautement quand ils l'ont découverte. Que l'on sache donc que l'on ne réussira pas. Quant à moi, je suis ici pour remplir mon devoir et je ne faillirai pas, la providence aidant, à ma tâche.

Les intérêts en jeu sont trop sacrés, les preuves sont trop manifestes pour ne pas imprimer au front des coupables le stigmat qui leur convient.

Ce n'est pas tout, M. le président, car il était écrit que cette vente de la voie ferrée serait jusqu'au dernier moment une mine de contradictions, tant on avait peur du vote de la Législature, parce que l'on connaissait la nature de la transaction que l'on proposait.

A la page neuf d'une série de tableaux statistiques distribuée le 4 avril 1882, c'est-à-dire une huitaine de jours après que le débat était engagé sur cette question de la vente du chemin de fer, l'honorable trésorier disait, dans ce document intitulé : (je n'ai que la version anglaise en main.) *Statement with reference to the sale of the Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway*, que le déficit pour l'exercice devant expirer le 30 juin suivant, et alors en cours, que le déficit serait de \$500,000.

De son côté, l'honorable M. Chapleau lui, disait dans son discours, que le déficit serait d'au moins \$400,000. Et c'est ici que j'attire tout particulièrement l'attention de la Chambre, car c'est un point fort important. Le 15 mai 1882, l'honorable trésorier faisait son exposé budgétaire. Or à cette époque, la vente était consommée. Le Conseil législatif avait adopté le dernier projet de loi relatif à ce sujet le 25 avril, comme il appert à la page 115 des journaux de cette Chambre. Le 15 mai 1882, vingt jours après que tout était terminé, le trésorier venait tout naïvement dire aux Chambres qu'il n'y avait pas de déficit du tout. C'est en blanc et en noir, à la page 12 de la brochure contenant son exposé. Voici ses paroles. Je les cite textuellement : "Cet "estimé," ajouté aux paiements, forme un total de \$3,040,579.78; et cette somme déduite des recettes tant actuelles que prévues de l'année courante, soit \$3,141,673.78, constate un surplus pour l'exercice actuel de \$101,093.95. Mais comme ce chiffre est basé sur une approximation

des recettes et des dépenses de deux mois, en tenant compte de toute augmentation possible dans les dépenses et d'une diminution dans les recettes, je préfère pour être certain de ne pas exagérer, évaluer le surplus, comme je l'ai déjà dit, à \$50,000."

La Chambre a observé qu'il n'est pas question de déficit. Comment se fait-il donc que la situation ait tellement changé dans si peu de temps? Où est le déficit de \$400,000, suivant M. Chapleau, et de \$500,000 suivant l'honorable trésorier? Du 4 avril au 15 mai, il était disparu!!! et le chemin aussi comme actif de la province. Je laisse maintenant à mes honorables collègues à réfléchir sur la cause de ce changement subit dans l'appréciation de notre situation financière.

M. le président, la transaction proposée par le gouvernement Chapleau devait, au dire de ses partisans, faire cesser les déficits à l'avenir. En veut-on la preuve. A part les paroles de M. Chapleau, et de ceux qui ont appuyé la vente, je ferai la lecture des paroles que le cabinet précédent mettait dans la bouche de Son Honneur le lieutenant gouverneur à la clôture de la dernière session. Les voici ces paroles : " Vous avez réussi à équilibrer les recettes et les dépenses en assurant à la province un revenu fixe, par la vente du chemin de fer que le gouvernement avait été autorisé à construire, et par l'impôt de taxes légères qui ne portent que sur les classes qui ont le plus profité des améliorations publiques et qui sont le plus en état de supporter cette charge. " Ai-je besoin de dire que nous n'avons pas cet équilibre dans le budget. On avait réussi à tromper la Chambre, qu'importait le reste ! . . . .

L'honorable député de Montmorency a été assez bon pour me passer ses chiffres et j'ai constaté qu'il y a beaucoup de renseignements dans ses notes. Assurément il a dû faire bien des recherches pour réunir tous ces éléments, Je l'admets, il travaille.

L'honorable député de Montmorency a expliqué l'augmentation des \$37,671 que j'ai constaté avoir été faite dans les frais du gouvernement civil. Cette somme se composerait de l'élévation du traitement des ministres et de certains salaires d'employés qui jusqu'ici n'étaient pas mis sous ce chef mais sous celui des contingents. J'ai examiné ce point et je suis arrivé à la conclusion que je ne m'étais pas trompé. Ce transfert d'un compte à un autre n'explique rien du tout. Je vois bien les noms de quelques employés, mais tous leurs salaires collectifs s'élevaient seulement à \$10,068 payées en 1882, à part les dépenses pour le gouvernement civil. De plus, il faut observer que le gouvernement a augmenté les salaires de ces messieurs de \$1,281. Mais ce n'est pas tout, M. le

président. Dans le tableau des fonctionnaires inscrits au prochain budget, il y en a au moins sept nouveaux. On dit qu'il n'y a pas à proprement parler d'augmentation. Voyons s'il y a du vrai dans cette assertion. Je consulte le budget de l'exercice en cours et je trouve que les dépenses contingentes sont évaluées à \$45,241.00 et cette année le budget que nous discutons contient pour le même service, \$47,600. Où est donc l'économie, M. le président, où est donc le simple transport que l'on prétend avoir été fait d'un chapitre à un autre.

Maintenant j'arrive au traitement des ministres. Malgré les déclamations qui ont été faites à ce sujet, je ne regrette pas ce que j'ai fait.

Aujourd'hui on me fait un reproche d'avoir appuyé mes adversaires dans une telle circonstance ; eh ! bien ce que je puis dire à l'honorable député de Montmorency et à ceux qui partagent son opinion, c'est que je n'ai aucune raison de regretter la position que j'ai prise relativement à ce sujet, à la dernière session, bien que l'on s'efforce à présent de s'en servir comme d'une arme contre moi. C'est bien mal reconnaître le désintéressement et la loyauté avec lesquels j'ai appuyé cette proposition. Dans le temps, j'ai regretté de me séparer de mon digne chef, l'honorable député de Lotbinière, que j'ai suivi avec admiration pour son énergie pendant les luttes difficiles qu'il a eu à subir pendant sa carrière officielle. Cependant, j'ai cru que c'était mon devoir. Mon parti ne m'a pas reproché mon vote dans cette occasion. Je trouve pour le moins étrange que ce soient les conservateurs qui me le reprochent. Mais quand j'ai voté cette augmentation du traitement des ministres, je voulais que ceux qui seraient appelés à remplir ces hautes et importantes fonctions travaillassent et remplissent leur devoir, qu'ils consacraient tout leur temps à la chose publique. Au lieu de cela, ils ont dilapidé le trésor au profit de favoris ; au lieu de cela, ils ont négligé les affaires publiques. Au lieu de faire leur besogne, ils ont nommé une commission pour faire une enquête sur le service civil, quand ils auraient bien pu eux-mêmes s'acquitter de cette tâche et épargner par là une nouvelle dépense au trésor de la province, déjà bien appauvri par leur extravagance et leur manque d'esprit administratif.

J'ai montré mon esprit d'impartialité quand j'ai voté contre la proposition de donner une indemnité additionnelle aux députés. J'ai montré que je ne voulais pas porter la responsabilité de ce système de puiser dans le trésor public ; en votant en faveur de l'augmentation du traitement des ministres, je voulais les bien payer pour avoir de bons serviteurs. J'ai droit aujourd'hui de demander compte à ceux qui ont bénéficié de ce



accroissement de prix pour leurs services, s'ils l'ont bien gagné, par leur assiduité à remplir leurs devoirs. J'ai le droit de leur demander compte de leur conduite et de les blâmer davantage, s'ils n'ont pas fait ce qu'ils devaient faire.

M. le président, je crois avoir répondu aux principaux points du discours de l'honorable député de Montmorency, au moins à ceux qui intéressent cette Chambre, car l'honorable député s'est laissé entraîner à des digressions trop longues pour que je le suive sur ce terrain. Je suis bien prêt à admettre qu'il a fait un travail intéressant, rempli de renseignements. Il est dommage que ce soit si long.

L'honorable député de Montmorency avait entrepris une tâche au-dessus de ses forces. Peut-être est-il le seul qui aurait eu le courage de l'entreprendre. Il nous a dit que la province d'Ontario est plus pauvre que celle de Québec. M. le président, cela m'a étonné quand j'ai entendu cette assertion. Franchement j'ai essayé de me convaincre que nous sommes riches en effet, car enfin il m'est arrivé à la pensée que peut-être je m'étais fait illusion. Il est si consolant, après s'être toujours cru pauvre, de se convaincre qu'on est riche. En écoutant l'honorable député j'ai été heureux de voir qu'il voulait nous persuader qu'Ontario, que je considérais naïvement comme un Pérou, était plus pauvre que nous.

Bon, me suis-je dit, si cela pouvait être vrai, que nous serions heureux !!!... Mais mon bonheur n'a duré qu'un instant. Malgré mon redoublement d'attention je n'ai pas découvert la preuve que j'étais si anxieux d'avoir de notre richesse relative.

L'honorable député n'a pas détruit les surplus que le gouvernement de M. Mowat a dans le coffre public de la province d'Ontario. Ils sont encore intacts. Il n'a pas non plus créé une dette pour cette province et n'a pas fait disparaître la nôtre. Nous sommes bien encore avec nos déficits, et Ontario a bien encore ses surplus. Je suis chagrin de constater que nous ne valons pas un sous de plus que notre voisine, malgré les efforts de l'honorable député de Montmorency.

M. le président, nous sommes appelés à voter les subsides, c'est-à-dire l'argent nécessaire pour les dépenses publiques. C'est le temps de faire valoir nos griefs et de les exposer aux juges naturels de ceux qui gouvernent.

Je me rappelle qu'en 1872, j'assistais à Ottawa, à l'ouverture du parlement fédéral. Le gouverneur, en s'adressant aux communes, c'est-à-

dire, aux députés du peuple, otait toujours son chapeau. En réfléchissant que cette cérémonie existait depuis longtemps, je me suis dit qu'elle devait avoir sa raison d'être. En effet, nous tenons les cordons de la bourse et c'est un point très essentiel.

Avec ce droit nous sommes à peu près maîtres absolus de la situation, je parle dans un sens général. Un gouvernement peut bien se moquer du peuple ou de ses représentants quand ils sont loin. Ils peuvent bien se conduire à sa guise quand il jouit de la vacance des Chambres. Mais il lui faut revenir devant les représentants du peuple et leur tendre la main pour avoir l'argent qu'il lui faut. C'est alors que notre tour est venu de lui demander compte et un compte sévère de tous ses actes. Il ne peut s'échapper à ce contrôle salutaire de la Chambre.

Il est d'usage, comme je le disais tout à l'heure, de profiter de ce moment où le gouvernement tend la main, pour exposer ses griefs. Je me prévaux de cet usage constitutionnel pour soumettre au jugement de la Chambre un fait que je considère d'une importance considérable, car il indique un état de choses qu'il ne convient pas de laisser subsister. Ce fait s'est passé dans le cours de la présente session et a créé assez d'émoi pour que l'on s'en rappelle. Dans tous les cas je vais relater les éléments de la question afin de la préciser davantage.

Le 13 février, l'honorable trésorier de la province se levait de son siège et en s'adressant au président de cette Chambre, il déclarait transmettre un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur. Vous vous êtes levé, M. le président, et vous nous avez dit, en vous servant de la formule ordinaire : " Message de Son Honneur le lieutenant gouverneur, signé de sa main. Là-dessus, nous nous sommes tous levés et vous avez lu ce document. Il a été ensuite déposé sur le bureau de la Chambre. Au moment où l'honorable trésorier se disposait à commencer son exposé, je me suis levé et j'ai attiré l'attention de la Chambre sur le fait que les prévisions budgétaires n'étaient pas imprimées et distribuées et que je ne pouvais permettre à l'honorable ministre de procéder en l'absence de ce document. Après quelques discussions, il fut convenu que nous n'aurions pas d'exposé budgétaire ce jour-là. L'honorable trésorier demanda et obtint la permission de retirer le message qu'il venait de déposer.

Trois jours plus tard, le 16 février, l'honorable trésorier vous transmet de nouveau un message, M. le président, mais cette fois, le document en question n'avait plus la forme du premier message, qui est celle adoptée et toujours suivie d'accord avec les exigences de notre constitution.

Ce qui nous fut communiqué, ce fut une dépêche télégraphique de Son Honneur. Cette fois, vous n'avez pas voulu lire ce prétendu message et il fut déposé simplement sur le bureau de la Chambre. La Chambre refusa d'accepter ce télégramme comme l'équivalent du message requis par la constitution. Notre prétention dans cette circonstance fut admise comme bonne par vous, M. le président, votre décision en fait foi, mais l'honorable trésorier fut le premier à reconnaître la justesse de notre objection, puisqu'il s'empressa, séance tenante, de prendre des mesures pour avoir cette fois un bon et véritable message et nous l'avons eu.

Pendant tous ces armoiements, toutes ces démarches, qu'était devenu, M. le président, le message que vous nous aviez lu en nous faisant lever par respect pour une communication de la couronne ou de son représentant. Qu'était donc devenu ce premier message. J'ai mentionné tout à l'heure la décision que vous avez donnée, M. le président, déclarant que le télégramme ne pouvait être accepté comme le document requis par l'article 54 de la constitution. Que signifie cette décision dans les circonstances où elle s'est produite. Le télégramme a été considéré comme illégal. Vous avez donc déclaré au nom de la Chambre que Son Honneur le lieutenant gouverneur avait été mal avisé en faisant transmettre ce message inconstitutionnel. Maintenant je veux que les journaux de la Chambre continnent tout l'historique de ce fait grave. Je veux, M. le président, qu'il soit consigné dans les minutes de nos délibérations, que le gouvernement s'est rendu coupable, suivant votre propre décision, d'un acte essentiellement contraire à la constitution. J'ai relaté tous les faits dans la proposition que voici et que je vais vous remettre, M. le président. J'en donne lecture comme suit :

Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Le 13 février dernier, l'honorable trésorier de cette province déclara devant cette Chambre, qu'il était porteur d'un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur, transmettant un état détaillé de certains services pour l'année financière expirant le 30 juin 1884, le budget pour l'année courante et celui pour l'année financière léguant le 30 juin 1884," et recommandant le budget à l'Assemblée législative conformément aux dispositions de la 54<sup>ième</sup> clause de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, de 1867.

" Que l'honorable trésorier remit alors un document à l'honorable président de cette Chambre, que celui-ci crut de bonne foi, s'en rapportant à la déclaration susdite d'un honorable ministre, être un message

véritable de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province et signé de sa main.

“ Que le dit prétendu message fut alors lu par l'honorable président, les membres étant découverts et se tenant debout.

“ Que les dits états et “ estimés ” n'ayant pas été préalablement imprimés et distribués, la Chambre ne procéda pas à la considération de la motion d'usage, à l'effet de se former en comité des subsides, et que l'honorable trésorier demanda et obtint la permission de retirer le dit prétendu message.

Que le 16 février dernier, le dit trésorier transmit de nouveau ce document à l'honorable président de cette Chambre, déclarant en même temps, qu'il n'était pas signé par Son Honneur le lieutenant gouverneur, mais qu'il avait plu à ce dernier de lui envoyer d'Ottawa un télégramme conçu comme suit :

Québec, 12 février 1883.

Ottawa, Ontario,

A l'honorable J. S. C. Würtele,

Trésorier de la province,

Québec.

“ Je vous autorise à présenter vos “ estimés, ” ce télégramme équivaut pour vous à un message. ”

(Signé,)

THÉODORE ROBITAILLE.

“ Que ce document fut alors déposé sur le bureau de cette Chambre, sans être lu par l'honorable président, et qu'objection ayant été faite, que le budget n'était pas accompagné d'un message signé par Son Honneur le lieutenant gouverneur et ne devait pas être pris en considération ;

“ Que durant les débats qui s'en suivirent, un message signé de la main de Son Honneur, transmettant régulièrement les dits états et budget, fut transmis, par l'honorable trésorier à l'honorable président qui le lut, les membres de la Chambre étant debout.

“ Que l'honorable président décida alors, comme suit, la susdite objection :

“ Le message mis en premier lieu devant cette Chambre n'étant pas “ signé par Son Honneur le lieutenant gouverneur, mais seulement “ accompagné d'une dépêche télégraphique adressée, par Son Honneur, “ au trésorier de la province, ce document ne peut être reconnu comme “ étant mis régulièrement devant cette Chambre ” ;

“ Que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais ne peut s'empêcher de regretter profondément le malheureux incident qui vient d'être relaté, et que les aviseurs de Son Honneur le lieutenant gouverneur aient trompé le président et la Chambre, en leur laissant croire, que le premier document était un message réellement signé de la main de Son Honneur et aient compromis la dignité et l'autorité du représentant de Sa Majesté, en cette province, en lui conseillant de transmettre et recommander à l'Assemblée législative les dits “ estimés ” d'une manière aussi irrégulière et inconstitutionnelle. ”

M. le président, je manquerais à mon devoir si je ne présentais pas cette proposition, afin d'avoir une expression d'opinion directe de la part de la Chambre. La question revêt un caractère d'une très haute importance et il est très désirable que nous ayons de record ces faits qui nous donnent la mesure de l'habileté de ceux qui occupent le poste élevé de ministre de la couronne.

M. **Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, l'honorable chef de l'opposition donnant à l'allusion que j'ai faite, vendredi dernier, à la part que le principal organe du parti libéral l'accuse d'avoir prise à certaines démarches en vue d'une coalition, une interprétation tout à fait inexacte, je me suis empressé et je me suis fait un devoir de lui demander la permission de l'interrompre, pour expliquer ma pensée, qu'évidemment il n'avait pas comprise. J'avais le droit de donner cette explication personnelle sur un point de mon discours dont il n'avait pas saisi la signification. J'ai dit que j'avais fait cette allusion en m'appuyant sur des *informations récemment rendues publiques*. Suivant les convenances parlementaires, j'ai accepté la déclaration que l'honorable chef de l'opposition a jugé à propos de faire. L'incident était clos, et il me semble que, suivant le bon ton parlementaire, l'honorable député de St-Hyacinthe devait en rester là. Mais puisqu'il s'est permis la fantaisie de nous lire plusieurs extraits d'articles du *Canadien* au sujet de cette prétendue question de coalition, je suis bien justifiable de lui lire, en retour, quelques lignes de *son organe* à Montréal. La futile tentative de me faire porter devant cette Chambre la responsabilité d'articles d'un journal de Québec écrits par le rédacteur en chef de cette feuille, et appuyés sur des informations que j'ai toujours ignorées, et que je ne connais pas davantage aujourd'hui, me paraît bien peu digne d'un homme politique occupant la position de chef de parti. J'ai bien le droit de déclarer dans cette enceinte que je n'ai jamais écrit un mot dans la presse sur ce sujet de la coalition.

L'honorable chef de l'opposition, qui paraît tant aimer à renseigner la Chambre sur l'opinion de la presse, n'aura pas raison de se plaindre si je prends la liberté de lui rappeler le souvenir cuisant de ce que *son organe, La Patrie*, disait récemment à son adresse à propos de la coalition. Les 2, 3, 4 et 5 janvier dernier,—il y a deux mois à peine—*La Patrie* publiait une série d'articles intitulés : *L'honorable M. Mercier et la coalition*. J'ai ici ces numéros de *La Patrie*, le principal organe du parti libéral et de l'honorable député de St-Hyacinthe. Je lis ce qui suit à la date du 2 janvier 1883 :

“ Nos lecteurs savent ou ne savent pas que *La Concorde* a publié, il y a quelques semaines, une série d'articles plus acrimonieux les uns que les autres, à l'adresse de *La Patrie* et de M. Beaugrand en particulier.

“ *La Concorde* évidemment s'en prenait à M. Beaugrand personnellement pour atteindre plus haut et pour tâcher de frapper tous ceux qui, de près ou de loin, se sont opposés à cette fameuse coalition que quelques personnages importants avaient inventée dans le silence du cabinet.”

“ Nous croyions l'incident terminé et nous n'y pensions plus, lorsque *La Concorde* de mercredi dernier, le 27 décembre, nous est arrivée avec un article de trois colonnes dans lequel il était tout spécialement question de l'honorable M. Mercier, de la coalition et de M. Beaugrand, rédacteur de *La Patrie*.

On adulait M. Mercier, on vantait la coalition et, comme dans les articles précédents, on insultait brutalement M. Beaugrand.”

Certes, voilà qui commence bien. *La Patrie* continue :

“ L'article en question fut soumis à plusieurs libéraux importants qui nous conseillèrent de nous rendre auprès de M. Mercier et de lui demander s'il en approuvait le ton et la teneur.

“ C'était jeudi dernier. M. Beaugrand se rendit auprès de M. Mercier, lui demanda de bien vouloir lire *La Concorde* de la veille et de lui dire ensuite son opinion sur l'article intitulé : *L'honorable M. Mercier et la coalition*.

“ M. Mercier répondit, très courtoisement d'ailleurs, qu'il verrait *La Concorde* le soir même et qu'il donnerait une réponse le lendemain.

“ On voit que rien n'a été fait précipitamment de part et d'autre.

“ Le lendemain, M. Mercier répondit qu'il avait lu l'article de *La Concorde* du 27 et qu'il l'approuvait depuis le *premier jusqu'au dernier mot*.

“ Nous avons appris depuis que M. Mercier lui-même avait corrigé le manuscrit en question, et qu'il ne saurait conséquemment y avoir d'erreur sur la portée de sa réponse.

“ Agissant sur l'avis de nos chefs et de nos amis politiques, opposés à toute idée de coalition, nous avons décidé de répondre aux attaques de M. Mercier tout en restant dans les bornes d'une modération et d'une politesse qui ne brillent guère chez ceux qui tiennent la plume pour lui dans *La Concorde*.

“ Pour en agir d'ailleurs avec la plus grande loyauté possible, nous reproduirons, demain, en entier, le fameux article en question et nous ferons ensuite nos commentaires.

“ M. Mercier pourra répondre sérieusement, s'il le désire, par l'entremise de *La Patrie*. ” .....

L'écrivain de l'organe libéral termine ce premier article comme suit :

“ Maintenant au petit bonheur ! et les libéraux qui se demandent, depuis deux ans, ce que l'on peut bien chanter avec cette satanée coalition vont connaître le fin fond de l'affaire.

“ Il est temps que cela finisse. C'est ce que nous disait M. Mercier l'autre jour et c'est ce que nous répétons aujourd'hui.

“ A demain. ” .....

Le lendemain, 3 janvier, *La Patrie* publiait l'article de *La Concorde* précédé des remarques suivantes :

“ Comme nous l'avons annoncé hier, nous reproduisons aujourd'hui en entier, l'article de *La Concorde* de mercredi, le 27 décembre dernier, que M. Mercier approuve *depuis le premier jusqu'au dernier mot*.

“ On comprendra que l'honorable M. Mercier a dû faire violence à sa modestie pour approuver *in toto* la première partie de cet article qui le mentionne d'une manière *particulièrement* sympathique. L'auteur de l'article y parle aussi de lui-même avec un bon goût si manifeste qu'il est inutile d'en dire bien long pour faire comprendre à nos lecteurs tout ce qu'il y a de réservé et de discret dans ce genre de polémique.”

L'écrivain de *La Patrie* sait souligner avec beaucoup d'art, et nous savons tous que l'honorable chef de l'opposition est assez perspicace pour ne pas se méprendre sur le sens des italiques, Mais voyons donc aussi un peu ce que disait l'écrivain de *La Concorde*, dont l'honorable député de St. Hyacinthe approuvait si cordialement l'écrit depuis *le premier jusqu'au dernier mot* :

" Ici, nous touchons à la période *délicate* de notre travail. C'est aussitôt après son arrivée à Québec que M. Mercier devint coalitionniste. Ce n'est pas, comme l'a dit le *Progrès de Valleyfield*, immédiatement après la chute de M. Joly, qu'il fut question d'une alliance avec les hommes de bonne volonté du parti conservateur. M. Mercier disait dès le printemps de 1879, qu'il ne fallait pas oublier qu'une dizaine de comtés conservateurs ne nous étaient arrivés que par accident et qu'aux élections subséquentes ces comtés nous abandonneraient. Il devenait prudent pour les libéraux de s'attacher des députés de l'opposition dont le nom n'était pas compromis. On mentionnait MM. Lynch, Taillon et Loranger. Feu M. Letellier, après comme avant sa démission, confirma souvent l'opinion de M. Mercier. " *Faites une coalition,* " disait-il, " parce que M. Chapleau en fera une et vous perdrez le pouvoir, et la province perdra les services d'un bon gouvernement. "

" Cet avis ne fut pas entendu, et M. Letellier que la coalition aurait sauvé fut décapité. Au nom de principes qu'il ne s'agissait pas de sacrifier, on resta sourd aux conseils de la sagesse. " . . . . .

Il y a presque autant de révélations que de lignes dans cette partie de l'article de *La Concorde* que l'honorable chef de l'opposition, d'après sa propre admission, a approuvé *depuis le premier jusqu'au dernier mot*, et dont, au dire du rédacteur de *La Patrie*, il a *corrigé le manuscrit*.

*C'est aussitôt après son arrivée à Québec que M. Mercier devint coalitionniste*, dit *La Concorde*. Cela date de loin, comme l'on voit.

*Ce n'est pas, comme l'a dit le " Progrès de Valleyfield ", immédiatement après la chute de M. Joly, qu'il fut question d'une alliance avec les hommes de bonne volonté du parti conservateur*, ajoute l'écrivain de *La Concorde*.

Il y a donc des hommes de bonne volonté dans le parti conservateur. Pourtant nos adversaires se sont évertués à crier, depuis trente ans, que tous ceux qui ont occupé une position importante dans la direction du parti conservateur ont mérité d'être voués aux gémonies.

*M. Mercier disait dès le printemps de 1879, qu'il ne fallait pas oublier*



*qu'une dizaine de comtés conservateurs ne nous étaient arrivés que par accident, et qu'aux élections subséquentes ces comtés nous abandonneraient. Il devenait prudent pour les libéraux de s'attacher des députés de l'opposition dont le nom n'était pas compromis, dit La Concorde.*

On a lieu d'être étonné de la franchise de l'auteur de l'écrit et du correcteur du manuscrit de l'article. L'honorable député de St-Hyacinthe ne sera jamais meilleur prophète, seulement ses prévisions ont été dépassées. Le nombre des divisions électorales qui ont abandonné nos adversaires aux élections du deux décembre 1881, ne s'est pas limité à la dizaine. Il s'est élevé à plus de quinze. Mais l'admission à encadrer dans ces lignes de *La Concorde*, c'est celle que le parti libéral n'a dû qu'à un accident l'appui d'une dizaine de comtés conservateurs aux élections du premier mai 1878. L'accident c'était le coup d'état et l'effervescence momentanée qui en fut la suite. Ce ne fut pas de longue durée, et dès 1879, l'honorable député de St-Hyacinthe était déjà convaincu que si le gouvernement dont il faisait partie osait descendre dans l'arène électorale, il y serait balayé. Dans ces circonstances critiques, que devait faire le parti libéral pour garder le pouvoir, qu'il n'avait obtenu que par un acte de violence constitutionnelle suivi d'un accident électoral? L'auteur de l'écrit de *La Concorde* et le correcteur du manuscrit de l'article étaient d'opinion qu'il n'y avait rien de plus simple. Il ne s'agissait que de semer la division dans les rangs de l'opposition, en y cherchant les *hommes de bonne volonté*. C'était, toujours dans l'opinion de l'écrivain et de son réviseur, le genre de prudence que les libéraux devaient pratiquer pour conserver le pouvoir. Il valait mieux, pensaient-ils, diviser le fromage que de le perdre en entier par trop d'obstination. La glorieuse journée du 17 septembre 1878 avait rendu ces gens prudents. Il n'y avait pas jusqu'à feu M. Letellier, nous révèlent *La Concorde* et le réviseur du manuscrit—qui avait pu connaître la pensée intruse de celui qui était alors à Spencer Wood—qui ne crut qu'il ne fût prudent pour lui d'essayer d'échapper à la décapitation au moyen d'une coalition. Aussi comme l'écrivain et son correcteur en veulent à ces libéraux de principes qui sont restés *sourds aux conseils de cette sagesse* après le grand enseignement du 17 septembre 1878.

Mais poursuivons. *La Concorde* ajoute : “ Les événements donnaient raison au sentiment personnel de M. Mercier. Cela ne l'empêcha pas de continuer sa carrière de travail et de dévouement. Du mois de mai au mois de novembre il avait été absent de son bureau d'avocat à

St. Hyacinthe. Il y a de farouches radicaux qui n'ont jamais mis au service de notre cause ce que M. Mercier avait perdu d'argent pendant ce laps de temps. N'importe, il venait à peine de s'y réinstaller qu'on le manda à Berthier où M. Sylvestre hésitait à reprendre la lutte contre M. Robillard dont l'élection venait d'être annulée. M. Mercier se rendit dans le comté accompagné de l'hon. M. Marchand et décida M. Sylvestre à poser sa candidature. On était en décembre ; ils y restèrent tout le temps de la lutte, énergiquement secondé par quelques amis de Montréal, Sorel et Joliette. C'est de cette époque que date la conversion des plus hautes influences conservatrices de Berthier. Cette semence libérale dont nous allons bientôt recueillir les fruits, c'est M. Mercier qui l'a déposée, tout coalitionniste qu'il était. ”

La semence libérale est beaucoup plus lente à produire ses fruits que ne le prévoyait *La Concorde*, parce qu'elle n'a pas empêché, au deux décembre 1881, la réélection de notre estimé collègue, l'honorable député de Berthier, qui a triomphé de tous les efforts de ses adversaires par la majorité de cent soixante et quatre voix.

Je passe maintenant aux commentaires de *La Patrie* sur l'article de *La Concorde*. Lisons encore : “ Nous avons reproduit en entier, dans *La Patrie* d'hier, l'article de *La Concorde* que M. Mercier a approuvé depuis le premier jusqu'au dernier mot, et nos lecteurs ont pu voir que si d'un côté, on ne ménageait pas les compliments à l'honorable député de St. Hyacinthe, on ne se gênait pas de l'autre pour insulter brutalement *La Patrie* et ceux dont elle représente les idées ”.....  
.....

“ Il (M. Mercier) travailla ardemment, en arrivant parmi nous, à réorganiser l'association de Réforme, et c'est peut-être de là que datent les premiers dissentiments qui nous divisent aujourd'hui. M. Mercier fit probablement pour le mieux, mais il n'en est pas moins vrai que la nouvelle organisation ne fonctionna pas bien dès le début, et qu'elle avait cessé d'exister après trois mois d'une vie orageuse.”

“ M. Mercier, disions nous, dut s'apercevoir que ses plans n'étaient pas populaires—on pourrait se servir d'un adjectif plus accentué—et malgré cela, il n'en continua pas moins à avoir des relations avec quelques chefs conservateurs qui jouaient aux finsfins pour obtenir des élections par acclamation là où les libéraux auraient pu faire la lutte. ”  
.....

“ En un mot, la presque totalité des libéraux de Montréal sont opposés

à la coalition et refusent carrément de suivre M. Mercier sur ce terrain là.

“ Et voilà sur quoi le monsieur qui écrit dans *La Concorde* a déclaré la guerre à *La Patrie*.

“ Et comme nous l'avons dit déjà, ce n'est pas une déclaration personnelle que nous faisons ici, mais nous parlons aux noms de tous ceux qui ont fait leur organe de *La Patrie*. ”

Poussons notre curiosité un peu plus loin. *La Patrie* dit :

“ Les personnes à qui furent confiées ces propositions commencèrent par demander ce qu'en pensait l'hon. M. Joly, mais il paraîtrait que c'était là un détail dont ne s'occupaient guère les coalitionnistes et qu'il fallait décider ce que l'on en pensait ici. ”

Qu'en pense l'ancien chef de l'honorable député de St. Hyacinthe ?

“ Plus tard, un groupe de jeunes libéraux de Montréal offrit ses services à M. Mercier pour combattre M. Mousseau dans Bagot. M. Mercier répondit courtoisement qu'il verrait à la chose, mais ce fut la fin de l'histoire et M. Mousseau fut élu sans opposition. ”

“ Voilà pour le premier effort. ”

Voyons comme l'écrivain de *La Patrie* tourne en ridicule les illusions de l'auteur de l'écrit de *La Concorde* et du correcteur de l'article.

“ Arrivons-en maintenant à la réunion qui eut lieu dans l'automne 1880 chez M. le sénateur Thibaut à sa résidence de *Mille-Fleurs* à la Longue Pointe.

“ Nous étions une quinzaine d'amis réunis chez M. Thibaut, par hasard, et sans autre but que de faire une visite toute d'amitié à l'hôte de céans et la conversation tomba incidemment sur la coalition.

“ L'hon. M. Mercier allait jusqu'à dire que M. Chapleau consentirait à s'effacer pour faire place à un libéral comme premier ministre et que l'on nous accorderait de plus la majorité dans le ministère et l'abolition du conseil législatif.

C'était le monde renversé. Tous les bleus se faisaient rouges et l'âge d'or nous arrivait comme un cadeau du jour de l'an à un mioche, par l'entremise de Santa Claus en passant par la cheminée.

“ Nous ignorons si quelques uns de ceux qui se trouvaient là prirent la chose au sérieux. Mais ce que nous savons c'est que l'affaire nous parut avoir les propositions d'une bonne blague et que nous n'y avons jamais pensé depuis. ”

Evidemment c'est un différend sérieux à régler entre l'honorable chef de l'opposition et son principal organe dans la presse. Dans ses moments d'ennui, l'honorable député de St. Hyacinthe pourra relire ces articles de *La Patrie* pour se récréer.

L'honorable chef de l'opposition s'est donné une peine inutile à lire des extraits d'articles d'un journal de cette ville contre la vente du chemin de fer du nord. Je puis le front haut faire le contraste de ma conduite avec celle de l'honorable député de St. Hyacinthe sur cette question comme sur toutes les autres. J'ai certainement frappé juste en lui reprochant de ne pas avoir eu le courage de son opinion, l'année dernière, au sujet de la vente du chemin provincial, et d'avoir failli à son devoir de député, dans cette circonstance solennelle, en s'éloignant, sans raisons plausibles, du poste où ses électeurs l'avaient placé pour la défense des intérêts publics. Rien ne prouve mieux combien il a été profondément atteint par le trait que je lui ai lancé, que les vaines excuses qu'il a données pour expliquer une abstention tout à fait injustifiable lorsque cette Chambre était à délibérer sur une des plus importantes questions qui aient jamais été soumises à sa décision. L'honorable chef de l'opposition a compris dans quelle fausse position il se trouvait vis-à-vis ses amis qu'il abandonnait au milieu du combat, l'année dernière, sans avoir au moins la condescendance de leur dire pourquoi il s'éloignait du champ de bataille. Aussi a-t-il cru qu'il lui fallait s'exécuter et tâcher de donner une explication quelconque à une conduite inexplicable. Il eut bien mieux fait de garder le silence. De toute évidence, il n'a fait qu'aggraver sa position en voulant se justifier par la futile excuse qu'il n'a pas exprimé son opinion, dans cette Chambre, au sujet de la vente du chemin de fer du Nord, parce que les intérêts de sa famille l'obligeaient à suivre les affaires de son bureau. Je puis fièrement lui répondre que lorsqu'il sacrifiait, de son propre aveu, les intérêts publics aux intérêts de sa famille, moi je n'hésitais pas à sacrifier les intérêts de ma famille aux intérêts publics, en remplissant un grand devoir. Je laisse à la Chambre et à la province à juger entre lui et moi.

Qu'ont à faire les articles du *Canadien* dans ce débat. Tout le monde sait que c'est à cause de ma divergence d'opinion avec le rédacteur-en-chef de ce journal sur la vente du chemin du Nord, que j'ai librement pris ma retraite du journalisme et la décision de me séparer, bien à regret, il est vrai, de confrères avec lesquels, je me plais à le répéter, j'avais toujours eu, et avec lesquels j'ai encore, je puis le dire, les meilleurs rapports d'amitié personnelle.

J'ai dégagé ma responsabilité de la position prise, au sujet de la vente du chemin du nord, par le journal dont j'étais l'un des rédacteurs depuis bientôt sept ans, en donnant ma démission et en déclarant qu'il était de mon devoir d'approuver les contrats faits par le gouvernement. Je n'ai pas hésité à faire le sacrifice que cette décision m'imposait, et j'ai courageusement approuvé une politique qui était—j'en suis plus convaincu que jamais—dans l'intérêt bien entendu et bien compris de la province. Sans écrire un mot dans le *Canadien* au sujet de la vente du chemin, j'ai attendu, pour me séparer de mes confrères, que j'eusse terminé l'étude que je devais faire des diverses soumissions, de la correspondance officielle et des contrats que le gouvernement avait déposés sur le bureau de cette Chambre pour notre information et celle du public. Je suis certain d'avoir agi sagement en prenant le temps de faire une étude très sérieuse de la question avant de former définitivement mon opinion sur les conditions des contrats soumis à notre approbation. Il faut être poussé au pied du mur comme l'est l'honorable chef de l'opposition pour trouver à redire à cette conduite, lui surtout qui est resté muet, pendant toute la dernière session, sur cette question de la vente du chemin.

L'honorable chef de l'opposition s'est excusé ce soir, devant cette Chambre, de ne pas avoir exprimé d'opinion, l'année dernière, au sujet de la vente du chemin du nord, parce que, a-t-il dit, les intérêts de sa famille l'obligeaient de suivre les affaires de son bureau à Montréal. Il ne peut pas même donner cette excuse qu'il n'aurait certainement jamais dû offrir à ses amis, à cette Chambre et au public. En effet, le quatorze avril dernier n'était-il pas à son siège dans cette enceinte ? Il y était sans aucun doute, puisqu'il votait avec nous de la majorité contre l'amendement proposé par l'honorable député de Kamouraska. Ne lui aurait-il pas suffi, avant que la proposition ne fût mise aux voix, d'une demie heure, de dix minutes même, pour faire connaître à la Chambre et à la province les raisons générales d'intérêt public pour lesquelles il était pour ou contre la vente du chemin de fer ? La chose lui était si facile. Pourquoi donnait-il ce vote sans l'accompagner des explications qu'il était certainement de son devoir d'offrir ? Autant de questions auxquelles il ne saurait répondre d'une manière satisfaisante.

L'honorable chef de l'opposition admet aujourd'hui qu'il était en faveur de la vente du chemin de fer, l'année dernière. Pourquoi donc ne l'a-t-il pas dit alors ? Il se rabat maintenant sur la manière dont les contrats auraient été exécutés, pour attaquer le gouvernement. Sans

doute que le ministère actuel est responsable de l'exécution des contrats, et qu'il doit voir à l'accomplissement le plus strict et le plus fidèle de toutes leurs conditions. La majorité de cette Chambre est convaincue que c'est ce qu'il a fait et ce qu'il continuera à faire. Les chiffres donnés par l'honorable député de St. Hyacinthe ne prouvent rien. Que la somme dont la province était encore responsable pour travaux faits et obligations contractées avant la vente, soit plus considérable que l'évaluation qui en était faite lorsque la Chambre discutait les contrats, ce n'est pas étonnant et c'était prévu. Mais cela n'empêche pas que si le chemin n'avait pas été vendu, le gouvernement aurait été dans l'obligation de dépenser un million quatre vingt dit huit mille piastres pour des travaux d'une nécessité immédiate, d'après les données des ingénieurs, et un total d'au moins deux millions de piastres pour le parachèvement complet de la voie et pour le matériel roulant. Personne n'a prétendu que le gouvernement pouvait calculer le montant exact qu'il devait pour les travaux du chemin. Il y a plus de six ans que l'Intercolonial est livré à l'exploitation, et toutes les réclamations pour les travaux de cette ligne ne sont pas encore réglées. Rien de surprenant donc qu'au moment où les contrats de vente du chemin du nord étaient soumis à l'approbation de la Chambre, le gouvernement ne fût pas en état de faire le compte précis de la balance dont il était redevable en rapport avec la construction de la voie.

L'honorable député de St. Hyacinthe nous dit que le gouvernement précédent a choisi la soumission la moins avantageuse. Aurait-il la condescendance de nous dire comment il se fait qu'il ne s'en est pas aperçu, ou, s'il était de la même opinion, pourquoi il ne l'a pas dit, l'année dernière? Qu'il nous explique donc cette énigme?

Nous avons entendu l'honorable chef de l'opposition porter contre l'honorable trésorier la grave accusation d'avoir dit que si le chemin du nord n'était pas vendu, le déficit prévu de l'exercice alors en cours, celui de 1881-82, serait de \$500,000, et d'avoir déclaré, dans son discours sur le budget fait le 15 mai 1882, après l'approbation des contrats par les Chambres, que le même exercice se solderait par un excédent de \$50,000. La conclusion à tirer serait que la Chambre a été trompée pour lui faire approuver la vente du chemin. Je me demande encore si l'honorable député de St. Hyacinthe était sérieux en prononçant ces paroles. Il ne peut pas ignorer que dans l'évaluation que l'honorable trésorier faisait, le 15 mai dernier, des recettes de l'exercice en cours, au montant de \$3,141,673.73, sont comprises les \$554,146.83

que la cité de Montréal a payé en règlement de sa dette au fonds d'emprunt municipal. Le 20 février dernier, il y a quelques jours à peine, l'honorable chef de l'opposition nous disait, dans son discours sur le budget, que ce paiement fait par la cité de Montréal ne devait pas être compté comme une recette ordinaire. Aussi le retranchait-il, dans ses calculs, du revenu de l'exercice, ce qui faisait ressortir, suivant lui, un déficit de \$213,156. L'honorable chef de l'opposition paraît avoir, en finances, des principes d'une étonnante élasticité et d'une application bien facile. Il additionne aujourd'hui ce qu'il soustrayait hier, et il obtient des résultats bien différents suivant les besoins de sa cause. Ce n'est pas plus difficile que cela. Peu importe que la somme à ajouter ou à déduire soit de plus d'un demi million. Il y'a tout de même hardiment, et il est tout émerveillé de l'effet de son système financier. Faisons comme lui dans son discours du budget, et retranchons des évaluations de l'honorable trésorier en date du 15 mai 1882 les \$554,146.83 reçues de la cité de Montréal, et l'excédent de \$50,000 est tout de suite converti en un déficit de \$504,146.83. Evidemment le premier calcul de l'honorable trésorier était assez exact, et il n'avait pas tenu compte du paiement de la cité de Montréal pour la bonne raison qu'elle ne nous paiera pas une pareille somme tous les ans.

L'honorable chef de l'opposition a lu un extrait du discours de l'honorable M. Chapleau, la statistique préparée par l'honorable trésorier, page 9, et il a cité la page 48 du discours que j'avais l'honneur de faire dans cette enceinte le trois avril dernier, pour prouver que nous avons dit tous trois qu'il fallait vendre le chemin de fer du nord pour mettre fin aux déficits. Nous l'avons dit parce que c'était vrai comme ce l'est encore. La question est pourtant assez sérieuse pour que l'honorable député de St-Hyacinthe prenne la peine de bien saisir le sens des paroles qu'il cite, ou du moins de ne pas leur donner une interprétation erronée. La signification vraie de ces paroles est très facile à comprendre. La somme annuelle que nous pouvions espérer de toutes les sources du revenu provincial, à l'exclusion de celle du chemin de fer du nord, comparée au montant annuel des dépenses, faisait ressortir un déficit, un découvert d'au moins \$400,000 comme le disait l'honorable M. Chapleau, et qui pouvait même, suivant les fluctuations que le revenu est toujours exposé à subir, quelque peu élastique qu'il soit, atteindre \$580,605, comme le calculait l'honorable trésorier à la page 10 de son tableau de la moyenne annuelle des recettes et des dépenses de la province de Québec. Voilà qui est clair. Nous étions en face d'un déficit

annuel de quatre à cinq cent quatre-vingt mille piastres. Comment pouvait-on le combler, sinon en totalité, du moins en très grande partie ? Il restait une autre source de revenu, c'était celle du chemin du nord. Il s'agissait donc de savoir quel était le meilleur moyen de percevoir le plus possible de cette source. Il fallait choisir entre l'exploitation du chemin par le gouvernement et la vente de la propriété. Alors il fallait juger lequel de ces deux moyens serait le plus productif pour le trésor provincial et ferait le plus pour mettre fin aux déficits. L'honorable M. Chapleau, dans le temps premier ministre, l'honorable trésorier, la grande majorité de cette Chambre, cette Législature, l'opinion publique, les hommes d'affaires, les hommes de chemins de fer, moi comme eux, nous avons tous dit qu'il fallait choisir et employer le second moyen, vendre le chemin aux conditions et au prix obtenus. Nous avions raison.

Le revenu de l'exploitation du chemin par le gouvernement était incertain. Il fallait compter avec les accidents, les hivers rigoureux, les mauvaises récoltes, les dépressions commerciales et industrielles, la concurrence des lignes rivales, et tout l'imprévu qui existe toujours dans ces grandes affaires. De plus, les travaux de construction de nécessité immédiate auraient coûté plus d'un million, et ceux du parachèvement complet du chemin, plus le matériel d'exploitation encore à acheter, auraient absorbé un autre million, très probablement beaucoup plus. Ces deux millions et plus, il aurait fallu les emprunter et, par conséquent, contracter une nouvelle obligation annuelle d'au moins \$120,000 pour en payer l'intérêt et l'amortissement. Tout cela bien pesé et bien compté, on arrivait à la conclusion que le moyen de l'exploitation du chemin par le gouvernement ne pouvait produire que bien peu, et même rien du tout, pour diminuer le déficit annuel pouvant varier de \$400,000 à plus d'un demi million.

Quels étaient les avantages financiers qu'offrait à la province le second moyen : la vente du chemin aux conditions et aux prix stipulés aux contrats. Je les énumérais vendredi dernier ; je les résume comme suit :

Intérêt annuel du prix de vente.....	\$380,000
Plus la somme qu'il n'est plus nécessaire de verser à la caisse d'amortissement, le capital du prix de vente étant par la loi appliqué à l'amortissement de la dette.....	76,000
Total.....	\$456,000



Voilà du coup le déficit presque entièrement couvert, même en le portant au chiffre de l'évaluation la plus élevée de l'honorable trésorier, celui de \$580,605. Donc il fallait vendre le chemin. Il le fallait dans l'intérêt du trésor, des finances, et également du commerce de la province. C'est incontestable.

Il est donc vrai, comme l'honorable M. Chapleau l'a dit, comme l'honorable trésorier et moi-même l'avons prétendu, que la vente du chemin a grandement contribué à mettre fin aux déficits. Avec le revenu fixe obtenu par la vente du chemin, la légère contribution annuelle que cette Législature a, par une loi, demandée aux corporations commerciales, si elle est payée à la caisse de la province, et la diminution des dépenses par l'économie que le gouvernement est décidé à pratiquer et les retranchements qu'il veut faire, rétabliront certainement l'équilibre dans le budget et pourront même produire un excédent dans les bonnes années.

L'honorable chef de l'opposition est obligé d'admettre que dans la prétendue augmentation de \$37,671 dans les frais du gouvernement civil, pour laquelle il demande à cette Chambre de censurer le gouvernement, sont comptés, au montant de plusieurs milliers de piastres, les salaires d'officiers publics portés jusqu'à présent sous d'autres titres, et les traitements additionnels des honorables ministres, qu'il a fortement approuvés de sa parole et de son vote l'année dernière. C'est reconnaître qu'il est tout à fait injustifiable de faire cette proposition de censure qui le met dans une si grande contradiction avec lui-même.

J'ai fait un long travail sur les opérations financières de la province depuis l'établissement de la confédération. Je me suis imposé avec plaisir ce labeur difficile, convaincu que j'étais que l'on ne peut pas avoir une trop haute idée de l'importance de bien faire connaître au peuple si intelligent que nous représentons dans cette enceinte, la politique de progrès que le parti conservateur a développée avec tant de succès depuis 1867 dans l'administration des affaires de notre province et du Canada. Il faut en démontrer le caractère national, en prouver les nombreux avantages présents, et faire voir les grands résultats qu'elle promet dans l'avenir. C'est à quoi j'ai patriotiquement voulu contribuer dans l'humble mesure de mes forces. Je ne me formalise donc pas de ce que l'honorable chef de l'opposition a trouvé mes recherches et mes travaux sur les finances un peu trop longs, bien qu'il ait eu la bienveillance de leur reconnaître de l'intérêt et de l'utilité. Je dois dire que je ne serai jamais sensible au reproche de trop travailler.

L'honorable député de St. Hyacinthe ne pouvait pas être sérieux dans l'interprétation qu'il a donnée à mes paroles au sujet de la comparaison que j'ai faite entre notre situation financière et celle de la province d'Ontario. Je n'ai pas prétendu, comme il le suppose, que la province voisine à l'ouest est plus pauvre que la nôtre. J'ai dit, et l'honorable chef de l'opposition a sans doute assez bonne mémoire pour s'en rappeler, que dans les fréquents contrastes que nos adversaires font entre la situation financière des deux provinces, ils exagèrent grandement les difficultés de notre position—difficultés que nous avons en très grande partie surmontées par la vigoureuse politique de la vente du chemin de fer—et ils font celle d'Ontario bien plus favorable qu'elle ne l'est en réalité. Je maintiens ce que j'ai dit, et j'ai appuyé mon opinion de chiffres et de calculs que l'honorable chef de l'opposition—la Chambre l'a sans doute remarqué—s'est bien donné le garde de critiquer.

Je le répète avec une profonde satisfaction, je suis bien confiant dans l'avenir. Nous avons terminé, au sujet de nos finances, les années difficiles. Depuis quinze ans nous avons travaillé, nous avons semé. Notre peuple recueille abondamment les fruits de ce travail productif, de cette semence féconde. La situation financière ne doit inspirer aucune crainte, aucune anxiété. Nous connaissons nos sources de revenu, et il est facile de calculer assez approximativement ce qu'elles peuvent produire.

Le ministère nous dit qu'il fera des économies sérieuses dans les frais du service public. Je les crois possibles ; qu'il les fasse avec énergie, mais avec prudence et avec justice. Si les circonstances l'exigent, notre budget des dépenses peut aussi subir certains retranchements. Sans doute qu'il faudra y mettre tout le soin et toute la sagesse désirables. Avec ces moyens et l'heureuse solution donnée à la question de la vente du chemin du nord, nous aurons, je le crois fortement, un budget provincial en équilibre.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. le président, je n'ai pas été étonné du tout de voir l'honorable député de Montmorency se lever, comme mû par un ressort secret, et prendre la parole même avant les ministres personnellement mis en cause par la proposition de l'honorable chef de l'opposition. N'est-ce pas que c'est édifiant de voir un pareil spectacle. On attaque les ministres et cependant ils restent muets comme des sourds, tout comme s'ils n'avaient rien entendu.

Que dit la proposition qui est devant la Chambre? Elle relate des faits qui sont connus de tous, et elle conclut en demandant la censure de la Chambre sur les coupables. On se rappelle, M. le président, comment était signé le premier message. La signature, ou la prétendue signature était en quoi? Eh! bien ça l'aîr très singulier, mais enfin c'est vrai, elle était en crayon. Est-ce l'usage dans le bureau de Son Honneur de signer les messages ou les documents publics de cette importance avec un simple crayon. Pourtant il me semble que la Chambre vote un montant assez élevé pour les dépenses contingentes, pour que l'on puisse s'acheter de l'encre. Plus tard, ce message nous est revenu, mais le nom était effacé. Qui l'a effacé? Qui l'avait mis là, autant de questions auxquelles on n'a pas répondu. Non-seulement on ne répond pas à ces questions, mais on garde le silence, un silence de coupable. Réellement les ministres sont injustes à l'égard de leurs amis, car ceux-ci doivent être humiliés des nombreuses bévues de leurs chefs.

S'agit-il de déposer un projet de loi, ils ne savent pas comment s'y prendre. C'est ainsi que nous avons eu deux projets de lois sur l'ordre du jour, à propos de la taxe sur les municipalités: l'un portant la contribution municipale à 25 centins, l'autre à 15. Veulent ils se faire autoriser à régler le fonds des écoles élémentaires, vous êtes obligé d'intervenir, M. le président, pour leur dire ce qu'ils ont à faire. Eux, ils ne le savent pas. Ils sont obligés de retirer toutes leurs propositions parce qu'ils sont incapables de les soumettre convenablement à l'étude de la Chambre.

Où sont les promesses contenues dans le discours d'ouverture de la session? Elles sont allées rejoindre les mesures rentrées. Jamais, de mémoire d'homme, nous avons eu un gouvernement aussi incapable que celui-ci. Je ne voudrais pas faire de la peine à personne, mais enfin je ne puis m'empêcher d'exprimer ma pensée toute entière. Le fait est, M. le président, que le cabinet a besoin d'avoir un sang nouveau, car comme il est actuellement il fait pitié.

*Plusieurs voix à gauche.*—Vous ne parlez pas....

M. le **Trésorier**.—Nous n'avons que faire de parler.... Nous allons répondre par le vote.

*Plusieurs voix à droite.*—Aux voix....aux voix.

M. le **Président**.—Je mets la proposition de l'honorable M. Metcier, aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers

Gagnon, Joly, Laberge, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Dubamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Owens, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Saint-Hilaire, Trudel et Würtele.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre se forme en comité du budget.

Le crédit pour dépenses des élections \$3,000, est adopté.

La séance est levée.